

Schweizerisches Bundesarchiv / Archives Fédérales Suisses

Archivio Federale Svizzero

Studien und Quellen

Etudes et Sources

Studi e Fonti

5

Gérald Arlettaz

Emigration et colonisation suisses en Amérique
1815–1918

Bern 1979

Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs
Revue des Archives fédérales suisses
Rivista dell'Archivio federale svizzero

CH-3003 Bern, Archivstrasse 24
Tel. 031 / 61 89 89

Schriftleitung: Dr. Oscar Gauye, Bundesarchivar

Für den Bezug von *Studien und Quellen* wende man sich an das Bundesarchiv
Pour l'acquisition d'*Etudes et Sources* s'adresser aux Archives fédérales
Per l'acquisto di *Studi e Fonti* rivolgersi all'Archivio federale

Erscheint jährlich / Paraît annuellement / Pubblicazione annuale

Das Bundesarchiv verwahrt:

- a. das Zentralarchiv der Helvetischen Republik von 1798–1803;
- b. das Archiv der Mediationszeit von 1803–1813;
- c. das Archiv der Tagsatzungsperiode von 1814–1848;
- d. das Archiv des Bundesstaates seit 1848;
- e. die am Sitze des Bundes zu hinterlegenden Urkunden und Ratifikationen von zwischenstaatlichen Verträgen;
- f. hinterlegte, geschenkte, hinterlassene oder sonstwie erworbene Aktenbestände zur Geschichte der Schweiz seit 1798;
- g. verschiedene Sammlungen von Abschriften, Photokopien, Mikrofilmen, Regesten und Inventaren zur Schweizergeschichte aus andern Archiven und Bibliotheken.

Die Akten des Bundesarchivs sind der Oeffentlichkeit erst nach einer Sperrfrist von 35 Jahren zugänglich und nur, sofern dadurch keine öffentlichen oder privaten Interessen beeinträchtigt werden.

Für die Benutzung von Akten, die weniger als 35 Jahre alt sind, können zu wissenschaftlichen Zwecken Ausnahmen von der erwähnten Sperre bewilligt werden.

Der Lesesaal ist von Montag bis Freitag von 8 bis 18 Uhr geöffnet. Jährlich geschlossen: zwei Wochen im Juli.

Suite à la page 3 de la couverture
Continua in terza pagina di copertina

Studien und Quellen

Etudes et Sources

Studi e Fonti

5

Bern 1979

N 1345/5



80/1679

Alle Rechte vorbehalten
Tous droits réservés
Diritti riservati

Inhalt / Sommaire / Sommario

Oscar Gauye

Avant-propos	5
--------------------	---

Gérald Arlettaz

Emigration et colonisation suisses en Amérique 1815–1918

I Introduction	7
----------------------	---

I Chapitre 1: *L'attraction américaine*

I. Les buts de l'émigration suisse	8
II. Les conditions du voyage	12
A. En Europe	12
B. La traversée	15
C. En Amérique	18
D. L'attitude des milieux suisses	23

Chapitre 2: *Les Etats-Unis*

I. Données quantitatives	27
II. La côte Est	33
A. La Société suisse de bienfaisance de New York	33
B. Le développement de la concentration urbaine	36
III. Le Centre Nord-Est	40
IV. Le Centre Nord-Ouest	47
V. Le Sud	53
VI. L'Ouest	67

Chapitre 3: *Le Canada*

I. Données quantitatives	84
II. La colonisation de l'Ouest canadien	85
III. L'intégration des Suisses au Canada	89

I Chapitre 4: *L'Argentine*

I. Données quantitatives	91
II. La fondation des colonies (1853–1860)	95
III. Le sort des colons et la prise de conscience du phénomène migratoire (1860–1880)	98
IV. L'Argentine, terre promise? (1880–1889)	102
V. Les années de crise (1890–1903)	106
VI. Reprise économique et ordre social (1903–1914)	111

Chapitre 5: L'Uruguay

I. Données quantitatives	116
II. La colonie Nueva Helvecia: un cas exemplaire	117
A. La propagande	118
B. La réalité	121
III. L'évolution de l'émigration et de la colonisation suisses (1864–1914)	128

Chapitre 6: Le Chili

I. Un pays peu attractif (1850–1883)	135
II. La colonisation du Sud du Chili (1883–1900)	138
III. Le déclin de l'émigration suisse	144

Chapitre 7: Le Brésil

I. Données quantitatives	149
II. L'émigration suisse de la première moitié du siècle	157
III. Le système de "Parceria" et l'échec de la colonisation brésilienne (1850–1869)	161
IV. La difficile politique brésilienne d'immigration (1870–1914)	169
V. Les projets du Pionier Verein Eintracht, une tentative socialiste	176

Chapitre 8: L'Amérique indienne

I. Le Paraguay	179
II. Le Pérou	185
III. La Bolivie	188
IV. La Colombie	190
V. Le Venezuela	192

Chapitre 9: L'Amérique centrale

I. Le Mexique	196
II. Costa-Rica	203
III. El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	207
IV. Les Grandes Antilles	210

Zusammenfassung	217
Compendio	219
Summary	221
Resumen	224
Index	227
Liste des tableaux	235

Avant-Propos

Que sait-on du destin mouvementé et souvent tragique des centaines de milliers de Suisses qui, au XIXe siècle et au début du XXe, ont émigré vers les Amériques? Que sait-on des espérances, des satisfactions, des déceptions et parfois du désespoir de ces hommes et de ces femmes, de leurs conditions de vie et de leur intégration dans les pays d'accueil? Encore assez peu de choses. Mais voici que grâce à des historiens de la jeune génération nos contemporains commencent à découvrir cette tranche importante de leur histoire nationale. Ces dernières années, en effet, ont vu la publication de quelques études solides qui vont sans doute engager d'autres chercheurs à orienter leurs travaux dans cette direction. Or, si les documents pouvant servir à l'histoire de ce phénomène migratoire sont abondants, c'est une impression de découragement que peuvent avoir les historiens en découvrant ces masses documentaires dispersées dans les dépôts d'archives. Aussi, pour contribuer à éclairer leur route, il nous a semblé que la publication d'une étude synthétique consacrée à l'émigration suisse outre-mer leur apporterait une large information sur les sources conservées aux Archives fédérales et sur les possibilités de recherche qu'elles offrent. Ce travail, nous l'avons confié à Gérald Arlettaz. En 1975 déjà, notre collaborateur présentait la première partie de sa recherche. Les conditions du départ des émigrants et l'évolution des conceptions et de la législation de notre pays en matière d'émigration formaient les lignes de force de son étude. Quelques perspectives de recherche et un survol des sources documentaires se rapportant à l'émigration complétaient son panorama. Gérald Arlettaz, à qui nous exprimons notre gratitude, présente aujourd'hui un autre aspect de sa recherche: L'émigration et la colonisation suisses en Amérique. Après avoir rappelé les buts de l'émigration, évoqué les conditions du voyage et souligné l'attitude des milieux suisses face aux problèmes humains posés par cet exode de compatriotes souvent démunis, l'auteur analyse l'implantation des Suisses dans les divers pays du continent américain. Derrière cette approche du mouvement migratoire, les questions sont nombreuses. De leur approfondissement, il résultera une meilleure connaissance de l'histoire de la société suisse au XIXe siècle et, dans une certaine mesure, de celle de la société américaine.

Emigration et colonisation suisses en Amérique 1815–1918

Par Gérald Arlettaz

Introduction

A l'heure où notre histoire nationale commence à s'interroger sur son identité, parmi d'autres certitudes ébranlées, il apparaît distinctement que l'émigration des Confédérés pour les pays d'outre-mer au XIX^e siècle ne s'est pas limitée à quelques aventures individuelles d'un certain nombre de personnalités parties pour contribuer, plus ou moins volontairement, au rayonnement de l'Helvétie. Il est peut-être moins évident, en revanche, que ce vaste mouvement de plusieurs centaines de milliers de Suisses ne peut pas se reconnaître non plus dans quelques épopées de divers groupes d'aventuriers. Aujourd'hui encore, nombre de littérateurs – historiens? – chantent les mérites de ceux qui, traversant les nombreux combats de la lutte pour la vie, ont réussi, par leurs qualités personnelles, à s'installer dans le Nouveau Monde. Ces hérauts oublient généralement de mentionner les coûts humains de ces victoires à la Darwin. Depuis quelques années, toutefois, avec la pénétration dans les milieux scientifiques suisses de nouvelles approches méthodologiques et grâce au sens de la relativité de ceux qui n'ont pas besoin de s'identifier avec une certaine idée du passé national, l'histoire de l'émigration prend une tournure plus analytique et plus hypothétique.

Parmi les thèmes d'une histoire qui se veut problématique et globalisante, l'émigration est un des plus complexes de par ses dimensions démographique, économique, culturelle, politique et surtout mentale. Dès lors, notre propos n'a pas été d'élaborer une théorie des migrations helvétiques, dont les éléments ne sont pas encore réunis mais, plus modestement de contribuer à rassembler les données pour aider à situer les types d'émigration, individuelle et collective, les causes et les phases d'un mouvement séculaire, les destinations des émigrants et leur participation, dans les pays d'adoption, à de nouveaux destins collectifs.

Chapitre 1: L'attraction américaine

I. Les buts de l'émigration suisse

Au XIXe siècle, des conditions de vie médiocres ainsi que des transformations économiques et sociales profondes, liées à la révolution industrielle, sont à l'origine d'un gigantesque phénomène d'émigration en Europe. Parallèlement, le développement du continent américain, des Etats-Unis et de l'Argentine en particulier, provoque un énorme appel démographique qui accentue le mouvement migratoire des populations européennes. Parmi les millions d'Européens qui partent en Amérique, entre 1850 et 1914, plus de 80 % choisissent de se rendre en Amérique du Nord avant 1885; après cette date, avec la forte croissance de l'émigration italienne notamment, la proportion des départs pour l'Amérique du Nord tombe à environ 70 %, avec des oscillations annuelles allant de 65 à 80 %¹⁾.

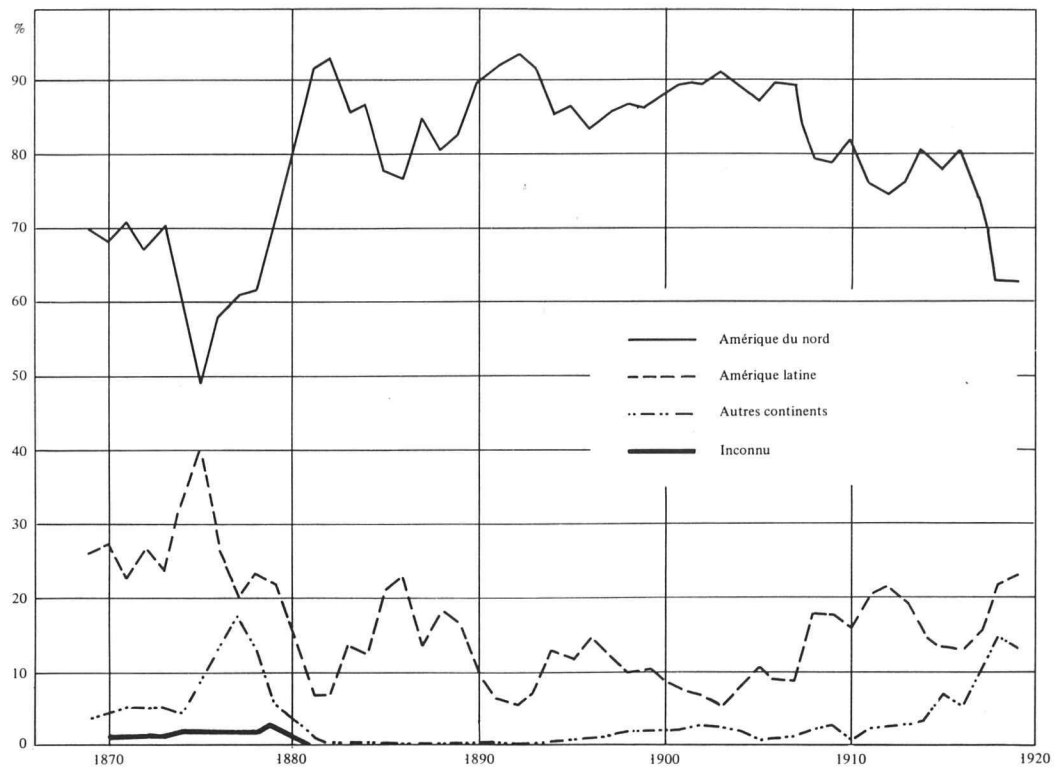
Les statistiques de certains pays américains permettent d'apprécier l'arrivée des Suisses, à partir de 1820 pour les Etats-Unis, 1846 pour le Brésil, 1857 pour l'Argentine, 1867 pour l'Uruguay et 1900 pour le Canada²⁾. Quant aux statistiques suisses, elles n'offrent guère la possibilité d'appréhender les choix des émigrants que depuis 1869. D'après ces données, il semble que le mouvement des Helvètes ne corresponde pas exactement à la courbe européenne. C'est, en effet, surtout entre 1880 et 1907 que les Suisses ont préféré l'Amérique du Nord dans une proportion dépassant nettement 80, 85 et même 90 %. Sur l'ensemble des années 1869 à 1919, 82,8 % des émigrants suisses se rendent en Amérique du Nord contre 14,8 % en Amérique latine et 2,4 % dans un autre continent³⁾.

1) Reinhard, M., Armengaud, A., Dupaquier, J.: *Histoire générale de la population mondiale*. 3e édition, Paris 1968, p. 402.

2) Ces statistiques sont publiées par Ferenczi, I. et Willcox, W.: *International migrations*, I, statistics. New York 1929.

3) Pour les statistiques suisses, il faut se rapporter à l'*Annuaire statistique de la Suisse*, publié dès 1891; aux *Statistiques de la Suisse*, publications du Bureau fédéral de statistique; au *Rapport de gestion du Conseil fédéral*, dès 1849 et à la *Feuille fédérale*. Aux Archives fédérales (cité: AF), on consultera E 2/2087; 3321/96 et 3321/97 ainsi que les archives du consulat de Suisse au Havre. De façon générale, la statistique suisse de l'émigration se réfère toujours exclusivement à l'émigration pour les pays d'outre-mer. Elle ne comprend donc pas les pays d'Europe ni la Russie.

Tableau 1:
Emigration suisse par continent, en %, 1869–1919



Avant 1869, les seuls indices statistiques sur les départs sont les données communiquées par certains ports d'embarquement. Ainsi, en 1855, sur 1308 Suisses qui s'embarquent à Hambourg, 1003 (76,7 %) vont au Brésil¹⁾. Il n'en va pas forcément de même dans tous les ports: en 1857, par exemple, si 45,7 % des émigrants suisses de Hambourg vont en Amérique latine, la proportion tombe à 41,2 % à Anvers, 18,4 % au Havre, 15,6 % à Gênes et 0 % à Marseille. Ainsi, cette année-là, 21 % des émigrants suisses connus vont en Amérique latine contre 72,1 % en Amérique du Nord²⁾. Jusqu'en 1880, la proportion des Suisses qui émigrent en Amérique latine se maintient au-dessus de 20 % – elle est de 23,6 % pour la moyenne des années 1871 à 1880 contre 68,2 % à l'Amérique du Nord – cependant, de 1880 à 1908, le choix de l'Amérique latine tombe au-dessous de 15 %, à l'exception des années 1885, 1886, 1888, 1889 et 1896; elle remonte au-dessus de 15 % après 1908. La situation se modifiera considérablement après la guerre, avec l'introduction par les Etats-Unis des contingentements nationaux.

De très loin, ce sont les Etats-Unis qui ont attiré le plus d'émigrants suisses. De 1887 à 1914, pour 100 Suisses partant aux Etats-Unis, 11,8 vont en Argentine; 1,9 au Brésil; 1,7 au Canada; 0,4 au Chili et autant en Uruguay; 0,3 dans l'ensemble des autres pays d'Amérique du Sud et 0,2 en Amérique Centrale.

Les statistiques fédérales permettent d'appréhender les choix des émigrants par canton, depuis 1880. Certaines préférences culturelles se manifestent nettement³⁾; ainsi, Fribourg, Valais, Genève, Vaud et le Tessin sont, avec Unterwald et Zurich, les seuls cantons dont la moyenne des partants pour l'Amérique latine est supérieure à la moyenne suisse de 12,9 % entre 1880 et 1919⁴⁾. En fait, à l'exception des cantons de Fribourg, Valais et Genève, la moyenne des départs pour l'Amérique du Nord excède partout 60 %. Les destinations autres que l'Amérique sont rares; en Suisse, elles n'affectent guère que 1,8 % des départs. Le cas de Zoug, avec 18 % des émigrants qui ne vont pas en Amérique, est tout à fait exceptionnel. Ce n'est donc pas tellement la religion, mais l'ethnie, la langue et la culture qui sont à l'origine du choix, à la fin du

1) *Rapport de gestion du Conseil fédéral* (cité: RG), 1855, p. 176.

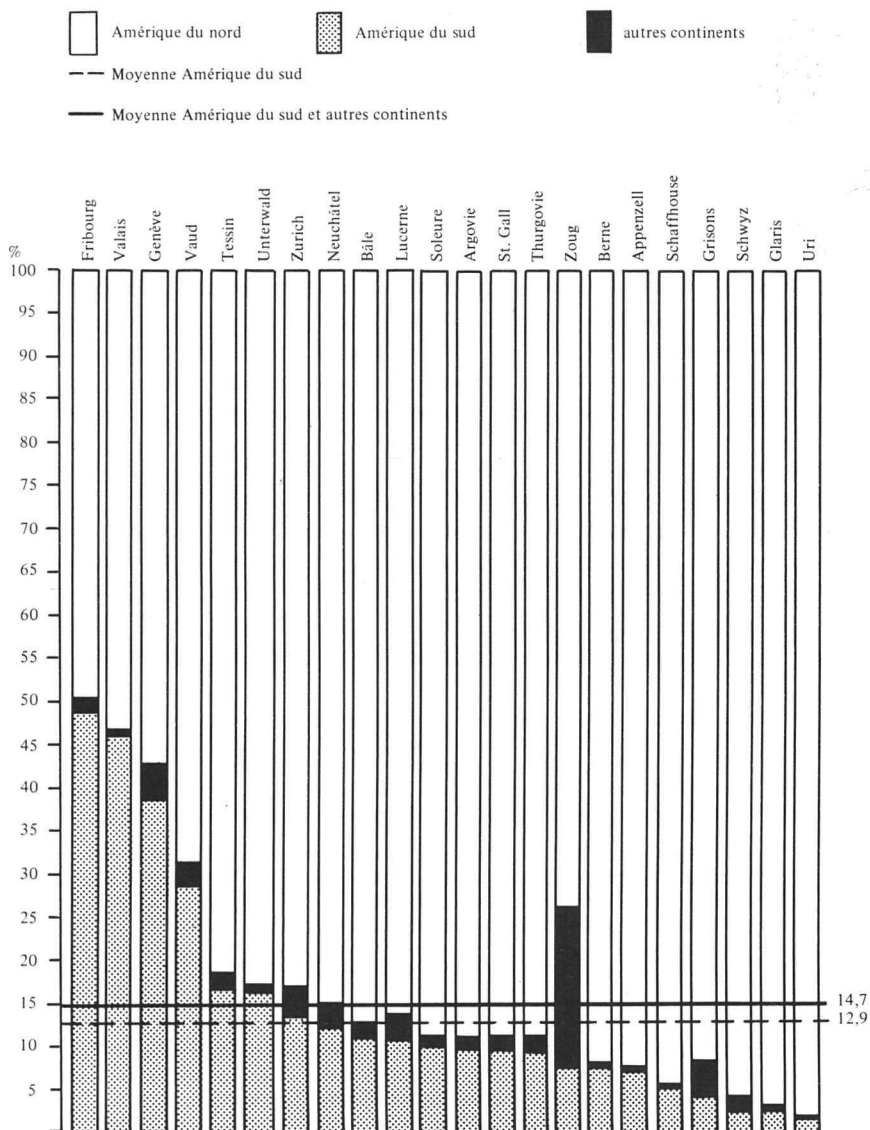
2) *Idem*, 1857, p. 289.

3) A propos de l'attraction des Etats-Unis sur l'émigration suisse, cf. Arlettaz, G.: *L'intégration des émigrants suisses aux Etats-Unis 1850–1939*, in *Relations internationales*, hiver 1977, no 12.

4) Dans ces données cantonales, manquent les années 1883, 1897 et 1910.

Tableau 2:

But de l'émigration suisse 1880–1919, moyenne cantonale en %



XIXe siècle et au début du XXe tout au moins. Ces critères de sélection mériteraient d'être approfondis par région ou par canton, en tenant compte de la conjoncture et de l'organisation sociale et politique des pays d'accueil.

II. Les conditions du voyage

Avec les conditions de transport qui prévalent au XIXe siècle, en particulier dans la première moitié, quitter la Suisse pour se rendre en Amérique n'est certes pas une sinécure. Avant d'atteindre son but, l'émigrant, qui souvent n'est jamais sorti de son village d'origine, est confronté à toute une série de difficultés. A partir de 1850, le flot des émigrants devient considérable et nécessite une organisation adéquate. Toutefois, il faudra attendre la fin du siècle pour que la traversée de l'Atlantique puisse se faire dans des conditions plus confortables.

A. En Europe

Dans la première moitié du siècle, les Suisses se rendent au port d'embarquement par la route et souvent par voie fluviale¹⁾; puis, le chemin de fer se généralise. Les agences d'émigration²⁾ concluent des contrats avec les émigrants qui obtiennent de ce fait des réductions sur les tarifs ferroviaires³⁾. Au début de la grande vague d'émigration, vers 1850, cette quantité de gens, souvent très pauvres, qui envahissent les ports du Havre, d'Anvers, d'Amsterdam, de Hambourg, de Brême, de Liverpool, de Marseille ou de Gênes⁴⁾, crée

1) De façon générale, sur les conditions de voyage des émigrants, voir Schelbert, L.: *Einführung in die schweizerische Auswanderungsgeschichte der Neuzeit*. Zürich 1976, pp. 60–120. Un excellent exemple d'émigration de la première moitié du XIXe siècle, par voie fluviale, est décrit par Nicoulin, M.: *La genèse de Nova Friburgo*. Fribourg 1973, pp. 113–149.

2) Déjà en 1854, le consul de Suisse au Havre estime "qu'une des causes de cette énorme proportion de l'émigration suisse est dans le nombre infini des agents et sous-agents qui sollicitent incessamment le monde à émigrer". AF, E 2/2061, extrait d'une dépêche du consul de Suisse au Havre au Conseil fédéral, 6 juin 1854.

3) En 1868, le prix du billet d'un émigrant adulte, de Genève au Havre, s'élève à 33 francs 20 (AF, E 2/2070, 6 avril 1868). Sur les tarifs ferroviaires, voir également AF, E 2/2100.

4) Sur l'émigration en général et en particulier sur les conditions de vie des émigrants dans les ports d'embarquement, on consultera aux AF les archives consulaires, en particulier des postes d'Amsterdam, Brême, Gênes, Le Havre, Liverpool, Londres, Marseille, Nantes, Paris, Rome et Trieste.

des problèmes aux pays de transit; ceux-ci réagissent parfois violemment. Ainsi, en 1849, la France envisage des mesures pour interdire l'entrée de son territoire "à tous les émigrants de quelque pays qu'ils proviennent":

"La ville de Havre et les communes voisines sont encombrées, depuis quelque temps, d'étrangers qui y arrivent dans l'intention de s'embarquer pour les Etats-Unis. Le nombre de ces émigrants, tous dépourvus de ressources, se monte à ce jour à plus de 600.

M. le Ministre de l'Intérieur en appelant mon attention sur ce fait, me fait connaître qu'il importe de mettre rapidement un terme à une situation dont les conséquences sont véritablement désastreuses pour les communes obligées de subvenir aux besoins de ces émigrants et de s'imposer les plus lourds sacrifices afin d'assurer leur transport en Amérique ¹⁾".

Les conditions de vie dans les grands ports surpeuplés sont mauvaises. Les émigrants sont à la merci des maladies, des vols et de toutes les escroqueries possibles. Néanmoins, dans les années 1850 à 1860, les pays maritimes prennent des mesures pour protéger les émigrants²⁾ et la France, notamment, crée un commissariat à l'émigration. Les conditions de la traversée s'en ressentent énormément. Des inspecteurs et des médecins sont consignés à bord des navires. Pour des raisons similaires, un comité suisse d'émigration est formé à Olten, en automne 1865:

"Il a pour but de placer l'émigration sous une direction régulière, de mettre successivement un terme aux abus qui règnent encore dans les ports de mer européens et américains et où les émigrants suisses s'embarquent et débarquent ordinairement ³⁾."

Cependant, l'Etat, qui en est encore à une conception libérale stricte, n'accepte pas d'intervenir. Il faudra attendre la création d'un bureau d'émigration, en 1888, pour que les trains d'émigrants soient placés sous la surveillance de fonctionnaires fédéraux.

1) AF, E 2/2061, lettre de la préfecture du Haut-Rhin au bourgmestre de Bâle, 21 mars 1849. Par la suite, le gouvernement français exige que tout émigrant soit en possession d'un contrat de transport ou d'une somme de 300 francs, in *Feuille fédérale* (cité: FF) 1851, III, p. 245.

2) FF, 1867, II, Message du Conseil fédéral sur les pétitions relatives à l'émigration, 12 juin 1867, pp. 218–219.

3) RG, 1866, p. 232.

Par la suite, avec le développement des agences d'émigration¹⁾, les choses changent considérablement. Les émigrants représentent un profit pour les pays de transit et les aubergistes se lancent littéralement à leur chasse. En 1894, par exemple, le commissariat à l'émigration du Havre tente d'empêcher le détournement des voyageurs par Southampton, en forçant les émigrants qui ne s'embarquent pas directement en France de verser le prix intégral de leur parcours sur les chemins de fer français, sans consentir aucune réduction pour émigrant²⁾. A partir de 1900, avec l'accroissement de l'émigration austro-hongroise et italienne, la Suisse devient également une plaque tournante et les agences helvétiques en tirent un profit considérable. Avec l'industrialisation du transport, dès 1860 et surtout dès 1880, l'histoire de l'émigration outre-mer est émaillée de conflits entre les agences et de réclamations de voyageurs. Le choix de l'agence et de la compagnie de navigation – Norddeutsche Loyd, Compagnie transatlantique, Cunard, Chargeurs réunis, etc. – est l'objet d'une lutte sans merci. Au reste, les prix des traversées sont assez élevés. Vers 1870, il faut compter environ 150 francs pour se rendre à New York et 200 pour Rio de Janeiro, soit plus de 50 journées de travail pour un ouvrier³⁾. Les compagnies allemandes, belges, hollandaises de même que la Compagnie française des Chargeurs réunis sont généralement meilleur marché que la Compagnie transatlantique⁴⁾.

De manière générale, tout au long du siècle, le port d'embarquement le plus important pour l'émigration suisse est celui du Havre⁵⁾ qui, à lui seul, recense près de 30 000 départs de Suisses entre le début de 1853 et la fin de 1859. Cette primauté du Havre se maintient nettement de 1887 à 1938, où les statistiques sont continues:

1) A ce propos, cf. notre article publié dans *Etudes et sources*, no 1. Berne 1975. Voir également, Karrer, L.: *L'émigration suisse et la loi fédérale sur les opérations des agences d'émigration*. Berne 1887. Un bon exemple d'étude de l'action des agences sur une population cantonale est donné par Bassi, M.A.: *Contribution à l'étude de l'émigration des Valaisans 1850–1880*. Mémoire de licence. Genève 1975.

2) RG, 1894, pp. 421–423.

3) Cf. Bassi: *op. cit.*, et AF, E 2200/Rio de Janeiro, 79, lettre d'Anvers, du 23 février 1861.

4) Entre 1890 et 1894, par exemple, 1216 émigrants suisses, environ 3,7 % du total, choisissent la compagnie française des Chargeurs réunis qui est considérée comme moins confortable; cf. AF, E 7175/8, rapport de la section administrative du bureau d'émigration, 19 décembre 1898.

5) Cf. *Etudes et sources*, 1975, no 1, p. 37.

Tableau 3:

Embarquement des émigrants suisses, 1887–1938, en %¹⁾

Le Havre	38,9	Boulogne	4,1
Anvers	11,1	Rotterdam	1,8
Cherbourg	9,7	Bordeaux	1,6
Gênes	6,1	Liverpool	0,9
Brême	6,1	Trieste	0,9
Marseille	5,3	Amsterdam	0,8
Southampton	5,2	divers	2,8
Hambourg	4,7		

Ainsi, en raison du coût des compagnies françaises, un certain nombre d'émigrants suisses se rend en Angleterre pour embarquer. Cette formule, assez courante dans les années 1850, est toutefois fortement déconseillée par le consul de Suisse à New York notamment:

“Le voyage de Liverpool (indépendamment de ce que nos pauvres gens sont ainsi expédiés à ce port depuis Anvers ou ailleurs, et ainsi font plusieurs voyages de mer) ne vaut rien du tout pour nos Suisses qui . . . sont embarqués sur des navires encombrés d'Irlandais, pauvres et misérables, et qui venant en contact forcé avec nos Suisses, souvent les maltraitent et même peuvent leur communiquer des maladies contagieuses. D'ailleurs nos Suisses sont presque toujours maltraités par les équipages et souvent aussi par les officiers de ces navires venant de Liverpool, sans compter les difficultés qu'il y a de pouvoir cuire leurs provisions²⁾.”

B. La traversée

Même après la généralisation de la vapeur, les traversées ne se font pas sans encombre. Les conditions sanitaires et l'alimentation laissent fortement à désirer et, avant 1860, elles sont parfois désastreuses. La mortalité à bord est souvent élevée, surtout parmi les enfants:

“. . . sur ces navires, il est impossible de *cuire* tous les jours pour tous ces gens — il en résulte naturellement beaucoup de maladies, des dysenteries,

1) D'après l'*Annuaire statistique de la Suisse* et d'après Lobsiger, G.: *Emigration suisse et colonisation*, 1947. Texte dactylographié, tableau 31.

2) AF, E 2/1392, lettre du consul de Suisse à New York, 11 août 1854.

etc. — et la conséquence est de la mortalité parmi ces pauvres enfants, d'autant qu'ils ne peuvent pas obtenir du lait ou autre nourriture légère et il est difficile de remédier à ce mal. Je connais un navire arrivé ici du Havre l'automne passé sur lequel il n'y avait que 6 places à feu pour cuire les aliments pour 5 à 600 émigrants . . .¹⁾”.

En 1854, le consul de Suisse à New York signale qu'au cours de la traversée d'un navire en provenance du Havre, 23 enfants sont morts de faim. En conséquence, il recommande aux émigrants d'emporter des aliments farineux et du lait conservé en bouteille²⁾. Enfin, tout au long du siècle, le risque de maladie hante le voyageur. Le choléra, en particulier, est une menace quasi permanente. En 1866, une épidémie éclate à bord de trois navires, dont l'*Helvetia* qui doit rebrousser chemin³⁾. En 1892, le port de New York se voit obligé d'imposer une quarantaine à tous les navires “même ceux n'amenant pas d'émigrants”; on envisage de suspendre totalement l'émigration⁴⁾. En Suisse également, lorsque la grande épidémie de 1911 atteint les régions frontalières d'Autriche et d'Italie, le Conseil fédéral organise une surveillance sanitaire sur les trains de voyageurs⁵⁾. Ces mesures sont d'autant plus justifiées que le flot des émigrants qui traverse la Suisse se compose alors de quelque 100 000 personnes par année. Il faut aussi compter avec la malaria, la variole, la petite vérole, contre laquelle le consul de Suisse à New York recommande la vaccination⁶⁾. De ce fait, la mortalité à bord est considérable; elle a toutefois tendance à diminuer au fil des années. S'élevant par exemple à 15,5 % des convois pour Nova Friburgo, en 1819⁷⁾, elle tombe à 0,86 % de l'ensemble des émigrants accostant à New York par bateau à voile, entre 1864 et 1869, et à 0,15 % de ceux qui arrivent par bateau à vapeur⁸⁾. Pourtant, au cours de la grande vague d'émigration de 1854, le consul de Suisse à New

1) *Idem*, 10 janvier 1854.

2) *Idem*, 26 mai 1854.

3) RG, 1866, p. 232. Voir également AF, E 2/2069.

4) AF, E 2/2112, lettre du chargé d'affaires, Charles Tavel, au Conseil fédéral, 23 septembre 1892.

5) RG, 1911, p. 390.

6) AF, E 2/1392, lettre du 14 février 1854.

7) Si l'on compte également les morts avant et après l'embarquement, le taux s'élève à 19,4 %. Cf. Nicoulin: *op.cit.*, pp. 171–172.

8) D'après Schelbert: *op.cit.*, p. 84.

York signale encore des taux allant jusqu'à 12 % dans des convois d'Irlandais en provenance de Liverpool¹⁾.

Dès le début de la seconde moitié du siècle, la vapeur se substitue à la voile pour la traversée de l'Atlantique. Entre 1864 et 1869, 57 % des bateaux d'émigrants arrivant à New York sont des vapeurs; ils assurent déjà le transport de 74,5 % du contingent qui débarque²⁾. Dans les bateaux à vapeur, la cohabitation de centaines de passagers, répartis en trois classes aux conditions fort différentes, est une très bonne illustration de la division sociale qui prévaut dans l'Europe du XIXe siècle. La promiscuité des passagers de troisième classe, toutefois moins misérable que l'habitat des voiliers, ne cause pas que des problèmes matériels aux passagers. Les jolies Européennes sont l'objet de la convoitise des matelots et des stewards qui s'organisent pour les recevoir à l'arrivée et, parfois pour les détourner de leur destination première³⁾. De plus, le voisinage de ressortissants de races et de nationalités fort diverses suscite des manifestations de racisme et des heurts de toute nature.

Il va de soi que les conditions de la traversée dépendent également de la valeur du navire et de l'équipage ainsi que des caprices de la mer. Jusque vers 1870, le nombre des naufrages est considérable. De 1850 à 1860, le consul de Suisse à New York en mentionne plusieurs⁴⁾. Après 1880, les émigrants suisses sont victimes des malheurs du navire "Le Labrador" qui, en 1882, a eu à lutter pendant la traversée contre des tempêtes d'une violence extraordinaire⁵⁾; en 1887, "La Champagne" entre en collision avec "La Ville de Rio de Ja-

1) AF, E 2/1392, 21 janvier 1854. Sur 47 navires touchés par le choléra, arrivant à New York de septembre à décembre 1853, la mortalité moyenne à bord s'élève à 8,5 %, non compris ceux qui succombent après l'arrivée. Cependant sur l'ensemble des bateaux arrivés à New York à cette époque, le taux moyen de mortalité tombe à 2 %, car il n'est que de 0,14 % sur les navires non atteints par la maladie. Cf. Schelbert: *op.cit.*, pp. 82-83.

2) Schelbert: *op.cit.*, p. 84.
Sur les conditions de la traversée par voilier, vers le milieu du siècle, cf. deux journaux de voyage dont des copies ont été déposées aux AF: J I 65, *Journal d'Alexandre Tripod d'Aubonne, tailleur, parti pour l'Amérique avec sa famille en octobre 1849*, ainsi que J I 69, *Journal de M. Mojonnier, maître cordonnier, parti d'Aubonne pour l'Amérique, le 14 février 1850*.

3) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze bis 1895*, note de la légation, sans date, probablement 1889.

4) Voir AF, E 2/1392.

5) *Idem*, 1882, pp. 108-109.

neiro”¹⁾; en 1895, le vapeur “Dom Pedro” de la Compagnie des Chargeurs réunis touche un récif au large des côtes espagnoles²⁾; enfin, en 1912, le célèbre “Titanic” rencontre un iceberg³⁾.

Même lorsque tout se passe bien, le voyage reste une aventure. L’agence qui a signé un contrat avec l’émigrant s’engage à une série de prestations comprenant notamment la traversée de l’Atlantique par l’entremise d’une compagnie de navigation et le transfert sur sol américain jusqu’au point d’arrivée. Vers la fin du siècle, les navires sont de plus en plus l’objet d’inspections de police effectuées par les pays des ports d’embarquement; à l’arrivée, ils sont également soumis à la législation américaine et, de ce fait, les compagnies de navigation n’apprécient guère les contrôles des agents relevant des Etats d’origine des émigrants. C’est ainsi qu’en 1893, un conflit oppose un agent de la Compagnie transatlantique et le consul suisse au Havre qui prétend visiter les navires avant leur départ⁴⁾.

C. En Amérique

La grande majorité des émigrants suisses pour les pays d’outre-mer débarque à New York. Aux Etats-Unis, le port de La Nouvelle-Orléans a connu une certaine importance avant la guerre de Sécession; par la suite, de 1887 à 1938, le port de New York est le point de débarquement de 98,5 % des émigrants suisses à destination des Etats-Unis et de 77,7 % de tous les émigrants suisses pour l’Amérique, contre 11,1 % à Buenos Aires, 1,7 % à Rio de Janeiro et 1,3 % à Santos⁵⁾.

Dès la fin des années 1840, avec l’arrivée d’un flux considérable et continu d’émigrants, l’Etat de New York cherche à se prémunir contre une émigration européenne de misère et à s’organiser pour assurer la réception des passagers. A cet effet, en vue surtout d’entretenir les émigrants tombant à l’assistance, l’Etat de New York perçoit, dès 1847, une taxe s’élevant progressivement de 1 à 2,5 dollars par émigrant. Jusqu’en 1876, cette taxe, prélevée auprès des

1) AF, E 7175/3/11.

2) RG, 1895, pp. 426–427 et AF, E 7175/7/8.

3) AF, E 7175/13/6.

4) AF, E 2/2113.

5) D’après Lobsiger: *op.cit.*, tableau 33.

capitaines des navires, rapporte plus de 11 millions de dollars. De plus, les capitaines sont également contraints de fournir de fortes cautions pour chaque émigrant ne présentant ostensiblement pas les garanties nécessaires à son entretien personnel. Ce système provoque la naissance de tout un réseau d'assurances:

“Beaucoup de capitaines n'aimant pas donner ces garanties (bonds) et souvent ne sachant pas *comment* les donner — parce que souvent cela se montait à de très fortes sommes — il s'établit des assureurs pour ce genre d'affaires, qui donnaient les bonds requis . . . et recevaient des capitaines *un tant* par tête de passager, fixant la somme suivant la bonne qualité des passagers qui étaient divisés en classes no 1, 2 ou 3. Comme généralement ces assureurs étaient en politique du même bord que les hommes en place, ils s'arrangeaient facilement pour les garanties à donner et, on dit, y ont joliment gagné de l'argent ¹⁾.”

Le 18 avril 1855, l'Etat de New York décide d'organiser la réception des immigrants et, à cet effet, désigne l'emplacement dénommé Castle Garden comme unique centre de débarquement dans le port:

“Les navires ayant des émigrants sont obligés de venir jeter l'ancre à une petite distance devant *Castle Garden* et les émigrants sont conduits à cet endroit, avec leurs bagages, sur un petit bateau à vapeur. Ils peuvent rester *gratis* pendant quelques jours à *Castle Garden*, y *coucher*; il est vrai, il n'y a pas de lits préparés; mais je pense qu'ils peuvent employer les lits qu'ils avaient à bord du navire. Il y a à *Castle Garden* une cuisine, où l'émigrant peut cuire lui-même ses provisions; il y trouve même du pain à acheter.

Il y a des bains préparés pour les hommes et femmes — séparément — où les émigrants *sont obligés* de se laver, dans un but *sanitaire* après un long voyage.

Tous les bagages y sont pesés, afin de savoir au *juste combien* les émigrants *doivent* payer pour le transport au lieu de leur destination. . . ²⁾”

A *Castle Garden*, les émigrants sont également soumis aux formalités douanières, aux visites sanitaires ainsi qu'à l'analyse des garanties matérielles et morales exigées successivement par les diverses lois américaines sur l'immigration. *Castle Garden* est aussi une vaste place marchande qui se développe jusqu'à la fin du siècle; c'est le lieu où s'exerce la concurrence des compagnies de chemin de fer, des hôteliers, etc.

L'achat des billets de chemin de fer américains constitue une des grandes difficultés pour l'émigrant. Avant la création de la place de *Castle Garden*,

1) AF, E 2/1392, 19 mai 1853.

2) AF, E 2/1393, 9 août 1855.

l'Européen est assailli, dès son arrivée sur sol américain et même durant la traversée, par les agents des compagnies qui lui proposent des billets. Ces agents bénéficient de remises de prix; cependant, profitant de l'inexpérience des émigrants, ils revendent souvent leurs billets à des prix surfaits, demandent des acomptes fictifs ou encore proposent de faux billets. En 1857, on évalue à 12 millions de francs suisses la somme que l'ensemble des émigrants aurait perdue à son arrivée au port de New York, dont une grande partie en titres de transport, à la suite de l'escroquerie des agents d'affaires¹⁾. Le consul de Suisse à New York avertit les autorités fédérales de la fréquence de ces procédés²⁾ et le Conseil fédéral publie une mise en garde aux émigrants, en y joignant une liste des prix officiels des trajets au départ de New York³⁾. Avec la création de Castle Garden, le transport vers l'intérieur est placé sous la direction de la principale compagnie de chemin de fer et sous la surveillance de la commission d'immigration⁴⁾. De ce fait, les émigrants sont soustraits aux avances des agents qui, toutefois, transportent leur commerce sur le continent européen:

“La démarche la plus dangereuse à laquelle on a eu recours dans ce but, est l'établissement, dans les ports d'embarcation et même dans des villes et villages intérieurs en Europe, d'agences de contrats pour des billets de chemin de fer, que l'on adresse à des individus de la ville de New York. En se servant du prétexte que de tels contrats protégeraient l'émigrant contre tout danger de fraudes à New York, on a sonné bien haut la louange en divers pays européens et, par des raisons philanthropiques, quelques gouvernements ont permis l'introduction et le développement de ce commerce⁵⁾.”

Les Etats de Hambourg et de Brême décident d'interdire le débit des billets de transport américains. En Suisse, dès 1857, les cantons de Lucerne, Schaffhouse et Argovie promulguent également des défenses formelles contre ces billets, alors que

“d'autres cantons ont été moins sévères ou même ont pensé qu'ils pouvaient, dans telles circonstances données, présenter des avantages⁶⁾.”

1) AF, E 2/2117, circulaire du Conseil fédéral, 13 juin 1857.

2) FF, 1852, III, pp. 108–111.

3) *Idem*, 1853, II, pp. 876–883.

4) AF, E 2/2117.

5) *Idem*, *Les dangers des contrats faits en Europe pour les voyages à l'intérieur de l'Amérique*, 2 février 1857.

6) RG 1857, p. 290. En fait, d'après RG, 1859, p. 110, seuls les cantons de Bâle, Appenzell Rh.-Int., Neuchâtel et Genève n'ont pas pris de mesure contre la vente de ces billets. Sur ce problème, voir aussi AF, E 2/2107, lettre d'un agent au Havre de la compagnie de chemin de fer New-York-Erie au consul de Suisse, 28 octobre 1862.

Par la suite, le problème perd de son acuité, car les agences se chargent, en principe tout au moins, d'assurer le transfert jusqu'au point d'arrivée. Néanmoins, les contrats sont souvent sujets à des interprétations diverses, sources de conflits et de plaintes de la part des émigrants ¹⁾. En 1897, les compagnies de chemin de fer des Etats-Unis et les compagnies de navigation concluent une convention suivant laquelle les agences d'émigration ne peuvent plus charger leurs représentants dans l'Union de pourvoir les émigrants de billets pour l'intérieur, mais doivent donner leurs ordres à ce sujet aux compagnies de navigation ²⁾. Ce procédé facilite le séjour des émigrants dans la ville de New York, ce qui, naturellement, ne convient guère aux hôteliers de la place ³⁾.

En 1892, le dépôt des immigrants de New York est transféré de Castle Garden à Ellis Island, avec une interruption de 1897 à 1901 due à l'incendie des nouveaux locaux. En cette fin de siècle, où l'émigration européenne est composée dans une proportion croissante d'Italiens du sud, de Slaves et de ressortissants des Balkans, les voyageurs sont souvent mal reçus à New York, par des agents devenus xénophobes:

“... il paraît certain que les immigrants ne sont pas traités avec égards mais sont plutôt considérés comme un troupeau de bétail. Malheureusement, des considérations de politique intérieure américaine entrent en jeu et l'Agent suisse à New York refuse de faire des plaintes officielles de peur de prêter la main à l'éclosion d'un de ces scandales politiques qui sont trop nombreux en ce pays ⁴⁾.”

Dès 1898, les plaintes contre l'administration du port de New York se multiplient pourtant et elles aboutissent, en 1901–1902, à une enquête amenant

“... un nettoyage général dans le personnel destiné à recevoir les immigrants à leur arrivée à New York, Le Commissaire général de l'immigration a également été changé... ⁵⁾”

Cependant, la légation de Suisse à Washington doute que cela ne produise de réels changements dans la manière de traiter les immigrants. Lors d'une visite

1) Cf. RG, 1895, p. 423.

2) *Idem*, 1898, p. 351.

3) CF. AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze* 1896–1903.

4) AF, E 2400/Washington, 5, rapport de la légation suisse pour l'année 1900.

5) *Idem*, 1902.

à Ellis Island, en 1902, un attaché de la légation a l'occasion de constater la réalité de la condition du migrant:

“La première salle où nous ayons pénétré offrait un spectacle qui m’a laissé une impression de tristesse: au milieu un petit espace était laissé libre pour les employés de l’administration, d’un côté étaient parqués les immigrants, de l’autre se trouvaient les parents et amis venus pour les voir. Les immigrants étaient appelés l’un après l’autre et lorsqu’ils allaient retrouver les personnes venues du dehors à leur rencontre, ils avaient le même aspect las et hébété que nous avions déjà remarqué lorsqu’ils défilaient devant les médecins et ne manifestaient pas la joie qu’ils pouvaient ressentir; seules quelques Italiennes, au naturel vif et exubérant, offraient un contraste frappant. La deuxième salle est réservée aux billets de chemin de fer et à l’alimentation . . . Il y avait là du jambon, des saucisses, du pain, du gâteau à la crème de citron et quelques autres comestibles, qui étaient bien préparés et d’aspect agréable; le seul point d’interrogation qui pouvait se poser était celui-ci: dans son désir de nous montrer Ellis Island sous un jour favorable, l’administration n’avait-elle pas pris ses mesures en conséquence? . . . Cette visite m’a laissé l’impression que les immigrants, à part quelques exceptions, arrivaient à Ellis Island fatigués de leur long voyage et dans un état d’esprit assez voisin de l’abrutissement. Le personnel de service à bord traite bien cette catégorie de voyageurs comme un troupeau de moutons, sans se comporter mal à son égard toutefois. Les Compagnies pourraient cependant sans inconvénients apporter un peu plus de confort dans l’aménagement des locaux affectés aux émigrants et imiter sur ce point l’exemple de la Compagnie italienne ¹⁾.”

A cette occasion, l’attaché de la légation de Suisse prend également connaissance du curieux système américain de classement des races:

“Au lieu de classer les divers peuples en trois catégories: Latins, Germains et Anglo-Saxons, on a établi une division bipartite: d’une part, les pays qui se trouvent situés au nord de la chaîne des Alpes, dont les habitants auraient le crâne fortement arrondi; d’autre part, les pays méridionaux, dont les habitants présenteraient au contraire une forme de tête allongée. Cette classification qui, comme beaucoup d’autres de même nature, est sujette à caution, a, paraît-il, donné des résultats assez probants pour l’Italie: ses auteurs ont placé, en effet, les populations de la Lombardie et du Piémont parmi celles des pays septentrionaux ²⁾.”

Depuis 1876, l’Argentine a également adopté le système de la réception des immigrants dans des établissements prévus à cet effet dans le port de Buenos

1) AF, E 2001/1015, rapport de la légation de Suisse à Washington, 10 janvier 1902. Voir également AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze 1896–1903*.

2) *Ibid.*

Aires, où toute personne seule, de moins de 60 ans, peut être logée et nourrie gratuitement pendant cinq jours. Pour ceux qui ont conclu un contrat de travail, cet entretien gratuit est prolongé jusqu'à l'arrivée dans la colonie¹⁾. Le département d'immigration sert d'intermédiaire pour le placement des immigrants qui en font la demande, formule qui peut, évidemment, prêter à des manœuvres patronales. Au reste, jusqu'à la fin du siècle, les pays d'Amérique latine remboursent souvent les frais de voyage aux travailleurs agricoles qui consentent un engagement d'une certaine durée. Cette formule, prêtant souvent à des abus, est généralement dénoncée par les pays européens et, notamment, par la loi fédérale sur l'émigration de 1888.

D. L'attitude des milieux suisses

Parallèlement aux efforts consentis par les pays d'immigration, par l'Etat de New York en particulier, pour recevoir les foules de voyageurs, les pays de départ prennent également conscience, dès le début des années 1850, de la gravité de ce problème humain. En 1851, pour la première fois, le Conseil fédéral accorde une subvention de 1000 francs à la Société suisse de bienfaisance de New York, en vue d'aider à l'entretien des pauvres récemment débarqués. De plus, sous l'impulsion des cantons de Berne et d'Argovie, une conférence intercantonale, tenue le 2 août 1852, se penche sur la question d'une éventuelle création d'agences officielles d'émigration destinées à secourir les voyageurs aux endroits où la concentration est la plus forte. A la suite de cette prise de position²⁾, le Conseil fédéral demande aux Chambres un crédit supplémentaire de 18 000 francs, en vue d'établir un poste de surveillance à Bâle et d'adjoindre des commissaires à l'émigration aux postes consulaires de New York et de La Nouvelle-Orléans:

“En ce qui concerne l'établissement des agences projetées, il nous paraît convenable que les bureaux à créer à l'étranger forment une partie intégrante des consulats respectifs, afin que leur sphère d'action soit entourée de toute l'autorité nécessaire et qu'ils puissent être dûment surveillés . . . A cet effet, les consulats de New York et de La Nouvelle-Orléans seraient, à l'instar de M. le consul du Havre, autorisée à s'adjoindre un aide, secrétaire ou agent, et on allouerait dans ce but à chacun de ces deux consulats une somme annuelle calculée à raison des prix élevés des vivres et de la valeur du travail en Amérique . . .

1) Cf. Chandèze, G. *L'émigration*. Intervention des pouvoirs publics au XIX^e siècle. Paris 1898, p. 236.

2) 14 cantons participent à la conférence mais seulement Schwyz, Obwald, Nidwald, Bâle-Ville, Schaffhouse et le Tessin font parvenir leurs vues au Conseil fédéral.

Pour ce qui regarde les prestations et attributions des agences en question, elles se trouvent déjà en général indiquées par celles du bureau d'émigration existant au Havre. Les agences à établir auraient pour mission de prendre les émigrants suisses sous leur protection, de leur donner gratuitement les conseils, avis et renseignements, dont ils auraient besoin, de soigner les intérêts des émigrants et de les mettre autant que possible à l'abri de tout dommage et de toute fourberie . . . Enfin, les deux bureaux établis à New York et à La Nouvelle-Orléans auraient à sauvegarder et soigner les intérêts des émigrants par leur correspondance avec le bureau du Havre, par les directions et avis donnés aux émigrants débarqués, pour la continuation de leur voyage ou les moyens d'existence, par leurs relations avec l'intérieur de l'Amérique, par leur crédit et leur connaissance des localités et des personnes ¹⁾.”

Les Chambres fédérales s'en tiennent à un libéralisme étroit et ne votent pas les subsides nécessaires; en revanche, elles accordent une somme de 12 000 francs pour le traitement d'un employé consulaire chargé de l'émigration à New York et à La Nouvelle-Orléans. La question de l'établissement d'un véritable commissariat suisse dans le port de New York, dépendant ou non du consulat, resurgit à plusieurs reprises avant la fin du siècle.

En 1867, le Conseil fédéral et les Chambres repoussent la pétition de la Société suisse d'émigration demandant l'installation de commissaires au Havre, à New York et à Buenos Aires ²⁾. Seule voix discordante, le conseiller national Joos considère que les consulats de commerce ne sont pas en mesure d'aider convenablement les émigrants:

“La Suisse, comme Etat ne reconnaît qu'une sorte de Consuls et l'expression de Consuls de *commerce* n'a qu'une signification conventionnelle. Provoquer le développement de la prospérité générale de tous les Suisses, telle est la mission de l'Etat et en même temps celle de ses Consuls. C'est la nature des choses qui établit ici une limite, et non le genre d'occupation des personnes. Toute objection contraire à cette manière d'envisager les services à rendre par les Consuls, est une approbation tacite de l'opinion suivant laquelle le négociant suisse émigrant ou déjà établi à l'étranger serait plus digne de la sollicitude de l'Etat, que le ressortissant suisse appartenant aux classes des artisans ou des agriculteurs. Le diction” reste au pays et gagne ta vie honorablement” semble avoir été imaginé uniquement en vue des classes inférieures. La phrase “l'Etat ne doit pas favoriser l'émigration”, nous la rencontrons dans la bouche de ceux qui font de la satisfaction donnée au besoin toujours croissant de forces productrices à bon marché l'alpha et l'oméga de la vie sociale. Dans l'espèce, il s'agit non pas

1) AF, E 2/2066, message du 10 janvier 1853.

2) AF, E 2/2074, pétition du 26 décembre 1865.

de pousser à l'émigration, mais bien de favoriser le développement du bien-être des ressortissants suisses 1).”

Critiquant violemment le consul de Suisse à New York qui réside “dans une rue obscure à trois quarts d'heure du port” et qui séjourne tout l'été “dans sa campagne à six lieues de New York”, Joos estime que pour assurer une protection efficace à tous les ressortissants suisses, un consul devrait:

“... à chaque débarquement d'émigrants se trouver à Castle Garden ou Hoboken, afin de demander à nos compatriotes s'ils ont à formuler des plaintes fondées contre le capitaine ou l'équipage. Le plus souvent ceux qui se trouvent dans ce cas n'ont pas le temps de courir chez un avocat américain pour intenter une action; plus rarement encore ils peuvent se passer des 5 dollars qu'ils auraient à donner à l'avocat pour chaque consultation 2).”

Aussi violemment pris à partie, le consul de Suisse à New York considère que l'établissement d'un commissariat dans le port n'est guère possible et qu'elle se heurterait à l'opposition des fonctionnaires américains, si ce n'est à celle du gouvernement 3).

Resurgie en 1889, la question de la protection des immigrants dans le port de New York suscite une enquête du ministre de Suisse à Washington qui consacre onze jours à la visite des entrepôts de Castle Garden et des milieux suisses de New York. Dans la ville, plusieurs établissements hôteliers sont tenus par des ressortissants helvétiques et la Société suisse de bienfaisance a ouvert un “Swiss home” en décembre 1883. De cette façon, la colonie suisse de New York, intéressée à la réception de ses compatriotes, a tendance à minimiser les dangers encourus par les immigrants. Quoique plus nuancé, le langage du ministre de Suisse traduit également un certain darwinisme fort répandu dans les classes aisées de la population américaine:

“J'ai constaté deux courants d'idée absolument opposés: les uns, sont partisans de la théorie du laisser faire, laisser aller et ne comprennent pas qu'il y a lieu de s'intéresser particulièrement à cette classe intéressante de personnes qui, depuis leur départ du pays jusqu'au moment de leur arrivée à destination, sont exposées à des dangers, à des obsessions de toute nature. Les autres, par contre, voudraient arriver à une protection absolue, mettre l'émigrant sous une sorte de tutelle qui excluerait toute chance

1) FF, 1867, II, pp. 724–725.

2) *Idem*, p. 726.

3) Voir AF, E 2/1395.

d'accident, et assurerait à nos protégés un avenir absolument heureux et écartant toutes les difficultés du combat de la vie ¹⁾.”

Le ministre se prononce contre la création d'un commissariat qui serait indépendant du consulat.

1) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze bis 1895*, note de la légation, sans date, probablement 1889.

Chapitre 2: Les Etats-Unis

I. Données quantitatives

De 1821 à 1920, les statistiques des Etats-Unis recensent 260 524 immigrants de provenance suisse, soit en moyenne 2 605 par année. Face aux quelque 34,5 millions d'immigrants recensés pendant la même période, la proportion des Suisses serait de l'ordre de 1 pour 132 ou de 0,76 %¹⁾. Pour les années où elles sont comparables, soit entre 1878 et 1918, les données américaines sont inférieures aux estimations helvétiques de 5,9 %. En fait, le nombre réel des immigrants suisses est certainement supérieur à ces chiffres car les Américains confondent souvent les nationalités alors que les Suisses se fondent sur les données partielles des agences d'émigration. Ainsi, à en croire le consul de Suisse à New York, qui communique périodiquement son appréciation:

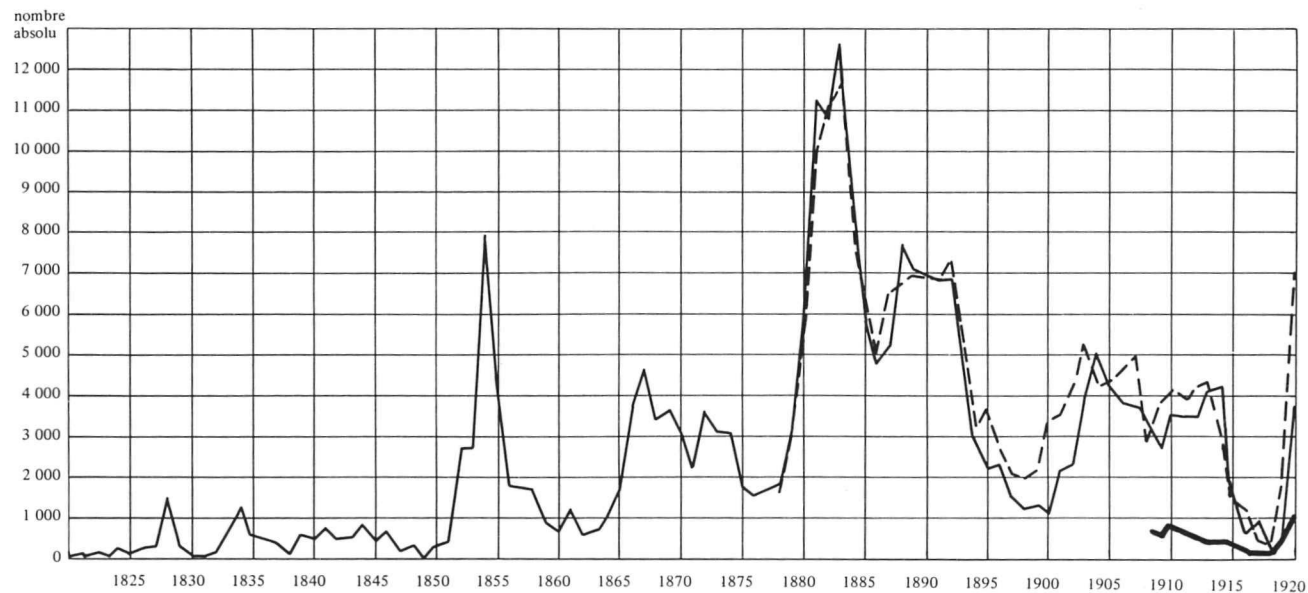
“Messieurs les commissaires à l'émigration publient que, en 1871, sont arrivés à New York, 2630 Suisses. Je pense que le chiffre de 4000 serait plus correct, toujours pour la même raison que souvent on appelle Allemands, les Suisses des cantons allemands et Français, les Suisses des cantons français²⁾.”

Les Suisses ont déjà joué un rôle de pionniers entre 1820 et 1830, à un moment où les Etats-Unis ne recevaient encore qu'un nombre limité d'immigrants. Ce n'est, toutefois, qu'après 1850 que le nombre des Suisses croît sensiblement, en particulier au début des années 1850, après la guerre de Sécession et dans la décennie 1880 à 1890. En revanche, le flux des émigrants subit naturellement les effets des variations de la conjoncture américaine; le recul est fortement marqué lors de la guerre de Sécession et pendant les crises des années 1870 et du milieu des années 1890³⁾.

- 1) Pour les statistiques américaines, cf. Ferenczi et Willcox: *op.cit.* Voir également *Annual report of the commissioner-general of immigration to the secretary of commerce and labor for the fiscal year*. Washington. Pour une critique de ces statistiques, notamment sur le fait que l'année d'enregistrement ne coïncide pas avec l'année solaire et sur le changement des critères statistiques, cf. Ferenczi et Willcox: *op.cit.* I et II. New York 1931.
- 2) AF, E 2400/New York, rapport de gestion du consul de Suisse pour l'année 1871.
- 3) Sur l'émigration suisse aux Etats-Unis, voir également notre article paru dans *Relations internationales*, *op.cit.*

Tableau 4:
Emigration suisse aux Etats-Unis, 1820–1920

— statistiques américaines
- - - statistiques suisses
— retours



De manière générale, l'émigration suisse aux Etats-Unis appartient, dans son ensemble, à la vague des émigrants de l'Europe du Nord-ouest et plus spécialement germanique et scandinave qui atteint son maximum au début des années 1880 ¹⁾, soit après les anglo-saxons, mais avant les slaves, les Italiens et les autres Européens du sud.

Tableau 5:

Immigration suisse aux Etats-Unis, par décennie

	statistiques américaines	statistiques suisses	en % de l'im- migration totale	retours en %
1821–1830	3 226		2,25	
1831–1840	4 821		0,8	
1841–1850	4 644		0,27	
1851–1860	25 074		0,96	
1861–1870	23 286		1,01	
1871–1880	28 293		1,01	
1881–1890	81 988	78 916	1,56	
1891–1900	31 179	39 303	0,85	
1901–1910	34 922	41 940	0,4	
1911–1920	23 091	27 785	0,4	19,2
	260 524		0,76	

A partir de 1908, les statistiques américaines indiquent le nombre des retours; la moyenne suisse, de 17,7 % entre 1908 et 1918, est sensiblement inférieure à la moyenne générale de 33,1 % ²⁾. La provenance cantonale des émigrants suisses ne peut guère être appréhendée, de façon globale, que depuis 1887 ³⁾.

1) La courbe de l'immigration suisse atteint son maximum en 1883; celles de l'Allemagne, de la Suède, du Danemark et de la Hollande, en 1882. De façon générale, sur l'immigration aux Etats-Unis, cf. *Die Vereinigten Staaten von Amerika*, herausgegeben von W. Paul Adams, in Fischer Weltgeschichte, Band 30.

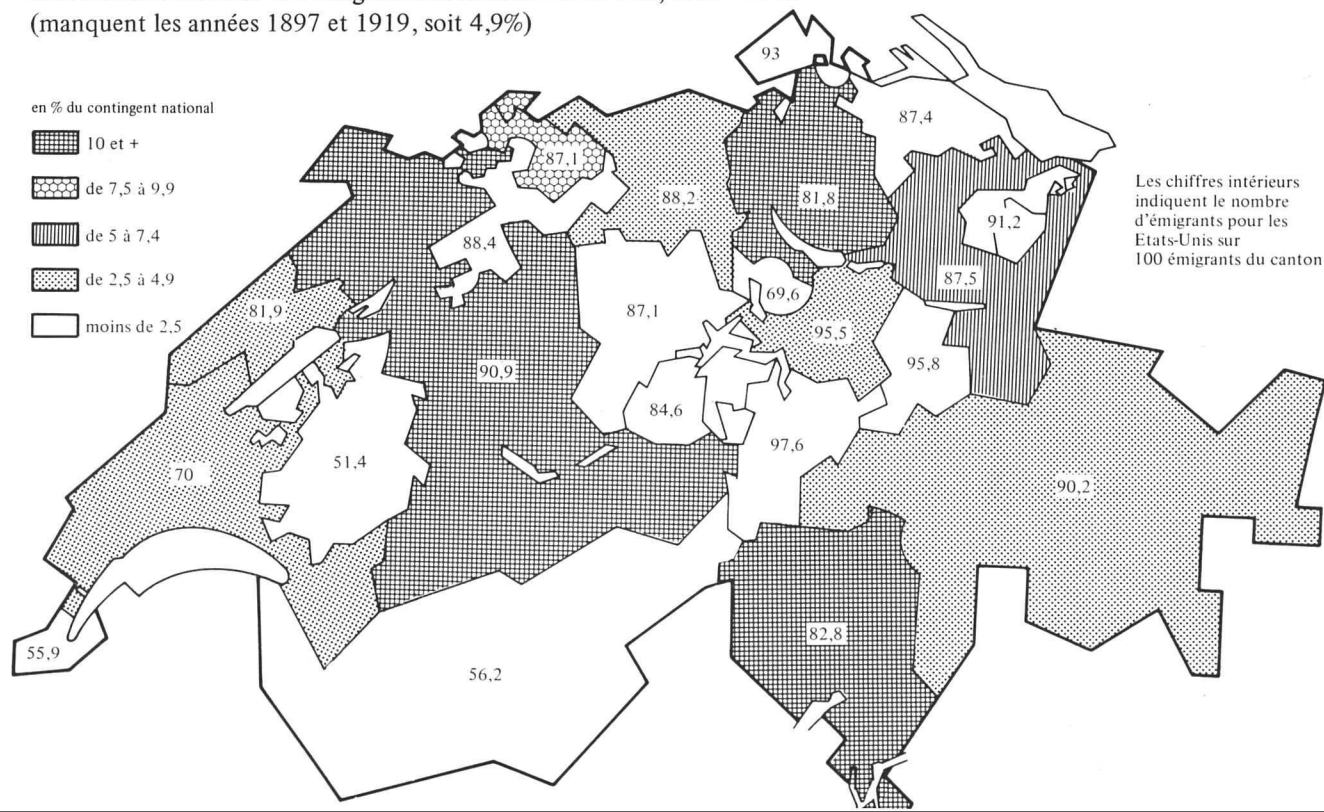
2) Dans ce calcul, il s'agit de la moyenne du retour de l'ensemble des immigrants, de quelque nationalité que ce soit, en Suisse, calculée par rapport à 100 émigrants en provenance de Suisse. Pour la période 1908 à 1918, cette moyenne est supérieure à celle du Pays de Galles (7,6 %), de Hollande (8,5), de l'Irlande (9,7), du Danemark (10,5), de la Suède (12,7), de l'Ecosse (13,8), de la Belgique et de l'Angleterre (16); elle est inférieure à celle de la Russie (17,8), de l'Allemagne (18), de la Norvège (18,1), du Portugal (19,8), de la Roumanie (21,4), de l'Autriche-Hongrie (36,7), de l'Espagne (37), de la Grèce (43,7), de la France (49,9), de l'Italie (60,2) et de la Bulgarie (70,4).

3) D'après les statistiques suisses.

Tableau 6:

Provenance cantonale de l'émigration suisse aux Etats-Unis, 1887-1918

(manquent les années 1897 et 1919, soit 4,9%)



Quatre cantons — Berne (23,8 %), Zurich (12,5 %), Tessin (10,4 %) et Bâle (8,3 %) — fournissent la majorité du contingent helvétique de 1887 à 1918. Les Suisses d'expression allemande sont les plus nombreux, 75,5 % de 1899 à 1918, contre 13,4 % de Suisses romands et 11,1 % de Suisses de langue italienne¹⁾.

En fait, face aux Etats-Unis, les Suisses romands sont plus réservés que leurs compatriotes, puisque 66,1 % de l'ensemble des émigrants en provenance des cantons à langue majoritaire française choisissent de se rendre aux Etats-Unis, alors que la moyenne nationale s'élève à 84,4 %.

D'après les recensements américains, le nombre de personnes nées en Suisse et établies aux Etats-Unis évolue de la manière suivante:

Tableau 7:

Personnes nées en Suisse établies aux Etats-Unis²⁾

	en nombre absolu	indice	avec les enfants nés aux Etats-Unis
1850	13 358	100	
1860	53 327	399	
1870	75 153	563	
1880	88 621	663	
1890	104 069	779	
1900	115 593	865	294 272
1910	124 848	935	342 293
1920	118 659	888	376 000
1930	113 010	846	374 003

Par rapport aux statistiques de l'immigration, ces chiffres paraissent fort modestes puisque, par exemple, l'augmentation des Suisses entre 1880 et 1890 n'est que de 15 448 alors que durant cette période, 82 000 Suisses auraient émigré aux Etats-Unis.

1) Ce recensement de personnes, d'après leur langue, est américain. Les données suisses ne permettent de connaître que le canton de provenance. De 1887 à 1918, les émigrants provenant de cantons où la langue majoritaire est l'allemand représentent 78 % du total.

2) Cf. *Interpreter releases*. An information service on immigration, naturalization and the foreign born. New York 1936.

“Cette différence est explicable par les faits suivants: d’abord, dans les dix années écoulées, un grand nombre de ceux qui sont arrivés aux Etats-Unis avant et après 1880 sont morts ou sont retournés au pays; d’autre part, . . . les statistiques des Suisses aux Etats-Unis ne sont exactes qu’en tant qu’elles concernent les arrivants au port de New York, attendu que la nationalité des nouveaux arrivants est exactement consignée dans les registres du board of immigration. Les statistiques, par contre, qui se font à l’occasion des différents recensements ne sont jamais exactes, attendu que nos Suisses qui, dans bien des cas, n’apprennent que peu la langue anglaise ou pas du tout, sont considérés par les officiers du recrutement, qui eux aussi ne comprennent ni l’allemand, ni le français et ni l’italien, tantôt comme des Suisses, tantôt comme des Allemands ou des Italiens, souvent même comme des Suédois ¹⁾.”

Ces recensements donneraient ainsi des chiffres nettement inférieurs à la réalité. Ils sont pourtant les seules sources qui permettent de se faire une idée de la répartition des Suisses sur sol américain. Il est indéniable, en effet, qu’une fois débarqués, les émigrants manifestent certaines préférences pour le lieu de leur résidence qui sont dues à toute une série de causes liées à la culture, à la profession ou simplement au choix de leurs prédécesseurs.

De 1850 à 1930, la grande majorité des Suisses s’installe dans les 15 Etats du Centre Nord et du Centre Atlantique ²⁾. En 1870, la proportion des Suisses établis dans ces Etats atteint en effet 85,9 % du total; par la suite, avec la marche vers l’Ouest, cette proportion décroît pour se fixer à 80,7 % en 1880, 73,3 % en 1890, 67 % en 1910 et à 61,8 % en 1930 ³⁾.

L’émigration des Suisses aux Etats-Unis a connu différentes phases. De 1680 à 1750, la première vague se fixe dans les Carolines ainsi qu’en Pennsylvanie. Au XIXe siècle, les Suisses, qui sont surtout des agriculteurs, sont attirés par

1) AF, E 2/2112, lettre du ministre de Suisse à Washington, 14 mars 1893.

2) A savoir: New York, New Jersey, Pennsylvanie, Ohio, Indiana, Illinois, Michigan, Wisconsin, Minnesota, Iowa, Missouri, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Nebraska et Kansas.

3) Les données sur le nombre des Suisses dans les Etats proviennent de Gruening, J.P.: *The Swiss in the United States*, Madison 1940; du *Guide de l’émigrant Suisse aux Etats-Unis d’Amérique*. Berne 1893, ainsi que de AF, E 3321/96. Au contraire de certaines appréciations fournies par les consuls, ces statistiques n’indiquent que le nombre des personnes nées en Suisse et ne tiennent pas compte de leur descendance américaine. Si par la suite, nous mentionnons ces chiffres, soit par Etat soit par comté, c’est donc pour apprécier l’importance de l’immigration régionale à un moment donné (d’après les recensements) ainsi que la force d’attraction des régions et non pour connaître le développement des colonies helvétiques (bien qu’il y ait là tout de même un indice).

les grands espaces à l'ouest de l'Ohio et, tout comme les Allemands et les Scandinaves, ils ont tendance à s'établir dans la région des grands lacs et dans les terres situées à l'est du Mississippi, avant de s'enfoncer plus avant dans le Middle West. Des Etats comme l'Ohio, l'Illinois, le Missouri et le Wisconsin recensent plus de 6000 Suisses en 1870. Cependant, dès 1870 pour le Centre Nord et dès 1890 pour le Middle West, ces régions perdent une partie de leur force d'attraction au profit de la côte Est et de l'Ouest. Entre 1870 et 1910, l'Indiana perd 35,5 % de sa population née en Suisse et l'Ohio 13,7 %, alors que l'Iowa, le Kansas, le Nebraska et le Minnesota, encore en hausse jusque vers 1880-1890, perdent entre 15 et 25 % de 1890 à 1910. Seul le Wisconsin et, dans une moindre mesure, le Michigan, continuent à progresser à un rythme comparable à la moyenne américaine. De façon générale, les Suisses ont alors tendance à se fixer plus volontiers sur la côte Est. De 1870 à 1910, la proportion des Suisses établis dans les Etats du Connecticut, de New Jersey et de New York augmente respectivement de 267 %, 266 % et 106,2 %. Dans le même temps, les Suisses participent également à la marche vers l'Ouest. En 40 ans, leur nombre est multiplié par 7 sur la côte du Pacifique, par 6 dans les Etats des Rocheuses et par 4 en Californie. Quant au Sud, il n'attire qu'un nombre limité d'émigrants, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle; en 1870, on n'y trouve que 7,1 % des Suisses, 6,9 % en 1910.

II. La côte Est

Porte d'entrée et véritable symbole de l'Amérique, la ville de New York est au centre des problèmes posés par l'immigration. Certes, la plupart des émigrants, après avoir séjourné plus ou moins longtemps à New York, se dirigent ensuite vers l'Ouest. Toutefois, pour les foules de voyageurs, la ville est un passage obligé qui coûte cher et dont il faut sortir le plus vite possible, sous peine d'être absorbé par la misère.

A. La Société suisse de bienfaisance de New York

Placée devant l'afflux de compatriotes démunis et résolue à conserver sa réputation sociale, la colonie suisse de New York fonde, en 1832, une société de bienfaisance qui va développer une intense activité philanthropique, cherchant à alléger le poids de la pression démographique sur la communauté américaine. Dès 1849, la société attire l'attention des autorités fédérales sur

les dangers d'une trop forte émigration et dénonce, en particulier, les départs des personnes vivant des secteurs secondaire et tertiaire. Affectée par les critiques américaines, elle condamne sévèrement la politique de ceux qui, en Suisse, favorisent l'émigration des pauvres:

“Pour trouver désormais aux Etats-Unis une existence assurée, c'est à condition d'arriver avec des moyens suffisants pour acquérir des terres, pour faire les avances nécessaires jusqu'au moment d'en retirer quelque fruit, ou du moins assez pour se colloquer dans quelque province de l'intérieur. C'était de cette classe de citoyens indépendants et bien avisés que se composait antérieurement la majeure partie de l'émigration suisse. Depuis quelque temps, au contraire, un grand nombre de nos compatriotes arrivent dénués de tout, sans industrie spéciale, ou ouvriers médiocres, pour lesquels en outre le défaut de connaissance de la langue du pays est à lui seul un grand obstacle de placement dans nos Etats maritimes.

Ce n'est pas tout et nous devons la vérité tout entière. Nous sommes témoins de la coupable légèreté avec laquelle des communautés de notre patrie se débarrassent de leurs pauvres de paroisse, de leurs membres les plus incapables de gagner honnêtement leur pain, souvent même de familles nombreuses avec des enfants en bas âge, pour les jeter dès leur arrivée, dénués et misérables, sur les bras de la charité américaine ou de notre société . . . L'immigration . . . a fini par envahir les Etats du littoral de nuées de prolétaires qui s'arrachent le moindre gagne-pain avec presque autant d'acharnement que dans les pays dont ils voulaient fuir la misère ¹⁾.”

Entre 1870 et 1890, le nombre des membres de la Société suisse de bienfaisance de New York oscille entre 300 et 500, ce que le rapport de gestion de 1884 considère comme insuffisant comparé aux 16 000 ressortissants suisses de la ville et des environs. Sur les 475 membres de la société en 1874, on compte 284 alémaniques (59,8 %) 136 romands et 55 membres de langue italienne. Les cantons les mieux représentés sont ceux de Berne, Neuchâtel, Zurich, Tessin, Bâle et Vaud qui ont chacun plus de 40 membres ²⁾.

Le budget de la société court annuellement aux environs de 4000 dollars vers la fin des années 1860 et s'élève progressivement jusqu'à 8000 dollars vers 1900. En 1854, la société apporte quelques secours à 1379 personnes, soit à quelque 17 % du contingent migratoire recensé. Dans les années 1880, elle distribue de 5 à 10 000 kg de pain par année. Grâce à l'édification de son

1) AF, E 2/1392, requête du comité de la Société suisse de bienfaisance de New York au Conseil fédéral, 25 avril 1849.

2) Pour les rapports annuels de la Société suisse de bienfaisance de New York, cf. AF, E 2/2249 et 2001/2022.

“Swiss Home”, en 1883, la société fournit également chaque année quelque 20 000 repas (en moyenne 8 repas à 2500 personnes) et 7 à 8000 journées de logement. La société de bienfaisance accorde aussi des secours en argent, de l'ordre de 3200 dollars en 1867, s'abaissant à 1600 dollars en 1886 et remontant à 2700 dollars en 1899; la moyenne de ces secours par personne va de 1 à 4 dollars. Les activités philanthropiques de la société sont donc nombreuses; elles sont décrites non sans un certain sentiment d'autosatisfaction:

“Nous donnons un asile permanent aux vieillards des deux sexes qui ne sont plus capables de gagner leur vie et n'ont personne pour prendre soin d'eux . . . Nous logeons temporairement les personnes sans emploi ou sans domicile, nous les aidons à trouver de l'ouvrage. Nous plaçons les malades dans les hôpitaux. Nous rapatrions les invalides qui ont des amis pour les recevoir. Notre oeuvre parmi les familles dans le besoin et le soin des veuves et orphelins prend notre attention spéciale ainsi qu'une bonne partie de nos ressources. Tous sont bien connus de nous et aucune personne qui nous arrive ou nous est envoyée par un de nos membres n'est refusée, à moins que nous la trouvions mal notée dans nos registres. Notre agent visite tous les applicants, s'enquiert de leurs besoins et s'ils sont dignes d'être secourus. Nous avons occasion de donner beaucoup de conseils et d'assister souvent des personnes dans des circonstances difficiles; nous avons délivré l'immigrant des aubergistes rapaces et voleurs, souvent Suisses eux-mêmes. Nous avons défait les machinations d'avocats malhonnêtes prenant avantage de l'ignorance de nos compatriotes, même des veuves et orphelins. Nous nous rendons dans des établissements de placement pour leur faire dégorgier l'argent qu'ils avaient pris de personnes en les envoyant dans des places qui n'existaient pas. Nous sommes allés chez des patrons pour ajuster des comptes en litige. Nous devons agir comme interprètes pour les nouveaux arrivés, acheter leurs billets de transport, leur donner toute information désirable, n'épargnant ni trouble ni dépense pour les aider. Nous avons pu procurer beaucoup de places . . . surtout pour les nouveaux arrivés. Nous avons trouvé des familles qui ont pris les enfants qui étaient un fardeau pour leur mère . . . On nous a accusé de secourir les vagabonds, les abriter, les nourrir et les habiller. Il va sans dire que nous ne pouvons pas toujours refuser des secours à ceux qui nous en paraissent indignes; nous préférons agir en leur faveur plutôt que de renvoyer un seul qui soit méritant. Votre Comité fait son possible pour éliminer tous ceux qui, par leur conduite répréhensible et leur paresse, n'ont pas droit à nos secours . . .¹⁾”

Les recettes proviennent des collectes, de legs, de dons, de subsides et des intérêts sur les placements. La société, dont le capital s'élève en 1896 à 185 000 francs, est prospère. Au reste, elle adopte le genre de vie propre à la bourgeoisie philanthropique américaine, avec comités de dames et publication

1) Rapport pour l'année 1900, pp. 7-8.

des noms, célébration du thanksgiving day, remerciements aux donateurs de vieux vêtements, de bois, mais aussi de dindes, de gazettes illustrées et de gâteaux. Ayant indiscutablement aidé les pauvres immigrants, la société de bienfaisance est aussi la vitrine de la bourgeoisie helvétique de New York.

De façon générale, en dépit des problèmes dus au paupérisme, les émigrants suisses sont loin d'être une charge pour les Etats-Unis, contrairement à ce que certains milieux américains tendraient à faire croire entre 1850 et 1880 ¹⁾. Les immigrants représentent, en effet, un potentiel de production considérable ²⁾ et ne sont pas tous démunis, même vers 1855. Le consul de Suisse à New York signale que ses compatriotes apportent avec eux des sommes considérables:

“... ce qui peut être prouvé par Messieurs les banquiers de New York sur qui ils ont des traites à recevoir ³⁾.”

Le consul conseille toutefois à chaque émigrant de posséder au moins 20 dollars à son arrivée à New York. Pour le reste, il recommande les lettres de change, de préférence à l'argent liquide ⁴⁾.

B. Le développement de la concentration urbaine

Jusque vers 1890, New York est essentiellement une étape obligatoire sur la route de l'Ouest. Toutefois, en 1870, les Suisses des Etats de New York, Pennsylvanie et New Jersey représentent déjà 21 % de la population suisse des Etats-Unis. Après 1890, la diminution relative de l'émigration agricole et l'essoufflement de la capacité d'absorption du Middle West provoquent un renforcement de la concentration urbaine sur la côte Est, comme en témoigne l'évolution de la population suisse de ces Etats.

1) Sur cette question, cf. *Relations internationales*, op.cit.

2) Sur la question des migrations internationales en tant que transfert de facteurs de production, cf. Bairoch, P.: *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*. Paris 1976, chapitre V.

3) AF, E 2/1393, lettre du consul de Suisse à New York, 7 avril 1855.

4) *Idem*, lettre du 22 avril 1854.

Tableau 8:

Population née en Suisse établie dans les Etats du Centre Atlantique et de la Nouvelle-Angleterre

	1870	1890	1910	1930
New York	7 911	11 557	16 315	16 571
Pennsylvanie	5 765	6 149	7 484	5 649
New Jersey	2 061	4 158	7 549	8 765
Connecticut	492	998	1 806	1 774
Rhode Island	74	133	221	204
Massachusetts	491	1 052	1 341	1 272
Vermont	19	70	214	158
New Hampshire	11	62	78	82
Maine	9	29	56	51
	16 833	24 208	35 064	34 526
en % des Suisses				
aux Etats-Unis	22,4	23,3	28,1	30,6

C'est véritablement la région new yorkaise, du New Jersey au Connecticut qui exerce une attraction considérable¹⁾. De 1900 à 1906, par exemple, 54,8 % des émigrants suisses mentionnent l'Etat de New York comme but de leur voyage²⁾. Les villes de Buffalo, Rochester, Syracuse et Utica ont également de fortes colonies suisses et diverses sociétés helvétiques. Depuis le XVIII^e siècle, une importante colonie suisse est établie en Pennsylvanie³⁾. Vers 1870, la population suisse de cet Etat représente encore près de 8 % de celle de l'ensemble du pays. Toutefois, à cette époque, l'émigration pour la Pennsylvanie est en régression. Le nombre de ceux qui débarquent directement à Philadelphie, entre 1877 et 1881, serait de l'ordre de 2 à 3 % de l'ensemble de l'émigration suisse aux Etats-Unis⁴⁾. De 1900 à 1906, 3,8 % des émigrants

1) En 1920, la population née en Suisse de la région new yorkaise, soit de 7 comtés de l'Etat de New York, 5 du New Jersey et 2 du Connecticut, s'élève à 18 000 personnes, plus de 15 % des Suisses aux Etats-Unis.

2) D'après le RG; ce chiffre ne présente naturellement qu'une valeur relative.

3) Voir Kuhns, O.: *The german and swiss settlements of colonial Pennsylvania*. New York 1901. De façon générale, sur la littérature concernant les Suisses dans les divers Etats, on consultera la bibliographie rédigée par de Courten, R. et Rokicka, W.: *Switzerland and the United states of America*. Berne, Bibliothèque nationale suisse 1964. Divers témoignages d'émigrants suisses aux Etats-Unis ont été publiés par Schelbert, L. et Rappolt, H.: *Alles ist ganz anders hier*. Olten 1977.

4) D'après les rapports du consul de Suisse à Philadelphie, cf. AF, E 2400/Philadelphie, 2.

suisses déclarent se rendre en Pennsylvanie¹⁾. Dans cet Etat, les sociétés suisses paraissent florissantes. En 1877, on en compte 10 regroupant quelque 700 membres²⁾. La plus ancienne, le Grütliverein de Philadelphie remonte à 1829 et compte 220 membres. D'ailleurs, l'helvétisme se renforce à la fin du siècle, puisqu'en 1898, on trouve 28 sociétés, dont 13 à Philadelphie et 5 à Pittsburgh, avec 2200 membres dont environ 1870 ressortissants suisses, ce qui représente 28 % des Suisses de l'Etat³⁾.

Le fort développement de l'implantation helvétique au New Jersey, à partir de 1890 surtout, en particulier dans les villes du nord de l'Etat, est naturellement dû à l'arrivée d'émigrants exerçant des activités industrielles, notamment dans le textile. Cependant, la région présente également un intérêt pour les agriculteurs. Les projets de colonisation vantent la facilité des débouchés à proximité des villes et des ports. Pourtant, en 1891–1892, le Conseil fédéral, se fondant sur les rapports de son consul à Philadelphie et de la légation de Washington, se prononce contre un projet de colonisation dit “colonie Paisley”, parce que

“... ce terrain sablonneux et pauvre en humus... ne possède absolument pas les qualités requises pour que des familles d'émigrants suisses soient à même d'y fonder un établissement prospère⁴⁾.”

En 1877, l'Etat de New Jersey possède 9 sociétés suisses, dont la plus ancienne remonte à 1852, avec environ 490 membres⁵⁾. Par la suite, en dépit de la croissance de la population helvétique, le nationalisme suisse fait moins recette qu'en Pennsylvanie. En 1898, il y a 11 sociétés avec tout de même 835 membres dont 680 Suisses, 10,4 % des Suisses de l'Etat⁶⁾.

1) D'après RG.

2) AF, E 2400/Philadelphie, 1, *Bericht des schweizerischen Konsuls in Philadelphia über das Jahr 1877*, pp. 166–167. Voir AF, E 2/2263.

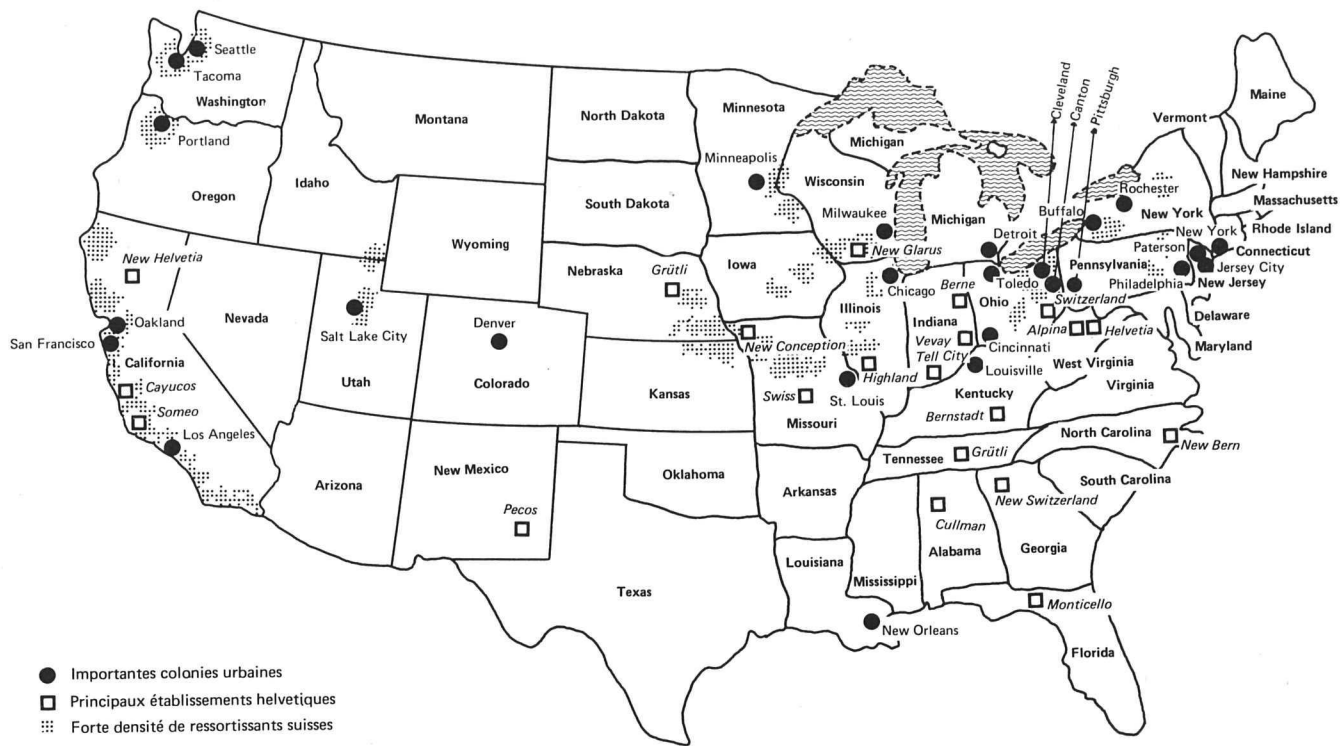
3) AF, E 2001/2024, rapport du consul de Suisse à Philadelphie sur les sociétés suisses pour l'année 1898. En 1902, le nombre des sociétés n'est plus que de 25 mais le nombre total des membres est en légère hausse. Une liste relativement complète des sociétés suisses aux Etats-Unis est publiée par le *Guide de l'émigrant suisse aux Etats-Unis d'Amérique*. Elaboré par le commissariat fédéral de l'émigration à Berne et la légation suisse à Washington. Berne 1893. Voir également: *Annuaire statistique de la Suisse*, 1896, pp. 317–322.

4) RG, 1892, p. 691. Sur cette question, cf. AF, E 7175/5/2 et 7175/9/18.

5) AF, E 2400/Philadelphie, 1, rapport du consul pour 1877.

6) AF, E 2001/2024, rapport sur les sociétés suisses pour l'année 1898. En 1902, le nombre de sociétés monte à 14 avec près de 900 membres. Sur la société de bienfaisance de Paterson, voir AF, E 2/2263.

Tableau 9:
Les Suisses aux Etats-Unis



Pas plus que les émigrants de race germanique, les Suisses ne se sont guère aventurés du côté de la Nouvelle-Angleterre. Néanmoins, tout comme au New Jersey, la diversification des compétences professionnelles des émigrants, vers 1900, entraîne une augmentation assez remarquable des Suisses dans les villes du Massachussets et du Connecticut. La Société suisse de bienfaisance de Boston, fondée en 1865 compte 74 membres en 1901, dont 33 femmes; beaucoup sont des ressortissants de la Suisse orientale, puis des Tessinois vers 1910, mais la société admet également des Allemands¹⁾.

III. Le Centre Nord-Est

Les Suisses ont contribué de très bonne heure à la colonisation de l'Ohio, de l'Indiana et de l'Illinois²⁾. Dès le début du XIXe siècle, ils fondent des colonies comme Switzerland sur l'Ohio, Vevay et Tell City en Indiana et, en 1831 déjà, New Switzerland ou Highland sur le Mississippi. D'après le consul de Suisse à Madison (Indiana) en 1843:

“Les plus anciens de ces colons se trouvent à la Nouvelle Vevay, Comté de Switzerland dans l'Etat d'Indiana; ils émigraient ici (il y a) à peu près 40 ans; la majeure partie a décédé depuis. Leur postérité n'est pas nombreuse; cependant, ils retinrent parmi eux ce caractère inclassable, primitif de bons citoyens suisses. . . L'Etat d'Ohio y contient un grand nombre de Suisses, dont la majorité du canton de Berne. . . L'Etat d'Indiana en a aussi mais moins que l'Etat que je viens de nommer; ils vinrent du canton de Berne et la minorité des cantons de Zurich, Argovie et Thurgovie. . . Le nombre dans l'Illinois et Michigan en est très borné; par contre le territoire de Wisconsin attire par le bon sol, climat et position géographique, l'attention générale des colons suisses. Iowa en est de même à comparer avec Wisconsin³⁾.”

A partir de 1850, la colonisation suisse s'accroît fortement dans le Nord ainsi que dans le Middle West et, en septembre 1857,

1) Voir AF, E 2/2162 et 2001/2017.

2) Pour la colonisation de cette région, cf. in AF, E 2200/Cincinnati, 1: Glaser, E.: *Ausführliche Geschichte der schweizerischen Ansiedlungen und Kolonien der Staaten Ohio-Indiana-Kentucky-Tennessee von den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika*, 1889, teilweise gesammelt und teilweise den Ausführungen von Dr. A. Heinach aus seinem Buche entnommen. Cincinnati 1926. De façon plus générale, voir aussi Mötteli, H.: *Die schweizerische Auswanderung nach Nord-Amerika*. Zürich 1920.

3) AF, D 1979, réponse du consul de Suisse à Madison (Indiana) à l'enquête des comités d'émigration des sections vaudoise et genevoise de la Société suisse d'utilité publique, 29 octobre 1843.

“Les journaux confirment la grande nouvelle du jour, les actionnaires de la colonie suisse ont ratifié l’achat par leurs agents de tous les terrains situés en aval de Cannelton. Ils ont acheté en tout vingt mille acres, dont quatre mille sur l’Ohio, où ils veulent bâtir leur ville Tell City, et quinze mille de terrain cultivable, jusqu’à quinze miles du centre. Les statuts de la société me paraissent bien faits. Ces colons sont une espèce de socialistes blancs; ils vont bâtir moulin, ateliers, scierie et magasins puis monter une ferme modèle et une pépinière où chacun pourra se procurer au plus bas prix des animaux, des graines, des plantes et des outils¹⁾.”

Tous ces établissements connaissent des fortunes diverses; cependant, en 1870, l’Ohio et l’Illinois sont les deux Etats d’Amérique qui dénombrent le plus de ressortissants suisses.

Tableau 10:

Population née en Suisse établie dans les Etats du Centre Nord-Est

	1870	1890	1910	1930
Ohio	12 727	11 070	10 988	7 624
Indiana	4 287	3 478	2 765	1 624
Illinois	8 980	8 115	8 660	7 315
Michigan	2 116	2 562	2 780	2 834
Wisconsin	6 069	7 181	8 036	7 669
	34 179	32 406	33 229	27 066
en % des Suisses				
aux Etats-Unis . .	45,5	31,1	26,6	23,9

Ainsi les forts noyaux de l’établissement suisse de la région du Centre Nord-Est perdent leur rôle d’attraction, manifeste avant 1870 et, en 1930, l’Ohio et l’Illinois ne sont plus qu’aux 5 et 6èmes rangs des Etats américains pour leur population suisse. Pour des Etats qui en 1900 représentent encore respectivement 10,4 et 7,8 % des Suisses établis aux Etats-Unis, de 1900 à 1906, 3,5 % seulement des émigrants déclarent avoir l’intention de se fixer dans l’Ohio et 3,7 % en Illinois²⁾.

1) *Le rendez-vous américain*. Correspondance et journal inédits de Jacques Martin 1853–1868, lettre du 17 septembre 1857. Paris 1975, p. 171. Voir aussi, Karrer: *op.cit.*, p. 39.

2) D’après RG.

Si, vers 1870, les deux tiers des Suisses de l'Ohio sont des ruraux, la proportion se renverse par la suite. Certes, le comté de la ville de Cincinnati perd le tiers de sa population suisse entre 1870 et 1910, mais pendant ce temps ceux de Cleveland, Toledo, Columbus et Akron voient cette population augmenter des deux tiers. Au total, en comptant Cincinnati, la population suisse de ces 5 comtés urbains passe de 26 % de l'ensemble des Suisses de l'Etat, en 1870, à 38 % en 1910. Vers 1914, on estime le nombre des Suisses de Cleveland à 1400, ceux de Cincinnati et de Toledo à 750 pour chaque ville¹⁾. Bien que, depuis 1870, le centre de gravité de la population suisse se soit considérablement déplacé de la vallée de l'Ohio vers le nord, en direction du lac Erié, le Département politique fédéral préfère néanmoins maintenir le siège consulaire à Cincinnati, en raison de sa position à la frontière de l'Indiana et du Kentucky.

A Cincinnati, les Suisses disposent, depuis 1857, d'une section du Grütliberein et c'est dans cette ville que le Nordamerikanische Grütlibund tiendra sa première convention en 1865²⁾. La Société suisse de bienfaisance est fondée en 1871. Comptant 58 membres au terme de son premier exercice, cette société passe à 104 membres en 1877 et à 187 en 1910³⁾.

Dans l'Indiana, les établissements de Vevay et de Tell City — celui-ci atteint 2300 habitants en 1886 dont un tiers de Suisses — déclinent fortement à la fin du XIXe siècle. Quoiqu'également en déclin, la colonie "Berne", à l'est de l'Etat, fondée par des mennonites, parvient à subsister. Comme dans l'Ohio, c'est la population urbaine qui se renforce, du moins en chiffre relatif, passant pour les cinq principaux comptés de 19 % des Suisses de l'Etat en 1870 à 37 % en 1920.

Dans l'histoire de la colonisation suisse, le Michigan ne peut pas prétendre à la même importance que les Etats voisins du sud et de l'ouest, encore qu'il ait continuellement recensé de 2 à 3000 ressortissants suisses entre 1870 et 1930. Avec le développement des voies de communication dans la région des grands lacs, la ville de Détroit devient une place importante vers 1850 et la Suisse y ouvre un consulat qu'elle transférera à Chicago en 1864. L'émigration dans

1) AF, E 2001/1265, rapport de la légation de Suisse à Washington sur l'éventuel établissement d'un consulat de Suisse à Cleveland, 29 octobre 1914.

2) Glaser: *op.cit.*, in AF, E 2200/Cincinnati, 1.

3) Voir AF, E 2/2179 et 2001/2019.

cet Etat semble essentiellement provenir de classes pauvres et notamment d'ouvriers:

“Le consulat de ce district n'est point rémunératif, ayant plutôt à traiter avec la classe des émigrants qu'à la classe plus aisée de nos compatriotes, car il est regardé par un grand nombre plutôt comme un *bureau de secours charitables* que comme celui des représentants de leur patrie . . . Il n'y a que fort peu de Suisses ayant des commerces de quelque importance dans notre district et pas de maisons, à notre connaissance, d'importation de produits suisses, les marchandises vendues ici provenant des maisons d'importation de New York ¹⁾.”

Un certain nombre d'établissements agricoles suisses n'ont, dans le Michigan, qu'un développement assez limité et, dès la fin du siècle, le caractère urbain de l'implantation helvétique a tendance à s'accroître, passant pour le comté de la ville de Détroit de 25 % des ressortissants suisses de l'Etat en 1870 à 44 % en 1930, avec toutefois un recul à 18,5 % en 1890.

Comme le remarque le consul de Suisse à Madison (Indiana) dès 1843, le Wisconsin attire l'attention des colons. Cet Etat dispose, en effet, de terres très fertiles et, comme d'autres dans le Middle West, il se lance, dès 1853, dans une politique d'encouragement à l'immigration, dépensant jusqu'à 10 000 dollars par année pour des commissions et des agences de propagande et facilitant l'accès à la propriété ²⁾. L'établissement des Suisses dans cette région se développe avec la fondation, en 1845, de New Glarus ³⁾. Par la suite, de nombreux Suisses viennent s'installer dans les contrées avoisinantes, au point qu'on a pu désigner cette région du sud de l'Etat du nom de “Swissconsin” ⁴⁾. Contrairement à d'autres colonies agricoles du centre des Etats-Unis, fortement affectées par les difficultés de la fin du siècle, les établissements du sud du Wisconsin sont prospères. Les 108 premiers émigrants de New Glarus, arrivés en 1845, se répartissent 485 hectares de terres. Les départs de quelques familles sont largement compensés par de nouvelles arrivées et, en juin 1885, la colonie comprend 1136 personnes dont 88,5 % de Suisses et 76,6 % de Glaronnais ⁵⁾. De 1870 à 1920, la population suisse des cinq

1) AF, E 2400/Detroit, rapport du consulat pour 1858.

2) FF, 1869, I, *Rapport du consul général suisse à Washington sur l'émigration aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord*, 23 novembre 1868, pp. 37–58.

3) Sur New Glarus, cf. *New Glarus 1845–1970. The making of a swiss american town*. Glarus 1970, ainsi que Mötteli: *op.cit.*, pp. 29–40.

4) Gruening: *op.cit.*, p. 32.

5) Karrer: *op.cit.*, p. 40.

comtés de New Glarus et du voisinage double et passe de 26 % de l'ensemble des Suisses de l'Etat à 38 %. Des Suisses s'étaient également établis à l'ouest de l'Etat, dans le comté de Buffalo, mais pour cette région c'est au contraire le déclin dès 1870. Quant au comté urbain de Milwaukee, il voit sa population suisse passer de 7,4 % des Suisses de l'Etat en 1870 à 18,4 % en 1930, ce qui est loin d'être comparable à l'attraction croissante de villes comme Chicago ou Détroit. De façon générale, contrairement aux autres Etats de la région, la population suisse du Wisconsin continue de croître, de 32 % entre 1870 et 1910, restant durant toute cette période, la cinquième colonie suisse des Etats américains. Pour une population suisse égale à 6,6 % des Suisses aux Etats-Unis en 1900, le Wisconsin est l'objet de 5 % des intentions d'émigration, de 1900 à 1905.

C'est dans l'Illinois, face à la ville de Saint-Louis (Missouri), que deux Lucernois, Köppli et Suppiger, fondent en 1831 la colonie de Highland ou New Switzerland, considérée comme la plus importante colonie agricole suisse des Etats-Unis vers 1870¹⁾. Cet établissement a longtemps été tenu pour un modèle, notamment par ceux qui entendaient encourager l'organisation de collectivités helvétiques aux Etats-Unis²⁾, par opposition à l'émigration individuelle toujours risquée. Les fondateurs de la colonie se procurent une surface de quelque 9300 hectares; néanmoins, comme dans beaucoup d'autres établissements du même genre, dès que la terre devient rentable, les prix haussent très rapidement et ne sont plus à la portée des petites bourses³⁾. A en croire diverses correspondances en provenance de Saint-Louis, notamment celle du consul dès 1851, il semble que la situation des Suisses de Highland n'ait pas été aussi favorable que les écrits des fondateurs de la colonie ne le laissent supposer. Les communes suisses cherchent à se débarrasser de leurs ressortissants pauvres "en ne leur donnant que les moyens pour arriver à La Nouvelle-Orléans"⁴⁾ qui est un véritable foyer d'épidémies. Les régions à forte densité suisse des rives du Mississippi sont naturellement des pôles d'attraction naturels pour ces gens qui arrivent à Saint-Louis ou à Highland complètement

1) Gruening: *op.cit.*, p. 24.

Sur cette colonie, cf. *New Switzerland in Illinois as described by two Settlers Kaspar Köppli and Johann Jacob Eggen in Spiegel von Amerika and Aufzeichnungen aus Highland Gründungszeit*. Translated von the german by J.L. Käser and M.H. Driesner. Edwardsville 1977.

2) Voir, par exemple, Karrer: *op.cit.*, pp. 5-6.

3) *Idem*, p. 36.

4) AF, E 2/1468, lettre de Saint-Louis, juin 1850.

épuisés; beaucoup meurent peu après leur arrivée. Quant aux colons suisses déjà établis, ils vivent dans des conditions de concurrence farouche:

“Qu'on ne se fie pas en Suisse aux bons coeurs de nos nationaux en ce pays; donner aide et assistance n'est pas un de leurs traits; au contraire, l'égoïsme est presque dans tous les coeurs — tirer, tirer, c'est le mot d'ordre — et à peine qu'ils donnent à un applicant qui ne paye pas quelques mots de consolation; c'est, je suis fâché devoir le dire, le caractère de tout le pays et la République n'a pas à s'en glorifier; elle est, comme la vôtre et comme d'autres, une République plutôt de nom que de fait. . . Jusqu'alors, ils (les émigrants) ont été le plus souvent le jeu et les victimes d'hommes malhonnêtes, rapacieux et voleurs. La plus belle illustration en ce genre, c'est les Koepfli, le vieux Docteur, père et fils, qui ont été envers leurs concitoyens, qui allaient et se remettaient à eux en toute confiance, tout ce que l'on peut imaginer de faux et de mauvais, et qui ont par là ruiné, même entièrement, bien des familles suisses plus ou moins riches et les ont livrées sans pitié à la plus grande misère, tandis qu'eux se sont de plus en plus enrichis avec l'argent à eux volés et escamotés. C'est surtout dans les commencements de leur établissement dans l'Illinois qu'ils ont pu faire et qu'ils ont fait chasse sur l'argent des émigrants, en quoi ils ont très bien réussi; mais peu à peu, on les a fait connaître partout et aujourd'hui ils n'ont plus la même chance qu'autrefois, le monde étant plus sur ses gardes vis-à-vis d'eux. Cependant, ils sont en pouvoir d'argent et avec un peu moins d'apparence immorale, ils savent traire nos pauvres compatriotes par des prêts d'argent, des actions usurières et des ventes de terres qu'ils s'étaient procurés avec l'argent des premiers arrivés¹⁾.”

Cette situation des Suisses livrés à eux-mêmes face aux barons des établissements coloniaux est une des raisons qui militent en faveur d'une représentation consulaire à Saint-Louis. Le poste est ouvert en 1851; il sera transféré à Highland de 1856 à 1863. Des années durant, les consuls de Suisse continueront à dénoncer la politique de débarras de certaines communes et à attirer l'attention sur les nombreuses difficultés rencontrées par les émigrants, notamment lors de transferts d'argent qui sont fortement grevés par les banquiers²⁾.

En dépit de ces difficultés, la colonie est prospère, jusque dans les années 1880 tout au moins. En 1870, le comté de Madison, où se trouve Highland,

1) *Ibid.*

2) “Pour obvier à ces inconvénients, autant qu'il est en mon pouvoir, je me suis entendu avec quelques amis compatriotes pour former une maison de commission et de change sous la raison commune: F. Rhyner & Co à Highland, Madison Cty, Illinois, laquelle puisse servir d'intermédiaire direct entre la Suisse et nos compatriotes dans nos contrées pour les envois de valeur . . .” lettre du consul de Suisse, E. Bandelier, 31 août 1854, in AF, E 2/1467.

recense 1500 personnes nées en Suisse, plus que la ville de Chicago, et la région près de 3000. Après 1880, toutefois, la colonie commence à décliner et en 1930, les natifs suisses du comté sont moins de 200.

Dès le début de leur pénétration dans les régions du Mississippi, les Suisses ont une certaine tendance à se disperser. En 1859, le consul de Suisse à Highland estime que sur 15 000 Suisses de son arrondissement, qui comprend les Etats de l'Illinois et du Missouri, un tiers est concentré dans la région de Saint-Louis (2000) et de Highland (3000) et les deux autres tiers sont dispersés sur l'ensemble du territoire des deux Etats¹⁾. En fait, l'implantation des Suisses est particulièrement forte dans trois régions de l'Illinois: la rive gauche du Mississippi face à Saint-Louis avec la colonie de Highland; la région de Péoria aux sources de la rivière Illinois au centre de l'Etat et, naturellement, la région de Chicago dont la force d'attraction, à la fin du siècle, est énorme.

Tableau 11:

% des ressortissants suisses établis dans les régions de l'Illinois

Régions	1870	1890	1930
Highland (8 comtés)	32,4	20,4	5,4
Péoria (5 comtés)	12,7	13,9	10,3
Chicago (5 comtés)	21,6	36,4	66,2
Reste de l'Etat (84 comtés)	33,3	29,3	18,1

Dès 1860, la ville de Chicago se développe considérablement; elle atteint déjà 450 000 habitants en 1875. La vie y est chère et le danger de prolétarianisation menace l'émigrant non qualifié. Selon le consul de Suisse, en 1877:

“Eine Familie, die weniger als 1000 dollars an Ort und Stelle bringt, kann kaum zur Gründung eines eigenen Herdes schreiten²⁾.”

En 1880, le consul estime le nombre des Suisses de Chicago à près de 5000; ils font en général partie de la classe moyenne³⁾. Les Suisses de la ville disposent

1) AF, E 2/921, lettre du consul de Suisse à Highland, 10 novembre 1859.

2) AF, E 2400/Chicago, 1, Bericht des schweizerischen Konsuls in Chicago über die Jahre 1875 und 1876.

3) *Idem*. Bericht über die Jahre 1878 und 1879. Ce chiffre est nettement plus élevé que celui fourni par le recensement américain de 1880 qui donne 1 728 Suisses à Chicago. La différence peut être en partie compensée par le fait que le consul tient compte des enfants nés aux Etats-Unis.

d'une société du Grütli, dès 1856, d'un Schweizerbund¹⁾, de sociétés de secours: l'"Helvétia" fondée en 1866 et la Société suisse de bienfaisance, dès 1872, pour continuer l'action du comité de secours en faveur des Suisses victimes de l'incendie de la ville en 1871. De 57 membres à l'origine, la Société suisse de bienfaisance tombe à 29 en 1878 avant de se développer, d'atteindre le cap des 100 membres en 1894 et des 200 en 1908²⁾.

IV. Le Centre Nord-Ouest

De 1850 à 1890, jusqu'au moment où la concentration industrielle se renforce, sur la côte Est en particulier, le Middle West, les Etats du Centre Nord-Ouest notamment, tiennent une place importante dans le choix des émigrants suisses. Remontant le Mississippi, puis suivant le frontière de la colonisation, les nouveaux venus s'installent d'abord dans le Missouri avant de poursuivre leur pénétration vers le Nord et vers l'Ouest. Pour les agriculteurs européens habitués à de petits lopins de terre très morcelés³⁾, les vastes étendues du centre des Etats-Unis présentent, en effet, une forte tentation⁴⁾.

Tableau 12:

Population née en Suisse établie dans les Etats du Centre Nord-Ouest

	1870	1890	1910	1930
Missouri	6 597	6 765	6 141	3 578
Iowa	3 937	4 310	3 675	2 096
Minnesota	2 162	3 745	2 992	2 041
Kansas	1 328	3 820	2 853	1 594
Nebraska	593	2 542	2 150	1 410
Dakota du Sud . . .	33	571	800	618
Dakota du Nord . .		258	560	369
	14 650	22 011	19 171	11 706
en % des Suisses				
aux Etats-Unis . . .	19,5	21,2	15,3	10,3

1) Voir les statuts, in AF, E 2/2177.

2) Voir AF, E 2/2177 et 2001/2018.

3) En Valais, par exemple, on dénombre, en 1874, une moyenne de 41 parcelles par famille; cf. Arlettaz, G.: *Les transformations économiques et le développement du Valais 1850-1914*, in *Développement et mutations du Valais*. Martigny 1976, pp. 36-37.

4) Voir AF, D 1978, réponse du consul de Suisse à Alexandrie (Virginie) à l'enquête de la Société suisse d'utilité publique, 20 juin 1843.

Dès 1850 et surtout depuis la guerre de Sécession, les Etats du Middle West se lancent dans une politique de développement et d'immigration et créent, à cet effet, des bureaux de propagande. Ces Etats, l'Iowa, le Wisconsin, le Minnesota, le Kansas, entrés dans l'Union entre 1846 et 1861, puis le Nebraska (1867) bénéficient du "Homestead Act" promulgué en 1862:

"Sous la condition de s'être établie de fait, d'avoir mis en culture et habité un quart de section (renfermant 160 arpents) durant au moins cinq ans, toute personne qui est à la tête d'une famille ou a atteint l'âge de 21 ans, peut, après avoir fait la déclaration de vouloir devenir citoyen des Etats-Unis, et moyennant l'émolument de 14 dollars et le versement définitif de 204 dollars, prendre possession des terres de la dite contenance, dans une partie des propriétés du gouvernement non encore occupées, mais mesurées 1)"

En fait, plusieurs Etats du Middle West se passent même de la déclaration d'intention sur la citoyenneté et facilitent les droits de succession des étrangers²⁾. Le "Homestead Act" permet de distribuer de 5 à 7 millions d'arpents par année, au lendemain de la guerre³⁾. Toutefois, une grande partie des terres, parmi les meilleures, sont attribuées aux compagnies de chemin de fer qui les revendent ou les confient à des métayers. Ces répartitions territoriales se font souvent dans un climat politique fort tendu qui ne favorise pas l'émigrant. Ainsi, en 1866, d'après une correspondance adressée au consul de Suisse à Saint-Louis:

"Je vois dans les journaux de Saint-Louis que cinq cents familles suisses viendront s'établir dans les terres que le Congrès a données en aide à l'embranchement sud du "Pacific"; c'est-à-dire le bras du rail-road qui doit courir de Franklin à la limite ouest du Missouri.

Ce chemin de fer a été vendu au général Frémont avec les terres y affectées, sous la condition de terminer le chemin, de Rolla à la frontière de l'Etat dans un délai de cinq ans et de commencer les travaux immédiatement. La transaction date de six mois et Frémont n'a employé et n'emploie actuellement aux travaux qu'une misérable escouade d'ouvriers. En outre de nos Suisses, il cherche des colons norvégiens et suédois au nombre, dit-on, de huit mille.

Les terres allouées au chemin de fer en question ascendent à la quantité (en chiffres ronds) de deux millions d'acres; et si je suis bien informé, Frémont et ses agents vendent à raison de quatre à cinq dollars l'acre. . .

Si Frémont ne remplit pas les conditions de son acte d'achat, qui l'astreint

1) FF, 1869, I, Rapport du consul général suisse à Washington sur l'émigration aux Etats-Unis, 23 novembre 1868, p. 39. 160 arpents = environ 45 hectares.

2) *Idem*, p. 41. Voir aussi AF, E 2/921.

3) Fohlen, C.: *La société américaine 1865-1970*. Paris 1973, p. 68.

à compléter, à des époques prescrites, les tronçons successifs de la voie ferrée, la législature de l'Etat, aux termes de la loi autorisant la vente, doit déclarer la transaction nulle et non avenue; et certainement, si nos prochaines élections se décident en faveur des "conservatifs", ce qui peut advenir cette année et doit aboutir l'an prochain, on tiendra la main haute à Frémont, d'autant plus que la vente exécutée par un gouverneur radical dans des circonstances fort peu honorables des deux côtés, et en dépit d'offres solides et plus avantageuses par des capitalistes de New York est extrêmement impopulaire, ou pour mieux dire, flétrie par l'opinion publique.

Si la cancellation de l'acte de vente de Frémont est décidée, les terres du domaine allouées au chemin de fer retourneront à l'Etat et les ventes de Frémont aux colons deviennent infirmes en conséquence¹⁾."

Les colons sont donc à la merci de transactions plus ou moins frauduleuses entre hommes politiques et hommes d'affaires et de l'instabilité qui règne en cette période de reconstruction. Néanmoins, en dépit de toutes les malversations, l'intensification du développement de cette région du Middle West porte des fruits et, de 1880 à 1890, par exemple, l'estimation de la valeur des propriétés des Etats du Centre Nord-Ouest augmente de 74 %, contre 21 % pour le Centre Nord-Est, la moyenne nationale étant de 43 %, ce qui montre bien le déplacement du centre de gravité du développement²⁾. Cependant, dès 1870, ces jeunes Etats agricoles du centre connaissent de grandes difficultés, dues à l'effondrement du prix des céréales, à un endettement renforcé par la consolidation du papier monnaie, aux transformations structurelles de l'agriculture³⁾, ainsi qu'à des conditions climatiques souvent désastreuses:

"Dans le Nebraska, où résidaient beaucoup de Suisses, l'hiver de 1874 à 1875 fut particulièrement triste! Pendant l'été précédent, le pays avait souffert de la sécheresse et d'une invasion de sauterelles, et il en résulta une terrible famine, qui fit d'autant plus de victimes parmi les Suisses, que les ressources des sociétés de bienfaisance se trouvaient fort limitées par suite du mauvais état des affaires. Le consul de Chicago en fit plus tard l'objet d'un rapport circonstancié, d'où il résultait que la famine s'était étendue aussi sur le Minnesota, l'Iowa et le Kansas. A ces maux, il fallut ajouter encore une guerre avec les Indiens de la frontière et, pour combler

1) AF, E 2/2107, lettre de Jules Laué au consul de Suisse à Saint-Louis, 20 octobre 1866. Sur les intérêts ferroviaires suisses dans l'Iowa, cf. AF, E 2/243.

2) AF, E 7175/6/3, Preliminary statement showing the assessed valuation of real and personal property of the several states and territories for 1880 and 1890. Pour l'Illinois, le taux est faussé par des changements dans les méthodes d'évaluation; sans cet Etat, l'augmentation pour le Centre Nord-Est se situe à 28 %.

3) Cf. Fohlen: *op.cit.*, pp. 67-89, ainsi que Faulkner, H.U.: *Histoire économique des Etats-Unis*, traduit de l'anglais par O. Merlat-Guitard, vol. 2. Paris 1958, pp. 358-382.

la mesure, de nombreuses grèves. Toutes ces calamités eurent pour conséquence un ralentissement considérable de l'émigration, et même le retour en Europe de beaucoup d'émigrés. Il fallut secourir 80 familles suisses à Chicago. Les Suisses qui sont partis pour ces contrées en 1874 ont peut-être rencontré la situation la plus difficile qui ait jamais été faite à l'immigration américaine ¹⁾."

Vers 1885, beaucoup de régions agricoles commencent à se dépeupler au profit des villes, en particulier dans le Kansas occidental et le Dakota du Sud, et l'émigration a tendance à se porter plus à l'ouest ou à revenir vers l'est. De 1890 à 1930, le Centre Nord-Ouest tombe de 14,2 à 10,8 % de la population des Etats-Unis.

Devenue très tôt la porte de l'Ouest, au confluent du Mississippi et du Missouri, la ville de Saint-Louis exerce une forte attraction sur les émigrants, encore accrue pour les Suisses par la présence, dès 1831, de la colonie Highland située sur l'autre rive du fleuve, en Illinois, mais non loin de la ville. Il est difficile de situer avec exactitude l'ampleur du mouvement de population qui emprunte la voie du Mississippi; cependant, jusqu'à la guerre de Sécession, ce mouvement est important ²⁾. Par la suite, dans les années 1860 à 1870, l'Etat du Missouri connaît un fort développement dû, pour une large part, à la construction des chemins de fer. En dix ans, la population de l'Etat augmente de 46 %. Comme c'est généralement le cas pour les régions situées sur la frontière de la colonisation, le consul de Suisse à Saint-Louis attire l'attention des émigrants sur la nécessité d'être préparés à leur nouvelle condition et d'avoir suffisamment d'argent pour s'installer. Quant aux non-agriculteurs, ils devront se réfugier en ville où les risques de tomber dans la misère sont très grands ³⁾.

En 1870, le Missouri est le quatrième Etat américain pour sa population née en Suisse. Le comté de Saint-Louis, à lui seul, recense plus de 3200 Suisses (49,5 % de l'Etat) soit plus que la ville de New York. La voie du Missouri présente un grand intérêt et plusieurs établissements, avec de nombreux Suisses, se développent le long de la rivière. En 1870, 14 des 24 comtés qui bordent le Missouri, celui de Saint-Louis excepté, sur les 115 que compte

1) Karrer: *op.cit.*, p. 32.

2) A cet égard, cf. AF, D 1979, réponse du consul de Suisse à La Nouvelle-Orléans à l'enquête de la Société suisse d'utilité publique, s.d. (1843).

3) Voir les rapports du consul de Suisse à Saint-Louis pour les années 1870 et 1872, in FF, 1871, III, p. 24 et 1873, III, p. 415.

l'Etat, dénombrent 28,6 % des ressortissants suisses¹⁾. En 1890, les Suisses de Saint-Louis ne sont plus que 35,2 % de ceux de l'Etat, alors que l'implantation sur le Missouri a augmenté (33,6 % pour les 14 comtés). Par la suite, comme pour les autres Etats de la région, c'est le déclin, surtout pour la population rurale. De 1902 à 1906, 2,5 % seulement des émigrants suisses à destination des Etats-Unis manifestent l'intention de s'établir dans le Missouri, alors que la population suisse de l'Etat représente encore 5,9 % des Suisses de l'Union en 1900. En 1910, les Suisses du Missouri ne sont plus qu'au huitième rang des colonies helvétiques dans les Etats américains, bien qu'ils n'aient diminué que de 10,2 % depuis 1890; cette tendance s'accroît jusqu'en 1930. Parallèlement, la concentration urbaine a repris; près de la moitié des Suisses de l'Etat vivent à nouveau à Saint-Louis — qui en a pourtant perdu 46 % depuis 1870 — et plus de 15 % dans les comtés urbains de Kansas City et de Saint-Joseph.

Succédant au Club "Helvetia", la Société suisse de bienfaisance de Saint-Louis, l'"Helvetia", est fondée en 1873 avec 59 membres. Ce nombre de membres reste relativement stable; il est de 66 en 1905, dont 64 alémaniques. Le canton de Zurich compte 13 membres, Argovie 10, Berne 9 et St-Gall 8. Dans les dix premières années de son existence, la société dépense en moyenne 320 dollars par année en frais de secours. Après 1900, cette somme s'élève à quelque 2500 dollars par année. Le nombre de personnes secourues, 140 en 1874, monte à plus de 500 vers 1898, puis se stabilise autour de 200 après 1900²⁾.

En 1906, le Conseil fédéral repousse un projet de colonisation pour la région d'Ozark dans le sud du Missouri, cette région n'étant pas encore défrichée:

"Les expériences de colonisation faites ces 25 dernières années par les émigrants suisses (il suffit de rappeler le triste sort des colons suisses dans le sud du Chili, à Alpina, dans l'Etat de São Paulo et de Pecos, Nouveau Mexique) montrent que la plupart de nos agriculteurs, si aptes qu'ils soient à exploiter un terrain déjà propre à la culture, ne conviennent pas comme colons dans des contrées qu'il faut commencer par défricher; après le genre de vie auquel ils étaient habitués dans leur patrie, ils ne supportent que difficilement le travail pénible et les privations des colons³⁾."

1) Les Suisses de l'Etat qui se trouvent à proximité des rives du Mississippi et du Missouri sont environ 85 % en 1870.

2) Voir AF, E 2/2274 et 2001/2026.

3) RG, 1906, p. 461; voir aussi AF, E 7175/12/6.

Dans l'Iowa, les établissements agricoles se développent tout d'abord à l'est, sur le Mississippi. En 1870, 11 comtés sur les 99 de l'Etat comptent plus de 100 Suisses. A l'exception du comté de Polk, où se trouve la capitale Des Moines, tous ces comtés se situent à l'est du 92ème méridien sur les rives du Mississippi et de ses affluents, dont l'Iowa River; ensemble, ils recensent plus de 2300 habitants nés en Suisse, 60 % de l'Etat. Avec le déplacement vers l'Ouest, cette proportion tombe à 45 % en 1890, alors que se développe la colonisation des rives du Missouri. Par la suite, la dépopulation des campagnes n'étant pas compensée par la présence d'un centre urbain, l'Iowa perd plus de 50 % de sa population née en Suisse, jusqu'en 1930, proportion semblable à celles du Kansas, du Nebraska et du Minnesota.

Tout comme dans l'Iowa, les établissements coloniaux du Minnesota se créent principalement sur le Mississippi et son affluent principal le Minnesota River, dans le sud-est de l'Etat, où huit comtés recensent 55 % des Suisses en 1870, proportion qui se maintient jusqu'en 1930. Toutefois, de ces huit comtés, ceux des villes de Minneapolis et de Saint-Paul, qui n'ont que 13,2 % des Suisses de l'Etat en 1870, passent à 43,3 % en 1930.

En 1870, le Kansas compte plusieurs colonies agricoles, principalement dans le nord-est sur la rive droite du Missouri, dans la région d'Atchison et de Leavenworth — plus de 50 % des Suisses dans cette région en 1870, mais seulement 20 % en 1890 — ainsi que le long de la frontière du Nebraska et sur les bords de la rivière Kansas. Par la suite, plusieurs établissements apparaissent plus à l'ouest. Certaines de ces colonies ont des dénominations helvétiques, ainsi New Berne, New Basel et Zurich.

Dans le Nebraska également, l'immigration agricole s'intensifie dès la guerre de Sécession. En 1860, le consul de Suisse à Highland recommande un projet de colonisation:

“Un M. Peting de Genève domicilié à Saint-Louis m'a fait parvenir un manuscrit assez volumineux, pour recommander à l'émigration des terrains à lui appartenant, situés dans le territoire du Nebraska dans l'extrême sud-est, près de la frontière du Kansas, à quelques miles de l'endroit où la rivière Nemaha se jette dans le Missouri. Il paraît que ce pays offre de grandes ressources pour l'élevé des bestiaux. La contrée est salubre, facile à atteindre et avec de bonnes voies de communication, on peut se rendre sur l'emplacement de cette colonie depuis Saint-Louis en 94 heures. Ces terrains comprennent environ 3840 acres; le centre en sera occupé par une ville, autour de laquelle 380 acres de prairie formeront un pâturage communal entouré d'une clôture. Autour de cette clôture, le terrain sera divisé par parcelles de 25 acres, ce qui est parfaitement suffisant pour une famille

se vouant à l'élève du bétail. Toutefois personne ne sera forcé de s'en tenir à 25 acres.

Quoique ne me souciant pas en général d'appuyer ce genre de projets, je crois devoir ajouter que les personnes à la tête de cette entreprise sont respectables et qu'effectivement cette partie de l'Ouest offre de belles ressources et un avenir assuré pour l'émigrant sobre et laborieux ¹⁾."

Progressivement, cette frontière des éleveurs de bétail, dans laquelle s'inscrit ce projet, cède la place aux fermiers. Comme dans le Kansas, les Suisses s'installent d'abord sur le Missouri et sur son affluent principal, le Platte River. Ils sont principalement regroupés autour des cités d'Omaha et de Columbus, ainsi qu'au sud-est de l'Etat dans le comté de Richardson. En 1870, ces trois comtés dénombrent 48 % des Suisses de l'Etat, proportion qui tombe à 34 % en 1890, en raison de la marche vers l'Ouest ²⁾.

V. Le Sud

Au cours du XVIIIe siècle, l'émigration suisse, en particulier bernoise et zuricoise, pour la Virginie, les Carolines, la Géorgie, le Mississippi et la Louisiane est relativement importante ³⁾. Au XIXe siècle, jusqu'à la guerre de Sécession, le port de La Nouvelle-Orléans est, après celui de New York, le point de débarquement le plus important du pays. Toutefois, la plus grande partie des immigrants ne reste pas dans les régions voisines mais remonte le Mississippi et ses affluents jusqu'au Kentucky et aux régions du Centre Nord. Certes, les données statistiques des ports de La Nouvelle-Orléans et de Baltimore ne sont pas comparables à celles de New York ⁴⁾. Néanmoins, il est indéniable que le Sud, au climat tropical et à l'économie esclavagiste, n'a pas, pour les Européens, la même force d'attraction que les plaines du Middle West. La part des Etats du Sud à l'ensemble de la population américaine tombe de 47,8 % en 1810 à 35,4 % en 1860.

1) AF, E 2/1467, lettre du consul de Suisse à Highland au Conseil fédéral, 4 janvier 1860. Un acre = 4046,87 m².

2) Au sujet du Nebraska, cf. Stadler, X.: *Geschichte der Omaha Schweizer-Kolonie*. Omaha 1910.

3) Voir *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, vol. 2, pp. 773–774, ainsi qu'une thèse récente de Blocher, A.: *Die Eigenart der Zürcher Auswanderer nach Amerika 1734–1744*. Zürich 1976.

4) Voir, par exemple, AF, D 1978, réponse du consul de Suisse à Alexandrie à l'enquête de la Société suisse d'utilité publique, 20 juin 1843.

La guerre de Sécession cause la ruine du système économique du Sud essentiellement basé sur l'agriculture, le coton et l'esclavage. L'effondrement politique et la situation de dépendance à l'égard du Nord, particulièrement grave entre 1865 et 1870, achève la dégradation du pays ¹⁾. En 1870, la population suisse des Etats du Sud est tombée à 6,9 % de l'ensemble de son contingent américain.

Tableau 13:

Population née en Suisse établie dans les Etats du Sud

	1870	1890	1910	1930
Delaware	33	52	78	75
Maryland	297	300	452	497
D. de Columbia . . .	175	211	281	360
Virginie	148	200	246	191
Virginie de l'Ouest	325	610	600	398
Caroline du Nord . .	80	82	68	87
Caroline du Sud . .	45	47	36	26
Géorgie	103	178	169	114
Floride	14	135	146	500
Kentucky	1147	1892	1653	915
Tennessee	800	1027	800	443
Alabama	168	169	213	150
Mississippi	266	111	82	53
Louisiane	873	521	421	260
Arkansas	104	608	804	518
Oklahoma	—	54	770	493
Texas	598	1711	1773	1410
	5176	7908	8592	6490
en % des Suisses				
aux Etats-Unis . . .	6,9	7,6	6,9	5,8

Cherchant à reconstruire leur économie sur les nouvelles bases imposées par la défaite, les Etats du Sud se lancent, dès 1868, dans une campagne en faveur de l'immigration et optent pour des méthodes similaires à celles utilisées dans

1) Pour un point de vue suisse de cette situation, voir les lettres du consul de Suisse à Charleston, AF, E 2400/Charleston, notamment, lettre du 31 mai 1866.

le Middle West ¹⁾. Les consuls suisses admettent généralement que les régions situées au nord du 34^{ème} degré de latitude — qui traverse la Caroline du Sud, la Géorgie, l'Alabama, le Mississippi, l'Arkansas et passe à la frontière entre l'Oklahoma et le Texas — sont propices à la colonisation helvétique au contraire des régions situées plus au sud ²⁾. Cette propagande du Sud n'obtient cependant qu'un succès fort limité, tout au moins pour ce qui est des émigrants suisses puisque, de 1870 à 1890, leur nombre n'augmente guère que de 52,8 % alors que la progression moyenne pour l'ensemble des Etats-Unis est de 38,5 % ³⁾. On n'enregistre guère de progression notable qu'au Kentucky, en Virginie occidentale et dans le Centre Sud-Ouest ⁴⁾, seule zone d'expansion du Sud, où pour les Suisses, le gain de 0,7 % en vingt ans, par rapport à l'ensemble de la colonie helvétique aux Etats-Unis, reste assez faible. En fait, le Sud se remet difficilement de la guerre; il ne jouit pas d'une image favorable en Europe et surtout, il subit la concurrence implacable des Etats champignons de l'Ouest. En 1889, on en est encore réduit à espérer:

“Il est à supposer que le jour viendra où le prix de la terre dans le Dakota, le Montana, etc. sera hors de proportion de celui de la côte orientale de l'Union; alors les terrains de cette contrée, qui se trouve à proximité des ports d'exportation, bénéficieront de leur position géographique et reprendront une valeur qu'ils n'ont perdue que par suite de l'ébranlement qui a été la conséquence de l'abolition de l'esclavage, de l'engouement qui s'est produit au profit des provinces du Nord-Ouest de l'Union ⁵⁾.”

Pourtant, l'émigration suisse se porte de moins en moins vers le Sud; entre 1890 et 1910, l'augmentation n'est plus que de 8,6 % contre 20 % pour l'ensemble de l'Union. Il semble que les facteurs climatiques, politiques, culturels et économiques et, parfois aussi, une mauvaise organisation des entreprises de colonisation aient provoqué un phénomène de répulsion.

1) En 1868, le Maryland crée une commission d'immigration. D'autres Etats prennent des mesures dans le but d'attirer des colons. Cf. FF, 1869, I, rapport du 23 novembre 1868, p. 42.

2) *Idem*, pp. 41–45 ainsi que AF, E 2400/Charleston, rapport pour l'année 1879.

3) Durant cette période, la population du Sud reste stable, par rapport à l'ensemble des Etats-Unis: 31,9 % en 1870; 31,8 % en 1890. L'augmentation de la valeur estimée des propriétés, 44 % entre 1880 et 1890, s'inscrit également dans la moyenne nationale (43 %).

4) C'est-à-dire les Etats d'Arkansas, Oklahoma (promu au rang d'Etat seulement en 1907) et Texas qui sont en expansion et la Louisiane qui, elle, est en régression.

5) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze bis 1895*, rapport du 5 juin 1889 sur les possibilités d'émigration dans les Etats du Sud.

Les Etats de Delaware, du Maryland, ainsi que le district fédéral de Columbia disposent de cultures de zone tempérée. Toutefois, le prix élevé des terres ne permet guère aux émigrants de s'installer dans cette région. En 1889, le Consulat général de Suisse à Washington estime qu'un capital de 2000 dollars est un minimum pour qui entend devenir propriétaire dans le Delaware¹⁾. Le consulat ne recommande guère le Maryland, si ce n'est aux artisans, en dépit de son équipement et de sa situation géographique favorable à l'écoulement des produits agricoles. Quant au district fédéral, repaire de spéculateurs et lieu d'une concurrence effrénée dans toutes les professions libérales, il est absolument à éviter.

Les Suisses de Washington, peu nombreux²⁾, disposent de deux sociétés fondées à la fin de la guerre de Sécession: une association du Grütli, dès 1865, et une société de bienfaisance, constituée en 1866 avec 17 membres, qui attire d'emblée l'attention sur les Etats du Sud en pleine anarchie, où le "sort qui attend les émigrants est pire que l'esclavage des nègres³⁾". La société du Grütli compte de 60 à 70 membres vers 1890, alors que la société de bienfaisance n'en a guère que 26 en 1898.

Avant la guerre de Sécession, la Virginie est un Etat prospère, où les propriétaires envisagent l'avenir avec sérénité, prévoyant même un grand développement pour leur région:

"Nul ne conteste que c'est le canal de l'Erié qui a fait New York et la prospérité de l'Etat de ce nom. Or, la Virginie, avec Norfolk, port dont l'abord est aussi sûr que celui de New York l'est peu, est dans des conditions bien plus avantageuses que l'était et que l'est même maintenant l'Etat de New York. Toutes les sympathies, comme l'intérêt des Etats du Sud sont pour *Norfolk* et la Virginie. Un déplacement du courant commercial est imminent et forcé, notamment par le *James river* et par le central rail road; la Virginie est le lieu de transit naturel pour la Californie, la Chine, La Nouvelle-Orléans, Cuba. L'Etat de New York n'avait derrière lui que des Etats presque déserts lors de la création de l'Erié; la Virginie a derrière elle,

1) *Ibid.*

2) De 1797 à 1843, le consul de Suisse prétend n'avoir vu qu'un seul bateau d'émigrants suisses dans le Potomac, en 1824, avec 119 personnes embarquées au Havre. AF, D 1978, 20 juin 1843.

3) AF, E 2/2289, rapport de la Société suisse de bienfaisance de Washington sur l'année 1866. Pour les rapports des sociétés suisses de Washington, voir E 2/2288, 2/2289, 2001/2029.

comme alimentation de son commerce de transit, tous les riches et peuplés Etats de l'Ouest. . . cela se lie intimement à la question de l'émigration ¹⁾."

La guerre modifie complètement ces données et, vers 1890, l'agriculture de la Virginie ne s'est pas encore relevée des suites du conflit et cet Etat n'a toujours que peu d'industries. A cette époque, on trouve encore assez facilement des terres à un prix moyen; elles

"... conviendraient, parfaitement, me disait-on, à des émigrants suisses qui s'occuperaient d'élevage ou fabriqueraient du fromage ²⁾."

Cependant, la Virginie occidentale convient mieux aux émigrants suisses. En 1849, un propriétaire suisse recommande cette région et vante ses possibilités de cultures: verger, vigne, tabac, ainsi qu'élevage. Plusieurs colonies agricoles à prédominance helvétique se créent peu après la guerre de Sécession: Kandelia (1868), Helvetia (1869), Alpina, puis New Martinsville, West Huttonsville, New St Gallen et Cotton Hill ³⁾. Le plus important de ces établissements, Helvetia, compte en 1875, six ans après sa fondation, 381 colons dont une moitié de Suisses. Etablie dans une situation peu favorable, trop éloignée des routes et des chemins de fer, Helvetia a des difficultés et beaucoup d'immigrants connaissent des débuts pénibles. Ils sont notamment victimes de contestations au sujet de leurs titres de propriété ⁴⁾. En 1889, la colonie compte quatre sociétés helvétiques.

Pénétrant dans la vallée de l'Ohio, des ressortissants suisses s'installent également sur la rive gauche de la rivière, au nord du Kentucky. En 1843, le consul de Suisse à Madison (Indiana) estime que cet Etat contient quelques Suisses

"... dont les survivants ne se rappellent plus de quel canton leurs ancêtres vinrent ⁵⁾."

1) AF, E 2/2107, copie d'une lettre de M. de Maupertuis, propriétaire (en Virginie occidentale) par le consul de Suisse au Havre, 2 mars 1849.

2) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze bis 1895*, rapport du 5 juin 1889.

3) *Ibid.*, ainsi que Brunner, O.: *Die Auswanderung nach den Vereinigten Staaten Nord-Amerikas*, amerikanische landwirtschaftliche Verhältnisse und ein neues Ansiedlungs-Projekt. Bern 1881. En 1879, le Conseil fédéral déconseille formellement l'émigration pour la colonie Alpina: "comme cette colonie est située dans une contrée très reculée et qu'elle manque presque entièrement de toute voie de communication". FF, 1879, III, p. 252.

4) Karrer: *op.cit.*, p. 31.

5) AF, D 1979, 29 octobre 1843.

Après la guerre de Sécession, le Kentucky et le Tennessee obtiennent un certain succès auprès des émigrants suisses, en raison de leurs conditions géographiques plus favorables que celles des autres Etats sudistes. En 1870, ces deux Etats recensent environ 2000 Suisses de naissance, soit 38 % de l'ensemble de ceux qui vivent au Sud. Dans le Kentucky, la plupart des Suisses sont alors installés à Louisville et, dans une moindre mesure, dans les cités de Newport et de Covington face à Cincinnati¹⁾. En 1881, est fondée la colonie de Bernstadt:

“Im Jahre 1881 (am 11. Mai) wurde von Karl Amobersteg und Otto Brunner die Kolonie Bernstadt, Laurel C., Kentucky gegründet; eine der letzten und verhältnismässig rasch wachsenden Ansiedlungen. Nachdem die ersten Schwierigkeiten überwunden waren, nahm die Kolonie einen recht erfreulichen Aufschwung; sie ist ein Beweis dafür, dass in günstiger Lage, mit den besten Kräften, bedeutendem Kapital und ohne äusseres Unglück das Geschäft des Kolonisierens nicht ein undankbares, aber selten ein lukratives sein dürfte²⁾.”

Fondée avec 35 personnes, Bernstadt en compte 467 en 1886³⁾. A cette époque, d'autres établissements agricoles sont créés au Kentucky; après la Première Guerre mondiale, ils reperdront toutefois leur force d'attraction au profit des deux comtés urbains de la vallée de l'Ohio qui, entre 1920 et 1930, retrouvent leur proportion de 70 % des natifs suisses de l'Etat. Louisville comprend un Schweizer Verein, fondé en 1859⁴⁾, et une société de bienfaisance, depuis 1885, avec 39 membres en 1898 et 97 en 1910⁵⁾.

Dans le Tennessee, des ressortissants grisons et saint-gallois fondent, en 1843, la colonie de Wartburg qui n'aura guère de succès. En 1848, des familles vaudoises, appartenant à la secte des “Frères de Plymouth”, quittent le canton de Vaud et son régime radical pour s'installer près de Knoxville⁶⁾. A cette époque, des ressortissants allemands et suisses s'installent également à Nash-

1) Comtés de Jefferson et de Campbell, avec 70 % des Suisses de l'Etat en 1870.

2) Mötteli: *op.cit.*, p. 56. Il existe plusieurs brochures sur Bernstadt. Voir notamment le texte dactylographié: *Die Kolonie Bernstadt in Laurel Co, Kentucky am Beginn ihres sechsten Lebensjahres* 1886, von Paul Schenk, Farmer in Bernstadt (AF, E 2200/Cincinnati, 1).

3) Karrer: *op.cit.*, p. 38.

4) Statuts in AF, E 2/2222.

5) AF, E 2001/2020.

6) Cf. Morier, C.: *Lettres inédites d'Auguste Gouffon (1848–1861)*, in *Revue suisse d'histoire*, 1977, no 3, pp. 324–341.

ville¹⁾. Les transformations sociales et économiques provoquées par la guerre de Sécession mettent en évidence des régions comme le Tennessee, dont les hauts plateaux étaient, jusqu'alors, aux mains de riches planteurs

“... qui s'occupaient exclusivement de la culture du coton, à laquelle ce pays élevé ne se prêtait guère, de sorte que le travail des esclaves n'y était pas d'un bon rendement; on comprend aisément pourquoi il a fallu l'abolition de l'esclavage et le morcellement nécessaire de toutes les grandes propriétés pour que les plateaux d'ailleurs si favorables sous tous les autres rapports, fussent soustraits au chasseur pour être remis à l'agriculteur intelligent²⁾.”

En 1868, la Société suisse d'émigration, récemment créée, délègue un représentant, E. Plümacher-Hünerwadel, avec mission de trouver un terrain propre à l'établissement d'une colonie agricole. Après diverses recherches en Virginie, Plümacher fixe son choix sur le comté de Grundy faisant partie du plateau de Cumberland, dans le Tennessee³⁾. Il examine différentes propriétés, obtient des conditions avantageuses, prévoyant l'installation de 150 familles suisses, ainsi que des facilités concernant le transport des émigrants. Toutefois, même si une partie des terres était remise gratuitement aux colons, par des industriels locaux qui ont intérêt au développement de la région, leur mise en valeur demanderait un investissement de départ, estimé par le consul général de Suisse à Washington à 5000 ou 6000 francs pour une famille de quatre personnes adultes. Dès lors, seules des familles relativement aisées peuvent s'intéresser à la nouvelle colonie dénommée “Grütli”⁴⁾. En 1874, 80 familles suisses y vivent sur une surface cultivée de quelque 2300 hectares. L'état de la colonie n'est cependant pas très brillant; beaucoup ont dû la quitter et d'autres sont contraints de travailler à l'extérieur” ce qui ne leur permet de visiter leur famille que tous les quinze jours⁵⁾.”

Grâce à la présence de minerai de fer, le capitalisme nordique s'intéresse au Tennessee⁶⁾. En 1880, 51 % des Suisses de l'Etat vivent dans les trois comtés

1) Voir AF, E 2/1588, *Nashville city and its future*. Recueil d'articles publiés en 1853, dans le *Anzeiger des Westens*, journal allemand de Saint-Louis. La colonie d'expression germanique de Nashville est estimée à 600 personnes.

2) FF, 1869, I, rapport du consul général de Suisse à Washington, 23 novembre 1868, p. 55.

3) Sur cette colonie, cf. Karrer: *op.cit.*, pp. 25–29. Mötteli: *op.cit.*, pp. 50–52. FF, 1869, I, pp. 45–58. FF, 1874, II, rapport du consul de Suisse à Knoxville pour l'année 1873, 8 juin 1874, pp. 645 et sq et AF, E 2400/Knoxville.

4) Egalement appelée “New Switzerland”.

5) Karrer: *op.cit.*, p. 28.

6) Voir FF, 1874, II, p. 649.

urbains de Nashville, Knoxville et Memphis, contre 22 % dans le comté de Grundy. En 1889, suite au développement de l'Etat, le consul de Suisse à Knoxville estime que le Tennessee offre de grandes possibilités aux émigrants, pour autant que ceux-ci ne se fient pas trop à la propagande officielle¹⁾. On y trouve assez facilement des terrains à des prix abordables et des emplois bien rémunérés dans l'industrie. Quant aux Suisses de l'Etat, un certain nombre de ressortissants des cantons de Vaud, Fribourg, Schwyz, Saint-Gall, Appenzell, Zurich et Lucerne résident à Knoxville:

“Un bon nombre d'entre eux sont agriculteurs, jardiniers, laitiers ou bouchers; d'autres sont employés dans des maisons de commerce et établissements industriels, où ils sont très estimés. Tous font bien leur chemin et sont satisfaits de leur condition. A Chattanooga, Nashville, Memphis, Grütli, Wartburg et autres points du Tennessee, il y a aussi des colonies suisses, mais elles sont composées principalement de Suisses allemands, à ce que je crois²⁾.”

A ce moment, la colonie de Grütli ne compte plus que 14 % des natifs suisses de l'Etat, proportion qui tombera à 8 % en 1930, alors que celle des trois comptés urbains (52 %) reste semblable à la proportion de 1880. En 1894, diverses personnalités américaines de Chattanooga, désireuses d'établir un poste consulaire suisse dans leur ville, estiment à 10 000 le nombre des américano-suisses résidant dans un rayon de quelque 160 kilomètres, nombre qui s'expliquerait par le développement non seulement du Tennessee mais aussi du nord de l'Alabama et de la Géorgie³⁾. Après 1900, l'intérêt des Suisses pour le Tennessee et pour le Kentucky décline et, en 1930, leur nombre dans ces deux Etats ne représente plus que 21 % de l'ensemble de ceux qui résident dans le Sud.

Au début du XVIIIe siècle, les Carolines ont été, avec la Pennsylvanie, la plus ancienne région d'implantation suisse aux Etats-Unis; la fondation de New Bern, en 1710, l'atteste. Cette région perd de son intérêt au XIXe siècle. Toutefois, en 1877, des Vaudois s'installent à Asheville, en dépit du refus de la

1) AF, E 7175/9/18, rapport du consul de Suisse à Knoxville, 28 janvier 1889; texte intéressant sur le plan de l'évolution économique et sociale de l'Etat.

2) *Ibid.* La colonie suisse de Memphis est assez importante vers 1870. En 1871, elle adresse une pétition de 93 signatures, demandant l'établissement d'un consulat suisse dans la ville. De ces signatures, 16 proviennent de ressortissants zuricois, 14 de Schaffhousois, 13 de Tessinois, 10 d'Argoviens, 9 de Vaudois, 7 de Bernois et les autres de Glaronnais, Fribourgeois, Saint-Gallois, etc.

3) AF, E 2/1535.

Confédération de s'associer à cette entreprise¹⁾. Vers la fin du siècle, on estime que l'ouest de la Caroline du Nord serait propice à l'élevage, à l'industrie laitière et à la culture de la vigne²⁾. Un capital de 1000 à 1200 dollars serait toutefois nécessaire pour s'y installer, car la condition d'ouvrier agricole dans cet ancien Etat esclavagiste à forte population noire³⁾ y est pire qu'en Suisse. Pratiquant une agriculture intensive, au contraire des Américains, avec fumure et engrais, les Suisses seraient en mesure d'obtenir un rendement supérieur à la moyenne; ils pourraient, en conséquence, se contenter de surfaces plus petites. Quant à la partie orientale de l'Etat, elle se prête aux cultures maraîchères; encore faut-il s'adapter aux conditions du marché américain, où la rapidité de la distribution est déterminante:

“Il y a des années où une acre de haricots printanniers, par exemple, ou même de pommes de terre très hâtives, expédiées comme primeurs, donne jusqu'à 400 dollars de revenu net (m'a-t-on affirmé). Il y en a où, la saison n'étant pas précoce, cette même acre ne donnera rien. C'est une course au clocher pour arriver les premiers, par train express, sur les marchés du Nord⁴⁾.”

La Caroline du Sud cherche également à attirer les immigrants. Vers 1890, une société française de colonisation tente, notamment, d'y faciliter l'achat de terres par des francophones⁵⁾. Les mines d'argent de l'ouest de l'Etat engageant également des ouvriers, mais les conditions de travail n'y sont guère favorables⁶⁾. Après quelques expériences malheureuses dans divers secteurs, les Européens deviennent fort réservés à l'égard de la Caroline du Sud et, vers le début du XX^{ème} siècle, on décourage généralement aussi bien les ouvriers spécialisés que les manoeuvres de se rendre dans cet Etat⁷⁾.

- 1) Le 22 août 1878, les Chambres fédérales repoussent une pétition de P.R. Michod sur cette question. Cf. RG, 1878, p. 64 ainsi que AF, E 1004, 1, procès-verbaux du Conseil fédéral, séance du 26 août 1878, no 4601.
- 2) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung*, Gesetze bis 1895, rapport du 5 juin 1889. Pour la Caroline du Nord, ce rapport se fonde sur une lettre d'un propriétaire suisse de l'Etat, A. Dufour, du 27 avril 1889.
- 3) Bien qu'affranchis, les noirs représentent une forte concurrence à la main-d'oeuvre européenne, surtout dans les exploitations agricoles et dans les emplois peu qualifiés. En 1880, les noirs forment 61 % de la population de la Caroline du Sud; 47 % de la Géorgie et de la Floride; 42 % de la Virginie; 38 % de la Caroline du Nord; 34 % du district fédéral; 22 % du Maryland et 14 % du Delaware.
- 4) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung*, Gesetze bis 1895, lettre de A. Dufour, 27 avril 1889.
- 5) *Idem*, rapport du 5 juin 1889 et lettre de New York du 25 avril 1889.
- 6) A ce sujet, voir AF, E 2/244.
- 7) AF, E 2200/Washington, 1907, XXII, lettre du ministre de Suisse, du 24 juin 1907, au sujet des mauvaises expériences d'une émigration belge.

Dès les années 1840, la Géorgie cède, dans le nord de l'Etat, des lots de terre de 15 à 200 hectares à des prix dérisoires¹⁾. Cette région montagneuse et tempérée, relativement fertile, convient à la culture des céréales, du lin et du chanvre. Elle contraste avec les terres du sud où règne le coton. C'est donc dans cette région du nord de la Géorgie que des Suisses fondent, en 1877, la colonie de New Switzerland²⁾. En plus des céréales, les colons suisses plantent également de la vigne et des arbres fruitiers. Vers 1890, le prix de l'hectare dans le nord de la Géorgie oscille entre 2 et 10 dollars suivant l'emplacement³⁾. Une cinquantaine de Suisses résident également à Atlanta.

Jusqu'à la Guerre de Sécession, le port de La Nouvelle-Orléans est un point de débarquement extrêmement important pour les immigrants. Ainsi, du début d'octobre 1847 à la fin de décembre 1852, la Société allemande de La Nouvelle-Orléans recense plus de 500 bateaux en provenance de 12 ports européens amenant 102 342 émigrants allemands⁴⁾, près de 20 000 par année, soit 24,6 % du total connu des émigrants allemands à destination des Etats-Unis durant cette période⁵⁾. La plupart de ces voyageurs se dirigent ensuite vers Saint-Louis, Cincinnati, plus rarement vers le Texas⁶⁾. Ce sont de véritables pionniers qui vont défricher les terres de la frontière dans des conditions difficiles. A cet égard, le consul de Suisse à La Nouvelle-Orléans s'exprime de façon très significative sur la nature sociale de l'émigration helvétique dans ces régions:

“J'avoue que chaque fois que je vois arriver ici des familles tant soi peu aisées, dans l'intention d'acquérir des terres dans l'ouest pour les faire valoir elles-mêmes, mon coeur se serre en pensant à toutes les peines et privations inconnues auxquelles elles vont être exposées, sans parler des fièvres inhérentes à toute terre qu'on défriche et laboure nouvellement et qui ne les abandonnent plus que fort à la longue. Ces mêmes familles achètent-elles au contraire des soi-disantes fermes déjà établies, leur sort ne me paraît guère plus heureux, parce qu'il me semble impossible que logées dans des blockhouses (maisons construites avec des troncs d'arbre brut empilés les uns sur les autres), sans commodité quelconque, le plus souvent

1) AF, D 1978, réponse du consul de Suisse à Alexandrie à l'enquête de la Société suisse d'utilité publique, 20 juin 1843.

2) Ou Mount Airy. Voir AF, E 7175/9/18.

3) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung, Gesetze bis 1895*.

4) AF, E 2/1390, *Sechster Jahresbericht der deutschen Gesellschaft von New Orleans, 1853*.

5) D'après Ferenczi: *op.cit.*

6) Voir AF, E 2/1390.

éloignées de plusieurs lieues de tout voisin ou de tout point central de communication, elles puissent y être heureuses et ne point être souvent en proie aux ennuis que donne sur une terre étrangère le souvenir de la mère Patrie . . . L'émigration pour nos contrées ne convient décidément qu'à des gens nés dans l'indigence, mais qui avec cela possèdent de bons états, tels que maçon, forgeron, menuisier, charpentier, tailleur et cordonnier. L'émigration convient encore à ces familles peu fortunées, *nées cultivateurs* et qui sont accoutumées à toutes sortes de privations. Elles trouveront toujours à se faire un sort pour peu que leurs moyens leur permettent d'acheter quelques terres, parce qu'une nombreuse famille pouvant se passer de bras étrangers (première épargne dans la colonisation) trouvera constamment à surmonter facilement les obstacles que présente dans les premières années une pareille entreprise. La richesse, à la vérité, sera rarement le fruit de leurs travaux, mais ils leur fourniront un bien être et des aises guère connus parmi leur classe en Europe ¹⁾.

Parmi ces émigrants en route vers l'Ouest ou vers le Nord, un certain nombre se fixent tout de même dans la région de La Nouvelle-Orléans. Dans la ville même, les Suisses seraient environ 200, vers 1837 ²⁾. Ils y fondent une Société suisse de bienfaisance ³⁾. Cependant, cette colonie est gênée dans son développement par les conditions climatiques et surtout par les épidémies de fièvre jaune et de choléra qui règnent à l'état endémique et déciment régulièrement la population, de juillet à novembre ⁴⁾. Au cours de l'épidémie de l'été 1853, le consul de Suisse à Saint-Louis estime que, durant des semaines, plus de 200 personnes meurent journellement de la fièvre jaune à La Nouvelle-Orléans, ville de 80 000 habitants :

“On manque de mains pour ensevelir les cadavres qui restent parfois entassés par centaines sur les cimetières. On craint que quelque autre épidémie éclate ⁵⁾.”

Recensant les Suisses décédés à l'hôpital de la charité de la ville, le consul de Suisse en compte 193, du début de 1855 à la fin de 1860, dont 80 pour la

1) AF, D 1979, lettre du consul de Suisse à La Nouvelle-Orléans au Conseil d'Etat du canton de Berne, directoire fédéral, 31 mars 1835.

2) *Idem*, lettre adressée au canton de Lucerne, directoire fédéral, 23 mai 1837.

3) *Idem*, circulaire du 1er août 1837 et *Compte rendu de l'assemblée générale de la Société suisse de bienfaisance de La Nouvelle-Orléans tenue le 12 mars 1838*. La Nouvelle-Orléans 1838.

4) *Idem*, lettre adressée au directoire fédéral, canton de Zurich, 2 mars 1847.

5) AF, E 2/1467, lettre du 22 août 1853.

seule année 1855 et 38 pour les mois d'août à novembre 1858¹⁾. Le fléau de la fièvre jaune sévit, du reste, dans toute la partie inférieure de la vallée du Mississippi; 25 Suisses en meurent à Memphis en 1873²⁾. La Nouvelle-Orléans est également un centre de la misère, où rôdent des milliers de personnes n'ayant plus les moyens de poursuivre leur voyage. A cet égard, le Conseil d'Etat du canton de Genève s'inquiète en novembre 1848³⁾.

A la veille de la Guerre de Sécession, les tronçons de chemin de fer se multiplient et la route du Nord peut se faire par trajets combinés, en train et en bateau⁴⁾. Dès la guerre, l'isolement des Etats du Sud, la prise de La Nouvelle-Orléans en 1863, puis surtout la construction des lignes transcontinentales d'est en ouest relèguent la voie du Mississippi au second rang. En 1870, les Suisses de naissance établis dans les Etats de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama seraient environ 1300, soit quelque 25 % de ceux établis dans l'ensemble des 16 Etats du Sud. En 1873, la colonie de Cullmann City est fondée dans l'Alabama. Cet établissement compterait 1800 habitants vers 1880⁵⁾. L'intérêt des Suisses pour ces régions va toutefois continuer à décliner pour tomber à 10 % des Suisses du Sud en 1890, à 7 % en 1930.

Depuis la première société de bienfaisance, fondée en 1837, les sociétés suisses de La Nouvelle-Orléans se sont constituées et dissoutes assez rapidement. En 1854, 150 personnes fondent une Société de secours mutuels⁶⁾. L'Union suisse, société aspirant à "représenter la patrie", est créée en 1875⁷⁾. Ces deux sociétés fusionnent en 1878 et prennent le nom de "Société suisse de La Nouvelle-Orléans"⁸⁾, qui, dix ans plus tard, ne compte guère que 57 membres, dont 33 actifs, mais dispose, en plus du comité d'administration, de

1) Des 105 Suisses décédés entre le début de 1857 et la fin de 1860, Berne en compte 18, Argovie 15, Zurich 13, Glaris et Tessin 7, Saint-Gall 6, Schaffhouse 5, Bâle, Grisons et Soleure 4, Lucerne, Neuchâtel, Schwyz et Vaud 3, Genève et Unterwald 2, Appenzell, Fribourg, Thurgovie et Uri, 1; les deux autres étant d'origine inconnue. Cf. AF, E 2/1390.

2) FF, 1874, II, p. 650.

3) AF, E 2/1390, lettre du 22 novembre 1848 au directoire fédéral, Berne.

4) Voir AF, E 2400/New Orleans, 1, rapport pour l'année 1858.

5) Brunner: *op.cit.*, p. 38.

6) AF, E 2/2248, *Rapport annuel de la Société suisse de La Nouvelle-Orléans*, 31 décembre 1887, p. 3.

7) Statuts et règlements in AF, E 2/2248.

8) Dont les rapports annuels figurent in AF, E 2/2248.

comités pour les malades, “la tombe”, l’admission et la salle¹⁾. En 1905, le nombre des membres est encore tombé à 43, ce qui illustre bien le déclin de la colonie suisse de la ville²⁾. Comme partout ailleurs, les tensions et les rivalités au sein de cette petite communauté sont nombreuses. Ainsi, en 1857, une pétition chargée de 97 signatures réclame la démission du conseil³⁾. Le Conseil fédéral ne donnant pas suite à cette requête, les ressortissants suisses influents dans la société de secours mutuels font refuser, en 1860, la subvention des autorités helvétiques:

“... nous devons vous avouer que nous croyons notre gouvernement bien mal renseigné s’il a pu penser un moment que 300 francs pouvaient apporter un changement notable parmi nos malheureux ... Si le cas arrivait jamais où il faudrait faire appel à leur patriotisme (des compatriotes de La Nouvelle-Orléans), ce ne sont pas des cents francs, mais des mille, des dix mille francs que l’on trouverait alors⁴⁾.”

Se substituant à l’attraction des terres du cours inférieur du Mississippi, la Floride à l’est, l’Arkansas au nord et le Texas à l’ouest cherchent à se développer, dès 1870. En 1872, une compagnie de chemin de fer offre à la Suisse une bande de terrain de 80 000 acres⁵⁾ en Floride, “pour servir aux colons de cet Etat”. Suivant les informations plutôt mitigées de son consul général à Washington, le Conseil fédéral refuse cette offre, en dépit de l’intervention du gouvernement de la Floride⁶⁾. En fait, pas plus que les autres régions tropicales du Sud, la Floride, où la mortalité est forte, ne convient aux émigrants suisses⁷⁾. Vers 1890, une colonie suisse existe à Monticello⁸⁾. Les 135 Suisses de l’Etat ne représentent encore guère que 1,7 % de la population suisse du Sud des Etats-Unis; cependant, après la guerre, cette proportion passera à 7,7 %, en 1930, en raison du développement de l’Etat.

1) *Idem*, rapport annuel, 31 décembre 1887, pp. 15–16.

2) AF, E 2001/2021, Jahresbericht, 31. Dezember 1905.

3) AF, E 2/1390, pétition du 1er décembre 1857.

4) *Idem*, lettre de la Société suisse de bienfaisance et d’assistance mutuelle de La Nouvelle-Orléans au Conseil fédéral, 2 juillet 1860.

5) Soit 32 375 hectares.

6) Voir RG, 1872, pp. 124–125 et 1873, p. 314; AF, E 1004, 1, procès-verbaux du Conseil fédéral, séance du 8 mars 1872, no 1054; séance du 5 juillet, no 3113 et du 10 juin 1873, no 2978. AF, E 2/2120, lettre du gouverneur de Floride “A Son Excellence le Président de la République Suisse”, 4 avril 1872.

7) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung*, Gesetze bis 1895, rapport du 5 juin 1889.

8) *Ibid.* Sur divers abus d’agents d’émigration concernant la Floride, cf. RG, 1886, pp. 113–114 et 1892, p. 681.

Le Texas, mexicain de 1823 à 1835, est, dès 1830, l'objet de la colonisation anglo-saxonne. En 1836 déjà, le consul de Suisse à La Nouvelle-Orléans attire l'attention de son gouvernement sur les dangers de l'émigration pour cette région troublée qui n'est pas encore intégrée à la civilisation américaine¹⁾. Entré dans l'Union en 1845, le Texas commence à se développer dans sa partie orientale. Des Suisses s'installent à Galveston, en 1843²⁾. Après la guerre, le Texas tente d'attirer les immigrants. Des offres comparables à celle de la Floride sont faites au gouvernement suisse, en 1872; sous certaines conditions, un particulier résidant à La Nouvelle-Orléans propose à la Confédération un terrain de plus de 40 000 hectares, mais cette affaire n'aura pas plus de suite que celle de la Floride³⁾. Entre 1870 et 1910, le Texas, l'Arkansas et, dès 1890, l'Oklahoma attirent un certain nombre de Suisses. Cette région qui ne recense guère que 13,6 % des Suisses installés au Sud en 1870, en a 39 % en 1910. Vers 1890, les terres du Texas sont encore à des prix abordables, de 1,5 à 15 dollars l'hectare, mais les communications ne sont pas très bonnes⁴⁾. A cette époque, quelque 200 Suisses vivent dans la région de Dallas et presque autant dans la région de San Antonio. Les régions de Galveston, Austin, Houston et Waco en ont chacune plus d'une cinquantaine. 34 % des Suisses de l'Etat vivent dans ces six comtés urbains, proportion qui passera à 44 % en 1930. En 1889, le Consulat général de Washington estime:

“Tous les comtés du nord du Texas sont bons, à condition de savoir choisir la terre et de ne pas s'établir dans des prairies sans cours d'eau. Le sud du Texas est trop chaud; il y a des fièvres et le terrain n'est pas bon.

A Dallas, dans le nord du Texas, il y a une colonie de 200 à 250 Suisses et l'on pourrait par leur intermédiaire étudier les conditions de cette contrée. Il faut éviter les fautes qui ont été commises par d'autres colons: une société franco-américaine qui a acheté de beaux terrains sur une montagne n'a pas réussi, faute d'eau. Des Bâlois ont acheté des terrains bon marché et il s'est trouvé que c'était une contrée de fièvres et de marécages⁵⁾.”

1) AF, D 1979, lettre du consul de Suisse à La Nouvelle-Orléans au canton de Berne, Directoire fédéral, 26 avril 1836.

2) Ainsi Henry Rosenberg qui deviendra vice-consul en 1866 et consul en 1869. Voir AF, E 2/1300. D'autres Suisses se sont installés au Texas dès les années 1830, cf. Gruening: *op.cit.*, p. 58.

3) RG, 1872, p. 125 et 1873, p. 314; AF, E 1004, 1, procès-verbaux du Conseil fédéral, séance du 13 mai 1872, no 2189 et séance du 8 février 1873, no 642. AF, E 2/2121.

4) AF, E 2200/Washington, 1, *Einwanderung*, Gesetze bis 1895, rapport du 5 juin 1889.

5) *Ibid.*

VI. L'Ouest

La découverte de métaux précieux, puis la pénétration des éleveurs et des agriculteurs, dans l'ouest des Etats-Unis, provoquent le développement des régions du Pacifique et des Montagnes Rocheuses qui passent de 0,9 % de la population du pays en 1850 (180 000 habitants) à 7,5 % en 1910 (6,8 millions d'habitants). Les Suisses participent activement à cette mise en valeur de l'Ouest. En 1870, ceux qui ont choisi de s'installer dans ces régions représentent déjà près de 6 % de l'ensemble de la population suisse des Etats-Unis; cette proportion dépasse 23 % en 1910 et 29 % en 1930. En 1890, les Suisses constituent plus de 0,5 % de la population de l'Ouest, rapport atteint dans aucun autre Etat ¹⁾.

Tableau 14:

Population née en Suisse établie dans les Etats de l'Ouest

	1870	1890	1910	1930
Californie	2 927	9 743	14 521	20 063
Oregon	160	2 083	3 853	4 034
Washington	50	1 324	3 447	3 578
Nevada	247	429	468	387
Idaho	52	528	1 319	1 038
Montana	97	468	988	901
Wyoming	60	106	251	250
Utah	509	1 326	1 691	1 419
Colorado	140	1 255	1 767	1 202
Arizona	23	144	314	279
Nouveau Mexique	42	122	172	117
	4 307	17 528	28 791	33 268
en % des Suisses				
aux Etats-Unis	5,7	16,8	23,1	29,4

Jusqu'à la guerre de 1846, la Californie n'est qu'une contrée inculte, sous la souveraineté du Mexique. La population blanche, estimée à 15 000 habitants seulement en 1845 ²⁾, est dispersée sur quelques points du territoire comme à

1) Voir notre article publié dans *Relations internationales*, op.cit., p. 314.

2) Perret, M.E.: *Les colonies tessinoises en Californie*. Lausanne 1950, p. 97.

New Helvetia, établissement fondé par le célèbre aventurier bâlois Johann A. Sutter¹⁾. Après l'incorporation de la Californie aux Etats-Unis, en 1848, la découverte de métal jaune dans la vallée de Sacramento provoque la ruée des chercheurs d'or²⁾ et la brusque croissance de la ville de San Francisco. Dès 1850, de nombreux émigrants suisses, dont une forte proportion de Tessinois, arrivent en Californie; ils sont attirés non seulement par l'or mais également par les possibilités agricoles et commerciales de ce pays neuf. Les conditions économiques difficiles du Tessin, aggravées de 1853 à 1855 par le blocus autrichien, expliquent cette forte émigration de 12 800 personnes entre 1850 et 1873 — 11 % de la population cantonale au recensement de 1850 — qui se dirigent en particulier vers la Californie, l'Australie et l'Amérique du Sud³⁾.

En 1852, le nombre des Suisses de Californie est estimé à 1500 personnes, dont 53 % en provenance de cantons alémaniques, 23,5 % de Tessinois et autant de Romands⁴⁾. L'année suivante, les Suisses seraient déjà 2500⁵⁾. Cependant, la Californie n'attire pas que des hommes:

“Le taux d'intérêt élevé et la perspective de faire de grands bénéfices par l'acquisition de places de bâtisses ou de s'assurer de fortes rentes au moyen d'un médiocre capital, commencent à attirer dans une plus forte proportion les capitaux suisses que l'on affecte spécialement à des terrains propres aux constructions, à des placements sur hypothèque et à des escomptes. Ces capitaux peuvent jusqu'à présent se monter au chiffre de 200 000 dollars. Genève y est représenté pour la plus forte somme, puis viennent Neuchâtel, Bâle et Zurich. Ces placements, après déduction des frais, portent un intérêt de 2 à 3 % par mois. L'affluence de capitaux étrangers aura naturellement pour effet de faire fléchir ce taux; je crois cependant qu'aussi longtemps que nos obligations publiques jouiront de la

1) Nous ne reviendrons pas sur cette épisode suffisamment connu. Voir la bibliographie de R. de Courten et Rokicka: *op.cit.*, pp. 13–14.

2) Voir Perret: *op.cit.*

3) De 1874 à 1914, 25 610 Tessinois émigrent pour les pays d'outre-mer, près de 20 % de la population recensée en 1880. De façon générale, sur l'émigration tessinoise, outre l'ouvrage de Perret: *op.cit.*, cf. Cheda, G.: *L'emigrazione ticinese in Australia*. Locarno 1976. Le même auteur prépare actuellement une recherche sur les Tessinois en Californie; voir son article intitulé *Per uno studio dell'emigrazione ticinese in California*, estratto da *Pro Valle Maggia* 1976. Locarno 1977.

4) FF, 1853, I, p. 515. Après les Tessinois, les cantons qui ont alors la plus forte proportion d'émigrés en Californie sont Berne avec 12,1 % de l'ensemble des Suisses; Zurich et Argovie, chacun 8,3 %; Neuchâtel 7,5 %; Genève 7,3 % et Vaud 7,1 %.

5) FF, 1854, I, p. 585.

confiance, on ne pourra pas trouver de fonds pour les placer dans le commerce et les bâtisses au-dessous de 2 % par mois ¹⁾.”

Environ 3000 en 1870, les ressortissants suisses de naissance établis en Californie constituent la neuvième colonie helvétique des Etats-Unis; ils vont augmenter très rapidement, passant à 5300 et au septième rang en 1880, à 9700 et au troisième rang en 1890. En 1920, les Suisses de Californie sont les plus nombreux des Etats-Unis; ils sont plus de 20 000 en 1930.

En 1870, plus de 80 % des Suisses sont établis dans la région de San Francisco et dans la partie nord de l'Etat, notamment dans les régions minières de la Sierra Nevada. Cette situation se modifie progressivement, au profit tout d'abord des vallées côtières du sud de San Francisco, puis de la vallée de San Joaquin et de la partie méridionale de l'Etat, en particulier de la région de Los Angeles, dont le rendement agricole s'intensifie à partir des années 1880. De 1900 à 1906, 11,7 % des intentions d'émigrer des Suisses allant aux Etats-Unis vont à la Californie, alors que la population suisse de l'Etat représente 9,5 % de celle du pays, en 1900. De plus, un nombre relativement important de Suisses se dirigent vers la Californie après avoir tenté leur chance dans une autre région des Etats-Unis.

Tableau 15:

Suisses de naissance établis dans les régions de Californie, en %

	1870		1890	1920	1930	
	Suisses	Tessinois ²⁾			Suisses	Tessinois
Région de San Francisco	31,9	14	26,1	29,2	26,8	13
Chaînes côtières du Nord	21,4	40,3	26,9	17,1	13,7	26
Chaînes côtières du Sud	10,1	12,8	21	15,8	15,8	30,9
Grande Vallée	12,5	3,2	9,3	15,4	14,3	18,2
Sierra Nevada	22,2	29,6	9,2	3,8	3	5,6
Sud	1,9	0,1	7,5	18,7	26,4	6,3

1) *Idem*, I, pp. 517–518.

2) Les chiffres sur les Tessinois comprennent également les personnes nées en Californie, cf. Perret: *op.cit.*, pp. 89–91.

La concentration urbaine se développe également en Californie, quoiqu'un peu moins fortement que dans le Centre Nord. Les Suisses des quatre comtés de San Francisco, Alameda (Oakland), Sacramento et Los Angeles passent de 34,8 % de la population suisse de l'Etat en 1870 à 44,1 % en 1930, avec toutefois un recul à 29,7 % en 1890.

De 1848 à 1860, les montagnes de la Sierra Nevada, à l'est de l'Etat, sont envahies par les chercheurs d'or, parmi lesquels un certain nombre de Suisses. Les premières années de cette ruée sont rentables — on compte qu'un homme recueille, en moyenne, de l'or pour une valeur de 50 dollars par jour¹⁾ — et la production des mines est estimée à quelque 100 millions de dollars en 1852²⁾. Toutefois, cette rentabilité décline rapidement; elle ne serait plus guère que de 20 millions vers 1875³⁾. Face à cette évolution, les immigrants, qui souvent s'étaient improvisés mineurs, se reconvertissent dans l'économie laitière ou quittent la Sierra Nevada pour s'installer dans les exploitations agricoles des régions côtières. Les aventuriers doivent céder la place à des professionnels venus d'Angleterre et à des manoeuvres, souvent d'origine chinoise, qui travaillent pour le compte de compagnies. En 1876, le consul de Suisse à San Francisco écrit:

“Aujourd'hui, les placers de surface n'existent plus; depuis quinze ans, des nuées de Chinois se sont abattus comme des sauterelles sur toutes les rivières, en ont retourné toutes les pierres, ne laissant pas une particule d'or qu'un blanc pourrait ramasser.

Les travaux miniers pour être profitables doivent être conduits maintenant sur une large échelle et nécessitent de grands capitaux que des mineurs isolés ne peuvent fournir. Il faut fouiller la terre dans ses profondeurs et cela demande non seulement de l'argent mais des connaissances scientifiques que les vieux mineurs de 1850 à 1855 ne possédaient pas⁴⁾.”

Vers 1870, la population de la Sierra Nevada a déjà diminué. Pourtant, plus de 22 % des Suisses de Californie se trouvent encore dans cette région; mais, parmi eux, beaucoup ont acheté du bétail et se sont installés dans des fermes, notamment dans la Sierra Valley⁵⁾. Quoique leur nombre absolu se maintienne aux environs de 600 — avec même une augmentation vers 1890 — les

1) *Idem*, p. 159.

2) FF, 1853, I, p. 520. Sur ces 100 millions de dollars, environ 60 seraient exportés d'après le consul de Suisse; environ 50 millions d'après Perret, *op.cit.*, p. 159.

3) Voir AF, E 2400/San Francisco, 1, rapports annuels de gestion du consulat.

4) *Idem*, rapport pour l'année 1876.

5) Perret: *op.cit.*, pp. 163–166.

Suisses de la Sierra Nevada vont diminuer en termes relatifs par rapport à l'ensemble de la colonie californienne, tombant à 3 % seulement en 1930.

Parallèlement à la ruée vers l'or et à la mise en valeur de l'Etat, la ville de San Francisco, dont la première maison aurait été construite en 1835¹⁾, se développe à un rythme effréné, passant de quelque 400 habitants en 1847 à 45 000 en 1853, 132 000 en 1867 et 212 000 en 1880, soit 27 % de la population de l'Etat²⁾. En effet, beaucoup d'immigrants venus pour trouver de l'or constatent que la ville, par son absence d'équipement, offre de bonnes conditions d'enrichissement et ils s'installent à San Francisco, créant hôtels, restaurants, boulangeries, commerces, etc.. Parmi ces immigrants, beaucoup de Suisses exercent divers métiers, surtout dans les services. D'après le recensement de 1870, 22 % des Tessinois vivant en Californie exerceraient une activité dans les secteurs secondaire ou tertiaire contre 67 % dans l'agriculture et 11 % dans les mines³⁾. Or, la proportion des Tessinois dans l'agriculture est une des plus fortes de l'Etat; cette proportion est inférieure chez les Alamanniques et chez les Romands. La vie est généralement très chère en Californie, mais les salaires sont également élevés⁴⁾. De façon générale, les rapports consulaires déconseillent aux immigrants exerçant des professions dans le secteur tertiaire de se rendre en Californie. Ainsi, le rapport de l'année 1867:

“Parlons maintenant des ouvriers habiles tels que charpentiers, maçons, plâtriers, forgerons, machinistes, fondeurs, tailleurs, cordonniers, etc.. Le travail de cette sorte rapporte de 3 à 5 dollars par jour, dans toutes les villes et villages de la côte du Pacifique. Quant aux commis, garçons de magasin et ceux qui aiment un travail léger et facile, il y a peu d'encouragement pour eux⁵⁾.”

La crise du milieu des années 1870, due notamment à l'entrée en scène des spéculations sur les actions minières et à la baisse du cours de l'argent en Europe, freine le développement de l'Etat. Cette crise est assez violemment ressentie en ville, où les places de travail deviennent rares. C'est dans ce contexte, qu'un violent courant raciste se propage à l'encontre des immigrants

1) *Idem*, p. 137.

2) D'après les recensements communiqués par les rapports de gestion du consul de Suisse.

3) D'après Perret: *op.cit.*, pp. 49–52.

4) Voir les rapports de gestion du consul de Suisse à San Francisco.

5) *Idem*, rapport pour l'année 1867.

chinois qui travaillent à bas prix. Certains Suisses, bien intégrés dans la collectivité américaine, semblent participer à ce sentiment de xénophobie; c'est du moins le cas du consul à San Francisco qui écrit en 1878:

"Les ateliers de manufacture ne vont pas; nous avons déjà un nombre considérable d'ouvriers sans travail qui sont à la charge de nos établissements de bienfaisance et du public; il faut bien qu'ils vivent ainsi que leurs familles et si dans beaucoup de manufactures on préfère le travail chinois parce qu'il est meilleur marché, ces gens ne seront-ils pas réduits au désespoir par la misère et pourra-t-on leur faire un crime de leurs agressions contre la race mongole qui leur retire le pain de la bouche? C'est à nos législateurs à prévenir cette éventualité par des lois restrictives sur l'immigration. Un grand nombre de nos compatriotes sont sans emploi et beaucoup demandent du travail en échange de leur nourriture et entretien; le fait est que jamais les temps n'ont été plus durs et la misère plus grande ¹⁾."

A cette époque, le consul déconseille l'émigration en provenance de Suisse ou des Etats de l'Est à tous ceux qui ne sont pas munis d'un "bon état, d'une profession ou de ressources pécuniaires ²⁾."

La Société suisse de bienfaisance de San Francisco, fondée en 1850 ³⁾, compte 113 membres en 1856, 275 en 1863 et 620 en 1884. En quelques années, dans la décennie 1860, le nombre des Tessinois augmente considérablement au sein de cette société, passant de 15 % des membres en 1862 à 59 % en 1870 ⁴⁾. Se transformant en Société suisse de bienfaisance mutuelle en 1874, cette société perd son caractère d'association philanthropique, fonction qui sera désormais exercée par une Société suisse de secours, "Swiss Relief Society" ⁵⁾. En plus de ces sociétés de secours, les Suisses de San Francisco organisent un club de tireurs "Swiss Rifle Club", une société de chant "Schweizerbund", une association du Grütli, qui compte 150 membres en 1880, une Société libérale tessinoise et une compagnie de milice volontaire appelée "Swiss Guard":

"Les membres qui sont au nombre de 60 portent l'uniforme de nos carabiniers suisses avec le brassard fédéral et sont armés de carabines améri-

1) *Idem*, rapport pour l'année 1878. En 1877, le consul écrit: "Ces gens (les Chinois) ont importé de leur pays tous les vices immondes et leur idolâtrie et ne peuvent se mêler à la population blanche; c'est une race à part qui a ses tribunaux secrets dont les arrêts sont exécutés secrètement."

2) *Idem*, rapport pour l'année 1876.

3) AF, E 2/2273.

4) *Idem*, voir les statuts publiés en 1854 et les rapport annuels du trésorier.

5) Statuts et rapports in AF, E 2/2272.

caines avec sabre-bayonnette et se chargeant par la culasse. Elle a très bonne apparence, manoeuvre régulièrement et forme un noyau autour duquel se groupent nos compatriotes les jours de fête, à l'ombre du drapeau fédéral dont la vue réjouit les coeurs et rappelle la patrie absente ¹⁾.”

De plus, en 1879, les Tessinois fondent un journal, l'*Elvezia*, devenu *La Colonia Svizzera* en 1903. Un autre journal, *La Nuova Elvezia*, paraît au début du siècle, jusqu'en 1917 ²⁾.

Le tremblement de terre du 18 avril 1906 n'a, semble-t-il, pas fait de victimes au sein de la colonie helvétique de San Francisco, mais de nombreuses familles perdent tout ce qu'elles possèdent ³⁾.

Pour assurer le ravitaillement de la ville de San Francisco et des mineurs de la Sierra Nevada, un certain nombre d'immigrants se consacrent à l'agriculture, tout d'abord dans les environs immédiats de la capitale. Les énormes possibilités agricoles de la Californie vont rapidement se révéler à l'évidence des nouveaux venus; ainsi, sur la moyenne des années 1864 à 1868, la production agricole de l'Etat est déjà considérée comme près de trois fois supérieure à celle des mines ⁴⁾. Jusqu'en 1867, les colons trouvent facilement de bonnes terres à 2 ou 3 dollars l'hectare, que ce soit dans le nord de l'Etat, dans la Grande Vallée ou encore au sud du côté de Los Angeles ⁵⁾. Il est vrai que l'insuffisance des moyens de communication et les problèmes d'irrigation rendent difficile la mise en valeur de ces terres. En outre, la plus grande partie du sol au sud de San Francisco est dans les mains de grands propriétaires d'origine espagnole qui possèdent souvent des étendues de 10 à 20 000 hectares, sans enclos, “sur lesquelles des milliers de bêtes à cornes se nourrissent et meurent sans contrôle” ⁶⁾. Dès 1868, les conditions vont changer avec le clôturage des terres, la généralisation de l'irrigation et l'ouverture du chemin de fer transcontinental en 1869. En quelques années, la productivité de cer-

1) AF, E 2400/San Francisco, 1, rapport pour l'année 1869.

2) Perret: *op.cit.*, p. 145.

3) Voir AF, E 2001/202 qui contient des listes de Suisses établis à San Francisco en 1906, en particulier des cantons d'Uri et de Schwyz.

4) Moyenne de la production agricole: 61,8 millions de dollars; moyenne de la production minière 24,3 millions. AF, E 2400/San Francisco, 1, rapport pour l'année 1869.

5) AF, E 2400/San Francisco, 1, rapport pour l'année 1867.

6) *Ibid.*

tains comtés est multipliée par quinze et le prix de terres par cinq, voire par dix ¹⁾. Cependant, la chute des prix sur le marché européen puis une série de mauvaises récoltes, jointes aux difficultés pour les agriculteurs de se procurer du crédit ainsi qu'à toute une série d'autres faits économiques et financiers, provoquent la dépression des années 1875 à 1879:

“Le fermier n'a donc pu payer le marchand de l'intérieur qui lui fournissait ses provisions et ses instruments agricoles; le marchand de l'intérieur n'a pu payer le négociant de San Francisco qui entretenait son magasin et le négociant lui-même n'a pu tenir ses engagements vis-à-vis des banques de San Francisco qui lui avaient avancé les fonds pour faire venir des marchandises d'Europe ou des Etats de l'Est. Tout cet enchaînement de circonstances . . . a amené un malaise commercial dont plusieurs maisons ont été victimes et qui a atteint son apogée lors de la suspension de la Banque de Californie en août dernier. C'est alors que la panique a eu pleine carrière, trois autres banques de San Francisco et beaucoup dans l'intérieur ont aussi fermé leurs bureaux ²⁾.”

Toutefois, dès 1880, la reprise est manifeste et, en 1881, la Californie atteint le deuxième rang des Etats américains, derrière l'Illinois, pour la production du blé.

De façon générale, les immigrants originaires de la Suisse alémanique arrivent souvent en Californie après avoir séjourné quelque temps dans d'autres Etats de l'Union, voire dans d'autres pays; ils se dispersent sur l'ensemble du territoire et ne constituent guère de colonies. La plupart des Tessinois, au contraire, arrivent directement de leurs villages d'origine pour s'installer dans des établissements agricoles qui ne se présentent pas vraiment comme des collectivités ayant un noyau helvétique avec une culture jalousement entretenue, à l'instar des colonies du Middle West, mais qui sont plutôt composés de fermes plus ou moins distantes les unes des autres. Sans vouloir entrer dans l'étude détaillée de cette installation, il faut toutefois mentionner que les plus fortes concentrations de Tessinois se situent dans les régions côtières, tout d'abord dans la région de San Francisco (comtés de Marin, Napa, Sonoma, San Mateo, Santa Cruz et Santa Clara). En 1892, les Tessinois possèdent plus de 12 000 hectares dans le comté de Marin, soit plus de 10 % de la surface cultivée ³⁾. Dans le comté de Sonoma, la petite ville de Petaluma est devenue le véritable

1) *Idem*, rapport pour l'année 1868.

2) *Idem*, rapport pour l'année 1875.

3) Perret: *op.cit.*, p. 108.

En 1930, 36 % des fermes du comté de Marin, 8 % des fermes du comté de Humboldt et, en 1940, 12 % des fermes du comté de Monterey sont propriétés des Tessinois.

centre de la population d'origine tessinoise installée au nord de San Francisco. Dès 1875, Petaluma est le siège d'un club suisse et, dès 1910, de la Banque Suisse Américaine rachetée par la Banque d'Italie en 1925 ¹⁾. Par la suite, des fermiers tessinois et alémaniques s'installent plus au nord dans le comté de Humboldt et d'autres Tessinois, plus au sud dans les comtés de Monterey, San Luis Obispo et Santa Barbara, ainsi que dans la Grande Vallée.

Dès 1870, la culture de la vigne se répand. Vers 1883, elle occupe déjà une surface de près de 50 000 hectares. La valeur moyenne d'un hectare est alors estimée à quelque 2 000 dollars ²⁾.

“Nos compatriotes qui se livrent à cette culture ont généralement réussi ³⁾.”

Le développement de la vigne, du verger et de l'horticulture, dans les régions de San Francisco, Sacramento et surtout de Los Angeles, favorise la division des propriétés en exploitations de 8 à 50 hectares ⁴⁾. Désormais, le sud de l'Etat, aux cultures semi-tropicales, devient un nouveau pôle d'attraction pour les immigrants ⁵⁾. Les régions du nord, où certaines contrées appartiennent encore au domaine public, offrent également des avantages à des familles d'immigrants peu fortunées, ayant parfois joué de malchance dans le Middle West, qui tentent un nouveau départ plus à l'ouest. En 1884,

“Plusieurs familles sont arrivées des Etats du Nord-Ouest, du Wisconsin, du Nebraska, du Minnesota, où elles trouvaient l'hiver trop froid. Dans les villes, nos compatriotes exercent leurs métiers dans toutes les industries et le commerce; mais le plus grand nombre est à la campagne en qualité de fermiers, vigneron et laitiers; plusieurs aussi gagnent leur vie comme ouvriers de campagne et vachers. Un bon nombre sont arrivés à l'aisance, d'autres ont atteint l'indépendance. Les Suisses, comme travailleurs, sont considérés comme des immigrants désirables ⁶⁾.”

A la veille de la Première Guerre mondiale, beaucoup de Suisses ont une situation intéressante, que ce soit dans l'agriculture ou le commerce et plusieurs sont à la tête d'entreprises fort rentables. Tout comme en Californie, la

1) *Idem*, pp. 119–120.

2) AF, E 2400/San Francisco, 1, rapport pour l'année 1883.

3) *Idem*, rapport pour l'année 1881.

4) *Idem*, rapport pour l'année 1884.

5) *Ibid.*

6) *Ibid.*

découverte des métaux précieux est une des causes premières de l'immigration blanche dans les régions des Montagnes Rocheuses. Les découvertes des mines d'argent de Comstock et de White Pine provoquent un déplacement de population vers le Nevada. La mise en valeur de ces mines influence directement la conjoncture et le développement de tout l'Ouest américain. La production métallifère du Nevada s'élève graduellement pour dépasser la valeur de 50 millions de dollars en 1877, soit plus de 52 % de l'ensemble de la valeur extraite dans les mines de l'Ouest. Une vaste ceinture métallifère, dont San Francisco est le débouché et le centre financier, tout au moins jusqu'à la généralisation du trafic transcontinental dans les années 1880 à 1890, s'étend tout autour de la Californie. A partir de 1880, la production du Nevada cède la pas à celle d'autres Etats, du Colorado en particulier ¹⁾.

Tableau 16:

Production d'or et d'argent dans l'Ouest américain
en millions de dollars

	1875	1877	1881
Nevada	40	51,6	11,9
Californie	20	18,2	18
Colorado	9	7,9	23
Utah	6	8,1	7,3
Montana	3,5	2,6	4,4
Idaho	2	1,8	2,8
Colombie britannique (Canada) . . .	2	1,2	0,9
Oregon	1,2	1,2	1,2
Arizona et Nouveau Mexique . . .	1	2,8	9
Basse Californie (Mexique)	0,5	1,4	2,4
Washington	0,1	0,1	0,1
Dakota	—	1,5	3,6
	85,3	98,4	84,6

C'est, toutefois, la colonisation agricole, comme en Californie, qui va réellement provoquer le développement des Etats des Rocheuses et du Pacifique. Dès 1867, le consul de Suisse à San Francisco attire l'attention des autorités fédérales sur les ressources encore inexploitées de l'Ouest:

1) Voir AF, E 2400/San Francisco, 1, rapports annuels.

“La population totale des Etats de Californie, d’Oregon, de Nevada et du territoire de Washington n’excède pas un million d’habitants et elle a plus de terrain que l’Allemagne avec ses 60 millions d’habitants. Il ne manque pas d’endroits où de petites colonies d’émigrants pourraient s’établir et attendre, pendant des années peut-être, l’arpenteur du gouvernement et, lorsqu’il arrivera, le dollar par acre demandé par le gouvernement fédéral sera depuis longtemps réalisé par le produit des terres ¹⁾.”

Les possibilités agricoles du Nord-Ouest sont développées par l’extension du réseau ferroviaire et, en particulier, par l’achèvement du Northern-Pacific même si, dans un premier temps, le transcontinental provoque une chute des prix, durement ressentie par les populations agricoles ²⁾. De ce fait, la population suisse des Etats d’Oregon, Washington, Idaho et Montana, qui n’était que de 0,5 % de l’ensemble de la colonie helvétique des Etats-Unis en 1870, augmente pour atteindre la proportion de 8,5 % en 1930.

Dans l’Oregon, des Mennonites bernois fondent plusieurs colonies, en 1857 ³⁾. Vers 1870, une centaine de familles suisses qui avaient émigré directement d’Angleterre aux possessions britanniques de l’île Vancouver, n’étant pas satisfaites de leur nouvelle résidence, se rendent dans l’Oregon et construisent un village ⁴⁾. En 1885, des bénédictins créent Neu-Engelberg. Après 1880, le nombre des Suisses de l’Oregon augmente rapidement; il dépasse 2 000 en 1890 et approche des 4 000 en 1910. La proportion de ceux qui résident dans le comté de Portland passe de 20,8 % en 1880 à 42,8 % en 1930. Un consulat est ouvert à Portland en 1885, ville qui dispose également d’une société suisse de bienfaisance, dès 1895. Cette société, de 116 membres en 1897, se développe pour atteindre 240 membres en 1905, tous alémaniques, dont 57 % de Bernois ⁵⁾.

C’est également après 1880, et surtout dans la première décennie du XXe siècle, que l’émigration suisse pour l’Etat de Washington prend de l’ampleur. La proportion de l’établissement de ces Suisses dans les comtés urbains de Seattle, Tacoma et Spokane, déjà forte en 1890, 44 %, passe à 51,5 % en

1) *Idem*, rapport pour 1867.

2) *Idem*, rapport pour 1884.

3) Gruening: *op.cit.*, p. 60.

4) AF, E 2/1433, lettre du consul de Suisse à San Francisco, 15 septembre 1871.

5) Voir rapports annuels de la société, AF, E 2001/2025; après les Bernois, les plus nombreux viennent des Grisons, 10 %; d’Argovie, 5,8 %; de St-Gall, 5,4 %; de Zurich, 4,6 % et de Glaris, 4,2 %.

1930. Dès 1892, la concurrence entre les colonies de Seattle et de Tacoma pour l'établissement d'un poste consulaire se fait vive. Grâce à l'ouverture du canal de Panamá et à l'extension du commerce avec l'Alaska, ces deux villes connaissent un rapide développement et les Suisses qui y résident utilisent les pressions de divers milieux américains pour parvenir à leurs fins. Vers 1912, la colonie suisse de Tacoma est devenue très active:

"Tacoma ist seit vielen Jahren das Ziel schweizerischer Farmer. Szenerie und Klima ähneln durchaus denjenigen unserer Schweiz. Wertvolle Landgüter befinden sich im Besitze von Farmern schweizerischer Herkunft; das dortige grosse Milch-, Butter- und Käsegeschäft liegt ausschliesslich in Schweizerhänden. Unsere Kolonie ist sehr gross und wohlhabend ¹⁾."

Toutefois, en raison de sa meilleure situation commerciale, les préférences des autorités helvétiques vont à Seattle, où les Suisses seraient au nombre de quelque 450 personnes vers 1910. En 1913, un consulat est ouvert à Seattle et un vice-consulat à Tacoma. Ce dernier, toutefois, ne restera en fonction que jusqu'en 1916. Dans les régions des Montagnes Rocheuses, la colonisation agricole est liée à la nécessité d'irriguer des terres de nature particulièrement aride:

"Ce système, bien qu'employé depuis des siècles par centaines tribus indiennes, n'a été développé qu'à partir des années 1854 et 1858 par les Mormons dans les territoire de l'Utah et spécialement à partir de 1869 dans le Colorado du Nord et en Californie ²⁾."

Colonisé par les Mormons, l'Utah est donc la première région mise en valeur entre les deux frontières de l'Est et de l'Ouest. Les Mormons y instaurent une véritable théocratie qui, liée à leur pratique de la polygamie, retarde l'entrée de l'Utah dans l'Union. Cependant, mettant au point une méthode de colonisation applicable aux régions arides, les Mormons parviennent à établir une communauté prospère en plein désert ³⁾.

Dès les années 1870, la mission mormone connaît un certain succès en Suisse, où le nombre des membres est estimé à 610 en 1885 ⁴⁾. Les Mormons seraient

1) AF, E 2001/1287, rapport imprimé du ministre de Suisse à Washington, 9 octobre 1912.

2) AF, E 7175/6/3, rapport de la légation de Suisse à Washington, 1er décembre 1891.

3) Voir Fohlen, C.: *L'Amérique anglo-saxonne de 1815 à nos jours*. Paris 1969, pp. 93-94.

4) AF, E 7175/11/1, *Rapport au Conseil exécutif sur les mesures à prendre contre la secte des Mormons*, du directeur de la police de Berne, Stockmar, 27 mai 1887.

alors répartis en 21 communautés, dont 7 avec 336 fidèles dans le seul canton de Berne. Désirant naturellement rejoindre l'Utah, leur "terre promise", les Mormons favorisent l'émigration de leurs adeptes:

"La mission occupe depuis 1870 un local particulier à Berne (Postgasse 36). Une perquisition eut lieu dans ce local le 21 mai 1886 . . . Certains faits permettaient de supposer que l'émigration était organisée au local de la Postgasse et que les émigrants s'y réunissaient par convois pour se rendre dans l'Utah, sur la conduite d'agents spéciaux. Ainsi, un nommé Jakob Diehr, cordonnier, demeurant dans la maison voisine, avait déposé que depuis cinq ans il remarquait que les Mormons expédiaient au printemps et en automne des enfants de 5 à 14 ans en Amérique. Il déclarait en avoir vu expédier jusqu'à 20 à la fois et il indiquait des témoins qui pouvaient confirmer sa déposition . . .

Il ressort aussi de la déclaration de la commission de police de Bâle que les missionnaires servent d'intermédiaires aux agences de Bâle et d'Anvers et que celles-ci ne traitent jamais directement avec les émigrants. Du reste, la démonstration sans réplique de cet état de choses se trouve dans le fait que tous les adhérents recrutés par le mormonisme dans le canton de Berne se sont expatriés. Ceux qui restent sont ou des agents revenus pour opérer le recrutement ou des néophytes qui attendent le moment d'émigrer. La mission mormone, dont le siège est à Berne, n'est donc pas autre chose qu'une entreprise d'émigration ¹⁾."

Un rapport du conseil synodal de Berne constate que les émissaires mormons s'adressent de préférence aux familles pauvres et "qu'ils choisissent principalement les jeunes filles faibles d'esprit"²⁾. Convaincu que cette propagande n'est en fait qu'une exploitation de pauvres gens, "d'autant plus raffinée qu'elle prend le masque de l'intérêt public et religieux", ne servant guère qu'à ceux "qui prennent leur part du gâteau sous le titre d'évêques, d'apôtres etc.", le directeur de la police de Berne, Joseph Stockmar envisage, dans son rapport au Conseil exécutif, de prendre des mesures contre les Mormons. De même, le Conseil fédéral juge sévèrement cette secte qui provoquerait le départ de quelques 100 personnes par année ³⁾. En raison de leur propagande, les Mormons tombent sous le coup de la loi du 22 mars 1888 concernant les agences d'émigration. Il incombe cependant aux cantons de sévir contre les émissaires ⁴⁾.

1) *Ibid.*

2) *Ibid.* De façon générale, sur les Mormons, voir le dossier 7175/11/1.

3) RG, 1886, p. 117.

4) RG, 1892, p. 681.

Le bureau fédéral d'émigration reçoit les témoignages le plus divers sur l'Utah. Pour les uns, ce pays, coupé du reste du monde, tombé sous le fanatisme mormon, est devenu un enfer:

“Arrivé ici, il n'est plus question de toutes ces belles phrases qu'ils tiennent dans leurs assemblées ou réunions; ici, il faut de l'argent pour acheter les ustensiles de paysans, ce qui n'est pas peu de choses; dans ce pays, l'artisan n'a pas de valeur; tout se fabrique dans les grandes villes d'Amérique de 150 à 200 lieues de ce pays sauvage des Saints des derniers jours où tout est vendu à des prix fabuleusement chers; on ne raccommode pas d'ustensiles; il y a des pièces de rechange toutes prêtes; on est réduit à travailler ce qui se présente quand on trouve de l'ouvrage et les jeunes belles filles forcées de se marier en polygamie à des hommes qui en ont déjà plusieurs malgré la défense de la loi; mais dans ce pays vaste, tous ces mariages se font à la sourdine 1).”

Pour beaucoup, la situation de la femme en Utah, réduite à un état de concubinage auprès d'un homme polygame est intenable. Ce n'est cependant pas l'avis des Mormons ni celui d'une ancienne institutrice devenue garde-malade à Salt Lake City, pour qui l'Utah est sur le chemin de la libération de la femme:

“Quant à la situation matérielle et intellectuelle de la femme en ce pays, je pourrai vous montrer qu'elle est supérieure à ce qu'on voit chez nous. Les femmes ont toute liberté de diriger le commerce ou l'industrie de leur choix; elles sont libres de disposer de leur gain, tandis qu'en Suisse, on travaillait, lors de mon départ, à donner à l'ouvrière le droit de soustraire son gain à l'avidité d'un mari buveur. Les femmes ici ont le droit de soutenir tel fonctionnaire public honnête et de contribuer à la défaite de tel candidat indigne; elles usent de leur droit de vote avec dignité, avec un soin jaloux et dans l'intérêt de la moralité; tandis qu'en Suisse, les femmes, qui sont la majorité dans les églises, n'ont même pas le droit de voter pour leurs pasteurs. Ici, un enfant illégitime aura ses droits défendus dès avant sa naissance et des dispositions sévères appliquées contre son père; tandis qu'en Suisse, j'ai vu des femmes de coeur incertaines de leur succès, lorsqu'elles réclamaient que les recherches soient faites d'office pour assurer les droits d'enfants illégitimes... Mais, en ce qui concerne l'éducation publique, on hésite en Suisse, à laisser les femmes entrer dans les conseils de surveillance; ici, il y a des directrices dans la plupart des écoles, sans parler des institutrices qui forment la majorité du corps enseignant, comme en Suisse... Dans les collèges et universités de l'Utah, les jeunes filles sont admises en toute liberté et en grand nombre... Voit-on beaucoup de femmes médecins en Suisse? Il y en a beaucoup dans l'Utah. Les téléphones, télégraphes, postes, maisons de commerce, études d'avocats ou de notaires emploient beaucoup de jeunes filles 2).”

1) AF, E 7175/11/1, lettre du 28 août 1884, signée Paul Pipo.

2) *Idem*, lettre du 24 avril 1902, signée Mathilde Cecilia Giaume adressée au commissariat fédéral de l'émigration.

De 1870 à 1900, le nombre des Suisses de l'Utah triple. La plus grande partie s'installe dans le centre et dans le nord de l'Etat; la proportion de ceux qui résident dans le comté de Salt Lake passe de 16,5 % en 1870 à 49,9 % en 1930.

Commençant à se généraliser dès 1880, l'irrigation permet la mise en valeur des terres de l'Ouest. En 1892, suivant un rapport de la légation de Suisse à Washington, animé de l'idéologie progressiste propre aux Etats-Unis de l'époque:

“Là où la terre, il y a 20 ans à peine, ne produisait absolument rien, ne valait pas un dollar l'acre, se sont élevées de riches bourgades, entourées de jardins qui rapportent suivant leur position, leur proximité des centres, des sommes considérables. Là où la vie n'était représentée que par des fauves ou des tribus indiennes, tous deux aujourd'hui presque disparus, se trouvent de riches exploitations agricoles qui exercent leur attraction aux dépens de contrées riches encore de l'Est et des districts miniers de la Californie et du Colorado. La statistique le prouve; en Californie par exemple, bien qu'une diminution considérable de la population se soit produite dans 15 districts industriels dans une proportion variant de 1 jusqu'à 73 %, la population totale de cet Etat s'est pourtant accrue de 39 % dans les dix dernières années grâce à l'augmentation énorme qui a eu lieu dans les onze districts où se pratiquent les cultures irriguées ¹⁾.”

A cette époque, sur les quelques 18 500 fermes que comptent alors les Etats de l'Utah, d'Arizona, du Nouveau Mexique et de Wyoming, 90 % en Utah, 74 % en Arizona, 61 % au Nouveau Mexique et 60 % au Wyoming sont cultivées par irrigation ²⁾.

Tableau 17:

Fermes irriguées dans les Etats des Rocheuses, en 1892

	Superficie moyenne en ha	Valeur de l'ha en dollars	Valeur en % des frais	Revenu net par ha en dollars
Utah	11	208	316	42
Wyoming	48	78	240	19
Arizona	25	120	288	31
Nouveau Mexique	12	126	275	28

1) AF, E 7175/6/3, rapport de la légation de Suisse à Washington, 1er décembre 1891.

2) D'après le rapport du 1 décembre 1891.

Ce type de culture reste toutefois difficile et n'est guère rentable que dans les régions bien desservies par les moyens de communication. Un bon exemple de ce genre de colonisation et de la recrudescence de la propagande en faveur de l'émigration, en Suisse, à la fin du XIXe siècle, est l'entreprise, tentée en 1891, dans la vallée du Pecos au Nouveau Mexique. L'agent de la compagnie du Pecos, H. Gaullieur, entreprend une campagne d'information, notamment dans le canton de Vaud, et tombe, de ce fait, sous le coup de la récente loi fédérale sur l'émigration de 1888. Par l'intermédiaire de la légation de Suisse à Washington, le Bureau fédéral d'émigration instruit un dossier bien documenté sur cette affaire¹⁾. Il en ressort que les possibilités du pays existent réellement mais que les conditions climatiques et hydrographiques ne permettent guère de recommander cet établissement "qu'à des natures d'élite"²⁾. En fait, les difficultés de l'entreprise vont s'accumuler et les récents immigrants quittent la colonie.

C'est là un des nombreux cas d'émigration difficile qui pose tout le problème de la propagande et de sa crédibilité dans les milieux helvétiques peu fortunés et mal préparés à jouer le rôle de pionniers sur les frontières de la civilisation. En 1898, la légation de Washington admet:

"En supposant que l'irrigation fût suffisante, que l'eau fût de bonne qualité, ainsi que le sol, et que le climat fût favorable, que les cultivateurs fussent faits de rude étoffe, des pionniers expérimentés, les bords du Pecos eussent-ils donné les récoltes de la terre promise, encore aurait-il fallu que ces récoltes puissent se vendre et se transporter à des prix rémunérateurs. Le tarif de transport de la Compagnie du Texas-Pacific avec laquelle Rosswell et Eddy sont reliés, absorbe tout bénéfice et la communication par chemin de fer, de Rosswell tête de ligne nord du chemin de fer du Pecos avec Washburn et St-Louis (Missouri), que l'on me disait prête à être établie, est encore à l'heure qu'il est un simple désir. Et même ce désir se réaliserait-il que des personnes compétentes douteraient encore de l'avenir du Pecos à cause de sa distance des marchés importants. D'ailleurs, les tarifs de chemin de fer favorisent les transports de l'Est à l'Ouest et ne facilitent pas beaucoup ceux de l'Ouest à l'Est . . . La malheureuse entreprise, pour ce qui concerne la colonisation suisse, a été inspirée par un mirage séduisant qui a paru réel dans un cerveau enthousiaste et peu pratique³⁾."

1) AF, E 7175/6/3.

2) Voir RG, 1891, pp. 192–196 et 1893, p. 813.

3) AF, E 2400/Washington, 5, rapport de la légation pour 1898.

Quoi qu'il en soit, l'entreprise du Pecos relance toute une polémique notamment dans la presse, sur le phénomène migratoire, d'autant qu'à la même époque, d'autres mauvaises expériences sont faites en Argentine et au Brésil.

Entre 1880 et 1900, le Colorado attire également de nombreux Suisses et, en particulier, Denver qui compte 34 % des Suisses de l'Etat en 1920. En 1896,

“La colonie (de Denver) se compose de fermiers, d'hôteliers, de liquoristes et d'ouvriers, en grande partie allemands, une douzaine de Tessinois et quelques-uns de la Suisse française. Leur nombre est d'environ 300 ¹⁾.”

Enfin, le sud de l'Idaho, avec les colonies de Bern et de Geneva, et, dans le Montana, les régions du sud-ouest et les régions agricoles du centre et du sud comptent aussi un certain nombre de ressortissants suisses.

- 1) AF, E 2001/1266, rapport de la légation du 4 janvier 1896. En 1910, le rapport du consul à Denver parle de 4 000 Suisses établis dans le Colorado alors que le recensement n'en mentionne que 1 767.

Chapitre 3: Le Canada

I. Données quantitatives

A la fin du XIX^e siècle, alors que le développement du Canada commence à attirer les émigrants européens, les Suisses de ce pays ont déjà une longue histoire. Participation aux colonies fondées au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, présence de deux gouverneurs d'origine suisse, Frederick Haldimand et Georges Prévost, engagement des régiments de Meuron et de Wattenwil dans la guerre anglo-américaine de 1812–1815, expédition de colons suisses à la Rivière Rouge, émigration de mennonites, de missionnaires catholiques et protestants de Suisse romande – ces derniers recrutés par les Anglais dès le XVIII^e siècle sont fort mal vus de la population d'origine française du Québec¹⁾ – révolte de Hindelang en 1837 et fondation de Zurich en Ontario en 1856; les faits marquants de cette histoire sont nombreux²⁾. Toutefois, le nombre des Suisses établis au Canada est encore limité; il n'atteindrait guère que 247 en 1851 pour les provinces d'Ontario et de Québec. L'émigration suisse va croître à partir de 1860. D'après les recensements canadiens,

Tableau 18:

Personnes d'origine suisse au Canada³⁾

	Total	Ontario	Québec	Nouvelle-Ecosse	Reste du Canada
1851	247	209	38	—	—
1861	698	617	81	—	—
1871	2962	950	173	1775	64
1881	4588	2382	254	1860	92
1901	3865	1755	350	1004	756
1911	6625	1930	397	746	3552

1) L'image de la Suisse au Québec en est restée fort affectée, à en croire un rapport du consul général, du 15 février 1913: "Cette haine traditionnelle s'est, de nos temps aux passions religieuses moins farouches ou en tous cas plus contenues, transformée en mépris, à telle enseigne qu'en 1912, il s'est trouvé un tribunal pour accorder à un plaideur qualifié de Suisse au cours d'une querelle le droit à une indemnité." AF, E 2001/3140.

2) Voir Bovay, E.H.: *Le Canada et les Suisses 1604–1974*. Fribourg 1976, ainsi que AF, P, consulat général de Montréal, histoire de la colonie suisse 1916–1931. Voir encore *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, vol. 2, p. 397.

3) D'après les recensements officiels du Canada, publiés par Bovay: *op.cit.*, p. 101.

Toutefois, plus encore que les recensements américains, ces données ne présentent qu'une fiabilité très relative. Ainsi, le consul de Suisse à Vancouver conteste avec énergie le recensement de 1911:

“La Colombie britannique . . . 796 Suisses, ceci est absolument ridicule; il doit y en avoir au moins 1500. Une des grandes erreurs qui a été commise par les énumérateurs vieux, sourds, bien souvent tout à fait incompetents et qui ont obtenu leur position temporelle par “political pull”, est la suivante: En faisant le recensement et interrogeant les différentes personnes, ils ont par exemple commis la faute, sans poser la question de nationalité, d'incorporer tous les hommes qui parlaient italien dans la nationalité italienne, et de cette manière nous avons perdu un grand nombre de nos Tessinois. Un grand nombre de nos Suisses allemands et français ont été perdus de la même manière¹⁾.”

Les Suisses se sont d'abord dirigés vers la Nouvelle-Ecosse, puis vers l'Ontario et enfin, au début du XXe siècle, vers les terres à blé de l'Ouest. Tout en restant limitée par rapport à l'attraction des Etats-Unis, l'émigration suisse pour le Canada connaît une certaine ampleur entre 1870 et 1880, puis entre 1900 et 1910, après avoir diminué entre 1880 et 1900 en raison de la crise canadienne. D'après les statistiques suisses, 2154 Suisses émigrent au Canada de 1887 à 1914, dont 94,8 % depuis 1900²⁾. Ce chiffre ne représente guère que 1,46 % de l'émigration suisse outre-mer ou 1,71 % de l'émigration pour l'Amérique du Nord. C'est surtout après la Première Guerre mondiale que cette émigration se développe, puisque 6720 Suisses se rendent au Canada de 1919 à 1939³⁾.

II. La colonisation de l'Ouest canadien

De 1850 à 1880, le Canada commence à présenter l'image d'un pays de grand avenir. C'est, avec quelque exagération, ce qui ressort d'une demande d'ouverture d'un consulat suisse à Québec, en 1854:

“Nulle autre partie de l'Amérique septentrionale n'est plus salubre, plus fertile, plus convenable au physique du cultivateur allemand ou suisse, que

- 1) En 1911, le recensement indique 1 200 Suisses dans l'Alberta, 1 073 dans le Saskatchewan, 796 en Colombie britannique et 396 dans le Manitoba. AF, E 2001/1254, lettre du 27 décembre 1913.
- 2) D'après RG; d'après les statistiques canadiennes, le nombre d'émigrants suisses de 1900 à 1914 est de 2 232, contre 2042 pour les statistiques suisses, soit une différence de 9,3 %.
- 3) C'est alors 8,33 % de l'émigration suisse outre-mer et 13,88 % de l'émigration suisse en Amérique du Nord. Pour la période 1919 à 1939, Bovay recense 5 991 Suisses.

le Canada occidental. Le transport des produits du cultivateur canadien aux marchés européens est au plus bas prix par la voie du St-Laurent . . . le prix des biens-fonds n'est pas renchéri par la spéculation usuraire en pratique aux Etats-Unis, et ne le sera jamais, le gouvernement y obvient 1).”

Au cours des années 1870 à 1880, le Canada se met à faire de la propagande pour la colonisation de l'Ontario:

“La présence en Suisse de Mme de Koerber, déléguée du gouvernement canadien, et les conférences publiques qu'elle a données dans plusieurs villes de notre pays, ont attiré spécialement l'attention sur l'émigration au Canada. M. Jaeggi-Gyger, ancien délégué de la Société suisse d'utilité publique aux colonies de la République argentine, a adressé le 25 septembre au Conseil fédéral une brochure renfermant des propositions au sujet de l'émigration au Canada, ainsi qu'une pétition du Comité central du Grütliverein également à l'adresse du Conseil fédéral demandant que cette autorité fasse les démarches nécessaires pour diriger le courant de l'émigration vers des contrées où les familles suisses soient convenablement reçues et traitées, ce qui a été loin d'être le cas dans la plupart des entreprises de colonisation 2).”

Au moment où la Confédération suisse tente de légiférer sur les agences d'émigration, suivant l'article 34 de la Constitution de 1874, Mme de Koerber essaie d'infléchir la décision de l'Etat fédéral dans le sens d'une protection à accorder aux émigrants 3). Elle souhaite la création à Berne d'un comité qui se chargerait d'organiser l'émigration. Dans ce sens, Mme de Koerber propose la fondation d'une colonie suisse dans le district de Nipissing, en Ontario 4).

Avec l'appui d'un comité de dames constitué à Lausanne, Mme de Koerber s'adresse également au Conseil fédéral pour “organiser un système pratique de protection de l'émigration de femmes et d'enfants”. Cette requête, rédigée dans un langage philanthropique, insiste sur les avantages moraux que l'émigration au Canada présenterait pour les jeunes filles et les orphelines,

1) AF, E 2/1596, lettre adressée au Conseil fédéral, 1er décembre 1854.

2) AF, E 2/2127, rapport du Département de l'intérieur, 11 octobre 1876.

3) Voir *Discours prononcé par Mme de Koerber pour expliquer ses démarches relatives à l'émigration*. Berne 1877.

4) *Compte rendu de mon expédition sur les côtes sud-est du lac Nipissing, au nord de la province Ontario en Canada (octobre et novembre 1873)*. Publié par Madame Elise de Körber, avec approbation du ministre de l'agriculture à Ottawa domaine du Canada. Berne 1877.

“plutôt que d’aller grossir les rangs de celles de leurs compatriotes qui se rendent, pour chercher un gagne-pain, dans les grands centres de population¹⁾.”

La légation canadienne en Suisse offre au Conseil fédéral 1500 dollars pour l’envoi d’un délégué chargé d’étudier les conditions de vie au Canada. Mme de Koerber suggère le nom du conseiller national Joos, “votre très renommé champion de l’émigration”. Cependant, le Conseil fédéral, qui en reste à une conception libérale en matière d’émigration, n’est pas d’avis que l’Etat doive prêter son concours à l’établissement de colonies; il n’autorise pas non plus le Grütliverein à se charger de l’affaire. A l’instigation de Mme de Koerber, quelque 200 Suisses, en majorité des Bernois, partent tout de même s’installer dans le district de Nipissing²⁾.

Au début des années 1880, la situation économique du Canada se détériore et la Société nationale suisse de Montréal attire l’attention sur les dangers d’une émigration suscitée par des agences dont la propagande ne correspond guère à la réalité. Seuls des agriculteurs, disposant d’un certain capital, “ont quelque chance de réussite”;

“Quant à ceux qui ont le bonheur d’avoir un bon métier, nous leur dirons: Restez où vous êtes; nous vous assurons que vous travaillerez autant ici et que vous ne serez pas plus à votre aise³⁾.”

A partir de 1885, la propagande pour les régions de l’Ouest se développe. Les autorités helvétiques restent sceptiques à l’égard de ces régions “aux conditions primitives”; en 1885, elles ne donnent pas leur accord à un projet de colonisation au Manitoba⁴⁾ et, en 1891, elles s’opposent à la distribution d’une brochure publiée par la Canadian Pacific railway company⁵⁾. Après 1900, sous l’impulsion des compagnies de chemin de fer et du gouvernement

1) AF, E 2/2127, lettre signée J. de Goumoens, présidente, et C. Chavannes, secrétaire, adressée au Conseil fédéral, 22 février 1877.

2) RG, 1877, p. 54; 1878, p. 64; 1879, p. 174. Voir Bovay: *op.cit.*, p. 95.

3) FF, 1884, III, p. 381, *Publication concernant les dangers de l’émigration au Canada*; cf. aussi AF, E 2/2239, lettre de la Société nationale suisse au Président de la Confédération, 25 septembre 1881.

4) RG, 1885, p. 254.

5) *Idem*, 1891, p. 197.

canadien, qui cède des terres à titre gratuit ou à très bas prix ¹⁾, la colonisation de l'Ouest prend de l'ampleur et attire également les émigrants suisses. Cependant, le Bureau fédéral d'émigration maintient une prudente réserve et continue à faire la chasse aux brochures trop engageantes:

“Nous avons des raisons de croire que cette augmentation, qui provenait surtout des cantons de Zurich, Berne, Grisons, Argovie et Valais, est due moins à la situation économique du Canada et aux rapports d'anciens émigrants qu'à une propagande clandestine en faveur de l'émigration dans ce pays, propagande à laquelle certains agents ne sont probablement pas étrangers ²⁾.”

Parmi les projets de colonisation de l'Ouest canadien, il faut mentionner ceux de Carl Stettler, dans l'Alberta: ³⁾

“Stettlers Wunsch war es gewesen . . . in Alberta eine grosse Schweizerkolonie zu gründen. Das Klima ähnlich wie in den Schweizerbergen, das Land war gut und kostete nichts. Er versuchte, — wie er versichert uneigennützig — die Schweizer aus den amerikanischen Städten heraus nach Canada zu ziehen. Ueber 2000 Briefe habe er erhalten und beantwortet. Manche kamen, aber teils war ihnen die Arbeit zu schwer, teils war es ihnen zu einsam, teils fühlten sich die Frauen unglücklich, manche konnten sich nicht an die Moskitos gewöhnen. Kurz, wenige bleiben und die Ortschaft “Stettler”, welche seit einigen Monaten erst Eisenbahnschluss erhalten hat und dadurch ein blühender Platz geworden ist, beherrscht unter seinen 2000 Einwohner nur noch wenige Schweizer. Diese sind alle gut vorangekommen.

Herr Carl Stettler selbst ist weitergezogen. Er wohnt in einer neuen Ansiedlung Castor, 2 Stationen von “Stettler” entfernt, wo er viel Geld verdienen ⁴⁾.”

Au début du XXe siècle, la population suisse de l'Alberta prend de l'ampleur; d'après des estimations helvétiques, elle serait de 2 à 3000 personnes vers 1912 alors que le recensement canadien ne mentionne que 1200 personnes ⁵⁾. Répartis sur l'ensemble d'un territoire plus vaste que la France, les Suisses y

1) Le gouvernement canadien accorde des concessions gratuites de 160 acres de terrain, environ 65 hectares, dans la province de Manitoba et dans les territoires du Nord-Ouest à toute personne étant chef de famille ou à tout homme âgé de plus de 18 ans.

2) RG, 1905, p. 321; voir aussi, 1902, pp. 367–368; 1903, p. 211; 1904, p. 497; 1906, p. 463; 1907, p. 205.

3) Bovay: *op.cit.*, p. 82; AF, E 7175/11/6.

4) AF, E 2001/1258, rapport de la légation de Suisse à Washington, 27 août 1912.

5) *Ibid.*

créent de nombreuses fermes, ainsi que dans le Saskatchewan. Depuis l'ouverture du canal de Panamá, la côte du Pacifique et la Colombie britannique attirent aussi de nombreux immigrants. En 1913, la Suisse ouvre des consulats à Vancouver et à Winnipeg dans le Manitoba.

III. L'intégration des Suisses au Canada

Au Canada, comme aux Etats-Unis, les Suisses ont une certaine tendance à se regrouper dans des associations patriotiques qui cultivent le souvenir de l'Helvétie. Les statuts de la "Société nationale suisse" de Montréal remontent à 1874; la "Swiss society" de Toronto date de 1905; à Winnipeg, il existe une "Swiss society helvetia", une "Swiss society" à Vancouver et une "Union helvetia" à Ottawa¹⁾. En fait, ces sociétés ne semblent pas provoquer l'enthousiasme des Suisses et les rapports de la Société nationale de Montréal, par exemple, déplorent souvent le manque d'assiduité de ses membres²⁾. Ce phénomène est encore accentué par les profondes divisions au sein de la colonie suisse de Montréal, manifestées, notamment, en 1891, à l'occasion de la succession du consul³⁾.

La colonie suisse de Montréal se compose principalement de cuisiniers d'employés d'hôtel et de restaurant, de petits employés de commerce et de quelques modestes agents d'importation⁴⁾. Au reste, parmi les Suisses du Canada, il existe une forte hiérarchie sociale et la situation de ceux qui font partie du prolétariat est des plus précaires. Beaucoup d'immigrants sont rapidement obligés de poursuivre leur chemin vers les Etats-Unis. Les rapports du consulat général de Montréal, à la veille de la Première Guerre mondiale, sont souvent exprimés dans un langage qui traduit bien ces clivages sociaux:

"Dans le grand port d'arrivée d'un pays neuf comme l'est le Canada, il se trouve un certain nombre d'individus de second choix, paresseux et méchants, qui sont une vraie plaie pour le représentant officiel du pays⁵⁾."

Les conceptions sociales des autorités canadiennes ne sont pas meilleures; le consul de Suisse à Montréal mentionne le cas d'un ressortissant grison:

1) AF, E 2400/Montréal, 1, rapport du consul général pour l'année 1913.

2) Sur les sociétés suisses au Canada, cf. AF, 2/1375, 2/2239, 2001/2014 et 2001/2015.

3) AF, E 2/1375 et 2/1376.

4) AF, E 2001/1255, enquête de Maurice Trembley, 24 mai 1917.

5) AF, E 2400/Montréal, 1, rapport pour l'année 1913.

“... ayant été condamné à trois dollars d’amende pour avoir gêné dans une gare la circulation des voyageurs; il s’est refusé à payer et l’amende a été convertie à quinze jours de prison à raison d’un franc par jour; à juste raison furieux de cet emprisonnement pour une peccadille, il s’est jeté un beau matin dans le réservoir d’eau qui alimente la ville, d’où il a été repêché. Le consulat général a demandé son rapatriement et le Gouvernement canadien l’a déporté. Il y a lieu de remarquer que la loi canadienne qui convertit en cinq jours de prison chaque dollar non payé présente une injustice à peine digne du moyen âge; en fait, la peccadille de Geronimi avait consisté à aller, sans intention de voyager ensuite, s’asseoir dans une gare pour se chauffer au milieu de l’hiver ¹⁾.”

L’économie canadienne est fortement tributaire des rythmes saisonniers qui rendent la vie de l’ouvrier très difficile:

“En automne (1913), une fois les récoltes de l’Ouest terminées, des milliers d’ouvriers se sont rabattus sur les villes et l’offre sur le marché du travail a beaucoup dépassé la demande et a fait baisser le prix de la main-d’oeuvre ²⁾.”

A la veille de la guerre, la situation devient critique et l’attitude du gouvernement canadien à l’égard de l’émigration dépend de plus en plus de la conjoncture; suivant l’offre et la demande, les agents d’immigration appliquent la loi avec plus ou moins de fermeté ³⁾.

1) *Idem*, rapport pour l’année 1914.

2) *Idem*, rapport pour l’année 1913.

3) *Idem*, rapport pour l’année 1914.

Chapitre 4: L'Argentine

I. Données quantitatives

Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'Argentine est une terre d'immigration, le symbole du Nouveau Monde après les Etats-Unis. De 1840 à 1940, l'Argentine aurait reçu 7 400 000 immigrants, dont presque la moitié d'immigrants définitifs, alors que le Brésil n'aurait reçu dans le même temps que 4 500 000 immigrants pour une population six fois plus forte en 1850, encore près de quatre fois plus forte en 1920. L'accroissement de la population argentine serait due pour 29 % à l'immigration et pour 40 % à l'excédent des naissances consécutif à l'immigration, contre respectivement 6 et 13 % pour le Brésil.

“En 1869, les habitants nés à l'étranger ne formaient encore que 12,1 % de la population (de l'Argentine); mais cette proportion passa à 28,4 % en 1895 et 29,8 % en 1914. Ce mouvement d'immigration se fit, comme dans le reste de l'Amérique, en trois vagues principales. La première a culminé entre 1886 et 1890, avec l'arrivée par mer de 450 000 Européens; la seconde, de beaucoup la plus forte, entre 1906 et 1910: plus de 800 000 émigrants; la troisième de 1921 à 1930, avec environ 900 000 arrivées, mais en dix ans. Comme les immigrants étaient des latins dans la proportion des 8/10èmes (44 % d'Italiens, 31 % d'Espagnols, 3,6 % de Français), le problème de l'assimilation fut beaucoup moins complexe qu'au Brésil et l'école a pu fondre assez bien les divers éléments¹⁾.”

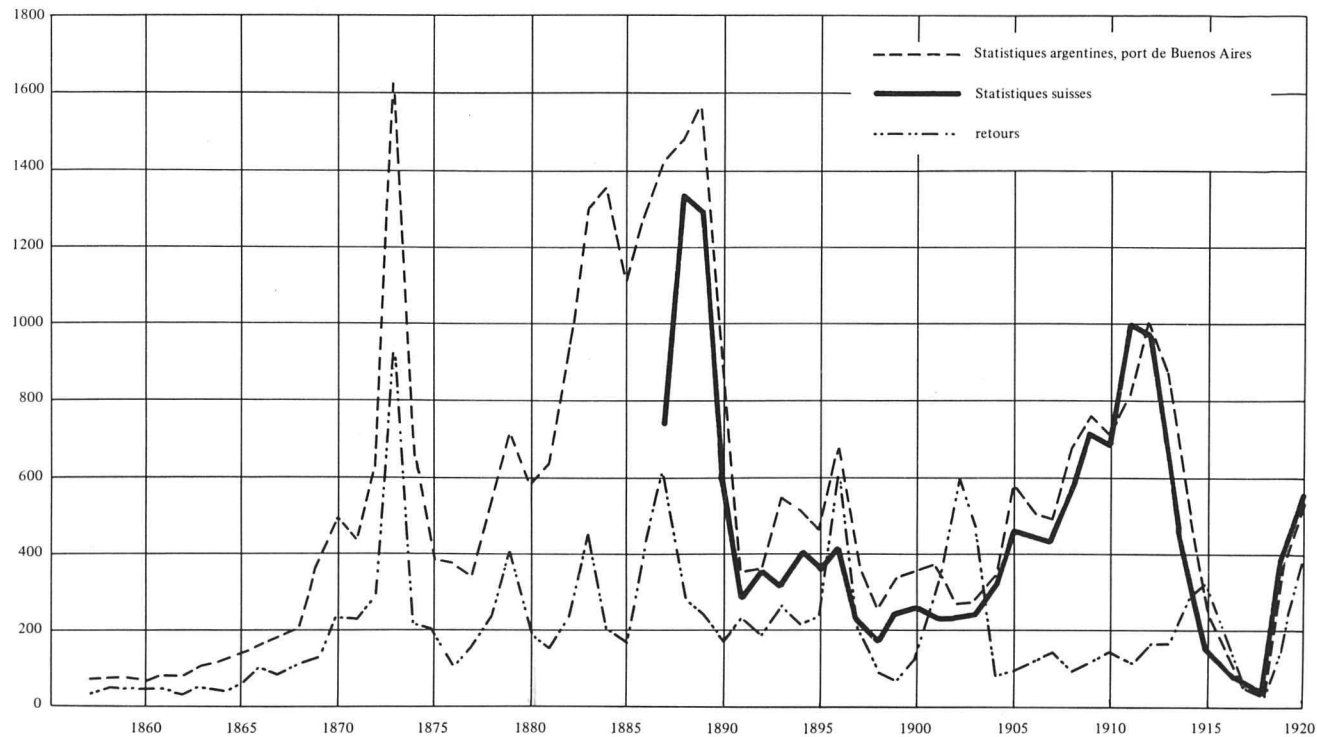
Si les statistiques helvétiques ne permettent de connaître l'ampleur du mouvement migratoire vers l'Argentine que depuis 1887, les statistiques de l'immigration du port de Buenos Aires, en revanche, remontent à 1857. D'après ces statistiques²⁾, 34 353 Suisses auraient débarqué entre 1857 et 1920, en

1) Reinhard, Armengaud et Dupaquier: *op.cit.*, p. 437.

2) Voir Ferenczi et Willcox: *op.cit.*, I, pp. 539–547. Il ne s'agit ici que des immigrants qui débarquent au port de Buenos Aires, à l'exclusion de ceux qui viennent en Argentine par Montevideo (d'après Chandèze: *op.cit.*, p. 240, de 1867 à 1895, le contingent argentin de Montevideo représenterait 44,8 % de celui de Buenos Aires). Même pour Buenos Aires, ces statistiques paraissent indiquer des données trop modestes, tout au moins pour la période antérieure à 1880. Un article du *Courrier de la Plata*, du 26 août 1865, par exemple, s'il donne les mêmes chiffres globaux d'immigrants au port de Buenos Aires que les données de Ferenczi mentionne, en revanche, pour les années 1862 à 1864, l'arrivée de 1 187 Suisses au lieu de 325. Par contre, le nombre des Italiens est plus faible. De 1887 à 1918, les statistiques suisses des émigrants pour l'Argentine sont inférieures aux données du port de Buenos Aires de 23,4 %.

Tableau 19:
Emigration suisse en Argentine, 1857–1920

nombre absolu



moyenne 536,7 par année. Cette immigration suisse ne représente guère que 0,7 % de l'immigration argentine au port de Buenos Aires; toutefois, ce chiffre est nettement plus élevé avant 1890; l'émigration suisse, se détournant de l'Argentine avec la crise des années 1890, ne reprendra jamais l'importance des années 1880.

Tableau 20:

Immigration suisse en Argentine, par décennie

	statistiques du port de Buenos Aires	en % de l'immigration totale	retours en %	stat. suisse
1857—1860	286	1,43	63,3	
1861—1870	1 984	1,24	45,9	
1871—1880	6 286	2,41	47,6	
1881—1890	12 007	1,43	25	
1891—1900	4 271	0,66	52,2	3 034
1901—1910	4 941	0,28	43,7	4 313
1911—1920	4 578	0,38	40,6	4 505
	34 353	0,7	38,8	

Un nombre important d'immigrants ne se fixe en Argentine que pour une période limitée avant de retourner au pays d'origine. Dès 1857, les statistiques argentes mentionnent également le mouvement d'émigration du pays, essentiellement composé par le retour des immigrants. De 1857 à 1920, ce mouvement équivaut à 48,6 % de l'immigration totale; pour la Suisse, il n'est que de 38,8 %, chiffre qui n'est inférieur que pour la Belgique, le Danemark et la Turquie¹⁾.

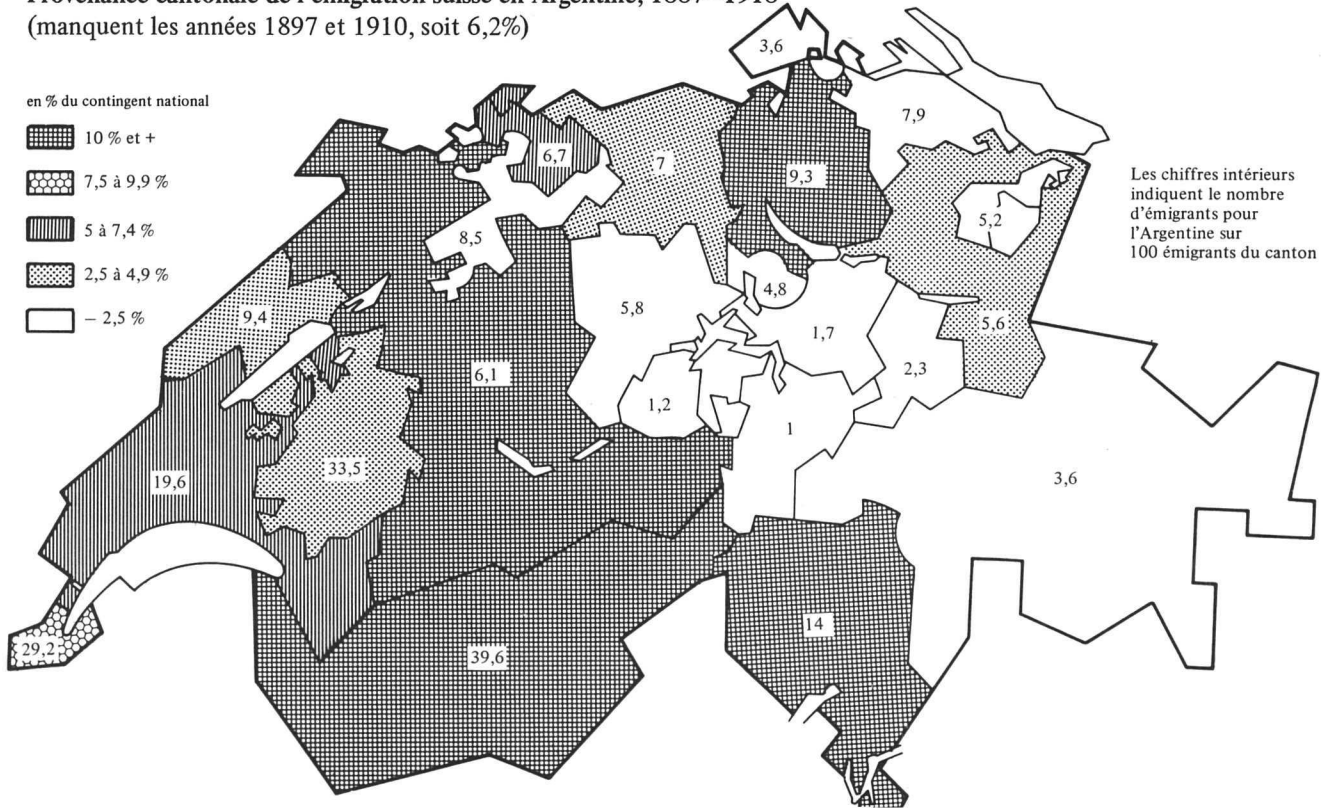
Comme pour les Etats-Unis, la provenance cantonale des émigrants suisses n'est connue que depuis 1887. Les cantons du Tessin (15,3 %), de Berne (13,9 %), du Valais (13,5 %) et de Zurich (12,4 %) fournissent la majorité du contingent de 1887 à 1918. Calculée à la mesure de l'émigration cantonale de la période, c'est dans les cantons romands que l'Argentine attire le plus, puisque 24,1 % des émigrants de ces cantons choisissent ce pays, alors que la moyenne suisse n'est que de 9,8 %.

1) L'émigration d'Argentine vers la Belgique s'élève à 27,1 % de l'immigration; pour le Danemark, la proportion est de 33,6 %; Turquie, 37 %; Russie, 41,6 %; Autriche-Hongrie, 42,1 %; Espagne, 42,6 %; Hollande, 46,1 %; Portugal, 47,6 %; Suède, 50,7 %; France, 51,7 %; Italie, 52,6 %; Allemagne, 56,8 %; Etats-Unis, 64 %; Grande-Bretagne, 64,1 %.

Tableau 21:

Provenance cantonale de l'émigration suisse en Argentine, 1887–1918

(manquent les années 1897 et 1910, soit 6,2%)



II. La fondation des colonies (1853–1860)

De l'indépendance à la chute de Rosas, en 1852, et au retour de Buenos Aires dans la Confédération argentine, en 1859, l'histoire de l'Argentine, vue d'Europe, est celle d'un pays lointain qui cherche sa cohésion. Après les tentatives de Rivadavia pour développer l'immigration, la politique xénophobe de Rosas et les troubles intérieurs isolent l'Argentine. Cependant, sous l'impulsion du général Urquiza, la Constitution du 9 juillet 1853 permet au pays d'entrer dans une période de développement tout en réglant la situation des étrangers. Une loi sur l'immigration est décrétée le 27 septembre 1854¹⁾. Dès ce moment, les provinces de Santa Fé, Entre Ríos et Corrientes engagent une politique de peuplement.

“Pendant la première période de colonisation, qui dura de 1853 à 1865, la colonisation était oeuvre officielle et les entreprises basées sur des propositions de particuliers qui se chargeaient de leur réalisation. Un contrat s'établissait entre l'Etat et l'entrepreneur de colonisation; celui-ci s'engageait à fonder une colonie dans un lieu déterminé contre paiement d'une certaine somme d'argent²⁾.”

C'est ainsi qu'Aaron Castellanos élabore plusieurs projets pour la province de Santa Fé; en 1856, il fonde la colonie Esperanza composée d'une majorité de Suisses, en provenance principalement des cantons d'Argovie, Berne et Valais. L'agence bâloise Beck & Herzog est chargée de recruter les colons suisses. A cet effet, elle lance une littérature de propagande, notamment des lettres de colons destinées à provoquer l'émigration de parents et d'amis restés en Europe³⁾.

Avec San Carlos, fondée en 1858 par la maison Beck & Herzog et San Jerónimo, fondée en 1858 également, les trois premières colonies de la région de Santa Fé ont un certain succès, notamment en Valais, où le nombre des émigrants pour l'Amérique du Sud s'élève à 1224 entre 1856 et 1860, 1,34 % de la population⁴⁾.

1) Chandèze: *op.cit.*, pp. 232–240.

2) Bodmer, W.: *Immigration et colonisation suisses en Amérique du Sud*, in *Acta Tropica*, II, 4, 1945, p. 299. De façon générale, sur la fondation des colonies en Argentine, entre 1856 et 1860, cf. Schobinger, J.: *Immigración y colonización suizas en la República Argentina en el siglo XIX*. Buenos Aires 1957.

3) Voir AF, E 2/2095. Sur Esperanza, cf. Grenon, P.: *La ciudad de Esperanza*. Historia documentada e ilustrada. Córdoba 1939 à 1959.

4) Sur l'émigration valaisanne, voir Bassi, M.A.: *Contribution à l'étude de l'émigration des Valaisans 1850–1880*. Mémoire de licence, dont un résumé est paru in *Bulletin* no 6 du Département d'histoire économique de l'Université de Genève, 1975–1976.

Tableau 22:
Les Suisses en Amérique du Sud



Le 25 février 1853, le Français John Lelong prend l'engagement d'introduire, dans un délai de dix ans, 10 à 12 000 colons dans la province de Corrientes. L'exécution de ce contrat est retardée par les troubles politiques de 1853 à 1856. En 1857, la province de Corrientes dénonce le contrat et des difficultés surgissent entre Lelong et l'agence Beck & Herzog, à nouveau chargée du recrutement des émigrants suisses et qui agit de plus en plus pour son propre compte¹⁾. Avec un groupe d'émigrants, en majorité des Valaisans, recrutés par Lelong, le général Urquiza décide alors de fonder la colonie de San José sur le fleuve Uruguay, dans la province d'Entre Ríos²⁾. Une autre colonie est fondée à Villa Urquiza, en 1858. La même année, une autre agence bâloise, J. Barbe, envisage de fonder une colonie à Copacabana, dans la province de Santa Fé, pour le compte du maréchal Santa Cruz, ancien représentant de la Bolivie en France³⁾.

En 1856, une colonie suisse est également fondée à Baradero, dans l'Etat de Buenos Aires:

“A chaque colon, il a été donné en toute propriété une superficie de trois cents ares à peu près de largeur sur deux cents de profondeur, aux seules conditions de l'entourer d'un fossé, d'y planter des arbres et d'y élever une habitation *ad libitum* 4).”

L'impulsion donnée, la propagande pour l'Argentine s'intensifie. Elle est le fait des autorités en Argentine⁵⁾, des promoteurs de colonies, des agences d'émigration, des colons eux-mêmes. Depuis 1854, l'agence Beck & Herzog a considérablement augmenté son rayon d'action; en 1858, elle se transforme en société par commandite et fonde, à Bâle, la Société suisse de colonisation de Santa Fé. La liste des actionnaires, de 1860, comprend plusieurs personnalités alémaniques de premier plan, en particulier bâloises – ainsi plusieurs membres de la famille Burckhardt, dont Emmanuel, membre du Petit Conseil;

1) Voir AF, E 2/2095.

2) Sur la colonie de San José, cf. Peyret, A.: *Emigration et colonisation. La colonie San José*. Genève 1861 (avec la liste des familles). Macchi, M.: *Urquiza colonizador*. Buenos Aires 1949 (avec statistique des habitants de San José, p. 138).

3) AF, E 2/2095, lettre du 27 mars 1858.

4) *Idem*, lettre du consul général de l'Etat de Buenos Aires en Suisse au vice-président de la Confédération, 10 février 1858.

5) Ainsi, l'Etat de Buenos Aires publie des brochures telle, Balcarce, M.: *Buenos-Ayres. Sa situation présente, ses lois libérales, sa population immigrante*. 2ème édition. Paris 1857. (AF, E 2/2095).

Karl Burckhardt-Iselin, chancelier, futur bourgmestre et conseiller national; des Merian et Johann-Rudolf Paravicini, membre du Petit Conseil — on y trouve également le conseiller national bernois August von Gonzenbach, etc.¹⁾. Faudrait-il en déduire que l'émigration de ruraux peu aisés a contribué à édifier la fortune de certaines grandes familles helvétiques?²⁾ Dans les années 1860 à 1870, Charles Beck-Bernard, qui deviendra consul d'Argentine en Suisse, publie de nombreuses brochures destinées à faire connaître l'Argentine³⁾.

III. Le sort des colons et la prise de conscience du phénomène migratoire (1860–1880)

Vers 1860, les relations argentino-suisse ont pris de l'ampleur et les colons réclament la conclusion d'un traité d'établissement et de commerce entre les deux pays⁴⁾. A cet effet, le Conseil fédéral délègue son envoyé extraordinaire au Brésil, Jean-Jacques Tschudi. Cependant, la situation des colonies n'est guère aisée. Dans les premières années, l'environnement reste hostile; les sauterelles dévastent régulièrement les récoltes et les relations entre colons sont parfois très pénibles. Pour pallier ces inconvénients, les colons cherchent à étendre leurs établissements en attirant de nouveaux émigrants. Lorsque de nouvelles colonies sont entreprises dans la région de Santa Fé, les habitants des premières colonies se défendent:

“Qu'on ne se laisse pas prendre à ce bavardage. Quelques-unes de ces colonies projetées ne sont que des mythes; d'autres ont en naissant à lutter contre la mort. Celui qui a la moindre idée des difficultés et des peines qu'entraîne la création d'une colonie, des privations que les colons ont à supporter la première année, même sous une bonne administration, réfléchira à deux fois avant de se jeter dans les bras d'un simple spéculateur. Le bon père de famille comprendra qu'une colonie qui est déjà en voie de développement et de prospérité lui offre plus de garanties que celle qui est

- 1) AF, E 2/2095. Cette liste des actionnaires de 1860 comprend 87 noms. Mentionnons encore le conseiller national de Bâle-Campagne Stephan Gutzwiller, le bourgmestre bâlois Felix Sarasin, le conseiller d'Etat Karl Sarasin, le conseiller aux Etats bâlois Auguste Stähelin, ainsi que “Herren Koechlin und Söhne”.
- 2) La problématique de l'émigration et, notamment, le rôle des agences, mériterait d'être examinée dans cette optique.
- 3) A ce sujet, voir Nicoulin, M. et Ziegler, B.: *Emigration suisse en Amérique latine (1815–1939)*. Essai bibliographique. Berne et Zurich 1975.
- 4) RG, 1861.

en train d'être créée et où avec la meilleure volonté du monde, personne ne peut assister son prochain parce que chacun a ses propres peines ¹⁾."

D'après un recensement de 1864²⁾, les cinq grandes colonies originelles comprennent une population de 2727 Suisses, dont 59,2 % de Valaisans.

Tableau 23:

Recensement des Suisses domiciliés dans les colonies d'Argentine, en 1864

	Total	Bara- dero	San Carlos	San Jerónimo	Espe- ranza	San José
Valais	1614	41	73	382	335	783
Berne	340	23	91	10	161	55
Argovie	203		9	15	168	11
Zurich	103	3	45		35	20
Bâle	85	17	46		12	10
Fribourg	81	50	7		6	18
Lucerne	80	5	24		19	32
Vaud	61	7	37		17	
Neuchâtel	59	5	8		19	27
Soleure	39		36		3	
St-Gall	30	5	7		18	
Thurgovie	10				10	
Grisons	9		2		7	
Tessin	6	1			5	
Zoug	4				4	
Appenzell	1		1			
Schwyz	1				1	
Glaris	1				1	
Total	2727	157	386	407	821	956

En 1863, la maison Barbe envisage de fonder une colonie à Carmen de Patagones, sur le Río Negro. Le contrat, basé sur la clause des concessions, prévoit que pendant les six premiers mois le propriétaire "donnerait à chaque

1) AF, E 2/2095, pétition de divers habitants de San Carlos, 3 avril 1862.

2) Voir FF, 1865, III, rapport annuel du consulat suisse à Buenos Aires pour 1864, 15 avril 1865, pp. 329–339. Les Archives fédérales disposent des listes nominatives de ce recensement; elles indiquent, en général, l'âge et le canton d'origine des ressortissants suisses. Voir E 2200/Buenos Aires, 1, *Auswanderungswesen* . . .

famille 100 livres de viande, par mois, gratis¹⁾”. Moins excentriques, les projets de colonies se multiplient, après 1865, dans la région de Santa Fé, puis dans celle de Rosario, enfin dans le Chaco Santafésien sur la rive gauche du fleuve Paraná.

Après 1865, la fin des hostilités aux Etats-Unis et la création de nouvelles colonies en Argentine favorisent une augmentation de l’émigration suisse. Si, jusqu’alors, cette émigration avait été l’objet du libéralisme le plus effréné, une prise de conscience commence toutefois à apparaître. La Société suisse d’émigration, fondée en 1865, délègue un commissaire, Frédéric Jäggi-Gyger, en Argentine afin d’étudier les possibilités de fondation d’une colonie suisse modèle. Bien que rencontrant de nombreuses entraves, dont celles du consul d’Argentine en Suisse, Charles Beck-Bernard, Jäggi-Gyger s’adresse au président de la République, Don Faustino Sarmiento, pour réclamer la création d’un comité argentin d’immigration capable d’accueillir convenablement les Européens²⁾. La brochure rédigée par le délégué suisse fait mention des difficultés rencontrées par les émigrants à leur débarquement sur sol argentin et donne également une idée des préoccupations républicaines helvétiques sur le sort des colons.

Alerté par ces démarches, le Conseil fédéral commence à s’intéresser à l’émigration et se met à publier des avertissements dans la *Feuille fédérale* concernant, notamment, les difficultés de transport entre Buenos Aires et les colonies³⁾.

Vers 1870, l’Argentine se lance dans une campagne publicitaire accrue, notamment en faveur des colonies fondées à l’ouest de Rosario par la compagnie du chemin de fer central qui construit la ligne Rosario-Córdoba. En 1872, un consulat suisse est ouvert à Santa Fé. En revanche, les autorités fédérales refusent d’ouvrir un consulat à San Carlos, en dépit d’une pétition de colons et persistent à ne pas vouloir d’un commissariat à l’immigration à Buenos Aires⁴⁾. A cette époque, le nombre des Suisses en Argentine est évalué à

1) AF, E 2/2095, contrat de novembre 1863.

2) Jäggi-Gyger, F.: *Traité et solution de la question d’émigration*, dédié à Son Excellence Don D. Faustino Sarmiento. Buenos Aires 1869. Voir également un rapport adressé au Conseil fédéral en 1869 (AF, E 2/2095).

3) FF, 1868, II, p. 635; 1869, I, p. 283; 1869, II, pp. 483–484; 1870, I, p. 394; 1870, III, p. 281 et p. 1022; 1871, II, p. 887.

4) AF, E 2/2095, rapport du Département politique, 22 novembre 1872.

quelque 10 000, dont près de 6000 dans les colonies de Santa Fé et d'Entre Ríos et 2000 dans la province de Buenos Aires ¹⁾. En quatre ans, ce nombre va augmenter à 15 000. En effet, l'année 1873 est marquée par un flux sans précédent d'immigrants suisses. Pourtant, des épidémies de choléra éclatent, en 1871 et à la fin de 1873, et le nombre des immigrants recule entre 1874 et 1877, tandis que beaucoup de Suisses rentrent chez eux. En fait, un grand nombre d'immigrants vivent dans des conditions misérables et doivent solliciter les secours du consulat et de la Société philanthropique suisse, fondée en 1861. En 1877, la Société philanthropique s'adresse au consul de Suisse pour demander la création d'un comité central de renseignements destiné à compenser la propagande commerciale des agences d'émigration. La société se plaint des communes qui se débarrassent de leurs ressortissants pauvres ²⁾. Soutenant cette démarche, le consul de Suisse demande au Conseil fédéral de dégrever la Société philanthropique d'une partie des dépenses de bienfaisance et de l'aider à constituer un fond de réserve,

“... auquel elle pourrait donner une destination durable et utile: telle que la création d'institutions exclusivement suisses, comme temple, école, maison d'assistance temporaire et autres qui, en même temps, feraient honneur à la colonie ... ³⁾”

Les difficultés rencontrées par les colons — maladies, mauvaises récoltes, sauterelles, heurts avec les gauchos — sont encore aggravées par des contestations de propriété. De nombreuses plaintes, particulièrement entre 1879 et 1885, sont adressées au consul de Suisse à Buenos Aires et même au Conseil fédéral à propos de diverses menaces provenant des gouvernements des provinces argentines au sujet de droits de propriété. Ainsi, les colons d'Helvecia (Santa Fé), de Paraná (Entre Ríos), d'Azul et de Baradero (Buenos Aires) font part de leurs doléances. Les colons installés aux environs de la ville de Paraná suspectent la municipalité de concevoir “l'audacieuse idée de nous enlever une partie de nos terrains, que nous avons payés de notre propre argent, restant de nos patrimoines” pour les donner à de nouveaux immigrants d'origine italienne ⁴⁾.

1) AF, E 2400/Buenos Aires, 1, Bericht des schweizer. Vicekonsuls, 1. Oktober 1876.

2) AF, E 2/2096, lettre du 1er octobre 1877.

3) *Idem*, lettre du 25 décembre 1877.

4) Voir AF, E 2200/Buenos Aires, 1, *Auswanderungswesen* ...

IV. L'Argentine, terre promise? (1880–1889)

A partir de 1878, l'émigration suisse pour l'Argentine augmente considérablement. Entre 1878 et 1890, les statistiques du port de Buenos Aires recensent une moyenne annuelle de plus de 1000 immigrants en provenance de Suisse. Pour la Suisse, c'est en fait la période d'émigration la plus intense et ceux qui vont en Argentine ne représentent guère que 13 % du total.

En 1876, sous la présidence d'Avellaneda, l'Argentine cherche à réglementer son immigration et institue, par la loi du 19 octobre, un Département général d'immigration¹⁾. Une autre loi, du 24 octobre 1882, règle le mode de vente des terres. Dans les années 1880, l'Argentine entre dans une période de développement, marquée par la construction du réseau ferroviaire, par l'extension des cultures céréalières et par l'augmentation des investissements étrangers²⁾. La République conquérante intensifie sa propagande en faveur de l'immigration et envisage de coloniser les territoires encore incultes du Chaco, des Misiones et de la Patagonie du nord.

L'immigration de cette période reste essentiellement agricole, mais les conditions de réussite sont de plus en plus liées à la possession d'un certain capital de départ, les terres de Santa Fé et de l'Entre Ríos étant devenues chères:

“... l'immigrant doit être, surtout sous le rapport agricole, bon cultivateur, laborieux et persévérant et pouvoir, en outre, à son arrivée, disposer d'un certain capital (2500 à 3000 francs) à part le nécessaire pour subvenir à ses frais d'entretien pour quelque temps; si en outre il a à sa disposition les outils et instruments agricoles indispensables, il arrivera facilement à vivre à l'abri, subvenant aux besoins de sa famille, et en train de se créer une existence beaucoup plus large que celle qu'il aurait pu se créer en Europe³⁾.”

En fait, les terres riches sont l'objet d'un phénomène de concentration dans les mains de grands propriétaires et l'Argentine devient un pays où les clivages

1) Chandèze: *op.cit.*, p. 236. La loi de 1876 interdit l'immigration à certaines catégories de personnes (malades, criminels, personnes de plus de 60 ans non accompagnées).

2) Voir Bourdé, G.: *Urbanisation et immigration en Amérique latine. Buenos Aires (XIXe et XXe siècles)*. Paris 1974. Voir également AF, E 2400/Buenos Aires, rapports annuels du consulat suisse, en particulier celui pour 1882.

3) AF, E 2400/Buenos Aires, 1, rapport pour 1882.

sociaux sont fortement marqués. Un certain nombre de colons suisses parvient à se hisser dans la classe riche ¹⁾.

Dans ces années de haute conjoncture, l'Argentine lance une véritable offensive diplomatique en direction de l'Europe. En 1882, le gouvernement argentin manifeste le désir de conclure une convention consulaire avec la Suisse ²⁾. L'année suivante, il nomme un ministre plénipotentiaire en Suisse. En 1882 également, l'Argentine délègue un commissaire, Hilario Dupouts, chargé d'enrôler des ouvriers "avec ou sans familles" pour la construction des voies ferrées. Les moyens utilisés sont contraires à la loi fédérale de 1880 sur les agences d'émigration, mais le Conseil fédéral ne peut intervenir que trop tard ³⁾. La propagande argentine se fait acharnée; toute une campagne d'informations, avec des moyens très modernes, cartes, statistiques, brochures, présentent le pays sous les plus beaux jours ⁴⁾. Le gouvernement du président Roca est décidé à augmenter l'immigration par tous les moyens et le chiffre de 590 000 immigrés, atteint de 1870 à 1882, est officiellement considéré comme insuffisant ⁵⁾.

En 1886, les autorités suisses refusent de recommander une entreprise de colonisation, organisée par la maison Tornquist & Co de Buenos Aires, pour la région de Bahia Blanca. La même année, les deux pays entrent en contact pour conclure un traité d'établissement, d'amitié et de commerce. Les négociations s'avèrent difficiles et ce n'est qu'en 1896 que la Suisse obtient la clause de la nation la plus favorisée. En 1887, la Suisse ouvre des vice-consulats à Cór-

1) De façon générale, sur la situation des colons suisses en Argentine à la fin du XIXe siècle, voir notre article paru dans la *Revue suisse d'histoire* (1979, no 2): *Une nouvelle Suisse à La Plata? (1857–1914)*.

2) RG, 1882, p. 5.

3) *Idem*, pp. 109–110; cf. également Karrer: *op.cit.*, p. 73 ainsi que AF, E 7175/2/6 et 2200/Auswanderungswesen...

4) Voir par exemple: *La République argentine relativement à l'émigration européenne*, renseignement statistique-géographique du pays et de ses ressources sous tous leurs aspects, par François Latzina, directeur de la statistique nationale argentine. Buenos Aires 1883.

5) Total des immigrés entrés par Buenos Aires et par Montevideo. Après déduction des retours, l'immigration réelle est de 383 000 personnes. Sur l'attitude du gouvernement argentin face à l'immigration suisse, voir AF, E 7175/10/2, lettre du directeur du bureau d'informations de la République argentine à Bâle au conseiller fédéral Numa Droz, du 23 octobre 1888, publiée par la *Revue Sud-Américaine*, 16 décembre 1888. Sur l'attitude du gouvernement suisse face à la propagande argentine, voir AF, E 2/2095, en particulier le rapport du Département fédéral des affaires étrangères, division émigration, au Conseil fédéral, 11 décembre 1888.

doba, à Concordia et à Mendoza, alors que l'Argentine rend la pareille par l'ouverture de consulats à Neuchâtel, Berne et Bellinzone. Cependant, ce qui intéresse réellement l'Argentine, c'est l'installation d'un bureau d'informations à Bâle relié à un bureau d'émigration à Delle. Dans les années 1887 à 1890, l'Argentine ouvre plusieurs bureaux similaires en Europe; leur but est d'avancer aux émigrants le prix du passage en mer contre une promesse écrite de rembourser les avances en deux ans et demi, à un intérêt annuel de 8 %. Cette propagande, en principe interdite en Suisse, porte des fruits puisque, entre 1886 et 1890, 586 000 immigrants sont enregistrés au port de Buenos Aires, soit 2,3 fois plus qu'entre 1881 et 1885. Le nombre des immigrants suisses n'est multiplié que par 1,3.

Durant ces années de forte immigration, les entreprises de colonisation se multiplient à un rythme effréné. Ainsi, pour favoriser la mise en valeur du Río Negro et du Chaco, le gouvernement argentin décide de mettre en vente 24 000 lieues carrées de terrain.

“On aurait même procédé à une répartition approximative de ces terrains entre différentes nationalités européennes et la Suisse disposerait dans ce projet d'une étendue de 1000 lieues carrées ¹⁾.”

Ces terres constituent le solde des propriétés gouvernementales dans ces territoires; néanmoins, les meilleures ont déjà été attribuées:

“Actuellement, par suite de concessions faites à des personnages officiels pour des services électoraux ou autres plus ou moins avouables, la superficie des terres disponibles n'est plus que de 24 000 lieues carrées . . . Cette diminution de 16 000 lieues ne serait encore qu'une question peu importante, si les prélèvements faits sur les terres appartenant à l'Etat n'avaient pas porté, on peut le dire, exclusivement sur les terres les plus riches et celles dont les débouchés sont le mieux assurés . . . On peut dire que les terrains que le Gouvernement cherche à vendre sont des rebuts, dont la vente et le peuplement ne profiteraient qu'aux détenteurs des propriétés voisines en leur donnant de la valeur ²⁾.”

Le correspondant du Bureau fédéral d'émigration se demande, au reste, s'il est véritablement nécessaire d'envoyer des Suisses dans les terres ingrates de Patagonie et du Chaco. Dans le centre du pays,

- 1) AF, E 2200/Buenos Aires, 1, *Auswanderungswesen* . . . , lettre du Département fédéral des affaires étrangères au consulat de Suisse à Buenos Aires, 12 novembre 1889.
- 2) AF, E 7175/10/1, lettre signée E. Sautter au directeur du bureau fédéral d'émigration, 15 mai 1890.

“Les terres sont en mains de propriétaires et spéculateurs qui ont pour le moment des prétentions exagérées. Vous pouvez être à peu près certain que les prix actuels baisseront et que les colons sérieux pourront s’établir dans les provinces de Buenos Aires et de Santa Fé et y acheter de la terre à des prix raisonnables dans le voisinage de chemins de fer existants ou en construction ¹⁾.”

Parmi les entreprises de colonisation de cette période, celle de Maximo Fernandez, consul d’Argentine à Genève, est à l’origine de graves difficultés. En 1889, Fernandez obtient du Conseil fédéral l’autorisation d’engager en Suisse 50 à 70 personnes pour son domaine du nom de La Matilde, situé à Bragado au sud-ouest de Buenos Aires. Le consul a l’intention de pratiquer l’élevage du bétail et de fabriquer des fromages. Moyennant une caution de 10 000 francs, Fernandez engage 78 émigrants, provenant des cantons de Fribourg, Berne et du Pays-d’Enhaut, qui partent pour l’Argentine en deux convois ²⁾. Pourtant, dès le début de 1890, de nombreuses plaintes parviennent au Bureau fédéral d’émigration. On reproche à Fernandez de ne pas respecter les clauses du contrat. En juin 1891, la colonie serait en pleine déroute et la plupart des domestiques l’aurait quittée ³⁾. Pour tirer l’affaire au clair, le nouveau ministre de Suisse à Buenos Aires, Emile Rodé, est chargé de mener une enquête. De l’avis du ministre, les plaintes ont été excessives; les colons auraient eu plus à souffrir de la crise économique qui sévit en Argentine que des mauvais traitements. Le ministre doit cependant défendre les intérêts des colons contre Fernandez et l’entreprise sombre définitivement ⁴⁾.

Parmi les nombreuses offres de sociétés de colonisation, le Conseil fédéral repousse, en 1890, celle de la société “Agricultora” qui désirait fonder une vaste colonie dans la province d’Entre Ríos ⁵⁾. En revanche, il accepte la proposition de Soto y Calvo pour une entreprise dans le district de Ramallo, au nord-ouest de Buenos Aires:

“(Soto) a l’intention de créer une grande ferme à l’extrémité orientale de ses terres, tandis qu’à l’ouest de ces dernières, il répartirait 640 hectares en

1) *Ibid.*

2) Voir RG, 1889, pp. 338–339; pp. 348–349; voir également AF, E 2/2095, rapport du Département fédéral des affaires étrangères, division émigration, au Conseil fédéral, 5 avril 1889.

3) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 12, lettre du Département fédéral des affaires étrangères, division émigration, au ministre de Suisse à Buenos Aires, 25 juin 1891.

4) RG, 1890, p. 70 et 1892, pp. 684–685.

5) *Idem*, 1889, pp. 350–351; cf. également, AF, E 7175/10/1 et 2200/Buenos Aires, 1, *Auswanderungswesen* . . .

lots de 20 hectares chacun, destinés à être peu à peu cédés à des colons suisses, au prix de 100 pesos le lot et sous des conditions d'amortissement acceptables proposées par l'acquéreur, tout en laissant aux colons le choix d'affermier le terrain . . .”¹⁾

Vers 1895, il y aurait 365 colonies dans la province de Santa Fé, 204 dans l'Entre Ríos et 80 dans la province de Córdoba, mais il y en aurait que très peu dans la province de Buenos Aires, où les éleveurs s'opposent à cette forme d'occupation du sol ²⁾.

V. Les années de crise (1890–1903)

Vers la fin des années 1880, l'augmentation considérable de l'immigration ainsi que la flambée des spéculations entraînent des difficultés pour les nouveaux colons qui entendent se vouer à l'exploitation du sol argentin ³⁾. L'oligarchie foncière accapare de plus en plus les terrains et cette concentration du sol empêche les paysans immigrés d'accéder à la propriété. Ce mouvement va s'accroître jusqu'à la Première Guerre mondiale et, en 1914, les domaines de plus de 1000 hectares, 8,2 % des exploitations, couvrent 79,4 % des superficies. De ce fait, les nouveaux immigrants doivent se contenter du statut de métayers, de fermiers ou même de salariés agricoles. Dans ces conditions, une forte proportion de l'immigration, que l'on peut évaluer à un tiers du total, est absorbée par la ville de Buenos Aires. Une nouvelle donnée se fait jour: le gigantisme urbain. Buenos Aires, qui a 340 000 habitants en 1880, passe à 520 000 en 1890, atteint le million en 1905 et dépasse 1,5 million à la veille de la guerre ⁴⁾. Ceux qui n'ont pu s'intégrer à l'économie argentine dans la période de haute conjoncture et même beaucoup de ceux qui exerçaient des professions commerciales risquent d'aller gonfler le prolétariat de la capitale. En effet, une crise violente éclate en 1890; ses répercussions sociales sont fortes, comme en témoigne un commerçant d'origine suisse:

“On sentait déjà un certain malaise commercial. Le travail était encore abondant, mais les recouvrements devenaient plus difficiles et le prix de

1) RG, 1889, p. 350.

2) Bourdè: *op.cit.*, p. 150.

3) Voir AF, E 2200/Buenos Aires, 1, *Auswanderungswesen* . . . , par exemple, une lettre d'un colon au consul de Suisse, le 1er septembre 1889: “J'ai fait la plus grosse sottise de ma vie en lâchant ma profession de typographe pour me faire colon et actuellement j'expie durement ma bêtise”.

4) Bourdè: *op.cit.*, pp. 177–178.

l'or avait augmenté de 50 %. Les entreprises de location que j'avais me causaient mille tracas... Chaque mois, je faisais non plus de superbes bénéfices comme précédemment, mais de considérables pertes. L'or montait toujours: il était arrivé au quatre cents pour cent! Or, d'après mes contrats, je devais toujours payer en or."¹⁾

Face à cette situation, la balance migratoire de l'Argentine s'inverse. L'immigration diminue et les retours en Europe augmentent dans de fortes proportions. La moyenne des retours qui était de 16,9 % des arrivées au port de Buenos Aires entre 1885 et 1889, monte à 78,2 % entre 1890 et 1894 ²⁾. Pour un indice de 100 immigrants entre 1885 et 1889, l'immigration tombe à 42,9 et l'immigration en provenance de Suisse à 40. En fait, l'émigration suisse pour l'Argentine ne retrouvera plus l'importance des années 1880; elle devra même attendre 1903 pour reprendre une tendance ascendante.

En décembre 1891, le ministre de Suisse à Buenos Aires explique ce brusque revirement de la conjoncture:

"... les catastrophes financières se succédèrent l'une après l'autre; les banques des provinces et de la Nation fermèrent leurs caisses et déposèrent leur bilan; les banques privées suivirent presque toutes ces exemples; les plus grandes maisons d'importation furent ruinées, toutes les entreprises de construction arrêtées; ce fut, en un mot, une débâcle générale qu'alimentèrent encore la révolution de juillet en 1890 et le discrédit du gouvernement central."³⁾

Le consulat suisse et la Société philanthropique suisse de Buenos Aires sont assaillis de demandes de secours. Au reste, si la crise affecte les nouveaux immigrés ainsi que la population urbaine et salariée, qui est payée avec du papier-monnaie déprécié alors que les prix ne diminuent pas, les colons installés, eux, profitent d'une situation qui accentue les clivages sociaux. Dans la province de Santa Fé, les Suisses, solidement organisés en une minorité agissante, rencontrent une hostilité croissante de la population indigène et des troubles éclatent en 1893 ⁴⁾.

Dans les années 1890 à 1900, l'Argentine n'est pas le seul pays en crise; les Etats-Unis connaissent également des difficultés et, dès 1892, l'émigration

1) Jeanneret, G.: *Séjour d'un Suisse dans la République argentine*, d'après les notes et documents fournis par Emilio Gascard. La Chaux-de-Fonds 1900, p. 61.

2) D'après les statistiques publiées par Ferenczi et Willcox: *op.cit.*

3) AF, E 7175/10/1, rapport de la légation de Suisse à Buenos Aires, 18 décembre 1891.

4) Voir notre article publié dans la *Revue suisse d'histoire*, 1979, no 2.

suisse y est aussi en recul. Le Département fédéral des affaires étrangères s'attend à une recrudescence de l'émigration pour l'Argentine. Il s'adresse, dès lors, à sa légation à Buenos Aires pour savoir quelles sont les possibilités offertes aux familles d'agriculteurs, aux ouvriers de campagne ainsi qu'aux artisans et aux instituteurs¹⁾. Des correspondants dans les diverses régions du pays répondent à un questionnaire de la légation par des statistiques sur les salaires ainsi que par des considérations sur les possibilités économiques et sur le mode d'exploitation des terres. Dans les régions situées à la frontière de la colonisation, dans le Nord, dans les provinces de Tucumán, Salta et Jujuy, ainsi que dans le Sud, de la région de Bahia Blanca à la Patagonie, l'émigration suisse n'est guère souhaitée, sauf pour certaines activités particulières. Ainsi, à Tucumán:

“On peut donc envoyer *avec modération* des familles d'agriculteurs à Tucumán. Celles qui connaîtront la fabrication du beurre et du fromage trouveront une colocation prompte et des plus lucratives²⁾.”

C'est donc toujours vers les provinces de Buenos Aires, de Santa Fé et d'Entre Ríos que l'émigration suisse se dirige essentiellement. A partir de 1893, l'immigration reprend quelque peu et le gouvernement argentin, même s'il n'envisage pas de reprendre une propagande intensive basée sur les facilités de voyage, pense tout de même à attirer des familles ou des gens qui viendraient rejoindre leurs amis. Le gouvernement estime que les colons d'origine suisse sont nécessaires au pays; ayant fait leurs preuves dans les régions tempérées du littoral, ils

“... seraient aptes à coloniser les versants andins, où ils pourraient s'occuper de l'élevage du bétail et des industries qui en dérivent³⁾.”

Pourtant, les mauvaises récoltes de 1895, 1896 et 1897, dans la province de Santa Fé en particulier, provoquent une aggravation de la crise. En fait, les relations entre Suisses et Argentins sont assez ambiguës et, tout en appréciant les efforts du commissaire argentin à l'immigration⁴⁾, le ministre de Suisse le

1) Af, E 2200/Buenos Aires, 2, 10, lettre du Département fédéral des affaires étrangères à la légation de Suisse à Buenos Aires, 10 octobre 1892.

2) *Idem*, lettre signée E. Budin au ministre de Suisse à Buenos Aires, 15 décembre 1892.

3) *Idem*, d'après le rapport du Département général de l'immigration argentine pour l'année 1895; propos rapportés par la légation, le 31 juillet 1896.

4) *Idem*, rapport pour l'année 1894 rédigé par la légation le 22 mai 1895. Le commissaire argentin, Alsina, semble avoir tenté d'améliorer les conditions de logement et de traitement des immigrants à leur débarquement; il semble également avoir cherché à élever le niveau social moyen de l'immigration.

menace, en mai 1895, de faire interdire l'Argentine si la sécurité des colons n'est pas mieux garantie ¹⁾. Ces propos ne sont cependant pas très appréciés au Bureau fédéral d'émigration, qui a tendance à considérer l'émigration en Argentine comme un moindre mal:

“... malgré le manque de sécurité dont souffrent les colons dans la République argentine, malgré l'incurie du gouvernement, la dépréciation du papier-monnaie et le reste, ce pays est, et demeurera probablement encore longtemps, le seul qui puisse, avec les Etats-Unis d'Amérique, être recommandé à nos émigrants agriculteurs. A mon avis, le climat, la fertilité du sol, les moyens de communication, la présence d'assez nombreux colons suisses sont autant de motifs pour éviter de fermer cette contrée à notre émigration. Ces avantages compensent en quelque sorte les graves désagréments provenant de l'insécurité ²⁾.”

Pourtant, les journaux suisses et l'*Argentinisches Wochenblatt*, journal de la colonie alémanique, dépeignent la situation de l'Argentine de façon très pessimiste et l'émigration suisse pour ce pays tombe en 1898 à son niveau le plus bas depuis 1868. Le gouvernement suisse multiplie ses demandes de renseignements à son représentant à Buenos Aires ³⁾. Les réponses ne sont guère favorables, sauf à Mendoza et à Bahia Blanca. Dans le Nord, la situation s'est considérablement dégradée et l'habituel correspondant de Tucumán signale:

“Les provinces limitrophes, Santiago del Estero, Catamarca, Santa Fé et le Chaco traversant, par suite de la perte des dernières récoltes, une période de misère, les ouvriers de tous genres, ont émigré dans notre province qui se voit, de jour en jour, envahie par cette population flottante appartenant un peu à toutes les nationalités.

Quelques-uns trouveront encore à se placer à des prix dérisoires tandis que d'autres, décus et découragés, traînent de porte en porte leur misère et leurs supplications. Je crois donc qu'il est de toute nécessité d'empêcher, par tous les moyens possibles, l'immigration de nos compatriotes qui viennent avec famille, chercher à se fixer dans nos contrées, à moins qu'ils n'aient, auparavant, un engagement sérieux qui les mette à l'abri du besoin dès leur arrivée ⁴⁾.”

- 1) *Idem*, lettre de la légation de Suisse au commissaire général de l'immigration, 16 mai 1895.
- 2) AF, E 7175/10/1, rapport du commissaire fédéral de l'émigration, 7 décembre 1896; voir aussi les lettres adressées au consul général de la République argentine à Genève, 29 octobre et 10 novembre 1897.
- 3) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 10. A une lettre du 1^{er} février 1897, le ministre de Suisse répond, le 3 mars: “En résumé, la situation est très mauvaise, mais nullement désespérée. Si l'agriculture a souffert, l'élevage continue à progresser . . .” Une enquête est adressée, dans le courant de l'année, aux consulats et à divers correspondants; voir les réponses ainsi qu'une synthèse datée du 31 mars. (*Idem*).
- 4) *Idem*, lettre de Tucumán, signée E. Budin, 5 juillet 1897.

Toujours résolu à développer les terres du Sud, le gouvernement argentin décide de créer trois colonies dans les Territoires de Neuquén et de Chubut. Des familles suisses établies dans la province de Buenos Aires, d'abord séduites par des offres de terre, finissent par renoncer à se rendre dans ces régions inhospitalières. En revanche, un certain nombre de colons résidant au Chili, où ils connaissent de fortes difficultés, sont intéressés par le Sud argentin.

“Le Neuquén, aussi bien que le Chubut, manque absolument de voies de communications et l'unique moyen de se procurer quelque argent c'est d'engraisser du bétail pour le Chili où il trouvait jusqu'ici un écoulement facile. Il n'y a aucun débouché pour les produits de l'agriculture, les frais de transport étant trop élevés ¹⁾.”

C'est durant cette période de crise que l'association des travailleurs zuricois *Pionier Verein Eintracht*, fondée en 1896, entre en contact avec le Département fédéral de l'intérieur en vue de fonder une colonie “dans une contrée d'outre-mer non encore déterminée”²⁾ Bien que le commissaire du Bureau fédéral d'émigration ne soit pas très favorable à cette entreprise, le Département de l'intérieur, dirigé par le conseiller fédéral Eugène Ruffy, demande au ministre à Buenos Aires, d'entreprendre “des démarches directes et positives auprès des propriétaires argentins”. Cette attitude, de même que l'intérêt du ministre, ne correspond guère à la doctrine fédérale en matière d'émigration; le ministre va même jusqu'à suggérer d'envoyer une mission en Argentine qui comprendrait Beck-Bernard, le fondateur de la colonie de San Carlos, et le conseiller national Joos, dont les idées sur une colonisation organisée par l'Etat ont, jusqu'alors, toujours été repoussées. Le 17 juin 1896, le ministre, Emile Rodé, adresse au Conseil fédéral un long rapport sur les possibilités de colonisation en Argentine ainsi que sur les démarches que le *Pionier Verein* doit envisager. Le texte du ministre attire, notamment, l'attention sur la nécessité pour toute nouvelle colonie de se procurer des terrains suffisamment étendus afin de ne pas être rapidement encerclée par des propriétés voisines, comme cela s'est produit à la colonie *Nueva Helvecia* en Uruguay:

“Dans ces pays, les propriétaires, quels qu'ils soient, ne sont pas des philanthropes et ne traitent une affaire que dans leur intérêt exclusif. Ainsi, lorsqu'ils veulent coloniser une étendue de terres, ils la divisent comme un échiquier et ne cèdent aux colons que les champs blancs, p. ex., se réservant les noirs. Les champs blancs sont abandonnés à très bas prix; mais,

1) *Idem*, 31 août 1897, Le correspondant ajoute: “Mais la situation va se modifier, le Chili ayant l'intention de frapper de forts droits d'entrée le bétail argentin”.

2) RG, 1896, p. 271.

lorsque la colonie s'étendant, on est obligé d'acheter les champs noirs, les propriétaires se rattrapent et ils exploitent alors la situation sans aucun scrupule. Sous cette forme, il s'est commis ici et il se commet encore, d'une manière, du reste, absolument légale, d'épouvantables abus ¹⁾."

Les efforts du ministre Rodé ne serviront pas; car, au début de 1897, le Pionier Verein décide de jeter son dévolu sur le Brésil. Durant ces années de crise, l'immigration est surtout composée de travailleurs saisonniers, italiens pour la plupart, qui viennent, à la fin de l'année, pour les récoltes. Ce n'est guère qu'en 1903, après une douzaine d'années de crise, que l'Argentine commence à entrevoir un réel redressement ²⁾.

VI. Reprise économique et ordre social (1903–1914)

Les récoltes favorables de 1903 et la "confiance inspirée par les traités d'arbitrage chileno-argentins" ³⁾ permettent une reprise des affaires en Argentine. Pourtant, en raison de la baisse des salaires et de la multiplication des impôts et des taxes, la situation de l'immigrant reste précaire et une certaine critique sociale commence à se manifester:

"Pour peupler l'Argentine, il faut morceler la propriété, changer la mentalité des grands propriétaires et obliger les Compagnies de transport à sillonner le pays dans tous les sens. Les grandes fortunes sont ici toutes territoriales ⁴⁾."

Le gouvernement, décidé à provoquer une forte reprise de l'immigration, met à l'étude une législation sur les terres publiques, sur la colonisation, sur le travail et tente également d'améliorer la réception des immigrants par la construction d'un hôtel des immigrants qui fournirait de bonnes conditions hygiéniques ⁵⁾. La loi sur les terres, décrétée le 8 janvier 1903, favorise la mise en valeur des terres publiques en prévoyant la distribution aux colons du sol des Territoires nationaux ⁶⁾. En principe, cette loi interdit une trop forte

1) AF, E 7175/7/14, rapport de la légation, 17 juin 1896.

2) Voir AF, E 2400/Buenos Aires, rapports annuels de la légation.

3) *Idem*, rapport pour 1903.

4) *Le Français*, 30 mai 1903, article intitulé: "A propos d'immigration". Voir AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 10.

5) Voir Antokoletz, D.: *Quelques renseignements sur la République argentine*. Buenos Aires 1911.

6) *Ibid.* voir également AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 10.

concentration des terres publiques, qui représentent, en 1911, 61 % de la superficie totale des Territoires nationaux. Un décret d'application de cette loi, du 2 novembre 1903, considéré comme "utopiste" par le ministre de Suisse¹⁾, entend aller beaucoup plus loin et favoriser la vente de lots de terre d'une lieue au maximum,

"aux citoyens qui les habiteront personnellement et qui s'y établiront une petite ferme²⁾."

Le gouvernement, en particulier le ministre réformiste de l'agriculture, Wenceslas Escalante, veut encourager les petits colons par des exemptions d'impôt, des facilités de crédit, des rabais sur les transports et sur les billets de passage, ainsi que par des primes à l'installation et au développement. C'est ce qui ressort, notamment, d'un message du 16 août 1903 concernant un projet de loi sur la colonisation, où le gouvernement manifeste son intention de favoriser une division des terres sur des bases naturellement libérales:

"C'est ainsi qu'on engage les propriétaires particuliers à diviser leurs propriétés et à les vendre à des prix qui ne dépassent pas le 20 % de leur valeur avant la subdivision avec un intérêt de 5 % pour les terres et de 10 % pour les avances en argent ou en nature qu'ils font aux colons. L'Etat favorisera cette subdivision en la faisant pour son compte, en déterminant les qualités du terrain, et en fondant dans chaque colonie une ferme modèle, école de domestiques et pépinière d'arbres, sur une étendue de terrain, qu'il payera au propriétaire au prix courant. Ce projet stipule également en leur faveur, l'exonération de tout impôt territorial et d'enregistrement, ainsi que des patentes pour moulins, boulangeries, laiteries, graisseries, boucheries, distilleries, dépôts, entrepôts ou silos pour céréales ou fourrages, maisons de commerce s'occupant de la vente des articles de première nécessité pour l'agriculteur et d'instruments et de machines agricoles, et cela pendant cinq ans, à partir de la fondation de chaque colonie³⁾."

Cependant, le pouvoir réel de la République appartient aux grands propriétaires qui n'entendent guère se laisser dicter les fondements sociaux du pays et la situation du petit immigrant ne va guère s'améliorer. Analysant les projets de réforme, le ministre de Suisse ne cache pas son scepticisme et, reflétant l'opinion des colons suisses, il en reste à une conception non interventionniste de l'Etat qui devrait se contenter de protéger et de ne pas gêner:

1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2.10.

2) *Idem*, réglementation de la loi du 8 janvier 1903, 2 novembre 1903, traduction de la légation de Suisse.

3) *Idem*, message et projet de loi sur la colonisation, 16 août 1903.

“Je persiste à croire que le véritable système est plutôt d’inspirer réellement de la confiance à l’immigrant, de ne pas lui faire de difficultés quand il vient s’établir, de lui faire délivrer au plus tôt ses titres de propriété, de garantir sa vie et son champ contre les malfaiteurs, de lui rendre justice quand il le réclame, et de le laisser travailler en paix sans le vexer de toute manière. Mais hélas! je ne vois dans les belles promesses de M. Escalante aucun remède à cet état de choses, si déplorablement habituel dans le pays¹⁾.”

Il subsiste, en effet, une certaine latitude entre les intentions du gouvernement et la réalité sociale du pays. Souvent, il arrive que des colons établis depuis plusieurs années n’arrivent pas à se faire délivrer leurs titres de propriété. Ils sont victimes de manoeuvres, plus ou moins légales, de la part de propriétaires et de concessionnaires fort bien en cours. Certaines de ces contestations de propriétés durent des années, ce qui n’est guère à l’avantage des colons, surtout lorsque ceux-ci finissent par se faire expulser sans pouvoir faire leurs récoltes. De telles affaires ont éclaté à maintes reprises; parmi les plus importantes se trouvent celles des colonies “La Popular” dans le Chaco, “Elia” et “Villa Elisa” dans l’Entre Ríos²⁾. Sans pouvoir discerner la part de responsabilités des parties en cause, il est indéniable que la répétition de ce genre d’affaires jette un doute sur la sécurité des colons.

Le but essentiel de l’effort du gouvernement, en ce début de siècle, porte sur la mise en valeur des Territoires de Patagonie et du Chaco qui n’enthousiasment guère les autorités helvétiques. Ainsi, le ministre de Suisse déconseille formellement de permettre à un certain A. Corminboeuf, de Bulle, de faire de la propagande pour le Chubut, territoire qui ne compte encore que 8500 habitants pour une superficie six fois plus importante que celle de la Suisse³⁾.

Durant cette période de haute conjoncture en Amérique, les caractéristiques de l’émigration suisse commencent à changer car les possibilités de départ des personnes employées dans les services augmentent. A un questionnaire de 1908 sur les possibilités d’émigration, la légation de Suisse à Buenos Aires répond:

1) *Idem*, rapport du ministre de Suisse, 17 septembre 1903.

2) Sur ces questions, cf. AF, E 2400/Buenos Aires, 3, rapports annuels de la légation de 1901 à 1907; AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 13 et 2300/Buenos Aires, 3, notamment le rapport du 18 décembre 1907 qui fait l’historique de l’affaire des colonies Villa Elisa et Elia.

3) AF, E 7175/11/8, rapport du 18 mars 1903.

“Nous recevions avec plaisir des instituteurs, ainsi que toutes personnes de service. A chaque instant, on demande à la légation soit des institutrices, soit des cuisinières, femmes de chambre suisses etc. qui sont fort appréciées et auraient de forts gages¹⁾.”

Cependant, à maintes reprises, le ministre de Suisse attire l'attention sur le coût de la vie à Buenos Aires, “une des villes du monde où la vie est le plus chère”. Bien que les prix des terrains soient également très élevés, il resterait encore des possibilités pour les agriculteurs et surtout pour les “vachers ou fromagers suisses très appréciés”.

Depuis 1905, l'immigration en provenance de Suisse reprend, mais moins fortement que pour d'autres nationalités. D'après le recensement argentin de 1914, les Suisses seraient au nombre de 14 345 dont 82,3 % regroupés dans la capitale et dans les provinces de Buenos Aires, Santa Fé et Entre Ríos²⁾.

Tableau 24:

Suisses en Argentine en 1914

		%
Province de Santa Fé	4 152	28,9
Ville de Buenos Aires	3 316	23,1
Province de Buenos Aires	3 034	21,2
Province d'Entre Ríos	1 309	9,1
Province de Córdoba	1 277	8,9
Province de Mendoza	263	1,8
Reste du pays	994	7
	14 345	100

Depuis 1900, les relations diplomatiques entre la Suisse et l'Argentine se développent. En 1902, la Confédération suisse ouvre de nouveaux vice-consulats à Concepción del Uruguay, Paraná et Corrientes; en revanche, elle supprime le poste de Concordia. En 1906, l'Argentine transforme ses consulats honoraires en vice-consulats. En plus du consulat général de Berne, l'Argentine dispose

1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 11, 4 mai 1908. Sur les possibilités de travail en Argentine, avant la Première Guerre mondiale, telles qu'elles sont présentées aux émigrants, voir *Petit guide de l'émigrant suisse dans la République argentine*. Édité par l'office fédéral d'émigration à Berne. Vevey (1910).

2) Zbinden, K.: *Die schweizerische Auswanderung nach Argentinien, Uruguay, Chile und Paraguay*. Affoltern a.A. 1931, pp. 208–209.

de vice-consulats à Genève, Lausanne, Bellinzone, Lugano, Neuchâtel et Soleure; elle en ouvre encore, en 1907, à Bâle et à St-Gall. En 1910, pour témoigner de son adhésion à la communauté nationale d'Argentine, la colonie suisse offre un monument à l'occasion du centenaire de la République, monument qui incarne plutôt les valeurs helvétiques, puisqu'il "symbolise la poésie du tir"¹⁾.

A la veille de la guerre, les sociétés helvétiques sont plus florissantes que jamais. Le ministre de Suisse en mentionne douze pour la ville de Buenos Aires ²⁾. Cependant, durant le conflit, les clivages helvétiques se feront fortement sentir au sein de la communauté suisse d'Argentine ³⁾.

1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 10.

2) AF, E 2400/Buenos Aires, 4, rapport pour l'année 1913.

3) *Idem*, rapport pour l'année 1915.

Chapitre 5: L'Uruguay

Bien qu'indépendante depuis 1828, la République Orientale de l'Uruguay connaît un développement lié à celui des Etats de la Plata; elle constitue de ce fait un pôle d'attraction relativement important pour l'émigration européenne. De 1800 à 1914, la population de l'Uruguay passe de quelque 30 000 habitants seulement à 1 200 000 habitants¹⁾.

I. Données quantitatives

De 1866 à 1920, les statistiques du port de Montevideo recensent l'arrivée de 636 000 immigrants pour l'Uruguay, soit plus de 11 500 personnes par année. Les périodes les plus importantes de cette immigration se situent entre 1867 et 1874, de 1884 à 1890 et de 1910 à la guerre; en revanche, le flux des arrivées diminue fortement de 1875 à 1878 ainsi qu'au début du XXe siècle. Toutefois, les retours au pays sont très nombreux, à tel point que de 1877 à 1920, l'Uruguay enregistre une émigration qui atteint globalement 69,5 % de l'immigration²⁾.

Le mouvement des Suisses vers l'Uruguay n'est perçu par les statistiques du port de Montevideo que depuis 1882 et par les statistiques fédérales depuis 1887. Les deux sources divergent considérablement:

Tableau 25:

Immigration suisse en Uruguay

	statistiques du port de Montevideo	en % de l'immigra- tion totale	retours en %	statistiques suissees
1882-1885	237	0,49	24,5	
1886-1890	349	0,38	63,6	
1891-1895	214	0,40	60,7	73
1896-1900	339	0,74	72,6	51
1901-1905				51
1906-1910				108
1911-1915				107

1) En 1889, la population de l'Uruguay est estimée à 650 000 habitants, dont 30 % d'étrangers.

2) Ferenczi et Willcox: *op.cit.*, I, pp. 566-567.

De 1882 à 1903, les 1315 immigrants suisses recensés représentent 0,5 % de l'immigration totale au port de Montevideo. Durant cette période, la proportion des retours atteint 58 % des arrivées ¹⁾. 42,6 % des émigrants recensés par la statistique suisse de 1887 à 1916 proviennent du Tessin, contre 37,7 % de ressortissants des cantons à majorité alémanique et 19,7 % des cantons francophones. Outre le Tessin, les cantons de Berne, Genève, Zurich, Neuchâtel, Appenzell, Vaud et St-Gall fournissent, chacun, plus de 5 % du contingent migratoire. Toutefois, seuls les cantons du Tessin et d'Appenzell ont une proportion d'émigrants pour l'Uruguay supérieure à 1 % de l'émigration outre-mer totale.

II. La colonie Nueva Helvecia: un cas exemplaire

L'histoire de l'émigration suisse en Uruguay commence dans les années 1850, lorsque les premiers colons, en route pour les établissements de Santa Fé et d'Entre Ríos, débarquent à Montevideo. Certains d'entre eux acceptent les propositions des propriétaires de la région et rompent leur contrat primitif avec les promoteurs des colonies argentines ²⁾.

Dès 1858, à l'instar des Etats de la Plata, le gouvernement de la République Orientale envisage de pratiquer une politique de colonisation. Des relations consulaires, parallèles à celles de l'Etat de Buenos Aires, sont échangées avec la Suisse et, d'emblée, en 1858, le consul accrédité à Berne propose à la Confédération "de faciliter le transport de 20 000 personnes dans les Etats de la Plata". De telles offres, ne correspondant pas à la pratique fédérale de non-intervention, sont évidemment refusées ³⁾. Cependant, les terres de la Plata intéressent de plus en plus les émigrants et surtout les hommes d'affaires.

En 1861, la banque bâloise Sigrist et Fender, concurrente de la maison Beck & Herzog, achète des terres dans la région de Rosario (Uruguay) et, en y joignant d'autres terrains acquis en 1858 par le Jurassien Cunier, fonde la colonie Nueva Helvecia. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, cet établissement connaîtra de nombreuses péripéties. Après les difficultés du début, il sera considéré comme un véritable modèle de la colonisation helvétique; ce

1) Durant cette période, de 1882 à 1903, la proportion des retours de ressortissants suisses est donc quelque peu inférieure à la proportion moyenne de l'ensemble des retours (64,7 %).

2) De façon générale, sur l'émigration suisse en Uruguay, cf. Zbinden: *op.cit.*

3) RG, 1858, p. 213.

sera, tout au moins, la colonie la plus étudiée¹⁾, déjà par les colons eux-mêmes, puis par le Conseil fédéral, par les diplomates et consuls suisses en poste à Buenos Aires et à Montevideo, enfin par les historiens et par les géographes. Il vaut donc la peine de dépasser le caractère narratif de l'implantation des Suisses pour esquisser une analyse sociologique de l'établissement.

A. La propagande

La propagande intensive de la maison Sigrist et Fender mérite un regard critique. Pour attirer les émigrants, les promoteurs de l'établissement publient une brochure, rééditée et revue à plusieurs reprises²⁾. Ces textes destinés à susciter l'émigration, accessoirement à renseigner les émigrants, constituent d'excellents témoignages sur l'idéologie des milieux d'affaires intéressés au développement de l'émigration. En fait, cette idéologie repose sur un certain nombre de thèmes simplistes, exposés souvent de façon caricaturale. En premier lieu, l'Uruguay est une terre bénie, capable de fournir au colon suisse tout ce dont il a besoin: un climat tempéré, un terrain facile à cultiver et surtout la possibilité de vivre avec des compatriotes d'origine suisse et allemande. Des descriptions de voyage aident le propagandiste dans son apologie:

“L'Uruguay est un des pays que la nature semble avoir comblé de bénédictions³⁾.”

Cette terre bénie, qui pourrait facilement nourrir 20 millions d'habitants au lieu des 250 000 de 1860, est promise à ceux qui sauront la travailler, car les habitants de l'Uruguay:

- 1) Sur Nueva Helvecia, sa fondation et son développement, cf. Wirth, J.C.: *Historia de colonia suiza*. Nueva Helvecia 1962. Häberli, J.: *Die schweizerkolonie Neu Helvetia in Uruguay*. Buenos Aires 1911. Annaheim, H.: *Die Kolonie Nueva Helvecia in Uruguay*, in *Regio basiliensis*, 1967, VIII/1, pp. 27–76. Zbinden: *op.cit.*, pp. 120–129. Karrer: *op.cit.*, pp. 70–71, ainsi que FF, 1865, I, *Rapport du consul suisse à Montevideo sur la colonie Nouvelle-Helvetia*, du 20 décembre 1864, pp. 225–234 et FF, 1868, III, *Rapport sur la colonie Neu Helvetia dans la république d'Uruguay* . . . , pp. 379–406.
- 2) *Renseignements sur les colonies agricoles suisses en Uruguay*. Bâle 1861. *Nouveaux rapports sur les colonies agricoles suisses en Uruguay entreprises par Guillaume Fender à Bâle de concert avec plusieurs négociants, ingénieurs et économistes suisses établis en Uruguay*. s.l.n.d. Ces brochures existent également en langue allemande (*Berichte* . . . , *Neuere Berichte* . . . , *Neueste Berichte* . . .).
- 3) *Nouveaux rapports* . . . , p. 5.

“... d'origine espagnole, se distinguent par leur paresse et leur insouciance, de sorte que l'émigrant suisse peut bien plus facilement faire son chemin dans cette dernière contrée que dans l'Amérique du Nord ¹⁾.”

Enfin, l'Uruguay est le pays du monde qui convient le mieux à l'émigration suisse et allemande. En effet, le voyage coûte moins que pour l'Argentine, pas plus que pour le Middle West; de plus, les terrains du Canada sont très difficiles à mettre en valeur; les émigrants partis pour l'Australie, le Brésil et l'Algérie ont fait de bien tristes expériences et la guerre civile ravage les Etats-Unis. L'auteur des *Renseignements* et des *Nouveaux rapports sur les colonies agricoles suisses* en Uruguay est animé d'un sentiment violemment hostile aux Etats-Unis:

“L'Américain du Nord regarde comme un droit acquis l'art de tricher ses semblables, de sorte que dans les Etats-Unis, les émigrants sont exposés à toute espèce de tromperie et de fraude qui y sont, ainsi que le droit du plus fort, à l'ordre du jour ²⁾.”

Ou encore, citant une lettre d'émigrant:

“Il n'y a pas l'ombre de droit et de justice dans ce pays de Yankees, souillé de sang où tout est pourri ³⁾.”

Face à des conditions d'accueil aussi détestables, faut-il émigrer? Il existe, certes, des conceptions nationalistes et protectionnistes estimant qu'il reste encore beaucoup à faire sur le sol helvétique. Mais, ce sont des “agriculteurs théoriques” seulement qui peuvent se nourrir du maigre produit “de nos hauteurs suisses”, alors que le sol de la Plata est infiniment plus rentable. Au reste, s'inspirant d'une pensée d'origine socialiste, le promoteur capitaliste considère que le pauvre n'a pas de patrie:

“Le pauvre a-t-il une patrie? Notre réponse sera: non. L'artisan du village ou l'ouvrier, qui n'est pas précisément pauvre, mais peu aisé, et qui a, en revanche, deux bons bras capables de travailler, a à peine une patrie. Par le manque toujours croissant d'habitations, chassé du fond de l'Emmental, d'une vallée de l'Oberland, et dans les villes, d'un quartier reculé dans un autre encore plus reculé, ne pouvant jamais parvenir à nommer “sien” une parcelle du sol de la patrie, reconnaissant à peine le lieu de sa naissance, qui laisse d'ordinaire de si doux souvenirs dans le coeur de l'homme, l'idée

1) *Idem*, p. 2.

2) *Renseignements* . . . , p. 3.

3) *Nouveaux rapports* . . . , p. 42.

de patrie n'aura plus le même charme pour lui qu'elle exerce encore sur le bourgeois ou le paysan tranquille, assis au foyer domestique et dont l'existence se mêle à tout ce qui l'entoure . . . Il en est de même, au point de vue économique, du fils d'un paysan plus ou moins riche, ayant de nombreux frères et soeurs. A la mort du père, la ferme devient la propriété de l'un des fils (dans beaucoup de cantons de la Suisse, elle passe au plus jeune)¹⁾."

L'éventuelle somme d'argent reçue en héritage ne suffit pas à l'achat d'un terrain et le jeune agriculteur en est réduit au rôle de domestique de campagne chez son propre frère "et souvent à être regardé de travers par une méchante et jalouse belle-soeur, dans la maison que, jusqu'alors, il considérait avec une juste fierté comme son chez soi". Ainsi, à partir d'une analyse sociologique assez pertinente et très suggestive, le propagandiste cherche à éveiller la conscience du prolétaire mais, par un tableau idyllique de la colonisation en Uruguay, il ne lui donne que la possibilité d'aller se faire exploiter de l'autre côté de l'océan.

Qu'en est-il des conditions offertes aux colons? Le prix du terrain de Nueva Helvecia est fixé à 1000 francs par lot de 40 arpents, soit à 69 francs 50 l'hectare pour un terrain d'un peu moins de 15 hectares. Ce prix est considéré par l'agence bâloise comme six fois moins élevé que le prix moyen aux Etats-Unis et deux à trois fois moins élevé que le prix suisse. L'administration de la colonie ne pense pas qu'aux immigrants; elle encourage également les spéculateurs à s'intéresser à l'affaire. En effet, la moitié des 200 lots de 40 arpents sera cédée à des agriculteurs et l'autre moitié à des capitalistes qui pourront ensuite les revendre — à quel prix? — aux colons lorsque ceux-ci auront économisé quelque argent, à moins, bien sûr, que dans l'intervalle les capitalistes ne soient parvenus à racheter à bas prix le terrain des colons dans l'embarras. Les terrains cédés aux spéculateurs pourront également être loués à des taux usuraires, mais habituels dans ces circonstances, de 8 à 15 % et même plus. Dans sa vision capitaliste, très caractéristique des entreprises de colonisation américaine de l'époque, la banque bâloise a tout prévu:

"Les deux parties trouvent leur profit à cet arrangement: 1. Le capitaliste qui place son argent à un haut intérêt et aussi sûrement que possible et après l'échéance du bail, soit après 5 ou 6 ans, le colon lui rend cultivé et bonifié le terrain qui lui avait été loué inculte. Le capitaliste peut alors louer de nouveau son terrain et cette fois facilement à 25 francs par arpent, de sorte qu'il retire après 5-6 ans un intérêt égal au capital de placement ou 100 % de son argent . . .

1) *Renseignements . . .*, pp. 16-17.

2. Il est très avantageux pour le colon de trouver à un loyer relativement aussi bas que 5 francs, du terrain qu'il peut faire produire 100—120 francs par arpent, d'autant plus que ce produit lui appartient en entier et qu'il n'a pas besoin, comme au Brésil et à Santa Fé, de céder la moitié de sa récolte à son propriétaire. Si donc le colon est actif, intelligent et sobre, en peu d'années, il aura assez épargné pour acheter des terres de son propre argent¹⁾."

L'entrepreneur, qui entend fonder une véritable collectivité suisse et allemande, se propose de céder 20 lots de terrain en vue d'édifier une école, une église et une commune²⁾. La propagande de Sigrist et Fender n'en reste d'ailleurs pas à de vagues considérations sur l'Uruguay et sur le phénomène migratoire; elle présente un budget des frais d'établissements, estimés à 3500 francs pour une famille de trois personnes, y compris le voyage, les outils, l'acquisition d'une parcelle de terrain et l'entretien de la famille jusqu'à la première récolte. Estimant probablement qu'un tel budget n'est pas suffisamment attractif pour le prolétaire suisse, l'auteur de la brochure le revise profondément pour la deuxième édition. Ne comptant plus les frais de voyage, ni les vivres nécessaires jusqu'à la première récolte, ni les dépenses occasionnées par le présence d'une femme et d'un enfant, l'établissement ne coûte plus que 2000 francs et, curieusement, le colon parvient désormais à cultiver, lors de sa première année de séjour, les trois quarts de son terrain au lieu de la moitié, ce qui lui rapporte 3900 francs. A un tel rythme, il devrait se procurer rapidement toute la colonie! Quant aux familles sans argent, en gagnant de 3 à 6 francs par journée de travail, elles devraient parvenir à s'acheter du terrain au terme de la première année passée en Uruguay. Pour compléter sa propagande, la maison bâloise achève la deuxième édition de son ouvrage par la publication de lettres de colons, procédé désormais classique.

B. La réalité

"Les brochures répandues, à profusion, en diverses langues, ne tardèrent pas à attirer l'attention générale des personnes qui avaient l'intention d'émigrer... A dater de cette époque (1861) jusqu'en été 1863, il est arrivé successivement 144 colons consistant en 97 familles et 47 individus qui, en y ajoutant les employés et domestiques, comptaient plus de 600 personnes³⁾."

1) *Nouveaux rapports* . . . , p. 22.

2) En fait, l'agence ne cédera guère que quatre lots. Voir FF, 1868, III, *Rapport sur la colonie Neu Helvetia dans la république d'Uruguay*, p. 390.

3) *Idem*, pp. 380—382.

Le recensement du 20 décembre 1864 dénombre, en effet, 143 colons et 600 personnes¹⁾. En comparant ce recensement avec ceux de 1868²⁾ et de 1889³⁾, on peut connaître l'évolution de l'origine des colons.

Tableau 26:

Origine des habitants de Nueva Helvecia

	1864	1868	1889
Berne	98	91	268
St-Gall	75	65	134
Lucerne	74	70	228
Argovie	50	54	119
Thurgovie	34	29	57
Tessin	31	26	95
Valais	30	18	32
Appenzell	27	24	98
Bâle	12	6	12
Vaud	11	10	46
Unterwald	11	6	19
Autres cantons	26	26	146
Suisses	479	425	1254
Etrangers	121	120	
Total	600	545	

Les habitants de Nueva Helvecia ne sont donc pas tous d'origine suisse; les étrangers — Allemands, Tyroliens et Alsaciens — atteignent la proportion de 20,1 % en 1864 et de 22 % en 1868. Parmi les ressortissants suisses, les

1) AF, E 2/2138. Ce recensement indique le nom, le prénom du colon, son état civil, sa profession, sa confession, sa date de naissance, sa date d'arrivée à la colonie, le numéro de son lot de terre, le nombre de chevaux et de bovins qu'il possède et la surface qu'il cultive en froment, maïs et légumes, ainsi que le nom et l'âge des membres de sa famille et des personnes qui l'accompagnent.

2) FF, 1868, III, pp. 399–406 et AF, E 2/2138, recensement du 15 avril 1868. Ce recensement indique nom et prénom du colon, profession, état civil, religion, nombre des membres de la famille, nombre de domestiques, surface de la propriété, surface cultivée en froment, maïs et pommes de terre, récolte de 1868, prix de vente de la récolte de 1867, nombre de têtes de bétail. Ce recensement indique même si le colon est satisfait de son sort.

3) Zbinden: *op.cit.*, p. 126.

Alémaniques sont nettement les plus nombreux et, tout au long du siècle, ils représentent les deux tiers de la colonie, 83 à 86 % des Suisses. En 1864, la colonie comprend 55,2 % d'hommes et 44,8 % de femmes; les catholiques sont 54,3 % et les protestants 45,7 %.

Si l'on examine l'évolution de la propriété, on constate que la proportion des échecs à Nueva Helvecia s'est, d'emblée, avérée très importante. Pour 143 colons recensés en 1864, au moins 91 tentatives d'installation ont été infructueuses¹⁾. De ces 91 immigrants malchanceux, 17, au moins, étaient arrivés avec leurs femmes dont 9 avec des enfants. C'est cependant la comparaison entre les recensements de 1864 et de 1868 qui est la plus significative. En effet, sur 143 colons établis à la fin de 1864, 83 seulement (58 %) parviennent à conserver leurs terres jusqu'en 1868. De ce fait, sur 234 tentatives d'installation de colons effectuées avant la fin de l'année 1864, 83 seulement ont réussi, soit 35,5 %. Ce résultat paraît fort éloigné des promesses mirobolantes de l'agence Sigrist et Fender.

Il est certain qu'entre 1862 et 1868, l'établissement de la colonie s'est déroulée dans des conditions très difficiles — sécheresse, troubles politiques avec participation de certains colons, insuffisante préparation de beaucoup d'émigrants non-agriculteurs — cependant, la cause principale de la crise de l'entreprise, qui aboutit à la faillite de la maison Sigrist et Fender²⁾, semble résider dans la spéculation inhabile des promoteurs. En effet, pour entrer en possession d'un terrain, beaucoup de colons durent consentir de lourdes dettes à des taux d'intérêt nettement excessifs.

“La Direction se procurait les fonds nécessaires à l'achat des marchandises, au moyen de lettres de change sur *Sigrist* et *Fender*, et l'émission en devenant plus difficile, elle prit à crédit chez diverses maisons de commerce. Les comptes de ce qui était dû par les colons étaient bouclés de temps à autre et l'inventaire en était envoyé à Bâle. Naturellement, avec les gros intérêts qui y étaient portés, on conçoit que cet inventaire fût brillant. Le plus considéré auprès de la Direction était celui qui recourait le plus largement à son établissement de crédit. Il était pareillement avéré qu'il s'en trouvait qui, sachant d'avance ne jamais vouloir payer, profitaient assidument de l'occasion . . . Lorsque l'entreprise de M. Fender commença à mal tourner, il congédia le premier Directeur, M. Schmidt, et envoya son beau-frère, M. Munsch de Mulhouse, avec des pouvoirs suffisants, mais sans ce qui était nécessaire, de l'argent. Déjà sous la menace d'exécution, il ne

1) Le recensement de 1864 indique le nom, le prénom et le lieu d'origine de ces colons malchanceux et donne quelques remarques.

2) Cf. AF, E 2/2138.

pût prévenir la chute qu'en hypothéquant aux créanciers tout le territoire de la colonie pour la dette d'environ 40 000 dollars. Par suite de la faillite Sigrist et Fender à Bâle, les prétentions passèrent aux créanciers de Bâle lesquels se firent représenter par M. Zäslin qui chercha à liquider, mais ne tarda pas à être dispensé de son travail par le contrat passé entre M. Schmidt et les créanciers bâlois. Les créanciers de Montevideo sont entrés en possession de la colonie à la place de M. Schmidt, mutation à l'occasion de laquelle il a été fait d'équitables concessions aux colons ¹⁾."

En fait, ce sont surtout les familles d'agriculteurs relativement nombreuses qui réussissent à conserver leur terrain. Sans être très fortunés, les 58 % de colons qui se maintiennent à Nueva Helvecia sont, dès le départ, un peu plus aisés que la moyenne puisqu'en 1864, ils cultivent déjà 66,8 % de la terre et possèdent 65,3 % du bétail. En 1868, la colonie ne compte que 106 colons, dont la plus grande partie possède entre 14 et 36 hectares de terrain; les 9 plus grands propriétaires (8,5 %) possèdent le tiers des terres et près du quart du bétail, alors que 19 colons ne possèdent pratiquement rien.

Tableau 27:

Propriété du sol à Nueva Helvecia, en 1868

Propriété en hectares ²⁾	Nombre de colons	Colons en %	% de la surface totale
0	9	8,5	—
moins de 14	10	9,4	1,6
de 14 à 36	61	57,6	42,4
de 36 à 73	17	16	22,7
plus de 73	9	8,5	33,3

Lors du recensement de 1868, 87 colons sur 106 (82,1 %) se déclarent satisfaits de leur sort. En plus des 19 familles de colons pauvres, la colonie compte 26 domestiques et 30 autres personnes qui ne possèdent rien; parmi ces dernières, certaines étaient encore propriétaires en 1864. De ce fait, sur les 545 personnes de la colonie, 101 (18,5 %) ne possèdent quasiment rien. Cependant, la colonie, réorganisée sur de nouvelles bases, dans le sens d'une communauté helvétique, va devenir prospère ³⁾. En 1876, Nueva Helvetica

1) FF, 1868, III, pp. 390–392.

2) Les surfaces sont calculées en cuadras. 1 cuadra² = 7380 m².

3) FF, 1868, III, pp. 393–398 et Wirth: *op.cit.*

compterait déjà 1300 habitants et 11 000 animaux domestiques¹⁾. La propriété et sa répartition entre les colons évolue considérablement.

Tableau 28:

Evolution de l'utilisation et de la répartition du sol à Nueva Helvecia

	hectares en exploit- ation	nombre de colons	nombre d'hectares par colon
1868	3 365	106	31,7
1889	11 047	218	50,7

Le recensement de 1889 indique la répartition des propriétés entre les ressortissants des divers cantons.

Tableau 29:

Répartition de la propriété de Nueva Helvecia par origine cantonale, en 1889

	en ha par individu	en ha par famille
Neuchâtel	31,3	225
Thurgovie	21,5	122,3
Tessin	14,5	81
Schaffhouse	11,5	65,3
Bâle	9,8	118
Berne	9	58,7
Grisons	8,3	94,3
St-Gall	8,3	38,4
Zurich	7,7	33,5
Argovie	7,6	36
Soleure	6,7	44
Unterwald	5,4	51,5
Valais	4,8	25,8
Lucerne	4,6	26
Appenzell	4,2	20,4
Vaud	3,8	34,8

1) Karrer: *op.cit.*, p. 71.

Ainsi, les 36 familles venant de Neuchâtel, Thurgovie, Tessin, Schaffhouse et Bâle, qui ne représentent que 16,5 % des familles suisses de la colonie ou 17,3 % des individus, possèdent 36,6 % des terres. A l'autre bout de l'échelle, 71 familles vaudoises, appenzelloises, lucernoises et valaisannes (32,6 % des familles; 32,2 % des individus) ne possèdent que 16,1 % des terres.

Dès 1880, en dépit de l'augmentation de surface de leurs exploitations, les colons se plaignent d'être quelque peu à l'étroit ¹⁾. De plus, les communications avec Montevideo sont mauvaises et l'écoulement des produits se fait parfois dans des conditions défavorables ²⁾. La configuration du terrain gêne l'extension des exploitations et empêche une trop forte concentration des terres dans les mains d'une minorité, comme à Santa Fé. Aussi, ce coin de terre a-t-il "un aspect général rappelant certaines parties de la Suisse, notamment le pays de Porrentruy". C'est du moins l'impression du ministre de Suisse à Buenos Aires, Emile Rodé, en visite à Nueva Helvecia en 1892:

"Au sommet de presque chaque petit monticule, une ferme entourée d'un jardin bien soigné et bien enclos et des bouquets de puissants eucalyptus; sur le flanc du coteau, une vigne plus ou moins grande suivant les moyens du colon; par-ci, par-là, un champ de blé, quelques plans de tabac et puis des prairies remplies de beau bétail, entourées d'un treillis de pieux et de fil de fer. Quand on entre chez les vieux colons, on croirait voir une maison suisse; la distribution intérieure rappelle absolument les habitations de nos paysans. Mais les constructions nouvelles se rapprochent du type commun aux pays des bords de la Plata, type plus vaste, plus commode et plus avantageux à bien des égards . . .

Sauf quelques-uns qui ont réussi à acheter les concessions de leurs voisins et à s'arrondir ainsi dans une proportion notable, ils font donc de la petite culture, de l'élevage en petit et surtout de la laiterie (Milchwirtschaft) du beurre et du fromage. A peu près tout le bon beurre et le bon fromage qui se consomment à Montevideo provient de la colonie. Il y a quelques années encore que l'agriculture (le blé surtout) rendait beaucoup; mais depuis lors cela s'est modifié. Dans l'Uruguay comme dans l'Argentine, on a introduit la culture des céréales en grand — système américain du Nord — et les petits colons ont été étouffés par la concurrence.

La colonie de Nueva Helvecia ne travaille donc pas, comme ses puissantes soeurs de Santa Fé, pour l'exportation et ses produits se vendent dans le pays. Il en résulte qu'elle a eu plus à souffrir de la crise que les autres, la consommation à l'intérieur se réduisant tout naturellement en proportion des ressources dont le pays dispose. Malgré cela, j'ai eu le sentiment que *tous nos colons* se trouvaient dans une situation aisée et même prospère. La plus grande partie d'entre eux ne doivent plus rien sur leurs terres, et

1) AF, E 2400/Montevideo, 1, rapport du consul du 27 avril 1883.

2) *Idem*, rapport du 12 mai 1885.

comme ils prennent soin de les cultiver en bons pères de famille, celles-ci n'ont fait que gagner en valeur. Je ne crois pas qu'on puisse en dire autant des terres de Santa Fé et de la province de Buenos Aires que l'on exploite à outrance pour s'enrichir dans le plus court espace de temps possible. La colonie jouit d'une des meilleures situations de l'Uruguay; aussi serait-elle, j'en ai la conviction, la plus riche et la plus puissante de toutes nos colonies de l'estuaire de la Plata, si elle n'avait pas été établie dans des proportions trop modestes¹⁾."

Comme les Suisses d'Argentine, les colons de Nueva Helvecia cultivent amoureusement le souvenir de la patrie:

"Au centre de la colonie, s'élève une jolie église dont le clocher a été copié d'un modèle suisse. Un jeune pasteur zuricois y prêche à ses ouailles non seulement la religion du Christ, mais encore l'amour de la patrie absente. Les enfants sont envoyés dans deux écoles, l'une particulière avec deux maîtres et plus de quatre-vingt élèves, l'autre gouvernementale. Dans la première, l'enseignement se donne exclusivement en langue allemande; dans la seconde, tenue par un instituteur prussien, on enseigne un jour sur six en allemand. C'est une concession des autorités qu'à ma connaissance nos colons n'ont obtenue nulle part ailleurs. Il y a à Nueva Helvecia une société de tir très florissante, une fanfare et une petite société de chant; notre vice-consul espère qu'on pourra parvenir à y créer une société de gymnastique²⁾."

En 1898, un chemin de fer relie enfin la colonie à Montevideo; l'écoulement des produits en est dès lors facilité. Cependant, avec la crise des années 1890, beaucoup de petits colons et de jeunes gens doivent quitter la colonie pour aller gagner leur vie ailleurs. A l'intérieur de la collectivité, les clivages sociaux se renforcent:

"Mais précisément par cette sélection qui élimine les moins fortunés, tous nos compatriotes de Nueva Helvecia sont dans l'aisance et plusieurs sont réellement riches³⁾."

Au début du XXe siècle, la concentration de la propriété semble augmenter fortement. D'après le registre d'imposition de l'année 1909, le territoire de la colonie serait au moins quatre fois plus grand qu'à l'origine⁴⁾. Désormais, de nombreux colons possèdent également des terres dans les régions voisines et,

1) AF, E 2300/Buenos Aires, 1, rapport du ministre de Suisse, 2 mai 1892.

2) *Ibid.*

3) AF, E 2001/1051, rapport du ministre de Suisse, 7 décembre 1899.

4) Häberli: *op.cit.*, p. 32.

parmi eux, on en compte au moins 21 qui possèdent plus de 250 hectares, soit ensemble 11 185 hectares, 2,5 fois plus que tout le territoire en exploitation à Nueva Helvecia en 1868 et 6,6 fois plus que la propriété des 21 colons les plus riches de cette époque. Pourtant, cette réussite de quelques-uns s'est faite au détriment de beaucoup d'autres.

En 1908, la colonie compte 633 familles et 3717 habitants, dont une très forte majorité professe la religion catholique et parle la langue allemande¹⁾.

III. L'évolution de l'émigration et de la colonisation suisses (1864—1914)

Après la période de folie colonisatrice, de 1855 à 1864, les pays du Rio de la Plata, l'Uruguay en particulier, entrent dans une période de troubles intérieurs et de complications internationales: difficultés avec le Brésil, participation à la guerre contre le Paraguay²⁾. Ces conflits causent des difficultés aux ressortissants européens et, en 1864, des Suisses habitant Paysandú réclament une indemnité pour des pertes subies lors du bombardement de la ville par le Brésil³⁾. Le 7 janvier 1865, 206 Suisses résidant à Montevideo adressent une pétition au consul de Suisse pour lui demander de participer à un appel aux belligérants:

“... nous bornant à vous demander d'écarter de nous la mort et la ruine qui menacent nous, nos femmes et nos enfants⁴⁾.”

Le nombre des signataires de cette pétition révèle l'importance de l'établissement suisse à Montevideo. Dans l'ensemble du pays, le nombre des Suisses doit dépasser le millier.

En 1869, Robert Kissling, ancien consul de Suisse à Montevideo et ancien directeur de la colonie Nueva Helvecia, entreprend de fonder une Nouvelle-Berne. Le terrain prévu à cet effet devrait être divisé en quatre ou cinq groupes de 30 familles⁵⁾. Cependant, le projet n'aboutit pas. En fait, la situa-

1) *Ibid.*

2) Voir AF, E 2/2162, rapports du consulat de Suisse à Buenos Aires.

3) RG, 1865, p. 198 et 1866, p. 217.

4) AF, E 2200/Montevideo, 1, pétition du 7 janvier 1865.

5) Cf. la brochure publiée par Kissling, R.: *Ueber Colonisation in Uruguay und Anlage einer Berner-Colonie*. Bern, s.d. Voir également Zbinden: *op.cit.*, pp. 129—131.

tion intérieure de l'Uruguay est très instable; le pays est déchiré par les luttes politiques et par les révolutions, ce qui ne favorise guère les projets de colonisation. Pourtant, l'immigration des Suisses continue, mais elle s'installe principalement à Montevideo et à Nueva Helvecia. Dans la décennie 1870–1880, l'Uruguay connaît une forte crise économique:

“C’est surtout du Canton du Valais que sont arrivés ces derniers temps le plus d’émigrants.

La crise qui a sévi non seulement sur notre place, mais à peu près dans tout le Plata, a rendu plus réservés les dispensateurs d’emplois, et il a été parfois difficile aux nouveaux venus de trouver de suite un travail convenable ¹⁾.”

La situation s’améliore au début des années 1880 et l’Uruguay entreprend une politique d’ouverture en vue de favoriser l’immigration. En 1882, le consul de l’Uruguay à Genève fait des propositions non désintéressées à son homologue suisse à Montevideo. Le gouvernement uruguayen serait disposé à fonder une nouvelle colonie suisse ²⁾. En 1885, la Suisse ouvre un vice-consulat à Paysandú et, en 1889, un autre à Nueva Helvecia.

A cette époque, les sociétés suisses sont déjà nombreuses en Uruguay. En 1883, le consul mentionne l’existence d’un Club suisse, d’environ 70 membres, de sociétés de secours mutuels à Montevideo, Paysandú et Nueva Helvecia, d’une caisse suisse de bienfaisance, de la “Società patriottica Liberale Ticinese” et d’une société de chant à Nueva Helvecia, soit, au total, 11 sociétés suisses ³⁾. En 1883, la Société suisse de secours mutuels de Montevideo, fondée en 1869, compte 160 membres dont 125 Tessinois (78,1 %) 21 Alémaniques (13,1 %) et 14 Romands (8,8 %) ⁴⁾. Cette composition ne change guère dans les années suivantes puisqu’en 1901, les Tessinois sont 112 sur 140 (80 %) ⁵⁾.

1) FF, 1874, II, *Rapport du consul suisse à Montevideo (M. Conrad Menet, de Gais, Appenzell) pour l’année 1873*, du 9 juin 1874, p. 597.

2) AF, E 2/2138, lettre du consul de Suisse à Montevideo, 25 août 1882. A la lettre officielle, du 19 juillet 1882, adressée au consul de Suisse à Montevideo par le consul de l’Uruguay à Genève, le consul de l’Uruguay joint une lettre particulière avec ces mots: “Maintenant, d’augure à augure, y a-t-il là moyen, pour chacun de nous, et entre nous soit dit, à gagner 10 000 piastres.”

3) AF, E 2/2237, rapport du 12 mai 1883.

4) Idem, *Sociedad suiza de Secorros Mútuos en Montevideo*, relación anual, el día 23 de diciembre 1883.

5) AF, E 2001/2044, memoria anual de 1901.

Comme pour l'Argentine, la décennie 1880 à 1890 est une période prospère pour l'Uruguay et, en 1889, le consul de Suisse à Montevideo, gagné à la cause gouvernementale, n'hésite plus à plaider en faveur de l'immigration. Dans un exposé présenté au ministre uruguayen de l'agriculture, le consul souligne l'intérêt économique du développement des échanges de population entre les deux pays:

"A mesure que l'Uruguay se peuplera, qu'avec sa population s'accroîtront ses capitaux, sa puissance de consommation augmentera; et il n'est pas téméraire d'affirmer qu'avant bien des années, ce pays constituera pour l'industrie un vaste marché; c'est à la Suisse de s'y créer une bonne situation, et le moyen le plus pratique est d'y envoyer de bons colons, laborieux agriculteurs qui, contribuant à l'accroissement de la production agricole, pourront amener la consolidation et l'agrandissement d'un important débouché pour l'industrie suisse ¹⁾."

S'exprimant sur la fondation d'une nouvelle colonie suisse désirée par l'Uruguay, le consul de Suisse, Victor Rappaz, insiste sur la nécessité d'installer dans cette colonie des services qui sont réellement ceux d'une ville européenne moderne:

"Elle doit contenir: a) une ou plusieurs stations de chemin de fer, suivant sa configuration et son étendue; b) un dépôt postal; c) une ou plusieurs écoles; d) avoir un médecin-chirurgien avec sa pharmacie; e) un commissariat de police et un juge de paix officier de l'état civil; f) un prêtre et sa chapelle; g) un dépôt général (almacén) de tous vivres, objets, articles et outils nécessaires à la Colonie."

La colonie doit également disposer de forgerons, menuisiers, charrons, cordonniers et d'une station d'essais agricoles "avec ses pépinières dirigées par un agronome compétent". Le consul insiste encore sur la nécessité de protéger le colon en prohibant complètement la vente de l'alcool "sauf ordonnance médicale" et en surveillant "la pulperie", c'est-à-dire le petit commerce qui "ne se gêne guère pour pousser à la consommation". L'argumentation du consul Rappaz est très significative des besoins d'une colonie développée, à la fin du XIXe siècle. Elle repose sur l'idée que tout colon doit devenir propriétaire dans un laps de temps plus ou moins court. Pour atteindre ce but et pour que la colonie soit utile à l'Etat:

"... j'estime que le gouvernement est non seulement apte à appeler une bonne immigration agricole, mais encore qu'il est dans le droit de la choisir

1) AF, E 7175/4/6, Exposé de M. le Dr Rappaz, consul suisse à Montevideo sur l'immigration agricole et la colonisation dans la République de l'Uruguay. 1889.

et peut pratiquer une sélection d'entre les meilleurs immigrants. Dans de telles conditions, il est de son droit, et j'ose même dire de son devoir, d'imposer aux colons telles clauses garantissant au pays des colonies agricoles prospères, exploitées et habitées par d'honnêtes, robustes et intelligents travailleurs, qui, par leur conduite et leur labeur, compensent largement les sacrifices que le pays veut s'imposer pour l'immigration, et qui enfin répondent au but noble et patriotique que le gouvernement se propose . . .

S'agissant d'un émigrant suisse, il doit posséder une instruction primaire suffisante, savoir bien lire, écrire et calculer (on peut obtenir tous ces renseignements par son livret militaire, s'il est âgé de plus de vingt ans). Il est désirable qu'il soit marié; dans ce cas, il doit venir avec sa famille; ne pas le recevoir trop âgé (50 ans) à moins, dans ce cas, qu'il accompagne ses enfants ou sa famille. Etant donné une famille d'agriculteurs, la femme et les filles doivent connaître et pratiquer, outre la cuisine et les soins intérieurs de ménage, tous les petits travaux agricoles, le jardinage, l'élevage de la volaille, la fabrication de beurre, etc."

Rappaz considère que chaque exploitation doit être individuelle et avoir une surface d'au moins 100 cuadras (74 hectares). Le consul donne enfin des conseils pour attirer l'émigration agricole suisse en Uruguay. Il faut développer une propagande dans "les petits journaux locaux, ceux qui pénètrent tous les jours chez le paysan, dans la ferme, dans l'école", lutter contre les nombreux préjugés qui existent en Europe sur l'Amérique latine, montrer que l'Uruguay est sortie de la période des troubles, créer un centre de renseignements:

"Je conseillerai d'appeler des colons suisses originaires des cantons français et italiens; non parce qu'il faille omettre ou rejeter ceux de la Suisse allemande. Mais les similitudes de langues, pour la majeure partie de religion catholique, faciliteraient mieux l'identification avec le pays. Je dois aussi ajouter que la culture de la vigne est plutôt le fait de ceux que je préfère . . . Agir sur les frontières, car le Piémont, la Savoie, l'Alsace-Lorraine peuvent donner d'excellents immigrants . . .

Ce qu'il faut, ce sont des colonies peuplées de familles qui feront souche, se fixeront au sol et le féconderont et, en fait d'exploitation agricole, que chaque colon fasse de sa "chacra" une véritable ferme envisagée d'abord au point de vue général, qu'il produise d'abord pour la consommation de la colonie et bénéficie du surplus de sa production qui sera déterminée par la demande."

Pour faire connaître l'Uruguay, Rappaz publie une brochure dans un style descriptif et technique fort différent de la littérature lyrique des débuts de la propagande migratoire ¹⁾. De l'avis du consul suisse, la propagande de la Ré-

¹⁾ Rappaz, V.: *L'Uruguay*, monographie. Berne 1889.

publique d'Uruguay n'est pas à comparer avec celle des autres pays d'Amérique latine qui entretiennent

“... de ces agences interlopes, sans garantie d'aucune espèce, qui, sans avoir accompli les formalités de nos lois sur la matière, se livrent à de coupables réclames, exposant de gaîté de coeur, des milliers de pauvres émigrants à l'exploitation et à la misère¹⁾.”

Le consul conseille à tout émigrant de ne partir qu'à bon escient, muni d'un petit capital, en suivant les conseils du Bureau fédéral d'émigration.

Cependant, dès 1890, l'Uruguay est plongée dans la crise qui affecte violemment l'Argentine. L'immigration, qui avait retrouvé des chiffres comparables à ceux de la période antérieure à 1870, s'effondre à nouveau. Entre 1891 et 1895, la proportion des retours monte à 87,1 % de l'immigration.

En 1890, l'Uruguay adopte une loi sur l'immigration qui introduit des mesures restrictives; les malades, les mendiants, les sexagénaires seuls (les quinquagénaires à partir de 1894), les infirmes, de même que les asiatiques, les africains et les “individus désignés sous le nom de bohémiens” ne sont pas admis sur le territoire de la République. A Montevideo, un hôtel des immigrants reçoit gratuitement les nouveaux venus pendant huit jours. Depuis 1867, une commission gouvernementale faisant office d'agence de travail, est parvenue à trouver de l'emploi à 14,6 % de tous les immigrants qui débarquent à Montevideo²⁾; malheureusement, cette commission est supprimée en 1890 pour raisons d'économie à cause de la crise, c'est-à-dire à un moment où elle aurait été particulièrement utile. La crise des années 1890 met en évidence la fragilité du système politique de l'Uruguay et, en 1894, on redoute la banqueroute de la République:

“La République de l'Uruguay, comme d'ailleurs toutes les Républiques de l'Amérique du Sud, se trouve en effet dans cet état d'enfance politique où les programmes de gouvernement n'existent pas, et où les partis luttent entre eux non pour des principes politiques, mais uniquement pour arriver au pouvoir et jouir le plus longtemps possible des avantages qu'il procure³⁾.”

1) *Idem*, p. 27.

2) Soit à 40,9 % des immigrants définitifs. Cf. Chandèze: *op.cit.*, pp. 226–228.

3) AF, E 2300/Buenos Aires, 1, rapport de la légation du 15 février 1894.

La lutte pour le pouvoir n'affecte d'ailleurs pas que les gouvernements d'Amérique latine. Pour la colonie suisse d'Uruguay, cette fin de siècle est caractérisée par un violent conflit entre la légation de Buenos Aires et le consul à Montevideo, Victor Rappaz. Résolue à soutenir son consul, la majorité de la colonie de Montevideo, regroupée derrière la Société suisse de secours mutuels et la "Società Patriottica liberale Ticinese", adresse, le 18 avril 1896, une pétition de 172 signatures au Conseil fédéral (78,5 % de Tessinois)¹⁾. Le Conseil fédéral se prononce en faveur de la légation, et nomme un nouveau consul à Montevideo. Toutefois, les Suisses de Montevideo reviennent à la charge à l'aide d'un *Mémoire présenté au Conseil national*, daté du 15 septembre 1896 et chargé cette fois de 335 signatures, avec 77,6 % de Tessinois. Durant deux ans, l'agitation autour de cette question est très vive. Cette affaire semble avoir des implications politiques, sociales et linguistiques au sein de la collectivité suisse du Rio de la Plata; elle paraît également diviser les Suisses de Montevideo, plutôt favorables au consul Rappaz, de ceux de Buenos Aires, généralement acquis à la légation²⁾.

Au début des années 1890, le nombre des personnes nées en Suisse résidant en Uruguay est estimé à près de 2000, dont 40 à 50 % à Montevideo, 22 % dans le département de Colonia, où se trouve Nueva Helvecia, et 7 à 8 % dans la région de Paysandú³⁾. La crise provoque cependant une diminution de la population de Montevideo. Bien que connaissant une reprise économique au tournant du siècle, l'Uruguay est à nouveau plongée dans les troubles politiques, notamment en 1897 et en 1904, ces derniers causant des dommages à la colonie de Nueva Helvecia⁴⁾. Cette situation affecte évidemment l'immigration qui en reste à des chiffres assez faibles:

- 1) Sur toute cette question, cf. FF, 1896, IV, *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le consulat suisse à Montevideo*, du 17 décembre 1896, pp. 1153 à 1162. Voir également AF, E 2/1374; 2001/2044; 2001/1344 et 2200/Buenos Aires, 2, 7.
- 2) Le Conseil d'Etat du canton du Tessin soutient le consul Rappaz alors que le ministre de Suisse à Buenos Aires, Emile Rodé, a l'écoute du conseiller fédéral Adrien Lachenal. Sur cette question et de façon générale sur l'émigration tessinoise en Amérique du Sud, cf. Pedrazzini, A.: *L'emigrazione ticinese nell'America del Sud*. Locarno 1962.
- 3) AF, E 2001/1344, rapport du consulat de Suisse à Montevideo, 26 octobre 1896. La statistique des Suisses à l'étranger ne situe le nombre des Suisses en Uruguay qu'à 1406 personnes en 1908. (AF, E 3321/96).
- 4) Voir AF, E 2001/1051, rapport de la légation de Suisse à Buenos Aires, 12 avril 1908, ainsi que 2300/Buenos Aires, 3, rapport du 4 mars 1910.

“C’est vrai que grâce à ces troubles politiques, il n’arrive presque plus d’immigrants à Montevideo et qu’au contraire de nombreux colons quittent le pays pour aller en Argentine ou au Brésil ¹⁾.”

Au début du XXe siècle, l’émigration est de plus en plus liée à des intérêts commerciaux et, lorsqu’en 1912 le gouvernement de l’Uruguay lance une nouvelle campagne en faveur de l’immigration, la légation de Suisse à Buenos Aires entend poser des conditions:

“Ne devrions-nous pas profiter de cette occasion pour insinuer ici que le paysan suisse est habitué au bétail du Simmental ou de Schwyz et que si l’on veut nos colons, nous nous attendons aussi à des achats de bétail? ²⁾”

A la veille de la guerre, les relations entre les deux pays ont également pris un caractère politique et idéologique; la démocratie suisse inspire certains hommes politiques de l’Uruguay et notamment le président, ce qui suscite du mécontentement dans divers milieux:

“Ce que reprochent les plus avertis, c’est que le pays n’est politiquement pas mûr pour être le champ d’essais d’une nouvelle culture; si l’edelweiss et le rhododendron fleurissent chez nous, ce n’est pas une raison pour que ces plantes puissent s’acclimater dans les plaines subtropicales de l’Uruguay ³⁾.”

1) AF, E 2300/Buenos Aires, 3, rapport du 4 mars 1910.

2) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 11, lettre du ministre de Suisse, 29 janvier 1912.

3) AF, E 2300/Buenos Aires, 4, lettre du ministre de Suisse, 8 avril 1913.

Chapitre 6: Le Chili

De 530 000 habitants en 1800, le Chili passe à 3 500 000 en 1914¹⁾. A partir de 1850, le Chili s'étend vers le sud et absorbe l'Araucanie. Tout au long du XIXe siècle, la création de l'unité chilienne se fait par les armes, contre l'Espagne, les Indiens, le Pérou, la Bolivie et sous la menace de l'Argentine. La loi du 18 novembre 1845, complétée par celle du 9 janvier 1851, autorise le gouvernement chilien à céder aux colons des terres, à leur payer une partie ou la totalité des frais de voyage et à leur fournir les instruments et les semences nécessaires,

“... à condition que la somme avancée sera remboursée dans les dix ans, sans intérêt, et que tous ceux qui jouissent de ce bénéfice se fassent naturaliser Chiliens²⁾.”

L'immigration en provenance de l'Europe reste cependant limitée et, en dépit d'une première vague de colonisation allemande dans les années 1850, le nombre des étrangers résidant au Chili en 1856 n'est estimé qu'à 20 000, soit à 1,4 % de la population³⁾.

I. Un pays peu attractif (1850–1883)

En 1851, la Suisse accrédite un consul à Valparaíso qui communique d'intéressants rapports sur la situation intérieure et sur les relations commerciales du Chili⁴⁾. D'après un recensement chilien de 1864, les Suisses dans le pays ne seraient que 31 et ce nombre passerait à 60 en 1858⁵⁾. En 1857, le consulat

1) Reinhard, Armengaud, Dupaquier: *op.cit.*, p. 438.

2) FF, 1858, II, extrait des délibérations du Conseil fédéral, du 3 décembre 1858, p. 633.

3) *Idem*, 1856, I, 14 mars 1856, p. 295. Sur la colonisation allemande, voir Blancpain, J.P.: *Les Allemands au Chili (1816–1945)*. Cologne 1974.

4) De façon générale, sur les Suisses au Chili, cf. Ruh, M.: *Apuntes históricos sobre la Colonia Suiza en Chile*. Santiago de Chile 1975. Egli, H.: *Die schweizerkolonien Süd-Chiles. Ihre Entstehung und 50 jährige Entwicklung*. Valdivia 1933. Zbinden: *op.cit.*, pp. 143–172. Pedrazzini: *op.cit.*, II, pp. 93–114. Karrer: *op.cit.*, pp. 75–83. Bodmer: *op.cit.*, pp. 310–312.

5) Voir Egli (*op.cit.*, p. 5) qui donne les professions et FF, 1858, II, p. 641.

de Suisse à Valparaíso communique une liste de 41 noms, probablement des chefs de famille ou des célibataires, dont 23 en provenance de la Suisse alémanique, 12 de la Suisse romande et 6 du Tessin¹⁾. Une société suisse de bienfaisance est fondée à Valparaíso en 1855. A cette époque, l'agriculture et l'élevage du bétail au Chili

“... ont fait de grands progrès depuis que la Californie est en voie de prospérité, en ce qu'une grande partie des produits du pays, notamment la farine, l'orge et les haricots, etc., y trouvent un fort débouché. La fertilité est grande surtout dans les provinces du Sud où la culture de la vigne est en même temps exploitée sur une grande échelle.

La manufacture est encore dans un triste état, et le Chili n'envoie au marché que quelques étoffes grossières pour les manteaux des campagnards, et un peu de cuir; aussi doit-il tirer du dehors tous les autres objets nécessaires. Les artisans, tels que menuisiers, charpentiers, tailleurs, cordonniers, serruriers sont ici dans leur élément et gagnent de 10 à 15 fr. par jour²⁾.”

Dans les années 1860 à 1880, la colonisation ne se développe guère, en dépit de quelques efforts du gouvernement pour attirer l'immigration allemande. En Suisse, le Conseil fédéral demeure réservé et, notamment, il ne se prononce pas sur la convention conclue entre le Chili et l'agence Godeffroy et fils de Hambourg,

“... aux termes de laquelle, le Gouvernement paie à MM. Godeffroy et fils 40 thalers pour chaque personne au-dessous de 50 ans, et 20 thalers pour chaque enfant au-dessous de 12 ans, contrat à la faveur duquel les frais de traversée doivent sans aucun doute être allégés pour l'émigrant³⁾.”

D'après les estimations du consul de Suisse à Valparaíso, les Suisses établis au Chili ne seraient encore que 130 en 1874 dont 40 à Valparaíso et 30 à Santiago⁴⁾.

La première entreprise de colonisation suisse au Chili est le fait d'un Fribourgeois, Albert Conus. Résolu à fonder un établissement à Agua Fresca, près de

1) AF, E 2/1498, liste de février 1857. Par canton: Neuchâtel 7, Tessin et Zurich 6, Vaud 4, Argovie, Bâle, Berne, Grisons 3, Saint-Gall et Schwyz 2, Genève et Zoug 1.

2) FF, 1854, I, extrait des délibérations du Conseil fédéral, 16 janvier 1854, p. 362.

3) *Idem*, 1868, III, 23 octobre 1868, p. 537. Voir aussi RG, 1868, p. 438.

4) *Idem*, 1875, II, rapport du consul de Suisse à Valparaíso pour l'année 1874, 3 février 1875, p. 638. D'après une liste transmise le 12 février 1877, le nombre des Suisses établis au Chili serait de 195: 118 hommes, 24 femmes et 53 enfants. (AF, E 2400/Valparaíso, 1).

Punta Arenas dans le district de Magellan, Conus utilise des moyens modernes de propagande; il publie une brochure au titre suggestif: *Avis aux campagnards à qui leurs parents n'ont pas laissé de terre pour occuper leurs bras*¹⁾. Bien que la région proposée ne soit pas des plus hospitalières, Conus ne craint pas d'utiliser un style imaginé, s'adressant à ceux qui "rêvent la propriété" et proposant des pâturages abondants et "la fabrication du Gruyère facile". Le contrat passé avec le gouverneur du territoire de Magellan offre des réductions sur les frais de voyage, l'exemption pendant vingt ans de tout impôt, douane et service militaire et un certain nombre de prestations fort concrètes:

"Une étendue de terrain de 24 hectares . . . à chaque père de famille, et de 12 hectares à chaque fils âgé de plus de 14 ans. Ces terrains sont vendus à raison de 50 sous l'hectare;

Trois cents planches et cent livres de clous au prix de facture;

Une vache et son veau, une génisse de deux ans et une jument;

La ration égale à celle que reçoivent les employés du territoire, à raison d'une ration pour le père et une demie pour chaque membre de la famille au-dessus de 3 ans, cela pendant 8 mois²⁾."

Le contrat prévoit également l'établissement d'un magasin de vivres, la mise à disposition des colons d'un canot; les cent premiers colons obtiendront deux hectares en sus; c'est donc une prime à la rapidité. Les concessions seront remboursées par dixième, le tout devant être payé avant la treizième année et la terre sera hypothéquée jusqu'au paiement intégral de la somme due.

Consulté sur cette entreprise le vice-consul de Suisse à Valparaíso, Johann Ulrich Zürcher, s'étonne du site prévu pour cette première colonie suisse, dans une région contestée par l'Argentine:

"Il n'est pas de trop d'ajouter que le Chili possède des terrains beaucoup plus fertiles que le Magellan peut offrir et mon opinion pour l'émigration suisse changerait considérablement si on pouvait arriver à obtenir des terrains dans les mêmes conditions plus au nord, que ce soit à Puerto Montt, Valdivia, ou dans l'intérieur plus ou moins sous le 40°³⁾."

En 1876–1877, 70 familles suisses, pour la plupart fribourgeoises, s'embarquent en quatre convois pour le détroit de Magellan; dès le début, la colonie connaît de nombreuses difficultés. Dans une pétition adressée au consul, des

1) AF, E 2/2129; la brochure est datée de Fribourg en 1873.

2) *Idem*, pp. 7–8.

3) AF, E 2/2129, lettre du 3 décembre 1873.

célibataires se plaignent des conditions qui leur sont faites à Agua Fresca et demandent à être transportés à Buenos Aires ou à Montevideo:

“Puissent toutes ces misères retomber sur l’homme suisse et fribourgeois, dont l’ambition et les insinuations mensongères sont cause que nous sommes dans ce pays ¹⁾.”

Dès 1883, la plupart des immigrants se dispersent au Chili et en Argentine. Cependant, le recensement de 1907 mentionne encore 107 Suisses dans le territoire de Magellan.

II. La colonisation du Sud du Chili (1883–1900)

Dans les années 1870 à 1880, le consul de Suisse à Valparaíso communique de nombreux rapports sur la situation économique du Chili et se montre généralement favorable à une immigration modérée:

“Je suis toujours plus confirmé dans mon opinion que les gens laborieux et honnêtes trouvent toujours et facilement de l’ouvrage ici. Des ingénieurs des mines qui auraient suivi de bonnes écoles pourraient trouver des emplois très bien rétribués dans l’exploitation des mines de cuivre et d’argent; en revanche, les employés pour les maisons de commerce font moins défaut et plus d’un cherche inutilement une place ²⁾.”

Ce n’est pourtant qu’à partir de 1881 que le gouvernement chilien se décide à lancer une intense propagande en faveur de la colonisation et alloue, à cet effet, une subvention de 200 000 dollars:

“*Mais les émigrants ne doivent pas venir ici comme colons; ils doivent rester libres, disposer de quelque argent et avoir la ferme intention de travailler* ³⁾.”

Une agence générale de colonisation et d’immigration confiée à Francisco Echeverría, puis à Dávila-Larrain, est ouverte à Paris ⁴⁾. Cette agence entre en contact avec la maison Rommel à Bâle, en vue de recruter des émigrants suisses pour des établissements agricoles situés au sud du Chili, dans la région de Traiguén. Les offres chiliennes sont véritablement tentantes: l’avance des

1) AF, E 2/2128.

2) FF, 1875, II, rapport du consul de Suisse à Valparaíso pour l’année 1874, p. 638.

3) Karrer: *op.cit.*, p. 77.

4) Ayant occupé l’Araucanie, le gouvernement chilien se lance dans une politique de peuplement. Cf. Blancpain, J.P.: *Le Chili républicain et la fin de la frontière araucane*, in *Revue historique*, juillet–septembre 1979, no 531.

frais de voyage, la concession gratuite de 38 hectares par père de famille et de 18 hectares par enfant mâle âgé de plus de dix ans, le logement gratuit et une indemnité journalière jusqu'à la prise de possession des terres, une pension mensuelle de 75 francs par famille pendant un an, l'assistance médicale gratuite pendant deux ans, ainsi que diverses facilités de crédit et d'approvisionnement en matériel ¹⁾.

Dans un premier temps, le Conseil fédéral ne s'oppose pas formellement à ce projet. Cependant, la crise agricole qui règne en Suisse au début des années 1880 favorise l'impact de la propagande chilienne sur les classes paysannes en difficulté et, entre les mois d'octobre et de décembre 1883, 1311 Suisses prennent la route du Chili ²⁾.

“... lorsqu'on vit plusieurs centaines de personnes émigrer d'un seul coup, et qu'on apprit en même temps qu'un nombre peut-être encore plus considérable d'émigrants allemands, français et espagnols allaient se joindre au convoi suisse, on commença à craindre l'encombrement et les désagréments qui en résultent ³⁾.”

Le 19 décembre 1883, sur l'avis du consul de Suisse à Valparaíso, le Conseil fédéral décide de suspendre provisoirement la conclusion des contrats d'émigration et de faciliter la résiliation de leurs contrats aux signataires qui ne seraient pas encore partis. A l'annonce de rapports positifs sur l'accomplissement des promesses chiliennes, le Conseil fédéral lève son interdiction en octobre 1884 ⁴⁾ et l'émigration pour le Chili reprend avec vigueur en 1885 et 1886. Néanmoins, les autorités fédérales ont appliqué pour la première fois des mesures protectionnistes efficaces; le chiffre total de l'émigration pour le Chili de 1884 à 1886 n'atteint pas celui des derniers mois de l'année 1883. Il n'en demeure pas moins que les 2602 Suisses partis pour le Chili entre 1883 et 1886 représentent 7 % de l'émigration suisse à destination des pays d'outre-mer — 42,5 % de l'émigration vers l'Amérique du Sud — au cours de ces années les plus importantes de l'émigration suisse du XIX^e. Il s'agit donc d'un phénomène d'une certaine ampleur comparable aux entreprises de colonisation du Brésil vers 1855, un peu inférieur à l'émigration pour l'Argentine entre 1886 et 1890.

1) (Hagnauer, J.): *Colonisation du sud du Chili organisée par le gouvernement*. Fribourg 1883. Cf. aussi RG, 1883, p. 196 et AF, E 7175/10/3, circulaire du Département fédéral du commerce et de l'agriculture, 11 décembre 1883.

2) Zbinden: *op.cit.*, pp. 154–164. Voir aussi Egli: *op.cit.* et Karrer: *op.cit.*

3) Karrer: *op.cit.*, p. 78.

4) RG, 1884, p. 524.

L'originalité de l'expérience chilienne réside dans le fait, que la Suisse est, à ce moment-là, un des pays où la propagande est particulièrement intense. D'octobre 1883 à avril 1885, les Suisses constituent la majorité des immigrants pour les colonies agricoles, devant les Allemands et les Français¹⁾. Les cantons de Berne, Vaud et Zurich fournissent les plus gros contingents d'émigrants.

Suivant une technique devenue fort courante, le Chili ne lésine pas sur les moyens de propagande en vue d'attirer les colons. A cet effet, l'agent général en Europe, Dávila-Larrain, publie de nombreuses brochures ainsi que des lettres d'émigrants²⁾. De l'avis des autorités suisses — dont les conceptions politiques semblent plus proches du régime chilien que des autres gouvernements d'Amérique latine — le Chili a été fidèle à ses promesses:

“A l'opposé des autorités brésiliennes, qui ne manquaient jamais de s'opposer à toute organisation et à toute action collective des colons, les organes supérieures du gouvernement chilien encouragèrent et favorisèrent ces groupements, donnant ainsi des preuves de leurs sentiments de justice, mais aussi de leur attachement aux principes républicains³⁾.”

Les 2708 Suisses émigrés dans le sud du Chili, entre 1882 et 1890, sont répartis dans 31 colonies; 72,7 % d'entre eux, dans les sept établissements de Victoria, Temuco, Traiguén, Quechereguas, Quino, Galvarino et Ercilla⁴⁾. Les débuts de ces colonies se révèlent fort difficiles, comme souvent lors d'émigrations relativement massives. Les colons suisses sont pauvres; ils n'ont pas toujours le matériel nécessaire, ne parlent pas espagnol et ne sont pas du tout adaptés aux conditions de culture et à la mentalité du pays.

“Junge, ledige Leute laufen davon, suchen andere Arbeit im Norden oder betteln, während die Verheirateten, zumal wenn sie kleine Kinder haben und unbemittelt sind, eben gern oder ungern haushalten müssen. Die Hoffnung, dass das erhaltene Land durch das Näherrücken der Eisenbahnlinie

1) RG, 1885, p. 256. Sur l'ensemble de la période 1882 à 1900, les Suisses représentent 8,5 % de l'immigration chilienne. Ils sont au quatrième rang, derrière les Espagnols, les Français et les Italiens mais devant les Allemands.

2) *Chile, seine Vorzüge und Erwerbsquellen für Europäische Auswanderer*, zusammengestellt von B. Dávila-Larrain. Zürich s.d. Davila-Larrain, B.: *L'avenir industriel du Chili*. Zurich 1885. Cette brochure existe aussi en langue allemande. Voir également *Briefe von Kolonisten aus Chile*. Zürich 1885.

3) Karrer: *op.cit.*, pp. 81–82.

4) Zbinden: *op.cit.*, p. 163.

an Werth zunehmen werde, gibt manchem Muth und ermahnt ihn zur Arbeit ¹⁾.”

La police et les conditions hygiéniques sont déplorables; les colons suisses suscitent la jalousie des indigènes et sont victimes de vagues d'assassinats; le choléra et la dysenterie atteignent 344 des 2000 premiers immigrants et en tuent 200 ²⁾.

Dès 1886, l'inquiétude sur le sort des Suisses du Chili s'intensifie. On commence à redouter un désastre comparable à celui du Brésil de la fin des années 1850. En 1887, les autorités fédérales demandent à l'agence Rommel de s'abstenir de toute propagande en faveur du Chili ³⁾. Dans le canton de Vaud, le pasteur Grin de Suchy, intrigué par les nombreux départs de sa région, se rend au Chili pour son propre compte, visite les colonies afin d'apprécier l'état matériel et spirituel des habitants et publie un ouvrage, *Nos compatriotes au Chili*, destiné à attirer l'attention des Suisses sur la question sociale que représente l'émigration. Contribuant à renforcer un sentiment de gêne à l'égard de l'émigration qui a pris des proportions considérables au cours des années 1880, cet ouvrage dénonce les dangers de la propagande, met en lumière les difficultés matérielles de la colonisation et les risques d'acculturation, très forts pour des gens aussi attachés à leurs habitudes que les Vaudois:

“N'avoir ni confort, ni société, ni divertissements, ni moyens d'instruction, ni dimanches, ni culte, ni lecture, ni rien de ce qui, chez nous, fait le charme de la vie, c'est couler une existence bien décolorée et bien peu intéressante. En vaut-il vraiment la peine?

N'arrive à la fortune que le très petit nombre, comme en Europe, et par les mêmes moyens: le travail et l'économie. En l'absence de ces vertus, on n'aboutit à rien . . .

Une observation qui a son prix. Je n'ai jamais rencontré sur la terre étrangère de vieillard qui ne regrettât d'avoir quitté la patrie. Passer toute sa vie loin du pays natal pour ne faire le plus souvent que nouer les deux bouts, n'est-ce pas s'être trompé? ⁴⁾”

1) AF, E 2/1497, *Bericht des schweizerischen Konsuls in Valparaíso über die Kolonien im südlichen Chile*, den 16. März 1886, p. 5.

2) Karrer: *op.cit.*, p. 82. Cf. également, RG, 1886, pp. 116–117; 1887, pp. 122–123 et 1888, pp. 250–251. Durant la seule année 1887, le choléra fait 18 500 morts au Chili, soit 0,6 % de la population. La *Feuille fédérale* (1886, III, pp. 415–416) communique une liste de 66 Suisses décédés, dont la moyenne d'âge est de 19 ans 1/2.

3) RG, 1888, pp. 250–251.

4) Grin, F.: *Nos compatriotes au Chili*. Lausanne (1887), pp. 301–302.

La mission du pasteur Grin a également un sens religieux. Il entend subvenir aux besoins spirituels des colons de religion protestante. Son appel est entendu et, en 1889, le pasteur Arnold Leutwyler de Leimbach (AG) est envoyé au Chili. En 1894, Leutwyler fonde, à Traiguén, un établissement d'éducation, appelé "Providencia", qui contribuera à maintenir la présence helvétique au Chili. Plus de 2000 enfants, dont une moitié d'orphelins fréquenteront cet institut, de 1894 à 1932¹⁾.

Au cours des années 1890, la situation des colonies suisses se dégrade; l'état d'insécurité se répand²⁾. En 1891, le Conseil fédéral doit intervenir pour éviter l'application d'un décret chilien stipulant que chaque colon doit se faire naturaliser s'il entend devenir propriétaire de sa concession³⁾. Que ce soit du côté suisse ou du côté chilien, la désillusion est générale. Suivant les rapports du consul de Suisse à Valparaíso, les Suisses établis depuis une quinzaine d'années — vers 1897 — n'ont guère amélioré leur position de départ. Les écoles, fort éloignées des maisons d'habitation, sont insuffisantes et primitives et l'enseignement du pasteur Leutwyler, trop exclusivement confessionnel, n'est guère applicable aux catholiques⁴⁾. Comme c'est souvent le cas, les explications sur les causes de l'échec et de la réussite, données, par exemple, par le nouveau consul Louis Sinn, en 1898, se réfèrent à une sorte de darwinisme social estimant nécessaire que la paille se détache du bon grain. Cependant, implicitement, le consul doit admettre que les conditions de départ de beaucoup de colons pauvres n'étaient guère enviables:

"Il est évident que dans les gens qui s'expatrient pour habiter des contrées vierges, ou à peu près, comme celles que nos colons suisses sont venus peupler, dans le sud du Chili, il y a du bon et du mauvais. Bon nombre d'émigrants, qui n'ont rien pu ou su faire de bien dans leur patrie, s'imaginent que dans des pays vierges et éloignés il suffit d'y arriver pour recueillir. Ils commettent en cela une très grave erreur et si l'énergie et le goût du travail leur ont fait défaut dans leur pays d'origine pour lutter avec succès, ils seront encore infiniment plus malheureux ici par exemple où chacun vit et lutte pour soi-même et où la lutte dans les commen-

1) AF, E 2200/Traiguén, 1, boîte 14, rapports, correspondance, manuscrits divers concernant l'institut "Providencia", lettres du pasteur Leutwyler. Cf. également Egli: *op.cit.*

2) RG, 1890, p. 6; 1892, p. 594; 1893, p. 703; 1897, p. 341; 1898, p. 335. Cf. AF, E 2400/Traiguén, rapport du vice-consulat pour la période du 3 juillet au 31 décembre 1897, avec une liste de 22 Suisses assassinés entre 1884 et 1897.

3) RG, 1891, p. 103.

4) AF, E 7175/10/3, Konsularbericht des Generalkonsuls Zürcher in Valparaíso über das Jahr 1896.

cements de leur établissement exige vraiment des efforts soutenus dont sont incapables les gens vicieux ou de caractère et de constitution ramollie¹⁾.”

Suivant un recensement de 1897, les Suisses des colonies de la région de Traiguén ne seraient plus que 1890 (69,8 % de l'émigration des années 1882 à 1890). Les autres sont morts, partis en Argentine, au Pérou ou au Paraguay²⁾. Les colonies compteraient 144 orphelins, 7,6 % de l'ensemble de la population. 217 personnes qui ont délaissé les colonies pour s'établir en ville exercent diverses professions; il y a, notamment, 45 commerçants, 42 menuisiers et charpentiers, 17 tailleurs, 14 boulangers, etc.:

“Il est à remarquer, qu'en outre, un grand nombre de nos compatriotes, établis dans les villes et villages de l'Araucanie, n'exercent pas de profession proprement dite; par conséquent, ils sont recensés comme agriculteurs.

Ainsi donc, au chiffre de 217 que donne le recensement, il faut ajouter femmes et enfants de ceux-ci, plus les personnes citées plus haut, ce qui donnerait plus ou moins une proportion du 50 % seulement d'agriculteurs colons vivant encore sur leur terrain³⁾.”

Les ressortissants des cantons à prédominance alémanique constituent 68,3 % de l'ensemble contre 31,6 % de romands, il n'y a qu'un seul Tessinois. 81,5 % des colons sont originaires des six cantons de Berne, Vaud, Argovie, Zurich, Valais et Fribourg.

De 1897 à 1900, la situation des colons s'aggrave encore sous l'effet de la crise économique. Si l'on en croit une lettre du 12 mars 1900, adressée au pasteur Grin, rentré en Suisse:

“Ce qui manque dans les colonies, ce sont les colons; il n'y en a plus. A Quechereguas, il n'existe dans toute une partie de la colonie que deux colons. A Ercilla, je demande des nouvelles de nombreux absents; ils sont partis pour l'Argentine, pour le Pérou et les plus nombreux, chose bien triste ont vendu leurs colonies, se sont établis dans les villes des alentours et, après avoir mangé leur pécule dans des négoce, des affaires pour

1) AF, E 2400/Valparaíso, 4, rapport sur l'année 1898.

2) Voir, par exemple, AF, E 2001/1332, lettre signée F. Béguin à Luis Hüe Druz, 26 juillet 1898. A cette époque, les services fédéraux d'émigration reçoivent un certain nombre de demandes de renseignements en provenance du Chili sur la situation en Argentine.

3) AF, E 2400/Traiguén, rapport du vice-consulat pour la période du 3 juillet au 31 décembre 1897.

lesquelles ils n'avaient aucune capacité, se voient aujourd'hui obligés à travailler misérablement chez les autres. D'autre part, il n'est pas rare de voir un colon, qui a été travailleur et persévérant, posséder cinq ou six colonies ¹⁾."

Après 1900, les terres s'étant concentrées, la situation des colons s'améliore et des domaines de 300 à 1000 hectares se constituent ²⁾. Visitant les colonies, en 1902, le vice-consul de Suisse à Traiguén parle de prospérité et d'aisance:

"...j'ai été surpris de voir... de belles maisons, souvent peintes, de beaux vergers, dans certains endroits des vignes bien entretenues, du bétail qui n'a aucun point de comparaison avec les animaux qu'ils avaient du gouvernement chilien, dans beaucoup de propriétés des ponts et des chemins bien entretenus, en un mot un ensemble d'aisance qui rappelle le pays ³⁾."

Une fois de plus, la richesse des uns, en général des plus favorisés au départ, s'est faite parallèlement à la misère des autres ⁴⁾.

III. Le déclin de l'émigration suisse

A la fin du XIXe siècle, l'émigration suisse pour le Chili diminue considérablement. De 1887 à 1914, les statistiques suisses ne mentionnent plus que 541 départs, soit une moyenne annuelle 33 fois inférieure à celle des années 1883-1886 ⁵⁾. De ces 541 émigrants, le canton de Berne en fournit 34,4 % et les cantons de Zurich, Bâle, Vaud, Tessin, Neuchâtel, Fribourg et Genève, chacun, entre 5 et 10 %. La proportion d'émigrants pour le Chili n'est supérieure à 1 % de l'émigration outre-mer totale que dans le canton de Fribourg (2,4 %). Toutefois, d'après les recensements chiliens, la population suisse du pays continue d'augmenter.

1) AF, E 7175/10/3, lettre signée Alberto Fellay adressée au pasteur Grin, 12 mars 1900.

2) Bodmer: *op.cit.*, pp. 311-312.

3) AF, E 2400/Traiguén, rapport du vice-consulat pour l'année 1902. Cf. également, AF, E 2001/1331, rapport du vice-consulat pour l'année 1900.

4) A cet égard, la littérature suisse sur l'émigration, généralement très favorable aux descendants des colons qui ont réussi, insiste souvent sur "le procédé de sélection naturelle"; elle oppose volontiers les colons capables et sobres aux autres. Il conviendrait pourtant d'approfondir les conditions sociales de l'émigration et de l'installation dans les colonies, d'étudier le comportement réel des colons avant de céder à des stéréotypes trop faciles.

5) L'immigration officielle du Chili est suspendue en 1897.

Tableau 30:

Ressortissants suisses au Chili¹⁾

	Total	en ‰ de la population	en ‰ de la pop. étrangère du Chili
1885	1275	0,5	14,6
1895	1653	0,61	20,9
1907	2080	0,63	15,4

La croissance annuelle des Suisses reste donc comprise, en moyenne, entre 2 et 3 %. En raison du développement de Santiago et des difficultés des colonies, le nombre des Suisses augmente dans les villes. En 1907, 26,7 % des Suisses vivent dans les provinces de Santiago et de Valparaíso contre 50,3 % dans les deux provinces de la région de Traiguén et 7,2 % dans les provinces de Concepción et de Valdivia²⁾. Le 5 mars 1898, les Suisses de Santiago adressent au Conseil fédéral une pétition de 80 signatures demandant, “sous l’inspiration des nobles strophes de l’hymne patriotique”, le transfert du consulat général de Valparaíso à Santiago:

“On peut estimer de 150 à 175 le nombre des Suisses domiciliés à Santiago, sur lesquels 60 environ sont mariés et ont une famille. Nos concitoyens sont donc plus nombreux que nos compatriotes dans les autres villes du Chili³⁾.”

Les Suisses de Santiago possèdent une brasserie, une fabrique de chocolat, un atelier de charpente, un atelier de travail du marbre, des ateliers mécaniques, plusieurs entreprises de travaux publics et de nombreux petits commerces. Enfin, la colonie dispose d’une société de bienfaisance, d’un club de l’Union helvétique, d’une fanfare et d’une association de secours mutuels, la “Winkelried”. Dans les provinces de Malleco et de Cautín, région de Traiguén, on compte également plusieurs sociétés helvétiques, dont la Société de bienfaisance de Traiguén, celle de Victoria, l’Union coloniale de Victoria et la Société de tir de Quino⁴⁾.

1) AF, E 3321/96.

2) Zbinden: *op.cit.*, pp. 170–171.

3) AF, E 2001/1332, pétition des Suisses de Santiago, 5 mai 1898. Cette pétition est soutenue par une autre, de 113 signatures, provenant de Suisses des provinces du sud.

4) AF, E 2400/Traiguén, rapports du vice-consulat pour les années 1898 et 1899. Cf. également, E 2001/1331.

Les dernières années du XIX^e siècle sont très difficiles pour le Chili, en raison des menaces de guerre contre l'Argentine et de la crise économique. Depuis la révolution de 1891, le gouvernement connaît d'incessantes crises ministérielles provoquées par l'affrontement des partis politiques,

“dont l'union est devenue une chimère et ne sera guère une réalité qu'en cas de guerre extérieure¹⁾.”

En juillet 1898, la Banque du Chili est contrainte de suspendre ses opérations:

“De ce fait, toutes les affaires sont arrêtées et il est heureux qu'on n'ait pas encore eu à souffrir des troubles dans les grands centres industriels, les autorités ayant pris des mesures pour que les banques facilitent les fonds nécessaires au paiement des ouvriers. Mais le commerce est absolument nul . . . 2)”

Le 31 juillet, les Chambres adoptent une loi sur le papier-monnaie prévoyant une émission fiscale de 50 millions de piastres au cours forcé. Certains, notamment les partisans des colons fortement endettés, auraient souhaité des mesures encore plus inflationnistes;

“Les partisans du papier-monnaie dans les Chambres auraient voulu une émission de 100 millions au minimum, afin de faire baisser l'intérêt de l'argent qui s'est maintenu très haut avec la conversion métallique qui vient de sombrer. Ils alléguaient l'impossibilité pour l'agriculture d'un développement rationnel et progressif sur la base de 10–12 % d'intérêt annuel (et même plus) comme également des industries nationales. Or, avec une abondante émission, ce qui signifiait une circulation active, un intérêt réduit et facilité pour le crédit, il est logique de supposer que l'agriculture serait largement favorisée, surtout dans les provinces australes vouées en partie à la colonisation. On peut aisément se figurer le bien qui en serait résulté pour la majeure partie de nos ressortissants dans les provinces de Malleco et Cautín, par la hausse de la propriété, l'activité qui s'y serait produite et les facilités de tous genres dont auraient profité nos pauvres colons suisses qui auraient enfin vu d'autres horizons que les tristes perspectives eues dans les dernières années. Sous ce rapport donc, la loi sur le papier-monnaie peut avoir un intérêt direct pour les colons suisses; malheureusement, il n'est guère probable que les banques abuseront du crédit comme elles l'ont fait avant la conversion de 1895 quoique on puisse logiquement supposer qu'elles mettront moins de restrictions que dans les deux dernières années sous le régime de l'or de 18 pence³⁾.”

1) AF, E 2300/Valparaíso, 1, 18 juillet 1898.

2) *Ibid.*

3) *Idem*, 1er août 1898. Sur la situation intérieure du Chili au tournant du siècle, cf. aussi le rapport du consulat général du 21 mai 1901.

Toutes ces circonstances ne sont évidemment pas favorables à l'immigration et, de 1901 à la guerre, ce ne sont plus que 180 Suisses qui viennent s'installer au Chili. Les tentatives de mise en valeur de l'île de Chiloé, où 637 personnes, dont 41 Suisses, avaient tenté de s'établir au cours des années 1890 ne réussissent pas.

“Si nous tenons compte de la valeur, relativement inférieure, des terrains que l'on se propose de coloniser et du climat autrement rigoureux que celui de l'Araucanie, on ne peut guère recommander aux compatriotes d'aller s'y établir¹⁾.”

En 1914, une entreprise privée de colonisation tente de vendre des lots de terres à des Suisses disposés à émigrer dans l'île. A cet effet, elle distribue une brochure intitulée: *Kulturland auf der Insel Chiloé*. Le Conseil fédéral porte plainte pour propagande illégale²⁾. Les difficultés politiques, économiques et sociales du Chili ont quelque peu altéré son prestige en Europe au point que les émigrants se sont détournés de ce pays. En mai 1901, le ministère chilien des relations extérieures, irrité par les mauvaises nouvelles diffusées sur son pays, adresse une circulaire aux agents consulaires européens résidant à Traiguén, leur demandant de démentir les bruits relatifs au banditisme et à l'insécurité dans les colonies;

“... d'un commun accord, les trois fonctionnaires consulaires... profitèrent de l'occasion qui leur était offerte de clamer une fois directement, auprès des autorités du pays, contre l'insécurité des campagnes et la mauvaise administration de la justice et démontrer le tort immense causé aux provinces du sud par la criminalité³⁾.”

A la veille de la Première Guerre mondiale, la situation du Chili ne paraît guère s'être améliorée, sur le plan économique tout au moins. Des rumeurs de guerre contre le Pérou se font entendre⁴⁾. A la fin de la guerre, le consul général de Suisse à Valparaíso, répondant à une enquête de l'office fédéral

1) AF, E 2400/Traiguén, rapport du vice-consulat pour l'année 1899. Cf. Zbinden: *op.cit.*, p. 164.

2) RG, 1914, p. 40. AF, E 7175/14/4.

3) AF, E 2001/1331, rapport du vice-consulat de Traiguén pour l'année 1901. Voir 2300/Valparaíso, 1, 18 juin 1901 et 2001/3228, rapport de Valparaíso pour l'année 1901.

4) AF, E 2001/1331. Un article du 24 novembre 1913 de la *Feuille officielle suisse du commerce*, intitulé *Relations commerciales avec le Chili*, fondé sur des communications du consulat général à Valparaíso, provoque l'intervention du ministère chilien des Affaires étrangères.

d'émigration ne se montre guère favorable à une reprise de l'immigration au Chili surtout s'il s'agit d'agriculteurs:

“Je ne puis conseiller aux agriculteurs, spécialement valets de ferme, à émigrer au Chili. Le peuple, encore sous une sorte de servage des grands propriétaires, travaille dans des conditions si humbles comme salaires et si pauvres encore comme habitations en général, que la situation pour nos campagnards suisses serait insoutenable et désespérée s'ils venaient ici à la recherche d'une amélioration de leur situation en Suisse ¹⁾.”

Le consul déconseille également l'émigration des artisans, sauf des bijoutiers, et des ouvriers. Quant aux diverses professions relevant du secteur tertiaire, elles peuvent trouver de l'emploi, mais, généralement à des salaires peu élevés. En fait, comme pour beaucoup d'autres pays d'Amérique, la situation économique de l'après-guerre ne permet plus guère aux colons de venir tenter leur chance par l'exploitation de terrains agricoles.

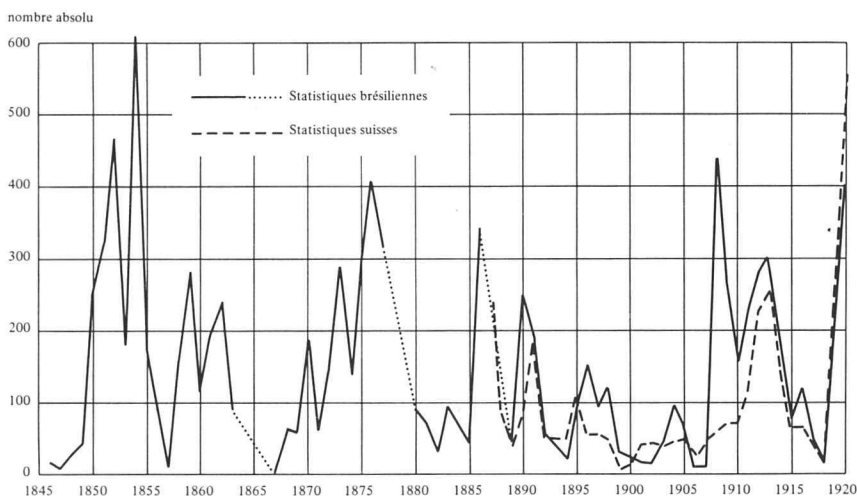
1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 11, réponse du consul général de Suisse à Valparaíso, 22 juillet 1918.

Chapitre 7: Le Brésil

I. Données quantitatives

De 1846 à 1920, les statistiques brésiliennes enregistrent 3 607 000 immigrants, soit en moyenne plus de 48 000 par année, dont 148,5 Suisses, 0,3 %¹⁾. Les variations entre les statistiques brésiliennes et suisses sont considérables. Ainsi, pendant 25 ans où elles sont comparables, de 1889 à 1914, les statistiques brésiliennes sont globalement supérieures de 63,1 % à l'ensemble des données helvétiques, les chiffres réels étant probablement encore plus élevés.

Tableau 31:
Emigration suisse au Brésil, 1846–1920



Les moments les plus importants de l'émigration suisse paraissent se situer entre 1850 et 1855, en 1878–1879, en 1886 et au cours des années précédant la Première Guerre mondiale, alors que cette émigration diminue fortement de 1863 à 1869, de 1880 à 1885 et de 1892 à 1907.

1) Ferenczi et Willcox: *op.cit.*, I, pp. 549–552.

Tableau 32:

Immigration suisse par décennie, moyenne annuelle

	statistiques bré- siliennes	statistiques suisse	en % de l'immigration totale
1846—1850	67,6		6,89
1851—1860	239,5		1,97
1861—1870	119		1,13
1871—1880	217,4		1,01
1881—1890	126		0,3
1891—1900	82,5	62,4	0,07
1901—1910	112,6	50,4	0,16
1911—1920	183,4	172,8	0,23
1846—1920	148,5		0,3

Mesuré à l'ensemble de l'immigration brésilienne, l'apport suisse a donc fortement tendance à faiblir depuis 1880. En revanche, par rapport à l'émigration suisse en Amérique du Sud, statistiquement appréciée depuis 1887 seulement, l'émigration au Brésil subit de fortes variations. Ainsi, le Brésil attire 36,4 % des émigrants pour l'Amérique latine en 1891, plus de 20 % en 1887, 1913 et 1914 mais moins de 5 % en 1889, 1899 et 1900. Cependant, contrairement à beaucoup d'autres pays, le Brésil, loin de ne commencer à attirer les Suisses que dans la deuxième moitié du siècle, joue un rôle important avant 1855.

Grâce aux registres d'immatriculation tenus par les consuls de Suisse dans les divers arrondissements consulaires, il est possible d'appréhender les mouvements de la population suisse au Brésil. De 1833 à 1860, l'arrondissement de Rio de Janeiro comprend les provinces¹⁾ de Rio, São Paulo, Minas Gerais, Mato Grosso, Goiás, Santa Catarina et São Pedro (Rio Grande do Sul), c'est-à-dire tout le centre et le sud du Brésil. Après 1860, cet arrondissement est amputé du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina mais gagne, en revanche, la province d'Espírito Santo²⁾. De 1829 à 1917, le consulat de Rio de Janeiro a tenu trois registres d'immatriculation³⁾; le premier porte sur la période 1829—1857 et mentionne 416 personnes; le deuxième, de 1857 à 1902 en

1) Jusqu'à la constitution républicaine du 24 février 1891, les subdivisions administratives du Brésil portent le nom de provinces. Elles sont ensuite promues au rang d'États.

2) Sur le territoire des arrondissements consulaires, cf. *Annuaire de la Confédération suisse*.

3) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 27, 28 et 29.

indique 3876; ¹⁾ le troisième, de 1903 à 1917, 1471 personnes ²⁾. Les registres donnent les noms, les origines, les professions, les âges, les années d'immatriculation, les années de départ ou de décès et, généralement les lieux de résidence des ressortissants suisses. Ils ne peuvent pourtant pas être considérés comme des recensements puisqu'ils ne dénombrent pas la population à un moment donné ³⁾.

Tableau 33:

Origine des ressortissants suisses de l'arrondissement consulaire de Rio de Janeiro, 1829–1917, en %

	Total des immatriculations	1829–1857	1857–1902	1903–1917
Zurich	11,6	2,9	9,1	19,4
Berne	11,3	7,4	10,1	14,9
Fribourg	8,5	28,4	8	4,1
Vaud	8,4	17,1	8,1	6,5
Argovie	7,6	0,7	7,5	10
Neuchâtel	5,9	14,7	5,9	3,3
St-Gall	5,7	3,4	5,2	7,3
Genève	5,5	7,4	6,2	3,3

1) Le registre de 1857 à 1902 présente quelques difficultés. Il ne mentionne, en fait, que 3 122 noms, y compris une partie des femmes et des enfants. Pourtant, une autre partie des femmes et des enfants, que nous évaluons grossièrement à 754 personnes, n'est pas mentionnée nominale-ment, mais seulement comme indication complémentaire aux chefs de famille. Dans le registre de 1903 à 1917, deux colonnes indiquant le nom de la femme avant le mariage et les prénoms des enfants facilitent le dépouillement.

2) Il faut tenir compte du fait que les colons présents dans l'arrondissement à la clôture d'un registre ont été reportés dans le registre suivant. Il semble, d'autre part, que la plus grande partie des immigrants arrivés dans les années 1850 n'ont été inscrits que dans le registre 1857–1902.

3) D'après un brouillon de lettre enregistré le 28 avril 1906, (AF, E 2200/Rio de Janeiro, 130) le consulat considère que l'enregistrement des Suisses de l'arrondissement de Rio est plus exact avant 1890, c'est-à-dire sous l'Empire. Après cette date, la République aurait en effet supprimé l'obligation du passeport.

Les registres d'immatriculation de l'arrondissement consulaire de Rio de Janeiro ont été utilisés par Albert Gertsch dans son étude sur *Les origines et le développement de la colonie suisse de Rio de Janeiro*, in *Souvenir de l'inauguration de la Maison Suisse, 1er août 1928* (voir AF, E 2200/Rio de Janeiro, 147, Bd. 1). Gertsch en tire des renseignements intéressants sur l'activité professionnelle des Suisses. Ainsi, le premier registre, 1829–1857, mentionne 87 artisans dont 21 horlogers. Pour le reste, l'auteur s'en tient généralement à des considérations de type qualitatif.

	Total des immatriculations	1829–1857	1857–1902	1903–1917
Tessin	5	4,8	6,9	1,2
Bâle	4,4	1,9	3	7,9
Valais	3,6	0,2	4,9	2
Schaffhouse	3,6	1,2	5	1,2
Thurgovie	2,3	0,2	1,9	3,7
Grisons	2,3	2,2	2,4	2
Glaris	2,2	1,2	2,4	2,1
Lucerne	2,2	1	1,5	4,1
Unterwald	2,1	—	3,2	0,5
Soleure	1,2	0,2	1	1,5
Appenzell	0,8	0,5	1,2	0,3
Schwyz	0,7	—	0,3	1,7
Zoug	0,5	1,7	0,3	0,3
Uri	0,2	0,5	0,1	0,4
Inconnus et divers .	4,4	2,4	5,8	1,9

L'origine des Suisses de l'arrondissement de Rio a donc considérablement changé au cours du XIXe siècle. Les six cantons à majorité latine qui comptent 72,6 % des immatriculations de la période 1829–1857 reculent à 40 % entre 1857 et 1902 et à 20,4 % seulement entre 1903 et 1917. Certes, les chiffres globaux réduits à une moyenne annuelle connaissent une certaine augmentation (par période pour les six cantons: 10,4; 27,2; 20) mais cette augmentation est très nettement inférieure à la moyenne annuelle suisse (par période: 14,3; 63,9; 96,2). En revanche, les quatre cantons de Zurich, Berne, Argovie et Bâle passent de 12,9 % à 29,7 % et à 52,2 % (moyennes annuelles: 1,9; 20,1; 51,3).

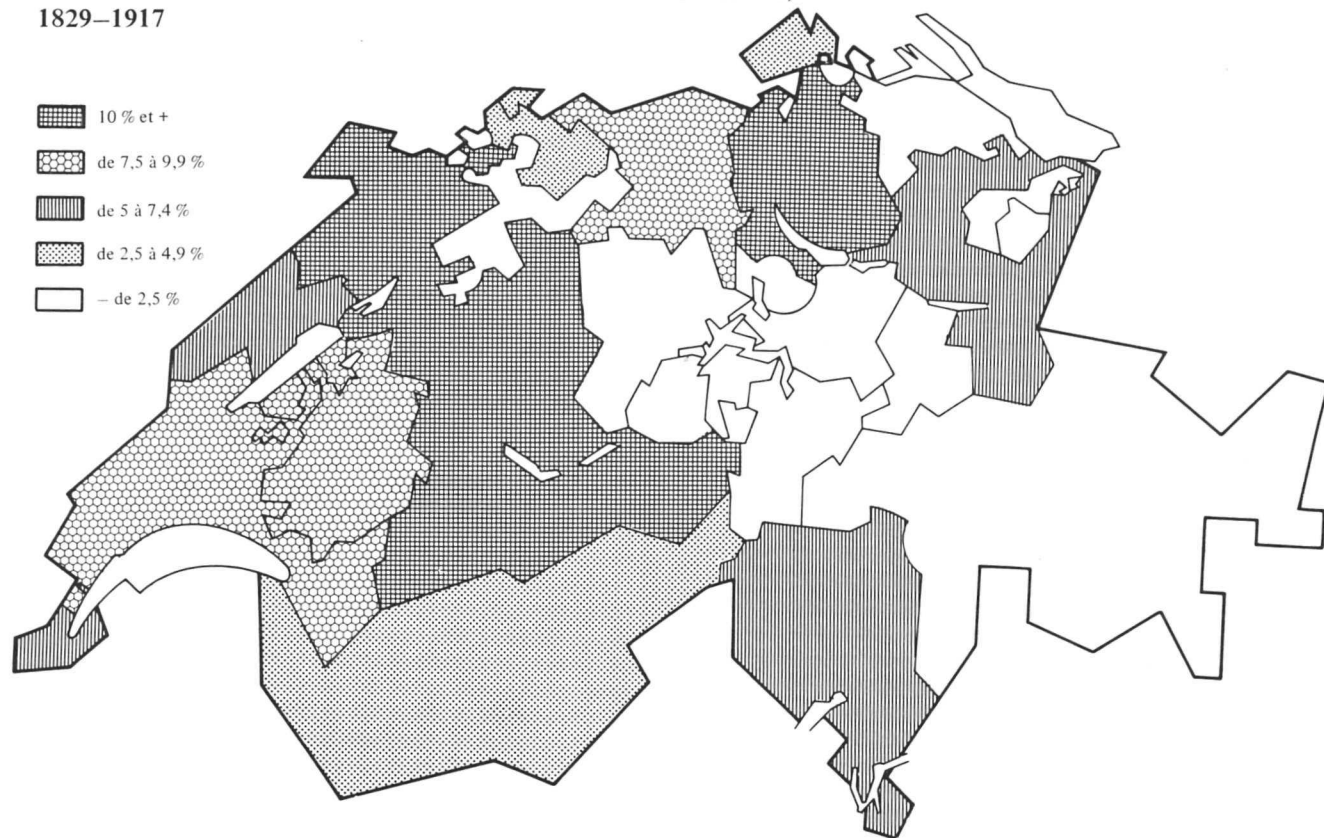
Le registre des immigrés tenu par le consulat, d'avril 1868 à juillet 1891, constitue également une source appréciable pour connaître l'évolution de l'immigration suisse dans l'arrondissement de Rio de Janeiro¹⁾. Pour l'ensemble des années 1869 à 1890, ce registre recense 1216 personnes,²⁾ plus 10 familles sans indication de détail, soit, environ 1260 personnes, en moyenne 57,3 par année. Comparées aux statistiques brésiliennes sur l'ensemble de l'immigration suisse, ces indications portent sur 35,3 % des Suisses arrivés au

1) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 41.

2) Dont 1019 nominalement.

Tableau 34:

Ressortissants suisses de l'arrondissement consulaire de Rio de Janeiro,
1829–1917



Brésil¹⁾. Pourtant, les oscillations varient de 3,3 % en 1886 à 173,3 % en 1882, ce qui met, une fois de plus, en évidence la relativité des sources statistiques sur l'émigration²⁾.

En fait, pour arriver à une appréciation correcte, il faudrait procéder à une analyse, fiche par fiche, de chaque émigrant, en tenant compte de toutes les données disponibles dans les divers registres, y compris les registres de passeports qui, bien sûr, ne renseignent pas directement sur l'émigration, mais sur tous les mouvements des Suisses arrivant, partant du Brésil ou changeant simplement de domicile à l'intérieur du pays³⁾. Avec les professions, les âges, les lieux de résidence et les mouvements de population, on pourrait esquisser une sociologie de la population suisse au Brésil.

L'arrondissement consulaire de Bahia, qui comprend les provinces de Bahia, Alagôas et Sergipe, ainsi qu'Espirito Santo jusqu'en 1860, a produit également de bons registres d'immatriculations⁴⁾. Le premier, pour la période 1819 à 1869, recense 388 noms; le deuxième, de 1869 à 1893, 458 noms et le troisième, de 1893 à 1926, en porte 617.

Tableau 35:

Origine des ressortissants suisses de l'arrondissement consulaire de Bahia, 1819–1926, en %

	Total des immatriculations	1819–1869	1869–1893	1893–1926
Zurich	23	13,9	22,5	29
Vaud	15,9	21,4	20,1	9,2
Schaffhouse	11,9	8,5	7,6	17,2
Berne	10,2	9,3	8,3	12,2
Neuchâtel	9,3	17	10,9	3,2
Thurgovie	4,7	5,7	3,7	4,7

1) En considérant que les années 1878, 1879, 1887 et 1888, qui manquent dans les statistiques brésiliennes, ne modifient pas la moyenne.

2) En éliminant cinq cas extrêmes, on se situe entre 16,5 et 70 %, ce qui peut paraître raisonnable.

3) Pour Rio de Janeiro, cf. AF, E 2200/Rio de Janeiro, 32, passeports de 1857 à 1921. Voir aussi les aperçus annuels fournis par le consulat, in E 2400/Rio de Janeiro.

4) AF, E 2200/Bahia, 1, registre A: 1818–1869; registre B: 1869–1893 et 2200/Bahia, 1972/176, registre C: 1893–1926.

	Total des immatriculations	1819–1869	1869–1893	1893–1926
Argovie	3,3	2,1	5	2,9
Genève	3,3	1,5	3,5	4,4
Appenzell	3,1	2,9	3,5	2,9
St-Gall	2,8	3,6	2,2	2,8
Bâle	2,4	1	1,8	3,7
Soleure	1,6	0,5	1,8	2,3
Grisons	1,4	2,3	2	0,3
Fribourg	1,3	1	2,6	0,5
Tessin	1,2	3,4	0,2	0,5
Lucerne	0,6	1,5	0,4	0,2
Glaris	0,5	—	0,4	0,8
Valais	0,3	—	0,9	0,2
Schwyz	0,3	—	—	0,8
Zoug	0,1	—	—	0,3
Inconnus et divers .	2,8	4,4	2,6	1,9

Sans être aussi manifeste que dans l'arrondissement de Rio, l'origine des Suisses subit une évolution comparable, puisque les ressortissants des cantons latins tombent de 44,3 % dans la première période à 18 % dans la troisième, alors qu'au contraire, les Zuricois, les Bernois et les Argoviens, accompagnés, cette fois, par les Schaffhousois et les Thurgoviens, augmentent de 39,5 à 66 %.

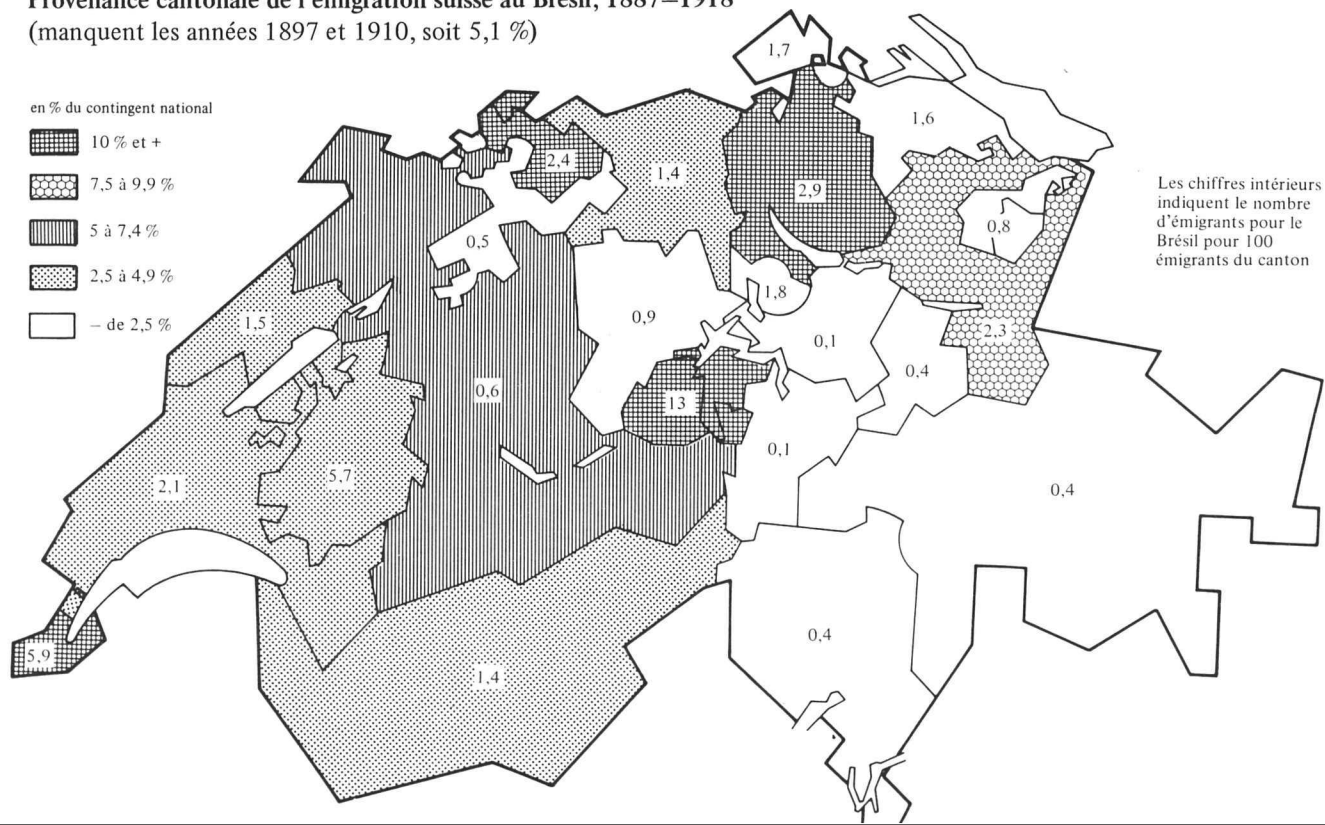
Le recensement du 31 décembre 1841 permet de connaître la présence des Suisses à un moment précis¹⁾. Si le premier registre mentionne 388 Suisses au cours d'une période de 50 ans, au milieu de cette période, les Suisses sont au nombre de 91 dans l'arrondissement, dont 42 à la colonie Leopoldina et 33 dans la ville de Bahia. La prépondérance romande de cette première moitié de siècle est encore plus manifeste que dans le registre, puisque les cantons les mieux représentés sont Neuchâtel, avec 33 ressortissants, Vaud avec 24 et Berne avec 11.

Comme pour d'autres pays américains, l'origine cantonale des immigrants suisses dans l'ensemble du Brésil est mesurable à partir de 1887²⁾. Dès cette

1) AF, D 1982.

2) *Annuaire statistique de la Suisse*.

Tableau 36:
Provenance cantonale de l'émigration suisse au Brésil, 1887–1918
 (manquent les années 1897 et 1910, soit 5,1 %)



date, jusqu'en 1918, les statistiques suisses indiquent une émigration de 2385 personnes pour les Brésil, dont 27,4 % pour les cantons latins. Il est curieux de constater qu'un petit canton comme Unterwald — dont les émigrants sont attirés par la colonie "Helvetia" fondée par des compatriotes — ou un canton d'émigration relativement faible comme Genève, fournissent plus de 10 % du contingent migratoire alors que les Tessinois et les Bernois, par exemple, ne manifestent pas une attirance très prononcée pour le Brésil.

Faute de recensements, il reste difficile d'évaluer correctement le nombre des Suisses résidant au Brésil. Les statistiques des Suisses à l'étranger¹⁾ estiment ce nombre à 2240 en 1872 et le consulat à Rio parle de 6000 en 1906, dont 4100 dans l'arrondissement de Rio, 1000 dans le Rio Grande do Sul, 500 dans l'arrondissement de Santa Catarina et Paraná et 200, seulement, dans celui de Bahia²⁾.

II. L'émigration suisse de la première moitié du siècle

Après la chute de l'Europe napoléonienne, la crise de subsistances provoque l'émigration de plusieurs milliers de Suisses. L'épopée des quelque 2000 personnes parties pour Nova Friburgo est aujourd'hui bien connue³⁾.

La composition sociologique de l'émigration est particulièrement intéressante et relativement significative de la détresse des partants. Provenant de dix cantons, les émigrants sont francophones à 72 %. 44,9 % sont des femmes et 57 % ont moins de vingt ans, c'est dire qu'il ne s'agit pas d'émigrants individuels qui vont tenter leur chance mais de familles entières. Enfin, plus de 16 % sont des heimatlos⁴⁾. Les colons suisses ne rencontrent pas la terre promise et, jusque vers 1830, les difficultés sont nombreuses; une partie des colons essaime dans le district de Cantagalo.

Vers 1820, d'autres essais de colonisation sont tentés, notamment au sud de la province de Bahia où des Suisses et des Allemands fondent les établisse-

1) AF, E 3321/96.

2) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 130, brouillon enregistré le 28 avril 1906.

3) Nicoulin, M.: *La genèse de Nova Friburgo. Emigration et colonisation suisse au Brésil*. Fribourg 1973.

4) *Idem*, pp. 108–112.

ments de Leopoldina et de Mucuri. A partir de 1823, l'émigration suisse diminue et ce ne sont plus guère que des familles isolées, souvent des commerçants et des cultivateurs journaliers, qui rejoignent leurs compatriotes. En 1832, le consul de Suisse à Rio de Janeiro attire l'attention sur la situation "fâcheuse" de la colonie de Leopoldina, où vivent 86 blancs, femmes et enfants compris, et 489 esclaves noirs. Le consul de Suisse se plaint de ce que certaines autorités subalternes de la région de Leopoldina empêchent les Suisses de s'organiser, prétextant que leurs établissements "républicains" sont contraires aux institutions impériales:

"Si, au moment où les représentants de la nation s'occupent à favoriser la colonisation, le gouvernement permet que de semblables citoyens soient gênés, vexés et empêchés dans le développement de leur activité par des intrigues des autorités subalternes, alors l'effet des mesures prises pour attirer les colons européens sera tout à fait manqué, car il est impossible que ces mêmes colons qui, après avoir ainsi travaillé, se voient privés tout à coup de la jouissance paisible du fruit de leurs peines, n'écrivent pas à leurs parents et amis et, au lieu de les engager à les rejoindre, ne leur racontent pas leurs misères, ne les découragent ainsi que leurs compatriotes en général par la publication de leurs rapports ¹⁾."

En règle générale, les consuls de Suisse ne recommandent guère l'émigration au Brésil. Les exemples de Nova Friburgo et des colonies allemandes ne paraissent guère stimulants et les conditions politiques et sociales du pays sont trop difficiles pour une véritable intégration des Suisses. C'est ainsi qu'en 1829, le consul de Suisse à Pernambuco, Emmanuel Ricou, décourage toute émigration massive. Son langage, peu complaisant pour les miséreux et les esclaves noirs, traduit toute une vision du monde:

"Intimement convaincu comme je le suis que les Suisses qui émigrent pour le Brésil par troupes et sans moyens de subsistance n'y trouveront que le désappointement et la misère, en cherchant à les détourner, je remplis mon devoir et je satisfais à un besoin de coeur que me fait éprouver l'état d'abjection où je vois les colons allemands actuellement ici. Ne vivant que du produit de la mendicité, ils ne peuvent se procurer par suite de la cherté des comestibles qu'une nourriture grossière et à laquelle ils ne sont pas accoutumés; n'ayant pas de linge de rechange, la saleté engendre le gale, maladie très commune ici; le découragement s'accroît et les hommes finissent par se trouver heureux d'assurer leur existence en prenant du service dans la ligne, composée de gens de toutes les couleurs, mais principalement de nègres et de mulâtres dont la fréquentation habituelle finirait par développer tous les germes de vices que leur oisiveté aurait engendrés, si une discipline à coup de bâtons ne leur rappelait de temps en temps qu'ils sont

1) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 51, 17 juillet 1832.

soldats brésiliens. . . Quant aux femmes et aux filles des colons dont je parle, elles offrent trop souvent, par une prostitution née de leur misère, un tableau trop dégoûtant pour m'y arrêter. . . Je ne saurais par contre qu'encourager les artisans sages et économes qui ne trouvent pas chez eux suffisamment de travail, de venir isolément ou en famille ¹⁾."

Le Brésil cherche en effet non seulement à développer une immigration civile, mais aussi à recruter des militaires pour son armée. En 1840, des journaux romands, *Le Fédéral* de Genève et *Le Courrier Suisse* de Lausanne attirent l'attention sur les dangers de ce genre d'aventure ²⁾.

En 1843, la Société suisse d'utilité publique s'intéresse au sort des colons et adresse, à cet effet, une enquête aux consuls de Suisse en Amérique. Les réponses de Rio de Janeiro et de Bahia fournissent de nombreux renseignements sur la situation économique du Brésil et sur l'insertion des Suisses dans la communauté ³⁾. Les Helvètes ne sont guère à l'aise dans un pays dont le tempérament, les moeurs, le climat et l'évolution ne ressemblent pas au leur.

Le consulat de Suisse à Bahia⁴⁾ confirme que la majeure partie des Suisses de l'arrondissement sont des Vaudois et des Neuchâtelois, venus individuellement, pour cultiver des plantations de café; un nombre relativement important exercerait également diverses professions artisanales. Beaucoup d'immigrants seraient arrivés célibataires; ils auraient, par la suite, épousé des compatriotes, domestiques et bonnes, amenées d'Europe par quelque négociant aisé. En général, les Suisses ne manifesteraient pas une grande sympathie à l'égard des Brésiliennes.

1) AF, D 1982, lettre de Emmanuel Ricou aux avoyers et conseil secret de la Ville et République de Berne, Directoire fédéral, 1er juin 1829.

2) *Le Courrier suisse*, 4 septembre 1840.

3) Cf. AF, D 1981, 1982, D 1871 b, ainsi que *Enquête auprès de Messieurs les consuls de la Confédération, en Europe, dans le nord de l'Afrique, l'Amérique du nord, l'Amérique centrale et du sud, suivie des observations de la commission des émigrations nommée par la société d'utilité publique fédérale, dans sa réunion à Zurich, le 18 septembre 1844*. Lausanne 1845. Les correspondances des consuls de Suisse à Rio de Janeiro, Pernambuco et surtout Bahia, depuis 1833, sont riches; elles présentent notamment des tableaux statistiques sur les relations commerciales et l'état économique du pays.

4) La réponse proprement dite du consulat de Suisse à Bahia à l'enquête de la Société suisse d'utilité publique est due à Gabriel Friedrich May; le consul, Auguste Decosterd, y joint ses propres considérations dans une lettre séparée datée du 23 juillet 1843.

D'après le consulat de Bahia, le gouvernement brésilien accorde des concessions gratuites. Pourtant, les meilleures terres du bord de la mer, déjà distribuées à des gens bien introduits, ne sont guère cultivées, si bien que le nouveau venu doit se replier à l'intérieur du pays, où les produits du sol sont dépréciés, faute de voies de communication.

Le consulat de Suisse à Bahia souhaiterait que les colons suisses se réunissent en un "grand établissement national, qui puisse former plus tard une province", de manière surtout à permettre aux Suisses de continuer à vivre sous leurs propres lois. Tout au long du siècle, ces intentions colonialistes sont assez répandues dans les milieux helvétiques d'Amérique latine et notamment auprès du corps consulaire. Dissertant sur les causes de l'émigration, le consulat ne croit pas que la Suisse soit dépourvue de ressources. Cependant, en raison d'une certaine inadaptation des mentalités et de l'éducation suisses au monde moderne, les professions industrielles et techniques passent aux mains des étrangers et les Suisses sont relégués à des travaux inférieurs. Le morcellement des propriétés et l'absence de lois "favorables aux créanciers" seraient également à mettre au passif d'une Suisse au développement quelque peu retardataire. Pourtant,

"Je ne veux pas recommander par là le système de Banque que je considère comme un moyen de favoriser le riche sans soulager en proportion le pauvre. Craignons d'imiter l'Angleterre qui, par ses lois, a trouvé le moyen de rendre un pays riche, mais non pas heureux. La Suisse doit au contraire se proposer d'empêcher la trop grande richesse et la trop grande pauvreté individuelle¹⁾."

Après l'expédition de Nova Friburgo, les immigrants de l'arrondissement de Rio de Janeiro, venus individuellement, comme à Bahia, exercent de préférence des professions artisanales et commerciales. D'après le consul de Suisse, la condition des artisans paraît plus facile que celle des immigrants agriculteurs. Ceux-ci, arrivant souvent sans ressources, obligés de s'engager chez des colons installés ne reçoivent que des salaires dérisoires et, s'ils ne trouvent pas rapidement quelque lot de terre en concession, ils ne sortent plus de la domesticité, car les intérêts d'un achat à crédit s'élèvent jusqu'à 1 et même à 2 % par mois.

1) AF, D 1982, ce passage a été curieusement modifié par la publication de la Société suisse d'utilité publique qui écrit: "Les lois en Suisse ne sont-elles pas en général trop favorables aux créanciers? Je ne parle ni du système des banques, ni d'imiter l'Angleterre. Mais les lois de la Suisse ne devraient-elles pas se proposer un juste équilibre entre la trop grande richesse et la trop grande pauvreté individuelle?" (*Enquête auprès de Messieurs les consuls* . . . , p. 99). Il paraît donc nécessaire de revenir aux textes originaux conservés aux AF.

Ceux qui possèdent un certain capital achètent des esclaves noirs. Aux yeux du consul, les esclaves sont nécessaires, pendant que la colonisation ne sera pas organisée et le signe de la réussite est “d’acheter plus de nègres¹⁾”.

Contrairement à son collègue de Bahia, le consul de Suisse à Rio de Janeiro, Charles Perret-Gentil, estime que la surpopulation de la Suisse contraint une partie des gens à émigrer. Il faudrait, dès lors, “organiser la colonisation”, en créant une agence au Brésil que Perret-Gentil se propose de diriger lui-même. Le consul n’en restera d’ailleurs pas à de simples projets.

III. Le système de “Parceria” et l’échec de la colonisation brésilienne (1850–1869)

Vers 1850, l’émigration européenne vers le Brésil débute sur une grande échelle et les Allemands, en particulier, fondent plusieurs colonies dans les provinces de São Paulo, Santa Catarina et Rio Grande do Sul²⁾. Des Suisses s’établissent également dans certaines de ces colonies, notamment à Dõna Francisca (Santa Catarina), où ils seraient déjà une centaine en 1853, la plupart avec leurs familles³⁾.

Profitant d’une conjoncture européenne favorable à l’émigration, le gouvernement brésilien entame alors une formidable campagne de propagande. La traite des noirs s’avérant de plus en plus difficile, les grands propriétaires fonciers sont, en effet, résolus à remplacer progressivement l’esclavage par une main d’oeuvre européenne, voire asiatique. C’est, en fait, une véritable traite des blancs qui s’organise:

“Le gouvernement brésilien avait traité avec une société de Hambourg pour l’expédition de colons, et bientôt une nuée d’agents, ayant à leur tête un certain E. Paravicini de Zurich, se mirent à parcourir surtout les cantons de la Suisse allemande et à prêcher l’évangile de l’eldorado brésilien. C’était la solution de la question du paupérisme, affirmaient-ils, car le plus pauvre y trouvait à gagner largement sa vie⁴⁾.”

1) AF, D 1981, le consul de Suisse à Rio de Janeiro a d’abord accusé réception de l’enquête en y joignant un certain nombre de commentaires, le 20 mars 1843; il a répondu réellement le 17 mai.

2) Cf. Bromme, T.: *Hand- und Reisebuch für Auswanderer und Reisende nach Nord-Mittel- und Süd-Amerika*. Bamberg 1866, achte Auflage, pp. 471–485.

3) Karrer: *op.cit.*, p. 53.

4) *Ibid.*

Ainsi, un certain nombre d'émigrants s'établissent au Brésil dans des colonies traditionnelles, où chacun tente de s'approprier un lopin de terre plus ou moins important. Néanmoins, l'originalité de l'expérience brésilienne des années 1850, dans la province de São Paulo, en particulier, réside dans un système de contrat, appelé "parceria",

"... système d'économie rurale qui n'était autre que le métayage mais qui était exécuté d'une façon telle que les immigrants étaient plutôt des esclaves.

Le propriétaire pouvait, en outre, même contre le gré du colon, transférer à un autre son contrat, qui, la plupart du temps, était verbal.

L'action gouvernementale était également défectueuse. L'Etat amenait gratuitement l'immigrant au Brésil, mais il entendait recouvrer les frais occasionnés par le passage. A leur arrivée sur le territoire, les immigrants étaient donc employés, soit à la confection des routes, soit à la mise en valeur des domaines nationaux; ils y étaient donc dans une sorte de quasi-servilité jusqu'à ce qu'un propriétaire les prit et répondît pour eux de ce qu'ils avaient coûté à l'Etat¹⁾."

Suivant le système de "parceria", introduit par le riche sénateur Vergueiro, le colon n'est pas propriétaire de sa terre; il ne reçoit pas non plus de salaire fixe, mais il dispose d'une partie de sa récolte, de façon à subvenir à ses propres besoins. Le surplus, quand il y en a, est partagé entre le propriétaire et le colon dans une proportion qui ne permet que rarement à ce dernier, de rembourser ses dettes, d'autant qu'elles sont héréditaires²⁾.

Pour rendre leur propagande crédible auprès des gouvernements européens, les propriétaires brésiliens savent s'associer à d'importantes personnalités, tel, par exemple, que le consul de Suisse à Rio de Janeiro, Charles Perret-Gentil qui, toutefois, démissionne en 1851, pour fonder une agence de colonisation avec le sénateur Vergueiro³⁾.

Le propagande brésilienne provoque un effet formidable. Les communes suisses y voient souvent un moyen de se débarrasser de leurs indigents et versent, à cet effet, des sommes importantes pour les aider à traverser l'océan.

1) Chandèze: *op.cit.*, pp. 212–213.

2) Toute cette question a été évoquée par Karrer (*op.cit.*, pp. 52 à 66) et par Natsch, R.: *Die Haltung eidgenössischer und kantonaler Behörden in der Auswanderungsfrage 1803–1874*. Zürich 1966, pp. 171–210. Pour une étude globale, il faut attendre la thèse en préparation de Béatrice Ziegler.

3) En 1851, Perret-Gentil élabore de nombreux textes sur la situation et les possibilités de développement du Brésil et de ses colonies. Cf. AF, E 2/2097, 2/1441 et 2200/Rio de Janeiro, 69.

De ce fait, de 1850 à 1855, les statistiques brésiliennes enregistrent l'arrivée de 2000 Suisses, chiffre nettement inférieur à la réalité, puisque le nombre des Suisses s'embarquant à Hambourg pour le Brésil dans les seules années 1854 et 1855 dépasserait déjà ce total¹⁾.

Dès 1852, le Conseil fédéral attire l'attention sur les dangers de ces entreprises fondées sur des promesses de quote-part prise sur le produit du travail²⁾. Après la réception d'un rapport de la Société suisse de bienfaisance de Rio de Janeiro, les autorités suisses s'inquiètent sérieusement. Des gouvernements cantonaux chargent le docteur Christian Heusser de se renseigner mais celui-ci se montre plus empressé auprès du sénateur Vergueiro qu'auprès des colons³⁾. Cependant, le nouveau consul de Suisse à Rio, Heinrich David, mène également sa propre enquête. Suivant son rapport, la Maison du sénateur Vergueiro serait parvenue à introduire 3000 colons au Brésil avant la fin de l'année 1856. Jouant le rôle d'intermédiaire, Vergueiro réclame 10 000 réis, soit environ 30 francs suisses par colon, au total un bénéfice de 90 000 francs. Le sénateur demande également 6 % d'intérêt aux colons pour les avances concédées sur les frais de voyage. Etudiant la situation de 137 colons, répartis dans six colonies utilisant le système de "parceria", le consul démontre que leurs dettes ont augmenté de 46 % en quatre ans⁴⁾. 16 colons seulement seraient parvenus à diminuer le montant total de leurs dettes, mais 43 autres auraient vu ce montant plus que doubler.

Tableau 37:

Evolution des dettes de 137 colons établis suivant le système de "parceria"

	nombre	%
diminution de la dette	16	11,7
augmentation de 0 à 25 %	25	18,2
augmentation de 25 à 50 %	34	24,8
augmentation de 50 à 75 %	13	9,5
augmentation de 75 à 100 %	6	4,4
augmentation de plus de 100 %	43	31,4

1) Cf. Karrer: *op.cit.*, p. 55. Voir également RG, ainsi que la *Feuille fédérale*.

2) RG, 1852, pp. 154–155. Sur les premières plaintes venues du Brésil, cf. RG, 1856, pp. 207–208, ainsi que FF, 1856, II, p. 420.

3) Voir AF, E 2/2098 et 2/2099.

4) AF, E 2/2097, rapport du consul de Suisse à Rio de Janeiro, envoyé au ministre brésilien de l'intérieur, 8 juin 1857. Au cours de 330 réis pour un franc, la dette moyenne de chaque colon a augmenté de 1720 à 2516 francs.

Dans ses tractations financières avec les colons, la Maison Vergueiro utilise une marge de change moyenne de 17,8 %. Complètement à la merci de leurs propriétaires, les colons vivent dans des conditions effroyables. Ils sont, par exemple, dépourvus de moyens monétaires, ne recevant généralement guère plus de 60 francs par année:

“Je ne vous parlerai pas de toutes les vexations, toutes les oppressions que les colons ont subis, des prix exagérés des vivres, des mesures irrégulières, des comptes erronés toujours en défaveur des pauvres; je ne vous parlerai pas en détail de la violation manifeste de tel et tel article des contrats dont les entrepreneurs se sont rendus coupables. . . Le manque d'argent se fait tellement sentir que des enfants ne peuvent pas être baptisés, le colon n'ayant pas de quoi acquitter la taxe du vicaire et que des malades n'ont pu avoir les soins nécessaires; l'on est allé jusqu'à refuser les planches pour un cercueil¹⁾.”

Dans de pareilles conditions, les pétitions et les plaintes des colons vont se multiplier. Elles décrivent des situations incroyables. Plusieurs lettres adressées au consul sont écrites de prison, où des colons séjournent faute d'avoir pu payer leurs dettes²⁾.

En fait, la loi brésilienne n'est pas du tout favorable aux colons³⁾. Le 2 décembre 1857, pour la première fois, le Conseil fédéral décide d'intervenir officiellement dans les questions d'émigration. Il s'adresse énergiquement au ministère impérial des affaires étrangères du Brésil en même temps qu'il envoie une circulaire aux cantons pour leur demander jusqu'à quel point ils pensent coopérer à l'affranchissement des colons⁴⁾. Ainsi, grâce surtout à son consul à Rio de Janeiro, la Confédération se penche sur le système d'exploitation installé par les grands propriétaires fonciers qui tend à remplacer les esclaves noirs par des colons européens dont le prix est dix fois moins élevé⁵⁾. Le 31 juillet 1858, l'Assemblée fédérale charge le Conseil fédéral “d'insister énergiquement auprès du gouvernement du Brésil pour que les colons suisses soient mis dans une meilleure position⁶⁾”. A la suite de cette intervention

1) *Ibid.*

2) On trouve des lettres de ce genre dans les archives du consulat de Rio (AF, E 2200) voir notamment le dossier 79.

3) Karrer: *op.cit.*, p. 58.

4) Voir AF, E 2/2098 et 2/2099.

5) A ce sujet, cf. le recueil publié par ordre du Conseil fédéral, *Documents concernant la question de l'émigration au Brésil*, 1858 (AF, E 2/2098). Voir également FF, 1858, II, pp. 189–247, de même que l' *Aperçu des mesures adoptées par le gouvernement du Brésil relativement à la colonisation*, note de la légation du Brésil, 4 janvier 1858, ainsi que *La colonisation au Brésil d'après les documents officiels* (AF, E 2/2102).

6) RG, 1858, p. 213.

suisse et des rapports de son délégué, Jesus Valdetaro, le gouvernement brésilien révisé sa position et donne à la Suisse l'assurance qu'il s'efforcera de "faire redresser les griefs des colons¹⁾". De leur côté, les cantons intéressés se réunissent en conférence à Zurich, le 2 février 1858, pour obliger Vergueiro à rembourser les avances des communes²⁾. La Confédération accorde des subsides à la Société suisse de bienfaisance de Rio de Janeiro et demande, en 1859, un crédit extraordinaire de 24 000 francs pour résoudre la question brésilienne. Elle décide également d'envoyer un représentant en mission, Jean-Jacques Tschudi, de Glaris, afin de négocier avec le gouvernement brésilien une situation convenable aux colons³⁾.

Le délégué visite toutes les colonies suisses du Brésil⁴⁾. Ses rapports témoignent d'une conception de la société assez éloignée de celle des colons aux prises avec la misère⁵⁾. Tschudi s'en prend aussi au gouvernement brésilien; il dénonce les conditions d'accueil faites aux immigrants⁶⁾. Son travail est important; il touche à toutes les relations politiques, économiques, sociales et culturelles, entre la Suisse et le Brésil. Il faut régulariser la situation juridique des colons, améliorer la législation brésilienne en matière coloniale, faire admettre à l'empire catholique les mariages des ressortissants réformés, développer le système scolaire, etc., etc.⁷⁾ Tschudi parvient également à régulariser la situation des consulats suisses⁸⁾. Les communications du délégué suisse font part de la composition des colonies⁹⁾. De son côté, le nouveau consul suisse à Rio de Janeiro, Emile Raffard, s'en prend aux agences d'émigration¹⁰⁾.

Le gouvernement brésilien, bien que ne voulant pas se charger des remboursements de dettes, tente d'améliorer la situation des colons, par de véritables

1) AF, E 2/2098, lettre de la légation impériale du Brésil, 5 juillet 1858.

2) FF, 1859, II, pp. 198–214, message du Conseil fédéral, 11 juillet 1859.

3) RG, 1859, pp. 111–112. Voir AF, E 2/2102.

4) RG, 1860, pp. 263–266. Voir les rapports de Tschudi in FF, 1860, III, pp. 241–292; 1861, I, pp. 137–161; 1861, II, pp. 582–620, avec statistiques et diverses autres communications.

5) Sur la mission Tschudi, AF, E 2/2100, 2/2102, 2/2103, 2/2104, 2/2105 et 2/2106.

6) AF, E 2/2104, lettre du 15 mai 1861.

7) Voir RG, 1861.

8) FF, 1861, III, pp. 273–287 et 1862, I, pp. 106–122, message du Conseil fédéral concernant la convention consulaire avec le Brésil, 10 janvier 1862.

9) Voir FF.

10) AF, E 2/2104, lettre du 15 novembre 1861.

transferts de populations qui ne se font pas toujours aisément¹⁾. Ces transferts nécessitent le rachat des dettes des colons. Quant à Vergueiro, il met opposition à toute ingérence dans ses affaires et refuse de rembourser les communes suisses; il faut envisager un procès contre lui qui va traîner jusqu'en 1868. 34 communes de 8 cantons et les caisses d'Etat de Berne et d'Argovie réclament à Vergueiro 227 982 francs 22 alors que 15 autres communes renoncent à 43 437 francs 74.

Tableau 38:

Sommes totales avancées par les communes et les cantons pour les contrats de bail et les voyages²⁾.

	Nombre de communes	Somme totale	% du chiffre total
Grisons	13	87 948,69	32,4
Glaris	2	68 502,19	25,2
Unterwald	4	40 063,32	14,8
Fribourg	11	24 887,10	9,2
Argovie	7	24 408,96	9
Schaffhouse	1	10 903,15	4
Berne	5	10 426,65	3,8
Zurich	5	3 679,90	1,4
Thurgovie	1	600	0,2

“Après avoir été poursuivi pendant plusieurs années, ce procès fut abandonné, les autres communes ayant aussi renoncé à leurs réclamations en 1866 à la suite de nouvelles négociations infructueuses, et Vergueiro ayant rendu toute nouvelle poursuite inutile en suspendant ses paiements. En 1868, il n’y avait plus de Suisses dans les colonies de Vergueiro; la plupart sont devenus de petits propriétaires³⁾.”

En 1866, les expériences fâcheuses en matière de colonisation, suscitent l'apparition, au Brésil, d'une Société internationale d'immigration.

“Cette société se propose: de faciliter aux immigrants leur établissement sur le territoire du Brésil, de les acheminer, de les protéger et d'aplanir les difficultés contre lesquelles ils auraient à lutter. Aider les dits immigrants dans leurs rapports avec les autorités et les défendre par devant les tribu-

1) Cf. RG, 1862, p. 298 ainsi que AF, E 2/2100.

2) RG, 1862, pp. 299–301.

3) Karrer: *op.cit.*, p. 80; voir RG, 1866, pp. 233–234 et 1868, p. 438.

naux, observer la marche des centres coloniaux existant dans l'Empire, l'informer de leurs besoins, étudier les vices de leur règlement et activer l'adoption des mesures appropriées. Discuter les causes qui s'opposent à l'immigration au Brésil. s'intéresser à aplanir ces obstacles ¹⁾."

Inspirée par une idéologie libérale, la société réclame la liberté des cultes, l'égalité des droits civils et politiques pour tous les Brésiliens qu'ils le soient de naissance ou par adoption, et l'amélioration de la condition des orphelins d'immigrés. De cette façon, l'immigration pourra être spontanée et les intérêts des immigrés s'harmoniseront avec ceux du pays ²⁾.

Quant au système de "parceria", il est jugé à la lumière des critères de l'économie politique libérale et condamné. Le colon travaillant dans une entreprise de type capitaliste doit être assimilé à un ouvrier salarié; en tant que tel, il ne doit pas supporter les risques de l'entreprise:

"La position du colon par parceria est par conséquent vicieuse dans sa base; elle est encore plus intolérable, si le colon se trouve dès le commencement sous le poids d'une dette provenant des avances du passage d'une nombreuse famille qui ne peut pas encore contribuer à la production dans les premières années. . . dans ce dernier cas, le même colon se trouvera en peu de temps réduit à un état d'esclavage, l'ouvrier va devenir l'esclave du capital ³⁾."

La Société internationale constate qu'en 1866, le Brésil n'a pas réussi à attirer l'immigration européenne ni à lui donner une position sociale convenable. Même à la fin de la guerre de Sécession, le Brésil ne supporte la comparaison avec les Etats-Unis sur aucun point. A l'exception de la province de Rio Grande do Sul, il n'y a pratiquement aucun établissement colonial de plus de 2000 habitants. La Société propose donc de s'inspirer de l'idéal progressiste américain, de concentrer les colons "dans le voisinage immédiat des grands marchés de consommation", là où les voies de communication facilitent les échanges, de renoncer à employer les immigrants à des cultures de grand rendement contrôlées par les propriétaires fonciers, mais à les utiliser de préférence à "la culture des aliments journaliers et au labourage".

Même si l'histoire de l'immigration brésilienne des années 1850 à 1865 ne se résume pas au système de la "parceria", ces années n'ont guère été heureuses

1) AF, E 2/2106, programme de la société internationale d'immigration, (1866) traduction.

2) RG, 1866, p. 233.

3) AF, E 2/2106.

pour le développement du pays. Sous la tutelle des grands propriétaires et des spéculateurs, la politique de colonisation s'est faite suivant la loi du plus grand profit, à un moment où l'infrastructure nationale était encore embryonnaire, notamment en matière de voies de communication.

Dispersés du nord au sud, sur plus de 30 degrés de latitude, les établissements connaissent naturellement des problèmes fort divers, suivant la nature du sol, le climat, le type de culture et le mode des relations humaines dû au système colonial en vigueur. De l'avis de beaucoup d'observateurs, notamment du consul de Suisse ad interim à Bahia, en 1859, le climat de tout le pays au nord de Rio de Janeiro n'est pas propice à la colonisation européenne. De fait, depuis le milieu du siècle, la fièvre jaune y fait d'énormes ravages¹⁾. La région nordique de Pará décline, les entreprises coloniales ayant échoué²⁾. A la fin des années 1850, la province de Bahia connaît une violente crise agricole et commerciale³⁾. Au reste, le consulat souhaiterait un contrôle fédéral sur l'émigration helvétique⁴⁾. Dans la province de Rio, la colonie de Nova Friburgo, qui a déjà connu les difficiles années du départ, paraît se développer avec plus d'aisance⁵⁾. Dans l'Espírito Santo, la colonie Santa Leopoldina comprendrait, en 1860, 104 Suisses sur 1003 habitants. Ces colons, pour la plupart, ont été transférés d'Ubatuba où régnait le système de la "parceria". Ils sont malheureusement tombés de Charybde en Scylla.

"Le sol est en *général* mauvais et improductif . . . Les colons suisses ont été indignement trompés dans le partage des terres . . . Un nombre assez considérable de colons sont malades . . . Le changement fréquent de directeurs et le mauvais choix qui en a été fait au commencement ont causé un tort considérable à la colonie . . . Les colons se trouvent jusqu'à cette heure dans une ignorance complète de leur position économique vis-à-vis du Gouvernement; nul ne sait ce qu'il doit . . .⁶⁾."

Ces gens sont à nouveau transférés dans la région de Rio Novo, où les terres sont plus fertiles; ils y rejoignent d'autres colons, mais, là encore, des diffi-

1) Ainsi, de novembre 1849 à janvier 1850, 41 membres de la colonie suisse de Bahia sont touchés par l'épidémie. Voir AF, E 2/1441.

2) FF, 1865, III, *rapport annuel du consulat suisse à Pará pour 1864*, pp. 323-325. Voir également, AF, E 2/1414.

3) RG, 1858 et 1860. Voir aussi AF, E 2/1229 et 2400/Bahia, 1.

4) AF, E 2400/Bahia, 1, lettre du consul de Suisse ad interim, 10 mars 1858.

5) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 80.

6) FF, 1861, I, *rapport de l'Envoyé extraordinaire au Brésil, M. de Tschudi* . . . , pp. 147-149.

cultés surgissent avec la direction de l'établissement ¹⁾. Les transferts de population s'avèrent très difficiles et beaucoup d'émigrés ne veulent plus courir le risque d'une nouvelle installation où tout est à refaire. Il n'est guère que dans le sud, dans les provinces de Santa Catarina et de Rio Grande do Sul, où les immigrés sont en majorité Allemands, que la situation soit un peu meilleure, encore que les plaintes y affluent également notamment au sujet de la peine des colons à obtenir leurs titres de propriété. A Doña Francisca, il y aurait 463 Suisses sur 2885 habitants, dont 72,4 % en provenance du canton de Schaffhouse. Le climat y est plus tempéré, les cultures moins spécialisées, les propriétés plus petites et les Européens paraissent mieux à leur aise que plus au nord. Ils y rencontrent toutefois de nombreux inconvénients, d'ordre confessionnel par exemple, comme partout ailleurs dans le très catholique Brésil.

En définitive, dans l'ensemble du Brésil, ce sont des émigrants mal préparés qui arrivent dans un pays inapte à les recevoir. Des familles nombreuses, accablées de lourds frais de voyage, à la merci des spéculateurs, voient leur sort empirer par le manque de rendement dû à leur inadaptation au climat, au pays et au type de cultures. Avec l'accroissement des dettes, c'est la servitude et le découragement . . . on est très loin des tableaux enchanteurs d'une propagande mirifique, très loin aussi de l'histoire moralisante des Suisses de l'étranger "qui ont réussi". Pour l'image du Brésil en Europe, ces années resteront très néfastes et, d'emblée, de 1863 à 1870, l'immigration annuelle moyenne tombe à 58 % de la moyenne des années 1855 à 1862.

IV. La difficile politique brésilienne d'immigration (1870–1914)

Contrairement aux Etats-Unis et même à l'Argentine, la politique brésilienne d'immigration ne rencontre que des succès fort limités avant la fin des années 1880. Empire aux structures sociales très conservatrices, le Brésil n'a pas encore opté pour un progrès de type capitaliste qui obligerait à développer le marché du travail libre. Les années 1870 à 1885 sont toujours caractérisées par de nombreuses difficultés pour les immigrants, notamment de nationalité suisse.

En réponse à la motion du Dr. Joos, de 1870, "pour savoir s'il ne convient pas de donner des buts aux personnes qui émigrent en Amérique", le consul de Suisse à Bahia déconseille le Brésil, alors que le consul général à Rio de

1) AF, E 2/2100.

Janeiro se montre plus nuancé, insistant sur les bonnes conditions d'accueil dans le port de Rio, mais estimant, d'autre part, que le gouvernement brésilien devrait fournir des terres à proximité des villes et des voies de communication¹⁾. Une loi, promulguée, le 28 septembre 1871, libère tout enfant né d'esclave, ce qui suscite, naturellement, une reprise de la propagande brésilienne en faveur de l'immigration²⁾. Cependant, depuis la mission Tschudi et la fondation d'une Société suisse d'émigration en 1865, une certaine prise de conscience commence à se manifester au sujet du sort des émigrants et le Conseil fédéral se met à avertir le public des dangers de l'expatriation³⁾. Après sa mission en Argentine, Frédéric Jäggi-Gygger envisage également une action au Brésil. Il en informe le consul général, Eugène Raffard:

“Depuis mon retour dans le pays, j'ai bien sondé les dispositions à l'égard de l'émigration. En ce moment d'abord, il y a trop d'autres questions importantes qui prédominent et agitent les esprits; mais nous pénétrons quand même, à la condition de se présenter avec un projet élaboré d'avance et dont les avantages seraient *palpables* pour tout le monde . . . Au surplus, mes publications sont généralement approuvées et au moyen de celles qui paraîtront prochainement, je sais d'avance prédisposer l'opinion publique en faveur de mes tendances, savoir à faire sortir la question d'émigration de son ornière dégoûtante et lui assigner la place à laquelle cette question *sociale* a droit à prétendre sous le point de vue de son *importance* aussi bien que de l'*humanité* . . . Mais, à part le bien à faire, il nous serait permis de ne pas perdre de vue nos intérêts privés en utilisant les avantages que la situation créerait⁴⁾.”

Pourtant, les affaires vont à nouveau se gâter avec les entreprises de colonisation, d'origine germanique, de Moniz, Theodoro et Polycarpia, près de Comandatuba dans la province de Bahia⁵⁾. Les colons, dont 66 Suisses, ne trouvent rien à leur arrivée. Complètement démunis, ils ne parviennent pas à s'établir convenablement:

“Dans l'espace de trois mois, la mortalité dans la colonie suisse seulement se chiffrait par l'effrayante proportion de vingt pour cent⁶⁾.”

1) AF, E 2/2075.

2) AF, E 2/1441.

3) FF, 1872, II, pp. 100–102, circulaire du 29 avril 1872.

4) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 91, lettre du 22 décembre 1872.

5) Sur cette affaire, cf. Karrer: *op.cit.*, p. 67. Voir FF, 1873, I, pp. 171–172; 1873, III, p. 394 et p. 656; 1873, IV, pp. 292–295; cf. AF, E 2/2101 ainsi que 2200/Rio de Janeiro, 91 et 92, en particulier un rapport d'août 1873 d'après une enquête menée par H. Ochsenbein, délégué du consulat.

6) AF, E 2/2153, *compte rendu de la Société suisse de bienfaisance à Bahia pour l'année 1873*, p. 7.

Une fois de plus, on parle de promesses fallacieuses, de Suisses inadaptés; le consul de Suisse à Bahia dénonce les agents d'émigration, la direction, les colons:

“Les communes suisses jouent aussi un bien triste rôle. Pour se débarrasser de bourgeois incommodes, elles envoient des femmes, des enfants à une mort certaine ¹⁾.”

De fait, la colonisation brésilienne ne paraît guère mieux préparée que durant les années 1850 ²⁾ et les consuls résidant à Bahia et à Pernambuco continuent à déconseiller vigoureusement l'immigration dans leurs régions pendant que la mentalité esclavagiste n'a pas disparu:

“Les planteurs n'auraient pas même pour ces travailleurs les mêmes soins qu'ils ont pour leurs esclaves, qui sont une propriété précieuse, et il n'y a rien dans la législation qui puisse protéger efficacement l'ouvrier européen ³⁾.”

En revanche, le développement de l'agriculture dans les provinces du sud, São Paulo en particulier, permet au consul général, Raffard, d'encourager l'idée d'une immigration de familles d'agriculteurs, “à même d'arriver au Brésil sans dettes ⁴⁾.” Pourtant, en 1876, le Conseil fédéral se prononce contre l'émigration pour la colonie de Paranaguá, dans la province de Paraná, suscitée par la propagande de l'agence Christ-Simener ⁵⁾. Ce conflit provoque d'ailleurs un procès entre la Confédération et l'agence.

Tout en déniait entretenir des relations avec les agences d'émigration, la légation impériale du Brésil en Suisse fait part de son souhait que la Confédération finisse par comprendre que le développement de l'émigration libre des Suisses au Brésil est à l'avantage des deux pays, “la Suisse y trouvant un débouché favorable pour sa population prolétaire et laborieuse . . . ⁶⁾” Pour-

1) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 91, lettre du consul de Suisse à Bahia, 15 septembre 1873.

2) Voir les nombreuses protestations d'agents consulaires qui estiment que beaucoup d'immigrants tomberont à la charge des sociétés de bienfaisance. Cf. notamment, FF, 1871, III, pp. 93–94, *rapport du consul de Suisse à Desterro pour l'année 1870*.

3) FF, 1873, III, *rapport du consul suisse à Pernambuco pour l'année 1872*, p. 373.

4) AF, E 2400/Rio de Janeiro, 2, *rapport du consul général de Suisse à Rio de Janeiro pour l'année 1876*.

5) Cf. FF, 1876, I, p. 817; 1876, III, p. 600; 1877, I, p. 39; AF, E 2/2093.

6) AF, E 2/2093, lettre de la légation impériale du Brésil en Suisse, 25 mars 1876.

tant, le Brésil n'attire guère les Suisses, en dépit de la reprise de l'émigration qui atteint un maximum au début des années 1880. D'après les statistiques brésiliennes, entre 1880 et 1885, en moyenne 66 Suisses seulement par année choisiraient le Brésil comme nouvelle résidence, ce qui ne représente plus que 0,6 % de l'émigration suisse outre-mer.

Dans le courant des années 1880, avec le développement de la province de São Paulo axé sur la culture du café, l'intérêt du Brésil augmente pour les Européens. Ce phénomène va s'accroître avec la suppression de l'esclavage en 1888 et l'instauration de la république en 1889, mais le nombre des Suisses reste modéré. Dès 1884, la province de São Paulo fait des offres de travail pour les plantations de café; les travailleurs, payés à la pièce, reçoivent certaines facilités qu'ils s'engagent à rembourser dans un délai d'un ou de deux ans, mais ils ne pourront quitter leurs propriétaires sans avoir payé leurs dettes. Naturellement optimistes, les promoteurs pensent que:

“chaque homme peut mettre de côté chaque année environ 800 francs. Tout bon travailleur est à même de devenir propriétaire de plusieurs hectares de bon terrain dans l'espace de 7 à 8 ans¹⁾.”

Le consul général de Suisse à Rio de Janeiro cherche à améliorer l'image de l'Etat pauliste, fort altérée depuis les événements des années 1860:

“Il est certain que la plupart des mécontents d'alors se trouvent aujourd'hui à la tête d'une belle situation et s'il y en a qui ne soient arrivés à rien, il faut se rappeler que bon nombre d'entre eux, contactés sans discernement, n'avait aucune des qualités requises pour le but proposé²⁾.”

Le Conseil fédéral, en revanche, se montre plus que réservé à l'égard de l'Etat de São Paulo et du Brésil en général; il multiplie les avertissements³⁾ et condamne, notamment, un projet d'établissement franco-suisse dans le voisinage de Teresópolis. Dans l'Etat de São Paulo, les anciennes colonies qui ont survécu aux difficultés des débuts se développent relativement, grâce à l'apport de sang nouveau⁴⁾. C'est le cas de la colonie “Helvetia”, habitée par

1) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 102, lettre du Département fédéral du commerce et de l'agriculture, 11 novembre 1884.

2) AF, E 2400/Rio de Janeiro, 2, rapport du consulat pour l'année 1884–1885.

3) RG, 1887, pp. 121–122; 1888, pp. 249–250; 1886, pp. 115–116.

4) Weizinger, F.: *Die Schweizer Kolonie Helvetia in Brasilien*. São Paulo 1935. Müller, J.: *Die schweizersiedlung Helvetia im Staat São Paulo, Brasilien*. Zürich 1972. Alleman, R.: *Eine schweizerkolonie in Brasilien*, in *Zeitschrift für schweiz. Statistik*, 1935, pp. 534–545.

des ressortissants d'Obwald. Pour attirer la main-d'œuvre, la république brésilienne adopte, en 1890, une loi qui prévoit le paiement ou la réduction des frais de voyage depuis un port européen jusqu'à Santos ou à Rio de Janeiro, ainsi que le transport gratuit en chemin de fer à l'intérieur du pays¹⁾. De telles directives, calquées sur les modèles argentin et chilien, sont contraires aux nouvelles dispositions fédérales sur l'émigration et la surveillance des autorités de renforce²⁾.

De 1890 à 1893, une nouvelle affaire de colonisation suscite encore des difficultés entre la Suisse et le Brésil; cette fois, c'est l'établissement "Alpina" du bâlois Eugène Meyer, près de Teresópolis dans l'Etat de Rio de Janeiro, qui est en cause³⁾. En 1890 et 1891, 140 personnes, la plupart st-galloises, émigrent dans cette colonie. Une fois de plus, pour les colons, il y a loin de la coupe aux lèvres;

"En 1892, les plaintes augmentèrent; un grand nombre de colons confirmèrent l'existence de sérieuses anomalies. Les plaignants se trouvaient déçus dans leurs espérances; le climat, la nature du sol, le genre de vie etc., ne répondaient pas, selon eux, à ce que le propriétaire de la colonie leur avait décrit; la vie du pays ne leur convenait pas; le rendement des terres n'était en aucun rapport avec leur travail, mais leur faisait craindre de s'endetter toujours davantage "

A en croire le chancelier du consulat général de Rio de Janeiro, les raisons essentielles de l'inadaptation des Suisses résident avant tout dans leurs habitudes profondément ancrées dans la mentalité. Les questions alimentaires, en particulier, paraissent insolubles; l'un refuse de manger des mets préparés à la graisse de porc; l'autre préfère la farine de froment, qui doit être importée des Etats-Unis, à la farine de maïs ou aux haricots brésiliens⁵⁾. Cependant, ces raisons mises au passif de la mauvaise volonté de gens qui ne voudraient pas se soumettre à la dure loi de "la nécessité", doivent être pondérées à la mesure du mirage social dont les colons sont victimes et du système d'exploitation pratiqué par l'établissement.

1) Voir Chandèze: *op.cit.*, pp. 216–218 et RG, 1890, p. 70.

2) Si la Suisse manifeste une certaine réserve à l'égard de l'émigration au Brésil, d'autres Etats vont plus loin. Ainsi, en 1875, la France interdit le recrutement des émigrants pour ce pays; en Italie, le gouvernement Crispi fait de même en 1889 et 1890.

3) RG, 1890, p. 72 et 1891, p. 183.

4) *Idem*, 1892, pp. 685–686.

5) Sur toute cette affaire, cf. AF, E 7175/5/1 et 2200/Rio de Janeiro, 110.

Quoi qu'il en soit, dans cette période de crise du début des années 1890, l'insécurité se répand au Brésil, comme du reste en Argentine et au Chili. Des immigrés, notamment d'origine suisse, sont assassinés. Les péripéties d'un procès, compliqué par l'attitude des autorités brésiliennes, dureront quatre ans:

“Oeuvre de bandes organisées qui terrorisent les colons sans défense et sans protection suffisante de la part de la police locale, ce crime est évidemment une manifestation et une conséquence de l'état d'insécurité générale qui règne dans l'Etat de Bahia¹⁾.”

Entre la Suisse et la jeune république brésilienne, les relations sont plutôt mauvaises. En 1890, la reconnaissance du nouvel Etat est discutée, en raison d'un décret du gouvernement provisoire, du 15 décembre 1889, considérant comme Brésiliens les étrangers résidant dans le pays depuis plus d'un mois, ainsi que ceux qui viendront s'y établir pendant plus de deux ans²⁾. Dans le domaine de la colonisation, les Etats européens restent très méfiants à l'égard du Brésil et la Suisse surveille attentivement tout projet concernant ce pays. En 1895, le consul général à Rio de Janeiro signale un projet de transfert de 1600 familles suisses d'Argentine pour l'Etat de São Paulo³⁾, alors que le Bureau fédéral d'émigration observe avec intérêt la tentative d'introduire des colons dans l'Etat de Piauí au nord du Brésil⁴⁾. En fait, l'attitude helvétique est tellement opposée à la politique brésilienne d'immigration que le consul général du Brésil en Suisse s'en prend au commissaire fédéral de l'émigration, Charles Ecuyer, dans *La Tribune de Genève* pour dénoncer le “parti pris étrange élevé contre le Brésil⁵⁾”. Pour chercher à améliorer l'image de son pays, le consul, Dr Pedro Sodré, publie diverses brochures⁶⁾. Face à la résistance européenne, le gouvernement brésilien cherche à transférer progressivement ses compétences en matière d'immigration sur les Etats provinciaux⁷⁾.

1) RG, 1894, p. 331; voir également RG, 1892, p. 595; 1893, p. 704 et 1895, p. 372.

2) Chandèze: *op.cit.*, p. 216; cf. AF, E 2/997.

3) AF, E 7175/10/2, lettre du 10 juin 1895. Sur d'autres projets pour l'Etat de São Paulo, cf. AF, E 2200/Rio de Janeiro, 112.

4) RG, 1895, pp. 430–431.

5) *La Tribune de Genève*, 26 et 27 février 1896. Cf. AF, E 7175/10/2.

6) Sodré, P.: *Aperçu général sur la République des Etats-Unis du Brésil*. Genève 1893. Sodré, P.: *La vérité sur le Brésil basée sur des documents incontestables*. Genève 1897.

7) Chandèze: *op.cit.*, pp. 218 et sq.

Les Etats qui pratiquent la culture du café sont les plus intéressés¹⁾, en particulier l'Etat de São Paulo qui, depuis plusieurs années déjà, absorbe la majeure partie de cette immigration, soit plus de 570 000 personnes de 1887 à 1895, 55,7 % du total²⁾.

Dès 1895, la nature de l'émigration suisse se modifie. La vague de départs de familles agricoles, particulièrement importante durant les années 1880, s'estompe pour céder la place à des migrations provenant plutôt des secteurs secondaire et tertiaire³⁾. Du fait du développement des villes et des services, les problèmes sociaux posés par l'émigration changent également. Ainsi, les consulats sont amenés à intervenir de plus en plus fréquemment dans des cas d'exploitation de jeunes filles engagées comme servantes⁴⁾. A l'aube de la Première Guerre mondiale, des ouvriers suisses sont recrutés pour des entreprises textiles de l'Etat de São Paulo. D'après le Bureau fédéral d'émigration, ce nouveau type de propagande tombe également sous le coup de la loi de 1888⁵⁾. Cependant, le Brésil a toujours besoin d'une importante main-d'oeuvre agricole et les projets de colonisation sont encore nombreux. Certains voudraient fonder des laiteries et fabriquer des fromages sur le modèle suisse⁶⁾. De nouveaux projets de colonisation "insuffisamment préparés" n'aboutissent pas. C'est le cas, par exemple, du projet de Visconde de Mauá, dans l'Etat de Rio de Janeiro, qui attire 219 Suisses en 1908 et en 1909⁷⁾. Les autorités fédérales continuent à se montrer défavorables à ces entreprises. A l'aube de la guerre, avant que l'immigration brésilienne ne diminue par la force des choses, la politique brésilienne de colonisation se solde, aux yeux des Suisses, par un net sentiment d'échec, que résume le consulat à Rio dans son rapport de gestion pour l'année 1912:

"Damit endeten schon eine ganze Reihe von Kolonisationsversuchen in Brasilien mit Schweizern, die drüben keine Bauern waren. So endete in den zwanziger Jahren des vorigen Jahrhunderts die Kolonie Nova-Friburgo, in

- 1) Sur les 14 Etats de la République, y compris le district fédéral, les 5 qui cultivent le café drainent 93,4 % de l'immigration en 1896.
- 2) Chandèze: *op.cit.*, pp. 221–223.
- 3) Cf. Lobsiger, G.: *Emigration suisse et colonisation*. 1947, texte dactylographié se trouvant à la Bibliothèque nationale suisse. Voir également *Etudes et sources*, no 1, 1975.
- 4) Cf., par exemple, AF, E 2200/Rio de Janeiro, 115.
- 5) AF, E 7175/12/21 et 7175/13/7.
- 6) AF, E 2200/Rio de Janeiro, 115.
- 7) RG, 1908, p. 531 et 1909, p. 679.

den fünfziger Jahren die Kolonien am Mucury und am Rio Novo. Anfang der neunziger Jahre die Kolonie Alpina im Staate Rio und Ende der neunziger die Siedlungsversuche in Campos Salles, Staate São Paulo.

Allen diesen trüben Erfahrungen zum Trotz finden sich immer wieder Leute, die den interessierten Werbeagenten der brasilianischen Regierung mehr Glauben schenken, als ihren eigenen Behörden und sich betören lassen, ihr sicheres, wenn auch bescheidenes Auskommen in der alten Heimat einzutauschen gegen allerhand schöne Versprechungen. Und das Ende vom Lied kennen wir schon ¹⁾."

V. Les projets du Pionier Verein Eintracht, une tentative socialiste

C'est dans ce contexte — mauvaise image du Brésil en Europe et développement de l'Etat de São Paulo — que se situe une des tentatives les plus originales de l'histoire de l'émigration suisse: celle de la Schweizerische Auswanderungs Pionier Verein Eintracht de Zurich, entre 1896 et 1900. Fondé en 1896, le Pionier Verein est

"composé d'ouvriers de divers corps de métiers, il se propose d'ouvrir à ses membres de nouvelles perspectives par le création d'une colonie suisse dans une contrée d'outre-mer non encore déterminée ²⁾."

Après diverses démarches du ministre de Suisse à Buenos Aires, mandaté par le Département de l'intérieur ³⁾, le Pionier Verein se détourne de l'Argentine. En effet, au début de 1897, l'association zuricoise reçoit des offres du gouvernement de São Paulo ⁴⁾, décidé à créer une colonie suisse modèle sur les terres de Funil. Le consul général du Brésil en Suisse sert d'intermédiaire pour la réalisation du projet et se heurte, une fois de plus, aux autorités fédérales ⁵⁾.

Le président de l'Etat de São Paulo, Campos Salles, qui sera président de la République de 1898 à 1902, entend développer la petite propriété coloniale par la distribution de lots de terrain; il veut également diversifier l'origine ethnique des immigrants, dont 72 % sont des Italiens. La colonie de Funil est, à cet égard, une tentative pilote ⁶⁾. Ce n'est guère l'avis du commissaire fédéral à

1) AF, E 2400/Rio de Janeiro, 2, Jahresbericht für 1912.

2) RG, 1896, p. 271.

3) Cf. supra, p.

4) AF, E 7175/7/14.

5) RG, 1897, pp. 372–373; voir aussi AF, E 7175/8/3.

6) AF, E 7175/7/14.

l'émigration, Ecuyer, qui se dresse avec énergie contre l'aide fournie par le consul général du Brésil au Pionier Verein. Pour le commissaire, les autorités brésiliennes ne s'inquiètent absolument pas de savoir si les colons pourront se tirer d'affaire:

“ils n'en concourront pas moins, bon gré mal gré, à réaliser l'unique désir du gouvernement, le peuplement du Brésil ¹⁾.”

Pourtant, les projets du Pionier Verein sont grandioses. Chaque famille devrait recevoir 40 hectares de terrain, outre la possibilité d'acquérir 40 autres hectares après dix ans de séjour. L'association entend importer 500 familles dans la colonie qui recevrait le nom de Neu Zürich ²⁾. Cependant, Ecuyer estime que les membres du Pionier Verein ne sont pas aptes à la colonisation et le Conseil fédéral n'accorde pas l'autorisation. Pourtant, un certain J. Keller, qui fait une propagande très active, réussit finalement à partir, avec 43 personnes des cantons de Zurich et d'Argovie, pour la colonie de Funil, rebaptisée Nucleo Campos Salles, du nom du président ³⁾. En 1898, d'autres émigrants se joignent à la colonie ⁴⁾ et, l'année suivante, comme toujours dans le malchanceux Brésil, les plaintes se mettent à affluer et l'entreprise échoue.

Le consul général à Rio ordonne une enquête qui est présentée le 27 mai 1899. Le rapport qui en résulte ⁵⁾ est une analyse fouillée de l'Etat de São Paulo dans ses composantes économiques et sociales. On y trouve des problèmes d'urbanisme – la ville de São Paulo atteint déjà 230 000 habitants – des problèmes de cohabitation des diverses ethnies de l'Etat, de reconversion d'une économie trop dépendante de la monoculture du café ⁶⁾ et, naturellement, toutes les difficultés de la colonie multinationale à prédominance helvétique de Nucleo Campos Salles.

Que ce soit dans la perspective de la question sociale en Suisse ou du contexte de l'insertion des immigrés dans le nouveau Brésil, l'histoire de la colonie de

1) AF, E 7175/8/3, rapport du commissariat à l'émigration au Département politique fédéral, 12 octobre 1897.

2) AF, E 7175/7/14, lettre du consulat de Suisse à Rio de Janeiro, signée Gertsch au commissaire fédéral à l'émigration, 16 février 1897.

3) RG, 1897, p. 373.

4) *Idem*, 1898, p. 359.

5) AF, E 7175/10/2, rapport sur la colonie Campos Salles dans l'Etat de São Paulo. Voir aussi AF, E 2200/Rio de Janeiro, 48, Bd. 1, ainsi que 2001/1824.

6) São Paulo fournit alors 25 % de la production mondiale de café et 50 % de la production brésilienne.

Campos Salles est à faire, de même que l'histoire des relations entre le Brésil et la Suisse de 1890 à 1900. L'entreprise du Pionier Verein et ses suites constituent un exemple intéressant de la politique socialiste en matière migratoire; à cet égard, elle illustre fort bien les relations entre Etat et associations ouvrières au tournant du siècle. Il serait d'ailleurs intéressant d'envisager une étude sur les doctrines des divers partis sur l'émigration, à partir du projet de colonisation du conseiller national Joos à Costa-Rica, aux alentours de 1860. Dans cette optique, le projet d'émigration du Pionier Verein offre un intérêt idéologique évident. D'après le Département fédéral de l'intérieur:

“Le président du Pionier Verein Eintracht affirme qu'aucun membre de la société ne s'occupe de politique ni ne fréquente les nombreuses assemblées socialistes de Zurich. C'est même aussi un peu pour soustraire maint ouvrier paisible à l'influence des théories subversives d'une fraction de ce parti que les membres de l'association désirent faciliter à certaines familles l'établissement dans un pays d'outre-mer ¹⁾.”

Cette interprétation n'est pas celle du commissaire fédéral de l'émigration, Charles Ecuyer. Très bon représentant de la tendance nationaliste en vigueur au Bureau d'émigration, Ecuyer s'est toujours montré défavorable à l'entreprise du Pionier Verein qu'il voit constituée “d'ouvriers aux tendances socialistes fortement accentuées ²⁾”. Les projets du Pionier Verein sont fondés sur une idée assez répandue dans les milieux socialistes, à la fin du XIXe siècle, d'une émigration organisée et aidée par l'Etat. L'association zuricoise fonde même un journal qui défend cette conception: *Der Schweizer Kolonist*.

- 1) AF, E 7175/7/14, projet de lettre du Département fédéral de l'intérieur, signé E.R. (Eugène Ruffy) à la légation suisse de Buenos Aires, 24 février 1896.
- 2) *Idem*, lettre du commissaire fédéral à l'émigration, Ecuyer, à A. Gertsch, au consulat général à Rio de Janeiro, 19 janvier 1897.

Chapitre 8: L'Amérique indienne

Contrairement aux terres du Rio de la Plata, à la côte brésilienne et, dans une moindre mesure au Chili, les régions situées au nord, au centre et à l'ouest de l'Amérique du Sud, de même que l'Amérique Centrale, n'ont pas connu une importante immigration européenne de peuplement. L'éloignement géographique, avant l'ouverture du canal de Panamá, pour des pays comme le Pérou ou l'Equateur, le climat tropical (Paraguay) ou équatorial (Colombie) et le relief des pays andins expliquent cette relative survie d'une Amérique indienne contrastant avec l'impérialisme blanc de l'Argentine ou des Etats-Unis.

Si l'on excepte, peut-être, le Paraguay, dans l'arrière-pays de la Plata, l'émigration suisse pour ces terres lointaines ne s'identifie pas à des déplacements collectifs ni à la création d'établissements agricoles mais plutôt à une collection de séjours individuels relevant surtout d'une activité marchande ou culturelle.

I. Le Paraguay

Au coeur de l'Amérique latine, en pleine région tropicale, le Paraguay connaît un XIXe siècle particulièrement difficile. La guerre de 1865 à 1870 menée contre la Triplice – Argentine, Brésil, Uruguay – extermine sa population qui tombe de 800 000 à 200 000 habitants. C'est dire que ni le climat ni l'instabilité politique ne sont susceptibles d'attirer les émigrants dans ces terres éloignées qui avaient pourtant connu une civilisation florissante au siècle précédent¹⁾.

A la fin du siècle, cependant, le développement des régions côtières de la Plata forcent les émigrants à pénétrer toujours plus à l'intérieur du continent en remontant le cours du Paraná et du Paraguay; c'est justement sur ces deux axes que des colonies agricoles vont apparaître dans le sud-est du Paraguay. Le premier établissement – Nueva Burdeos (Nouvelle-Bordeaux), plus tard Villa Hayes – est fondé en 1855 déjà, par des émigrants français. Puis, après

1) Sur le Paraguay en général, au cours des XVIIIe et XIXe siècles cf. Schuster, A.N.: *Paraguay. Land, Volk, Geschichte, Wirtschaftsleben und Kolonisation*. Stuttgart 1929.

1880, des Allemands fondent San Bernardino, Nueva Germania et le système des colonies gouvernementales se développe :

“Am Río Paraguay herrschen die Regierungskolonien (Colonias nacionales) vor, wie Yegros, Nueva Italia, Rosario Lomas, Antequera, Trinacria, 25 de noviembre, Independencia, Elisa usw. Bei diesen Gründungen der staatlichen Kolonisation finden wir neben einem Gemisch deutscher, italienischer und spanischer Siedler vereinzelt auch Schweizerfamilien¹⁾.”

Sur le Paraná, où des Allemands fondent Hohenau en 1898, c'est au contraire l'initiative privée qui donne naissance à plusieurs établissements, au début du XXe siècle.

Si, comme colonie spécifiquement suisse, il n'existe que l'établissement appelé “Guillaume Tell,” fondé par le Dr Moises Bertoni et sa famille²⁾, plusieurs ressortissants helvétiques vivent dispersés dans diverses colonies, notamment à Yegros fondé en 1888. En 1900, le nombre des Suisses au Paraguay est estimé à 200³⁾. De 1881 à 1907, le Paraguay recense 12 241 immigrants, dont 479 Suisses (3,9 %). Après les Italiens, les Allemands, les Français, les Espagnols et les Argentins, les Suisses viennent au sixième rang du nombre d'immigrants⁴⁾.

En 1885, au moment où le Paraguay commence à jouer un rôle de nouvelle frontière,

“Le représentant d'un bureau d'immigration à Assomption a, par une lettre, fait remarquer les grands avantages qui résulteraient pour l'industrie et le commerce suisses, de la création d'un marché dans le Paraguay, et ce représentant s'est déclaré prêt à seconder dans toutes les directions une société suisse de colonisation qui aurait l'intention d'acquérir des terrains dans ce pays, et à donner à cette société tous les renseignements qui lui seraient nécessaires⁵⁾.”

Le Conseil fédéral en reste à sa doctrine de non-intervention; néanmoins, des relations commencent à se nouer entre les deux pays et, en 1887, la Suisse

1) Zbinden: *op.cit.*, p. 189. Sur les premiers Suisses au Paraguay et sur les entreprises de colonisation, voir cet ouvrage.

2) Voir Pedrazzini: *op.cit.*, II, pp. 61–92.

3) Zbinden: *op.cit.*, p. 184. La statistique des Suisses à l'étranger n'indique que 112 Suisses au Paraguay en 1889; cf. AF, E 3321/96.

4) Zbinden: *op.cit.*, p. 183.

5) RG, 1885, p. 256.

décide d'ouvrir un consulat à Assomption, consulat auquel le Paraguay n'accorde son exequatur qu'en 1892.

Au cours des années 1890, le Paraguay est violemment frappé par la crise:

“Une des principales causes de la crise a été la spéculation sur les terrains pendant les années 1884 à 1890. L'Etat, propriétaire d'immenses quantités de terres, en céda la vente à des banques ou à des sociétés particulières; c'était forcément favoriser la spéculation et les affaires véreuses ne manquèrent pas. Il eût été beaucoup plus sage d'offrir ces terrains à l'immigration tout en les frappant d'un impôt foncier; le développement de l'agriculture y eût gagné considérablement, les propriétaires étant obligés de cultiver leurs terres pour faire face à l'impôt. Actuellement, malgré tous les efforts faits dans ce sens, il n'existe au Paraguay aucun impôt sur la propriété foncière ¹⁾.”

Le tabac, principale production du pays, est frappé par les tarifs protecteurs argentins; la sécheresse et les sauterelles ruinent l'agriculture, l'élevage et l'industrie du cuir, si bien que la situation devient intenable pour des colons européens, installés depuis cinq ou dix ans seulement. En 1895, des colons français de la colonie González décident d'abandonner leurs terres:

“... attirés au Paraguay par des prospectus fantastiques et n'y trouvant que des forêts à défricher avec accompagnement de fièvre et de famine ... ²⁾”

Ne parvenant pas à s'installer convenablement, ces immigrants tombent dans la misère la plus noire:

“Ils vivaient presque nus et n'avaient pour se nourrir que des singes et des perroquets, l'unique gibier de la contrée ³⁾.”

Le gouvernement français se refusant à les rapatrier, le ministre et le consul de France entrent, de leur propre initiative, en contact avec le commissaire général argentin à l'immigration pour transférer ces colons dans le Chaco argentin. Cette mesure vexe le gouvernement paraguayen qui empêche le départ par la force et retire l'exequatur au consul; une crise diplomatique entre la France et le Paraguay s'en suit. Cependant, des Italiens, des Allemands, des

1) AF, E 2300/Buenos Aires, 1, rapport de la légation de Suisse à Buenos Aires, 28 février 1894.

2) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 13, *Le Courrier français*, 27 mars 1895.

3) *Idem*, rapport de la légation de Suisse à Buenos Aires, 31 mars 1895.

Belges et, probablement, des Suisses, profitent de l'occasion pour quitter le Paraguay¹⁾.

En 1895 également, un projet de colonisation du commerçant Welti pour la région de Tapitá est nettement déconseillé par des rapports communiqués à la légation de Suisse à Buenos Aires:

“Tapitá est situé au milieu des déserts et n’a, pour ainsi dire, aucun moyen de communication; par terre, il faudrait pour arriver à la prochaine station, 3 à 4 jours de charrette, unique moyen de transport et le chemin unique, dessiné sur le plan, est pour ainsi dire impraticable; la propriété se trouve complètement isolée de toute habitation; pendant la plus grande partie de l’année, le Tibicuarymy n’est pas navigable, et le Tayay pas du tout; de tous les produits que l’on pourrait y récolter, il serait absolument impossible de songer à les exporter dans un centre de consommation, soit dans le Paraguay, soit dans l’Argentine, vu le prix que coûterait le transport²⁾.”

Vers 1900, les Suisses, surtout ceux qui sont installés à Assomption pour faire du commerce, sont parmi les habitants les plus riches du Paraguay; ce sont eux qui sont à la tête des établissements industriels les plus importants du pays, comme le moulin à vapeur d’Assomption; néanmoins, le développement économique du Paraguay est contrarié par l’éloignement de la mer et par l’insuffisance des moyens de communication. Ainsi, le ministre de Suisse résidant à Buenos Aires décourage fortement l’émigration pour le Paraguay où la lutte pour la vie se déroule dans des conditions particulières:

“Reste donc l’existence purement végétative, pour ainsi dire, sans angoisse pour le pain du lendemain, mais aussi sans ambition; existence faite d’insouciance et de médiocrité, qui en peu d’années énerve l’individu et lui enlève tout ressort: c’est celle que mènent la plupart des colons au Paraguay, c’est celle qui attend tous les nouveaux venus, en admettant qu’ils ne soient pas découragés dès l’abord par les procédés des autorités, par la maladie, les insectes ou par les difficultés du défrichement. Une fois installé, acclimaté, le colon vit incontestablement très heureux, avec une somme d’efforts beaucoup moindre qu’en Argentine. Quant aux petits métiers, ils trouvent peu à s’exercer, car le Paraguayen n’est exigeant ni quant à son installation ni quant à son genre de vie. Je dois ajouter aussi que ce pays, précisément à cause de son climat doux, de ses moeurs faciles, de la paresse épandue sous ses ombrages embaumés, est une terre d’élite pour les déclassés: les ratés, les chevaliers d’industrie sont légion à Asunción et l’histoire de plusieurs d’entre eux constitue un véritable poème³⁾.”

1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 13, rapports du 31 mars et du 17 mai 1895.

2) AF, E 7175/7/7, rapport signé J.U. Martin, adressé au ministre de Suisse à Buenos Aires.

3) AF, E 2001/1051, rapport de la légation de Suisse à Buenos Aires, 13 octobre 1899.

Bien que le nombre des colonies agricoles augmente ¹⁾, le gouvernement du Paraguay ne pratique pas une véritable politique d'immigration à l'instar de ses voisins. Le Paraguay accorde pourtant certains avantages aux colons; ainsi, si l'immigrant satisfait à certaines conditions, son voyage de Montevideo ou de Buenos Aires jusqu'à son point d'arrivée est gratuit. De plus, chaque famille peut se procurer un lot de terres de 12 hectares au prix d'expropriation, soit de 1 à 25 francs par hectare. Les conditions favorables faites aux nouveaux immigrants diminuent, cependant, au tournant du siècle, après quelques mauvaises expériences, comme celle de la colonie González, en 1895, auxquelles le Paraguay donne évidemment une interprétation fort différente de celle des Européens:

“On est arrivé au Paraguay également, par une expérience coûteuse et pénible, à la conviction que plus longtemps les colons sont aidés personnellement, plus difficilement ils viennent à l'idée qu'il leur faudra finalement ne compter que sur leur travail; leurs prétentions ne font qu'augmenter et ils tardent d'autant plus à parvenir à une situation indépendante et satisfaisante ²⁾.”

En matière de colonisation, la pratique du gouvernement consiste à concéder à des sociétés ou à des entrepreneurs des terres de 12 lieues carrées (22 500 hectares) afin de former des colonies qui doivent nécessairement être peuplées d'au moins 140 familles dans une durée de deux ans. L'entrepreneur vend ensuite des lots aux colons. Avec cette manière de faire, les colons sont souvent à la merci de manoeuvres plus ou moins légales des capitalistes. Ainsi, en 1900, à la Colonie nationale (Yegros) ³⁾, les Suisses qui sont relativement nombreux — 45 (5,3 % de la colonie) ⁴⁾ — n'arrivent pas à obtenir leurs titres de propriété:

“A leur arrivée, on leur avait tenu le raisonnement suivant: Voici différents lots de terrain. Ceux-là sont complètement vierges; ceux-ci ont déjà été défrichés en partie. Il vous convient évidemment de choisir un de ceux-ci: vous aurez moins de travail vous trouverez déjà du terrain préparé, une maisonnette, etc.. Il est vrai qu'une hypothèque existe sur le lot, mais soyez sans crainte, on ne vous réclamera pas cette dette. Bref, la Banque

1) En 1897, il y en aurait 7 (Chandèze: *op.cit.*, pp. 229–230) et 17 en 1905 (von Fischer-Treuenfeld, R.: *Le Paraguay décrit et illustré*. Bruxelles 1906).

2) Von Fischer-Treuenfeld: *op.cit.*, pp. 38–39.

3) Cette colonie du nom de “Colonia Nacional” porte également le nom de “Yegros”.

4) D'après Von Fischer-Treuenfeld: *op.cit.*, p. 50. En 1906, le nombre des Suisses est monté à 70, mais par rapport à l'ensemble des colons, c'est toujours la même proportion.

qui, comme tout établissement de crédit voulait, *avant tout*, se récupérer de ses avances ou tout moins courir une nouvelle chance d'en être remboursée, faisait miroiter les désavantages des premiers lots et les avantages des seconds, si bien que le colon se décidait en toute confiance pour les derniers. Et maintenant, étranglés par la dette relativement énorme qu'on leur réclame, perdant par là même l'espoir d'obtenir jamais leurs titres de propriété, ils sont décidés à suivre l'exemple de leurs prédécesseurs, à s'en aller ¹⁾."

Le ministre de Suisse à Buenos Aires, obligé d'intervenir, constate que la valeur des travaux effectués sur les lots hypothéqués est nettement inférieure à la valeur des hypothèques. D'après une enquête effectuée auprès de 7 des 11 colons suisses, les travaux ne vaudraient pas le 20 % des hypothèques, alors que les dettes consenties par les colons eux-mêmes ne montent qu'à 17 % des dettes préalables. Enfin, la valeur productive des terres, suivant l'estimation des colons, n'est égale, en moyenne qu'à 48 % de l'estimation de l'administration. Face à cette situation, le ministre de Suisse et ses collègues de France et d'Autriche-Hongrie, résidant à Buenos Aires, décident d'intervenir et, fait exceptionnel, se rendent au Paraguay pour traiter l'affaire. Ce déploiement de force s'avère fructueux et le gouvernement du Paraguay décide de remettre aux colons non seulement les hypothèques qui grevaient leurs terres, mais également leurs dettes personnelles ²⁾.

Au début du XXe siècle, le Paraguay est encore un pays reculé et Assomption commence seulement à prendre un aspect de ville moderne ³⁾. A cette époque, la colonie suisse, numériquement stationnaire, est devenue relativement satisfaite de son sort, mais c'est ensuite la guerre civile qui se termine en 1912 par la nomination à la présidence de la République d'Edouardo Schaerer, fils de Suisse émigré ⁴⁾. Le *Journal de Genève* considère alors que le développement du Paraguay "se poursuit de façon tout à fait remarquable", ce que le nouveau ministre de Suisse à Buenos Aires, Alphonse Dunant, conteste en découvrant l'émigration ⁵⁾. Ce jugement négatif est renouvelé en 1918 par le

1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 13 et 2001/599, rapport du ministre de Suisse à Buenos Aires, 14 janvier 1900.

2) AF, E 2001/1053, lettre de la légation de Suisse, 21 juin 1900.

3) D'après les rapports du ministre de Suisse à Buenos Aires, le visage de la ville aurait complètement changé entre 1901 et 1907. Voir AF, E 2001/1051, rapports de la légation, 12 octobre 1901 et 8 octobre 1907.

4) AF, E 2300/Buenos Aires, 4, rapports du 16 mai et du 14 juin 1912.

5) *Idem*, rapport du 10 juillet 1913.

consul de Suisse à Assomption, en réponse à une enquête sur les salaires de l'Office suisse d'émigration:

“Pour le moment, il vaut mieux qu'il ne vienne pas d'émigrants dans ce pays, le coût de la vie étant excessivement élevé et hors de proportion avec les salaires. Les professions libérales exceptées, parce qu'elles peuvent donner des émoluments élevés ¹⁾.”

Comme les autres pays d'Amérique du Sud, le Paraguay jouera cependant un certain rôle dans l'émigration suisse de l'entre-deux-guerres.

II. Le Pérou

En dépit d'une certaine volonté gouvernementale, les conditions géographiques et politiques du Pérou ne permettent, tout au long du XIXe siècle, qu'une immigration extra-continentale fort réduite, composée essentiellement de Chinois et, dans une moindre mesure d'Allemands:

“... L'état de guerre, qui dura de 1825 à 1885, aujourd'hui (vers 1895) l'instabilité gouvernementale, l'absence de liberté religieuse maintenue par la Constitution de 1860, ne sont pas des conditions propres à attirer l'immigration ²⁾.”

Avant l'ouverture d'un consulat suisse, en 1884, les intérêts helvétiques sont placés sous la protection de pavillons étrangers, notamment de celui des Etats-Unis. Pourtant, comme partout ailleurs, de nombreuses maisons de commerce seraient ravies d'ajouter l'emblème national à leur crédit et de nombreuses demandes affluent dans ce sens ³⁾. Les rivalités d'intérêts et le peu d'importance de l'implantation suisse au Pérou retardent la décision du Conseil fédéral ⁴⁾.

Après 1873, quelques Suisses s'établissent dans la vallée de Canchamayo, affluent de l'Amazone ⁵⁾. En 1876, on estime que les Suisses résidant au Pérou

1) AF, E 2200/Buenos Aires, 2, 11, réponse du consulat de Suisse à Assomption à un questionnaire de l'Office suisse d'émigration, sur les salaires au Paraguay, 30 octobre 1918.

2) Chandèze: *op.cit.*, p. 248.

3) AF, E 2/1334 et 2/1515.

4) Voir RG, 1855 et 1872. De façon générale, sur les relations entre la Suisse et le Pérou, voir également Berger, A.: *Die Beziehung zwischen Peru und der Schweiz*, Beilage Nr. 10 zum schweizerischen Konsular-Bulletin. Juli 1925. 23 p.

5) Bodmer: *op.cit.*, p. 320.

y sont en nombre plus élevé qu'au Chili, où la colonisation ne se développera que dans les années 1880:

“Ceux qui forment le plus grand nombre appartiennent aux cantons italiens; ensuite viennent ceux des cantons allemands et ceux des cantons français. Ces derniers sont en partie neuchâtelois et vaudois en raison de l’extension du commerce d’horlogerie et bijouterie qui se pratique chez eux et qui est très important dans les républiques latines du Pacifique ¹⁾.”

Si les Alémaniques et les Romands travaillent en général pour le commerce import-export, les Tessinois, en revanche,

“... se destinent généralement au commerce italien de l’épicerie (pulperia) ou à la culture du jardinage des environs de Lima. Ils ne fréquentent nullement les Suisses des autres cantons excepté quelques uns qui sont, soit ingénieurs, soit architectes, de sorte qu’on ignore leur nombre et cependant ils sont en grande quantité dans Lima et quelques ports du Sud et du Nord ²⁾.”

Le correspondant du Conseil fédéral qui travaille dans l’importation de machines au Pérou, considère que la situation des Suisses nécessite l’établissement d’un consulat ou, à défaut, la prise en charge des intérêts helvétiques par une nation maritime européenne – l’Angleterre de préférence – au lieu des Etats-Unis. Les relations commerciales des maisons suisses sont naturellement dirigées de préférence vers l’Europe.

“En ce pays, où le catholicisme domine, où il n’y a pas de ministre protestant, lors que la majeure partie des émigrants suisses appartienne à ce culte, le Suisse se voit donc obligé de renoncer à sa religion pour un cas de mariage, faute de représentant de sa nation, ou alors de vivre maritalement espérant en un temps donné emmener sa famille en Suisse pour légaliser son mariage civilement et religieusement ³⁾.”

Une fois de plus, les rivalités d’intérêt empêchent d’aboutir à la nomination d’un consul, les candidats prêtant le flanc à la critique, tel travaillant dans une maison qui a fait fortune dans le commerce des coolies ⁴⁾.

Le 17 avril 1879, les Suisses de Lima parviennent à fonder une société de bienfaisance, l’“*Helvetia*”, comptant près de 80 membres à l’origine, puis 56

1) AF, E 2/1334, rapport du 15 septembre 1876, signé L. Kuffre adressé au président de la Confédération.

2) *Ibid.*

3) *Ibid.*

4) Voir AF, E 2/1334.

en 1884 dont 35 de langue italienne, 13 de langue allemande et 8 francophones¹⁾. Fondée juste à temps, cette société peut aider les ressortissants suisses lors du conflit du Pacifique, entre le Pérou et le Chili, de 1879 à 1883:

“C’est de la Société de Bienfaisance qu’est sortie la colonne de garde urbaine, qui l’arme en main, a défendu au mois de janvier, la ville contre le pillage et l’incendie²⁾.”

Après le conflit, le nombre des membres de la Société continue de diminuer, tombant à 40 en 1906; les Tessinois conservent une forte majorité (29 membres en 1906).

A la fin de la guerre, en 1883, le ministre plénipotentiaire des Etats-Unis au Pérou, intervenant auprès du ministre de la Confédération suisse à Washington pour qu’il se manifeste en faveur de la création d’un poste consulaire suisse dans la ville de Lima occupée par les Chiliens, estime le nombre des Suisses de la ville à une centaine de chefs de famille³⁾.

En 1884, le consulat suisse de Lima est enfin ouvert. Dans une note du 3 décembre, le nouveau consul ne recommande pas l’émigration suisse; le Pérou se remet difficilement des suites de la guerre:

“... la seule immigration possible pour le Pérou est celle des Chinois pour les plantations de sucre. Depuis 19 ans que je suis ici, on a fait des efforts en faisant venir d’abord des Tyroliens pour le Pozuzo, puis des Français des deux sexes pour le service domestique, et après des Italiens pour la cultivation des vignes d’Ica. Toutes ces entreprises ont échoué d’une manière désastreuse pour les immigrés tant que pour les entrepreneurs. Ce pays ne se prête pas, et quand dernièrement un Suisse aventurier a voulu faire un contrat avec le Gouvernement pour faire venir des Suisses laboureurs, tous les Suisses d’ici ont protesté énergiquement. Du reste, l’état du pays et la cultivation du sucre est au pire⁴⁾.”

Un “Club suisse” est fondé en 1886. En dépit de nouvelles dispositions législatives de 1887 et 1893 encourageant l’immigration, ainsi que la situation des étrangers dans la république, l’immigration n’augmente guère au Pérou, à la fin du siècle⁵⁾.

1) AF, E 2/2215 et 2001/2043, *Rapports de la Société suisse de Bienfaisance “Helvetia” à Lima*, dès 1885.

2) AF, E 2/1334, lettre du 10 août 1881.

3) *Idem*, lettre du 23 janvier 1883.

4) AF, E 2200/Lima, 1, note du consul de Suisse, 3 décembre 1884.

5) Chandèze: *op.cit.*, pp. 250–251.

Lors de la guerre civile de 1894–1895, des biens appartenant à des Européens, à des Suisses notamment, subissent des dommages qui provoquent des démarches diplomatiques en vue de compensations¹⁾. Ces exigences, assez habituelles dans toute l'Amérique latine, de la part de ressortissants étrangers généralement enrichis, ne sont pas du goût des autorités péruviennes; selon elles, l'étranger qui accepte de vivre sur le sol de la République doit accepter d'y partager les conditions de vie avec les indigènes. Dans une circulaire adressée au corps diplomatique par le ministre des relations extérieures, les tendances colonisatrices des puissances européennes sont violemment prises à partie:

“... les jeunes républiques de ce continent et non seulement le Pérou, mais encore presque tous les pays américains, ont à se plaindre des injustes réclamations diplomatiques dont elles ont été fréquemment les victimes et qui parfois ont occasionné de véritables attentats contre la souveraineté de ces peuples dans le but inadmissible de placer au milieu d'eux les étrangers dans une situation privilégiée, aussi injustifiée que humiliante pour l'élément national²⁾.”

La représentation consulaire suisse ayant été interrompue depuis 1895, les membres de la colonie suisse reviennent à la charge, en 1905, en vue du rétablissement du consulat de Lima. A cet effet, une pétition de 45 signatures est adressée au Conseil fédéral³⁾. Cependant, les intérêts commerciaux du nouveau consul, en constant rapport d'affaires avec le gouvernement péruvien, sont tels qu'une polémique s'élève en 1913. Des Suisses auraient dû, en effet, s'adresser au ministre d'Allemagne, pour voir leurs intérêts défendus⁴⁾.

III. La Bolivie

Moins encore que le Pérou, la Bolivie, partagée entre les hauts plateaux andins et les plaines chaudes des affluents de l'Amazone et du Paraguay, n'attire les colons européens. Les quelques rares tentatives suisses sont vouées à l'échec⁵⁾.

1) RG, 1898, p. 336.

2) AF, E 2200/Lima, 1, circulaire du 26 octobre 1897.

3) *Idem*, pétition du 4 juillet 1905.

4) Sur cette affaire, cf. AF, E 2001/1341.

5) Bodmer: *op.cit.*, pp. 320–321.

En revanche, dès la fin du XIX^e siècle, l'immense réserve de matières premières qu'est la Bolivie est l'objet de la convoitise du capitalisme européen¹⁾.

Avec la mise en valeur de la forêt amazonienne — cycle de la gomme de 1895 à 1915 — les intérêts suisses sont présents en Bolivie, par l'entremise, notamment, d'une maison franco-suisse, Braillard fils et Cie, qui assure le transport de la gomme de Bolivie à la mer sur les affluents de l'Amazone:

“... ils ont des bateaux qui remontent les fleuves et les rivières, tantôt à vapeur, tantôt, s'il y a des rapides, à rames. Il s'agit là de transports considérables, se chiffrant annuellement par centaines de mille francs et même par millions. Il y a là toute une organisation très intéressante et très curieuse, dans des régions presque inexplorées, avec le concours d'indigènes²⁾.”

En 1902, lors du différend entre le Brésil et la Bolivie au sujet du territoire d'Acre, le Brésil se met à percevoir des taxes prohibitives sur les marchandises d'origine bolivienne charriées au fil du río Beni³⁾. Comme d'autres maisons de commerce, la compagnie Braillard est pénalisée par ces mesures. Pour défendre ses intérêts, elle s'adresse, le 21 novembre 1902, au ministre de Suisse à Paris, Charles Lardy. La maison Braillard réclame le remboursement d'une somme de 75 920 francs correspondant aux prélèvements brésiliens, plus des intérêts de l'ordre de 6 %, ainsi qu'une indemnité de dédommagement de 25 000 francs. L'affaire traîne jusqu'en 1912, date à laquelle le Brésil accepte de verser environ 70 000 francs, c'est-à-dire presque la totalité du capital perçu par les douaniers en 1902, mais sans intérêts ni dédommagement.

En 1906, une pétition portant 19 signatures de ressortissants suisses de Bolivie — 8 Alémaniques, 6 Romands, 5 Tessinois — réclame l'établissement d'un consulat à La Paz:

“... le nombre de citoyens suisses présents en Bolivie atteint aujourd'hui le chiffre d'une trentaine de résidents, (ils) occupent des situations commerciales et industrielles importantes⁴⁾.”

Le consulat ne sera ouvert qu'en 1911.

1) Cf. Manigat, L.: *L'Amérique latine au XX^e siècle, 1889–1929*. Paris 1973.

2) AF, E 2001/1761, lettre de la légation de Suisse en France, 22 novembre 1902.

3) Sur cette affaire, cf. AF, E 2001/1761.

4) AF, E 2001/1312, pétition du 5 juin 1906.

IV. La Colombie

Au XIXe siècle, pas plus que le Pérou et la Bolivie, la Colombie n'est une terre d'immigration européenne. Toutefois, l'isthme de Panamá, partie intégrante de la Colombie jusqu'en 1903, ancien relais de commerce entre l'Espagne et l'Amérique du Sud, attire les marchands. En 1861, une pétition d'un ressortissant tessinois demande déjà au Conseil fédéral l'établissement d'un consulat à Panamá:

“... durant les six ans de résidence dans l'Etat de Panamá, (il) a vu chaque jour le nombre des émigrants suisses augmenter, tant de ceux qui traversaient l'isthme que de ceux qui s'y établissent ...¹⁾”

Le consulat de Suisse à Panamá est ouvert, une première fois, de 1884 à 1891, durant les travaux de la compagnie française du canal. Quelques Suisses ont travaillé à cette entreprise. Après la faillite de 1888, le ministre de Suisse à Paris, Charles Lardy, informe le Conseil fédéral de leur situation:

“Les Suisses à Panamá ne sont pas des ouvriers... Il y en a un certain nombre dans les tâcherons; tous ont gagné de l'argent; ils ne sont pas en mauvaise situation. Si, contre attente, il se trouvait quelques cas isolés et sans importance, il y a dans toutes les entreprises des Suisses en bonne situation qui sauront probablement pourvoir au rapatriement sans intervention de l'Etat. On peut pour ainsi dire compter sur leur concours. Dans la société des travaux publics, le directeur est un Suisse, M. Eberhardt; Eiffel a cédé son affaire à MM. Defieux et Erzinger, M. Erzinger est Suisse; un des chefs de l'entreprise, Artigues Sonderegger, est st-gallois ou appenzellois; les Suisses se connaissent dans l'isthme et s'entraident²⁾.”

La Colombie continentale est déchirée par les luttes politiques. Lors de l'insurrection de 1885, les intérêts suisses, victimes d'une série de dommages, sont défendus par la légation des Etats-Unis³⁾.

Après l'arrivée d'une quarantaine de Suisses en 1893 et 1894, un certain Paul Wirz souhaiterait fonder un établissement de colonisation et s'adresse, à cet effet, au commissariat du Bureau fédéral d'émigration, pour préavis. Le commissaire, Charles Ecuyer, se montre fort sceptique sur les possibilités colombiennes. Il estime que, de façon générale, le climat et le relief ne sont pas favorables aux colons européens, à l'exception, peut-être, des terres du

1) AF, E 2/1413.

2) AF, E 2/270, lettre du 28 février 1889; voir également RG, 1889, p. 276.

3) RG, 1885, p. 6 et 1886, p. 134.

département de Magdalena, au nord du pays. De plus, la Colombie est toujours en état de révolution latente et le régime ultraconservateur n'inspire qu'une confiance mitigée à un esprit radical suisse:

“Le président Caro est toujours au pouvoir et M. Wirz s'est trompé dans ses conjectures en affirmant que le gouvernement conservateur de la République allait faire place à un régime libéral. Il faut plutôt s'attendre à une ère de répressions énergiques et de sourdes fomentations qui ne contribuera ni à consolider le crédit public fortement ébranlé, ni à assurer la prospérité dont le pays a grand besoin. L'apaisement ne se fera qu'à la longue, les réformes urgentes seront d'autant plus difficiles à exécuter que la situation financière de la République colombienne est actuellement déplorable. Le papier-monnaie a subi une dépréciation graduelle considérable, et si cela continue, il n'aura, au point de vue de la baisse, bientôt plus rien à envier à celui de la République Argentine ¹⁾.”

De plus, au milieu des années 1890, une proposition d'établissement colonial en Colombie intervient dans un contexte défavorable, après plusieurs échecs helvétiques en Amérique ²⁾. Enfin, les cultures colombiennes, le café et le coton présentent de sérieux inconvénients à une rentabilité immédiate:

“Les blancs étant du reste peu aptes à ces genres de travaux, je ne suppose pas que des émigrants suisses pourraient concevoir l'idée de se rendre en Colombie afin d'y faire cultiver le café par des métis, des mulâtres ou des nègres. Quant aux capitalistes, ils n'émigrent guère et les gens bien à leur aise, n'ayant aucune raison d'émigrer, y regarderaient à deux fois avant d'aller tenter fortune sous l'équateur ³⁾.”

Le pessimisme du commissaire helvétique à l'émigration est justifié. De 1899 à 1902, la guerre des mille jours entre libéraux et conservateurs fait, officiellement, cent morts par jour! Les vellétés d'immigration disparaissent. Des ressortissants suisses sont maltraités par des soldats gouvernementaux qui auraient confondu le drapeau rouge à croix blanche avec la bannière du parti libéral ⁴⁾.

Après le conflit, l'indépendance de Panamá, en 1903, attire à nouveau quelques Suisses dans l'isthme — 42 émigrants de 1902 à la guerre ⁵⁾ — mais le

1) AF, E 7175/9/20, rapport du 28 mars 1895.

2) Les tentatives du consul Fernandez en Argentine, la colonie Alpina au Brésil et le projet de la région du Pecos au Nouveau Mexique, voir les chapitres correspondants.

3) AF, E 7175/9/20.

4) AF, E 2001/1767; cf. également RG, 1904, p. 464.

5) Voir RG, ainsi que 2001/1292.

consulat n'est rétabli qu'en 1913. En Colombie également, après la conclusion, en 1908, d'un traité d'établissement, d'amitié et de commerce entre les deux pays, 115 émigrants suisses s'installent avant la guerre¹⁾. Le consulat de Suisse à Bogotá est ouvert en 1911.

Au sud, quelques Suisses résident dans la République d'Equateur. Un traité de commerce et d'établissement entre les deux pays est conclu en 1888. Toutefois, la Suisse renonce, en 1886, à une proposition d'établir un consulat dans le port de Guayaquil²⁾. Au reste, depuis 1886, l'Equateur demande aux étrangers de renoncer à toute réclamation diplomatique dans les différends pouvant survenir contre l'Etat ou les particuliers, clause qui n'est guère de nature à attirer les Européens³⁾. Un consulat de Suisse est ouvert à Guayaquil en 1913.

V. Le Venezuela

Plus tôt que ses voisins andins, le Venezuela est rapidement convaincu de l'importance de l'immigration et, dès 1831, le gouvernement prend toute une série de mesures pour favoriser l'établissement des étrangers⁴⁾. Cependant, les inconvénients du climat tropical des terres basses et les difficultés internes ne favorisent pas cette politique et, de 1835 à 1855, le nombre total des immigrants n'est estimé qu'à 12 000. Une des rares entreprises de colonisation heureuse est l'établissement de Tovar fondé, avec des ressortissants allemands, en 1843.

Dès 1858, des Suisses en relations d'affaires avec le Venezuela souhaiteraient établir un consulat à Caracas ou à Maracaibo. Dans une requête adressée aux autorités fédérales, d'aucun ne manque pas d'user d'une exagération extravagante, tel qui estime:

"Il est également probable que l'émigration de la Suisse se portera sur ce pays à préférence des Etats-Unis⁵⁾."

1) D'après le RG.

2) AF, E 2/1308.

3) Chandèze: *op.cit.*, p. 252.

4) *Idem*, pp. 254-257.

5) AF, E 2/1272, lettre signée John Reyhner, 2 juin 1856.

Pourtant, les rares Suisses qui s'aventurent au Venezuela connaissent les inconvénients des troubles politiques¹⁾. En 1875, le Département fédéral de l'intérieur attire l'attention des émigrants sur le fait que le Venezuela traite comme ressortissant national tout immigrant dont le transport aurait été payé par le gouvernement, mesure qui supprime toute possibilité de recourir à une protection diplomatique²⁾. En 1876, une société anonyme franco-vénézélienne s'étant procuré un terrain de 500 hectares propre à la culture du café et du cacao entame une campagne de propagande en Suisse; le Conseil fédéral intervient pour dénoncer cette entreprise:

“Mais, à supposer même qu'à ces différents égards la colonie fût propice pour des émigrants, il y a dans les promesses du prospectus de cette agence . . . de quoi devoir mettre sérieusement en garde les populations suisses contre les offres de la Société franco-vénézélienne.

Non seulement cette Société fait miroiter la perspective que toute famille de 4 à 5 personnes pourra arriver à posséder en trois ans, par la culture du café, un capital de 30 000 francs, mais ce qui est surtout dangereux pour l'émigrant qui s'y laissera prendre, c'est une disposition du contrat d'émigration, portant:

Le colon est obligé de donner à la Compagnie 52 journées par an pour soigner et entretenir la propriété acquise par elle, ramasser la récolte et faire, en un mot, le travail commandé. Le colon recevra, pour chaque journée de travail, la somme de 2 francs 50³⁾.”

En 1883, le Conseil fédéral repousse une demande d'ouverture d'un consulat à Maracaibo, en dépit des hésitations du Département politique qui constate que la Suisse n'a aucun poste consulaire ni en Amérique indienne ni en Amérique Centrale. Le Département du commerce, suivant traditionnellement l'avis du Vorort du commerce et de l'industrie, s'était prononcé contre l'ouverture de ce poste⁴⁾.

En fait, plus que les ressources agricoles du Venezuela, ce sont, avant tout, ses richesses minérales qui attirent l'attention de la bourgeoisie européenne. En 1864, un ressortissant espagnol, Elias Gorrin, propose à l'ancien ministre de Suisse à Paris, le Valaisan Joseph-Hyacinthe Barman, une association pour l'exploitation de mines d'or, dont Gorrin aurait obtenu la concession:

1) Voir les protestations d'un propriétaire d'origine suisse, J.J. Graf (AF, E 2/295).

2) FF, 1875, IV, p. 926.

3) *Idem*, 1876, III, pp. 595–597, extrait des délibérations du Conseil fédéral, 18 septembre 1876.

4) AF, E 2/1272.

“Confiant dans l’acte de concession délivré par le gouvernement et dans la déclaration si explicite de son représentant à Paris¹⁾, M. Barman crut pouvoir traiter en toute sécurité avec le concessionnaire qui lui céda les deux tiers des bénéfices pouvant résulter de la concession. M. Barman s’occupa très sérieusement de cette affaire importante à laquelle il sut intéresser diverses personnes. Après des démarches multiples et des dépenses considérables, tous les éléments d’une grande compagnie pour l’exploitation des mines d’or de la Guyane étaient réunis, lorsque M. Barman apprit, à sa grande surprise, que le Ministre des travaux publics de Venezuela, avait déféré à la Cour fédérale l’acte de concession pour en obtenir la rescision (l’écartement), et que sans attendre même le jugement, le gouvernement avait autorisé une Compagnie américaine à exploiter une portion de terrains aurifères compris dans la concession Gorriin. M. Barman transmit immédiatement une protestation au Maréchal Falcon, alors Président de la République . . . Il exigea pour sa rémunération la moitié de l’indemnité qu’il recevrait ou le tiers des bénéfices de la concession, s’il pouvait en obtenir le maintien²⁾.”

Il s’en suit une série de démêlés juridiques, durant lesquels le Venezuela admet de verser une indemnité de 350 000 piastres. Pourtant, en 1883, l’affaire n’est toujours pas réglée, en dépit du fait que Barman ait réduit ses prétentions à 100 000 francs³⁾.

En 1897, le nombre des Suisses résidant au Venezuela est estimé à une centaine⁴⁾. Après la guerre civile, de 1899 à 1903, les Suisses renoncent à réclamer des dédommagements pour leurs pertes,

“... pour ne pas s’exposer aux persécutions des autorités et du peuple du Venezuela . . .⁵⁾.”

Pourtant à en croire certaines déclarations de propriétaires suisses, les dommages causés par les troupes gouvernementales sont importants:

“Messieurs Perrenoud et Bersier possèdent à Petare, petite ville située à 10 km de Caracas, une grande plantation de cannes à sucre et de café

1) Il s’agit d’une confirmation de la validité de la concession, du 8 avril 1864, délivrée par le général Guzman Blanco, alors ministre du Venezuela à Paris, puis Président de la République.

2) AF, E 2200/Washington, 1, projet de lettre du consulat général de Suisse à Washington au chargé d’affaires du Venezuela à Washington, 28 novembre 1882.

3) Sur toute cette longue affaire, cf. la correspondance du consulat général de Suisse à Washington (AF, E 2200/Washington, 1), les procès-verbaux du Conseil fédéral, ainsi que AF, E 2/297.

4) AF, E 3321/96.

5) RG, 1903, p. 177.

entourée de pâturages. Or, au mois de février dernier (1903), cette propriété a été occupée pendant quatre semaines par quinze cents hommes de troupes gouvernementales. Ces troupes ont coupé huit hectares de cannes à sucre et ont mis paître leurs chevaux, leurs mules et leurs boeufs dans la partie de la plantation qu'elles avaient épargnée; elles détruisirent plusieurs barrières et 1600 mètres de palissade; elles incendièrent une partie de la plantation de café, ainsi que les pâturages, ce qui obligea l'administrateur de la propriété à acheter pendant plusieurs mois la nourriture des 36 animaux (mules, chevaux, boeufs) nécessaires pour la culture . . .¹⁾”

L'ensemble des dégâts est estimé à 35 000 francs.

En 1909, la Suisse ouvre un consulat à Caracas.

1) AF, E 2001/1770, 17 juillet 1903.

Chapitre 9: L'Amérique Centrale

I. Le Mexique

Durant tout le XIX^e siècle, le Mexique, comme du reste l'ensemble des régions du continent américain situées entre le 30^{ème} degré de latitude nord et l'équateur, ne se prête guère à l'immigration européenne:

“A côté des raisons climatiques, il faut tenir compte du régime de louage d'ouvrage, qui tient le travailleur dans une sorte de sujétion à laquelle ne saurait se soumettre un Européen; la population indigène, d'autre part, est très dense et travaille pour des prix excluant toute concurrence . . .¹⁾”

Il faut ajouter l'instabilité politique du régime et la xénophobie de la population mexicaine. En revanche, l'Amérique Centrale, dans son ensemble, est un marché relativement important pour le commerce et les investissements européens, suisses en particulier. C'est la raison pour laquelle, la Suisse ouvre un consulat à México en 1827 déjà; puis, le 31 décembre 1832, un traité d'amitié et de commerce est conclu entre les deux pays. Les maisons de commerce suisses établies au Mexique souhaitent notamment établir

“... des entrepôts au moyen desquels les marchandises introduites n'auront à payer des droits d'entrée que quand elles seront réellement destinées à la consommation du pays, ou, afin que, si les droits doivent être perçus dès leur arrivée, on puisse restituer lors de l'exportation ce qui avait été perçu sur les marchandises non vendues. Le commerce suisse désire obtenir ces dépôts dans quelques villes capitales, comme à México, à Veracruz, à Alvarado, à Tampico, etc., la première tâche de MM. les commissaires suisses, d'après l'avis de la commission, devrait être d'obtenir ces entrepôts²⁾.”

Cependant, en raison des troubles politiques et de la guerre contre les Etats-Unis pour les terres situées au nord du Rio Grande, le Mexique ne peut satisfaire les espoirs du commerce helvétique et la ratification du traité de

1) Chandèze: *op.cit.*, p. 262.

2) AF, *Recès de la Diète fédérale*, 1831, litt. XLIV. Sur les délibérations concernant l'élaboration de ce traité, cf. également les recès de 1832 et 1833.

1832 ne se fait pas¹⁾. En conséquence, le nombre des Suisses résidant au Mexique n'augmente guère, avant 1850 tout au moins.

En 1835, 50 Suisses, dont 36 résidant à México, participent à une collecte en faveur des populations alpines dévastées par les inondations²⁾. Comme souvent dans les comptoirs installés en Amérique latine dans la première partie du siècle, la moitié de ces Suisses sont originaires des cantons de Genève, Neuchâtel et Vaud. En 1843, en réponse à l'enquête sur l'émigration de la Société suisse d'utilité publique, le consul estime que les Suisses de la capitale ne sont pas plus de 60, dont fort peu sont mariés.

“En 1842, 11 citoyens suisses se sont fait immatriculer au consulat et 46 ont renouvelé leur permis de séjour; une quinzaine ne l'a pas fait, s'exposant ainsi aux peines en vigueur.

D'après mon rapport du 24 février 1843, il y avait fin 1842 au Mexique: 11 commis, 7 horlogers, 5 négociants, 5 menuisiers, 3 ouvriers-verriers, 2 instituteurs, 2 cultivateurs, 2 distillateurs, 1 tailleur, 1 chapelier, 1 horticultivateur et conducteur, 1 brasseur, 1 peintre en bâtiments.

Les émigrants suisses ne sont jamais arrivés ici en nombre mais isolément via Havre ou Bordeaux, quelques-uns des Etats-Unis... Il y avait (en 1842) 8 Neuchâtelois, 6 Genevois, 5 Glaronnais, 4 Bernois, 4 Appenzellois des RE, 3 Zuricois, 3 Vaudois, 2 Fribourgeois, 2 St-Gallois, 1 Unterwaldois, 1 Schaffhousois, 1 Tessinois³⁾.”

Ainsi, la très grande majorité des Suisses du Mexique se livre à une activité commerciale ou artisanale et ne pratique pas la mise en valeur des terres. Au reste, le consul attire l'attention sur le fait que le Mexique ne convient guère qu'aux gens aisés:

“... tout est fort cher ici; le taux de l'intérêt est de 1 à 2 % par mois, ce qui est très favorable au capitaliste et à celui qui fait des économies. Les étrangers privés de moyens d'existence sont très malheureux⁴⁾.”

Avec de telles conditions de crédit, les possibilités d'emprunts agricoles n'existent naturellement pas. Un certain nombre d'étrangers commencent à s'introduire dans la classe dirigeante, au détriment de la population indigène, déjà

1) De façon générale, sur les relations commerciales entre la Suisse et le Mexique ainsi que sur les rapports consulaires concernant la situation du Mexique, cf. AF, D 1980.

2) AF, D 1980, 5 mai 1835.

3) *Idem*, réponse du 24 juin 1843.

4) *Ibid.*

naturellement portée à la xénophobie. Ce phénomène s'accroîtra à la fin du siècle. Au reste, le consul ne recommande que l'immigration individuelle dans la capitale et les places commerciales et déconseille formellement toute entreprise de colonisation à l'intérieur des terres.

Les quelques projets d'établissements agricoles élaborés par le gouvernement mexicain n'ont guère de suite. C'est le cas du traité du 3 octobre 1843, pour la colonisation des terres libres du département de Tamaulipas, conclu avec l'entrepreneur belge Alexandre de Grox. Par ce traité,

“L'entrepreneur s'oblige à faire venir à ses frais au moins mille familles belges, allemandes et suisses dans le délai de dix ans, dans le Département de Tamaulipas, et de les mettre en état de cultiver les terres qui leur sont destinées en gardant une distance de vingt lieues de la frontière étrangère . . .

En considération du bénéfice général qui résulte pour la nation de l'extension de son agriculture . . . il pourra se réserver dans chaque colonie, comme propriété à lui, une partie qui n'excédera pas la moitié des terres distribuées aux colons, pour les cultiver à son propre compte et bénéfice . . . Aussitôt que les colons auront pris possession de leurs terres, ils seront considérés comme citoyens Mexicains . . .

Les colons seront libres pour dix ans de toutes contributions, quelle que soit leur dénomination, à l'exception des impôts municipaux . . .

Pour le maintien du bon ordre dans les colonies et pour garantir des incursions des indiens barbares, l'entrepreneur pourra, d'accord avec les autorités respectives, organiser entre les colons une milice armée de cent hommes, pour le moment, elle sera commandée par un officier mexicain que le Gouvernement désignera et qui sera payé, ainsi que cette milice, par la colonie . . .”¹⁾

Dans les années 1840 à 1850, le Mexique connaît une période très difficile, en raison des revendications américaines sur le Texas et la Californie, ainsi que des révolutions intérieures. De plus, les nombreuses modifications du tarif douanier pénalisent le commerce. Dès 1846, les Européens établis au Mexique ont à supporter le blocus américain, les contributions de guerre mexicaines, puis l'occupation américaine avec ses conséquences. Ainsi, le 27 mai 1847, des commerçants français et suisses, établis à Mexico, défendent auprès du secrétaire du trésor des Etats-Unis leur conception libre-échangiste:

“Gêner de quelque manière que ce soit l'exportation des métaux précieux, c'est, par un contre-coup inévitable, gêner l'exploitation des mines qui les produisent et toute personne qui connaît le Mexique n'ignore pas que la prospérité de ce Pays, celle de son agriculture, celle de son commerce

1) *Idem*, concession faite . . . par décret du 3 octobre 1843.

intérieur et extérieur, celle enfin de ses douanes et de son trésor, est et sera longtemps attaché, par un lien étroit au développement plus ou moins large de ses mines ¹⁾.”

Au début des années 1850, le nombre des Suisses augmente quelque peu, pour atteindre un premier maximum en 1852, avec 78 personnes recensées, soit un peu plus de 100 Suisses, si l'on admet qu'un quart, au moins, échappe au contrôle officiel.

Tableau 39:

Mouvement des Suisses au Mexique ²⁾

	Immatri- culations (arrivées)	Renou- vellement des permis de séjour	Départs
1842	11	46	21
1843	10	49	
1844	9	46	5
1845	5	47	5
1846	5	44	5
1847	8	39	3
1848	3	11	5
1849	8	30	4
1850	18	37	7
1851	17	51	11
1852	18	60	4
1853	11	59	6
1854	2	41	—
1855 à 1861	28		
1861		22	1
1863	8	33	1
1864	16		7
1865—1866	12		4

En 1852, les cantons de Tessin, Vaud, Berne et Zurich ont chacun 11 ressortissants au Mexique, contre 10 à Genève, Neuchâtel 9, Appenzell 6, Glaris 3, Bâle et Grisons 2, St-Gall et Thurgovie chacun 1. Les 78 Suisses, célibataires ou, plus rarement, chefs de famille, exercent presque tous des activités rele-

1) *Idem*, copie de la requête du 27 mai 1847.

2) D'après les rapports annuels du consulat à México, in AF, D 1980 et 2400/México, 1.

vant du commerce, de l'artisanat ou des services. D'après les catégories relevées par le consulat, on dénombre: 21 négociants, 11 commis, 8 marchands ambulants et colporteurs, 5 horlogers, 5 verriers, 4 chapeliers, 3 domestiques, 2 carrossiers, 2 aubergistes, 2 brasseurs, 2 selliers, 1 pianiste, 1 potier, 1 peintre, 1 sculpteur, 1 cafetier, 1 serrurier, 1 ébéniste, 1 mineur, 1 vitrier, 1 mécanicien, 1 armurier, 1 chimiste et 1 tanneur. Sur les 60 personnes renouvelant leur permis de séjour, 34 résident à México et 6 à Puebla. Depuis 1844, les Suisses participent à la Société française de bienfaisance qui devient ainsi une Société franco-suisse. La première année, 25 Suisses souscrivent au fonds de bienfaisance ¹⁾.

Dans le courant des années 1850, la situation politique du Mexique se dégrade encore. La guerre civile entre libéraux et conservateurs ravage le pays. Les relations avec México devenant de plus en plus difficiles, la Suisse ouvre, en 1855, un consulat à Veracruz ²⁾, centre du parti libéral et seule ville qui jouisse d'une "tranquillité relative et de la protection des lois" ³⁾, tandis que le consulat de México est fermé de 1855 à 1861. Contre l'avis du consul, les Suisses de México placent alors leurs intérêts sous la protection de la France. D'après le consul à Veracruz, en 1858:

"Tout l'intérieur est dans une désolation complète, appauvri par les guerres; les habitants n'osent plus se montrer par crainte qu'on ne les enrôle comme militaires, les routes sont infestées de bandes de voleurs qui attaquent même les villages et les villes; il y a des distances énormes complètement abandonnées par les habitants qui se sont retirés dans les montagnes de la Cordillère pour se mettre à l'abri d'impôts et de vols de tout genre . . .

Toutes ces circonstances font croire en général que le gouvernement réactionnaire dirigé par le clergé ne durera plus longtemps et que le parti libéral triomphera; je serais heureux de pouvoir vous l'annoncer car je crois que c'est le seul principe qui puisse donner de la paix au pays et le faire progresser ⁴⁾."

En 1861, le parti libéral vainqueur prend le pouvoir et relègue l'ancien gouvernement dans l'Etat de Guerrero. Si l'ancien gouvernement déclare alors les étrangers hors-la-loi, le nouveau ne se montre guère favorable aux intérêts du capital européen. En effet, le président Juárez promulgue un moratoire de

1) AF, D 1980.

2) Voir AF, E 2/1501.

3) RG, 1858, p. 174.

4) AF, E 2/1501, rapport du 4 juillet 1858.

deux ans et prend la décision de contraindre les étrangers à des impôts sur le capital et à des emprunts forcés. Bien qu'ayant rompu ses relations diplomatiques avec le Mexique, la France, se sentant toujours habilitée à défendre les intérêts helvétiques, proteste au nom de la Suisse. Cependant, sous l'impulsion de son nouveau consul à Mexico¹⁾, le Conseil fédéral s'est adressé au gouvernement américain pour trouver secours et assistance envers les autorités mexicaines. Toutefois, le Conseil fédéral reconnaît la protestation française²⁾.

C'est ensuite l'intervention des puissances européennes, la retraite de l'Angleterre et de l'Espagne, en janvier 1862, laissant la France seule en guerre contre le Mexique, la prise de Mexico en juin 1863, la proclamation de l'empire de Maximilien et sa chute, en 1867. La République mexicaine décide alors de ne pas reprendre les relations diplomatiques avec les gouvernements qui ont reconnu l'empire. La Suisse fait part de son principe de neutralité face aux formes de gouvernement adoptées par les pays étrangers:

"C'est en vertu de ce principe que dans le temps le Conseil fédéral a reçu un Envoyé qui a présenté les lettres de créance au nom du Gouvernement impérial. Comme la forme républicaine a de nouveau prévalu, le Conseil fédéral reprend les relations antérieures, d'autant plus volontiers que les sympathies de la Suisse républicaine sont naturellement acquises aux institutions républicaines en Amérique³⁾."

Après 1867, le gouvernement Juárez instaure un régime radical peu favorable aux étrangers et il faudra attendre la première présidence de Porfirio Díaz, en 1876, pour que le Mexique retrouve une stabilité intérieure conforme à l'ordre international. On conçoit que toute cette période troublée, de plus de trente ans, qui commence avec la perte du Texas, n'ait pas été favorable à l'immigration ni à la colonisation agricole. Par la suite, même si le Mexique s'associe aux efforts des Etats du sud des Etats-Unis pour attirer l'immigration, les résultats ne sont pas spectaculaires, pour les Suisses tout au moins. En 1878, le Conseil fédéral refuse d'encourager une entreprise d'émigration. La population indigène est très réservée face à l'Européen et, en 1880, le consul de Suisse à Mexico déclare:

"Der Mestize und Indier ist zudem kein Freund der Europäer, namentlich nicht der germanischen Race; ebenso wenig sympathisieren diese mit ihm und befinden sich besser in Nordamerika⁴⁾."

1) AF, E 2/252 et 2/253.

2) RG, 1861, pp. 309–311.

3) RG, 1867, p. 492.

4) AF, E 2400/Mexico, 1, Bericht über das Jahr 1880, 1. Juni 1881.

En 1884, une des rares tentatives de colonisation agricole est une escroquerie dont sont victimes sept Suisses¹⁾. En fait, la colonie suisse de México n'a pas augmenté depuis une cinquantaine d'années; en 1886, elle ne se compose guère que d'environ 40 hommes adultes²⁾ et d'environ 60 en 1904³⁾. De 1903 à la guerre, 118 Suisses émigrent au Mexique. 258 dans l'ensemble du pays en 1900, le nombre des Suisses attendrait 387 en 1910⁴⁾.

Au début du XXe siècle, à la fin du régime de Díaz et de son équipe de ministres positivistes, la situation économique du Mexique s'améliore; les villes se modernisent et le niveau de vie augmente:

“Les transformations ne s'opèrent pas seulement dans la capitale. Des changements radicaux ont modernisé des villes de l'intérieur comme Guadalajara, . . . Monterrey. . . Puebla. . . (Guadalajara) possède déjà une nombreuse colonie d'étrangers, Français, Allemands, Américains, deux maisons suisses, une de soieries et l'autre de papeterie et fabrique de registres⁵⁾.”

Si la classe possédante bénéficie de cet ordre économique, il n'en va pas de même de l'ensemble du peuple qui vit dans des conditions fort précaires. A partir de l'insurrection contre Díaz, en 1910, c'est la révolution, la guerre civile, particulièrement sanglante, les interventions américaines et l'instabilité politique et économique jusqu'en 1920⁶⁾. Les propriétaires européens, suisses en particulier, sont naturellement victimes de cet état de fait et le consul de Suisse condamne sans appel la révolution:

“En dix mois, la révolution détruit les progrès, la prospérité atteinte pendant trente ans de paix et, parmi tous ces ambitieux qui l'ont provoquée, il n'y en a aucun qui ait les capacités nécessaires pour rebâtir ce qu'ils ont démoli avec une inconscience sans pareille, en faisant miroiter aux yeux du peuple la démocratie, pour l'exercice de laquelle il n'est pas encore prêt. . . Plusieurs de nos compatriotes en ont été victimes, plus particulièrement dans leurs propriétés, parfois aussi d'arrestations arbitraires. . .⁷⁾”.

1) Karrer: *op.cit.*, pp. 47–48.

2) AF, E 2/1372, d'après une pétition pour la nomination d'un consul de Suisse à México, décembre 1886.

3) AF, E 2001/1261.

4) Voir AF, E 3321/96; cf. également *Annuaire statistique de la Suisse*, 1905.

5) AF, E 2400/México, 1, rapport pour l'année 1905.

6) Sur l'histoire politique de l'Amérique latine à cette époque, cf. Manigat: *op.cit.*

7) AF, E 2001/1260, rapport du consulat de Suisse à México, juillet 1915.

L'instabilité politique provoque une série d'émission de billets de banque de tout ordre, donc l'inflation, et une énorme dégradation du pouvoir d'achat, encore aggravée par la rareté des vivres.

“Cette augmentation dans la coût de la vie est sensible pour tout le monde, mais plus particulièrement pour l'employé, l'ouvrier, dont les appointements, les salaires payés en monnaie du cours forcé, sont restés à peu près les mêmes, alors qu'il est obligé de dépenser en or, ce qui équivaut à dire que celui d'entre eux qui vivait avec \$ 200 par mois, pour continuer sur le même pied devrait pouvoir disposer de \$ 500 ou plus ¹⁾.”

Bien qu'il déplore cette dégradation du niveau de vie, dont les révolutionnaires sont seuls responsables à ses yeux, le consul n'en prend pas moins position, avec beaucoup d'ardeur, en faveur d'un propriétaire suisse d'une papeterie de México qui paie ses ouvriers avec du papier-monnaie déprécié plutôt qu'avec de l'argent. Comme souvent en pareil cas, les propriétaires étrangers ne cherchent pas à comprendre les besoins des pays où ils résident et condamnent sans appel.

“... les préceptes révolutionnaires qui prétendent que la révolution est TOUT JUSTICE puisque sa raison d'être est précisément l'injustice qui, prétendent-ils, régnait du temps du régime porfiriste alors que tout le monde mangeait à sa faim, pouvait s'habiller, se chausser, enfin vivre convenablement. Ce qui aujourd'hui sous le régime revendicateur est loin d'être le cas ²⁾.”

II. Costa-Rica

En dépit de sa petite taille et de sa situation géographique, le Costa-Rica est un des pays d'Amérique latine qui ont joué un certain rôle dans l'histoire de l'émigration suisse, plus, il est vrai, comme projet et comme révélateur de la question sociale que comme véritable région d'accueil des émigrants suisses.

Après avoir proposé à la France de 1848 de donner des terres à des déportés ³⁾, le Costa-Rica signe avec le Dr Joos, de Schaffhouse, agissant de sa propre initiative ⁴⁾, un contrat par lequel il fait don à la Confédération suisse

1) *Ibid.*

2) *Idem*, rapport du 15 octobre 1916.

3) Chandèze: *op.cit.*, p. 258.

4) Mais avec la recommandation du Conseil fédéral, cf. AF, E 2/2130.

d'un territoire de 1747 km² – 18 de plus que le canton de Zurich – en vue de protéger l'émigration suisse:

“La présente donation sera révocable si après un espace de 20 ans, 500 familles suisses au moins ne se sont pas établies sur le territoire concédé. Dans ce cas, les familles établies resteront en possession des terres qu'elles auront cultivées, sans avoir à payer plus que n'importe quel autre acquéreur de terres nationales¹⁾.”

Véritable théoricien de l'émigration organisée, le Dr Joos²⁾ entend trouver une solution à la concurrence que les ouvriers sont obligés de se livrer sur le marché du travail ainsi qu'aux risques de l'émigration individuelle spontanée. Il préconise, dès lors, une intervention de l'Etat dans le domaine de l'émigration, de façon à favoriser la création d'établissements coloniaux qui regrouperaient les Suisses de l'étranger. Membre de la Société suisse d'utilité publique, Joos tente d'intéresser cette organisation à la proposition du Costa-Rica, l'émigration étant, en effet, un de ses sujets de préoccupation. Les 5 janvier et 27 mars 1863, la Société d'utilité publique s'adresse au Conseil fédéral. Très libérales en la matière³⁾, les autorités suisses ne sont pas disposées à intervenir dans des questions démographiques qui risqueraient de les entraîner dans une politique colonisatrice, dont elles ne se sentent ni la vocation ni les moyens:

“Si l'on considère que la Suisse est un continent (sic) éloigné de plusieurs milliers de lieues de Costa-Rica, situé dans une autre partie du monde, il faudra bien convenir que les difficultés géographiques pour la colonisation de ce pays lointain ne sont que pour bien peu de peuples aussi grandes que pour les Suisses. . . Il ne faut pas se dissimuler non plus la gravité des difficultés politiques auxquelles est exposée une immigration en masse à Costa-Rica d'individus venant de la Suisse. Il est vrai que les Suisses trouveraient là des institutions civiles, des établissements publics et des autorités républicaines semblables à ce qu'ils auraient laissé dans leur patrie; les catholiques même y trouveraient leur confession religieuse exercée par une très grande majorité. En revanche, les Suisses immigrés y seraient d'autant plus séparés des indigènes qu'ils se perdraient moins parmi eux⁴⁾.”

Le Conseil fédéral redoute que les diversités de langue, de moeurs ne se compliquent de jalousie, d'un instinct de “conservation nationale” d'une part

1) Texte du contrat, in Karrer: *op.cit.*, pp. 48–49.

2) Sur le Dr Joos et sur l'ensemble du projet costaricain, cf. Natsch: *op.cit.*, pp. 214 et sq.

3) Voir notre article in *Etudes et sources*, no 1, pp. 54 et sq.

4) FF, 1863, III, *Rapport du Département fédéral de l'intérieur au Conseil fédéral sur l'émigration dans l'Etat de Costa-Rica*, 3 juillet 1863, pp. 227–238.

et de mésestime d'autre part, pour déboucher sur une lutte sociale "qui finit par anéantir le parti le plus faible". Enfin, au cas où le Costa-Rica serait menacé de l'extérieur:

"La Suisse serait dans l'impossibilité de secourir à temps et efficacement cet Etat contre toute attaque contraire au droit des gens, contre toute tentation de le conquérir ou de le soumettre; notre Confédération, privée elle-même d'une flotte de guerre, ne pourrait empêcher l'interruption de ses communications avec ses ressortissants établis dans ce pays, elle serait même, avec la meilleure volonté du monde, forcée de les livrer à leur sort ¹⁾."

Pour réaliser son projet, le Dr Joos demande à la Confédération un prêt sans intérêt de 100 000 francs. Cependant, en calculant que les frais d'émigration et d'installation coûteraient, en moyenne, au moins 1000 à 1500 francs par famille, le Conseil fédéral estime qu'une somme de cinq à huit fois plus importante est nécessaire. Pourtant l'argument essentiel n'est pas encore là:

"Certainement même les 100 000 francs en question, prêtés sans intérêts, quelque retard qui fût mis à leur remboursement, ne dût-il jamais avoir lieu, ne seraient qu'une bagatelle en regard du dommage porté à l'économie nationale et que subirait notre pays par le détournement d'au moins 500 familles qui émigreraient avec toute leur fortune. La seule espèce d'émigration qui profite indubitablement à notre pays et compense abondamment ses sacrifices, celle qui incite notre industrie et notre commerce, est l'émigration des artisans et des industriels, laquelle s'entreprennent par eux dans la pensée de revenir au pays avec une certaine fortune et dont nous voyons ordinairement le résultat dans le retour de négociants suisses de tous les cantons et même d'artisans des cantons des Grisons et du Tessin ²⁾."

En partant, les émigrants résolus à s'installer définitivement à l'étranger emportent leurs biens. Estimant ceux-ci à 369 francs par tête, suivant les statistiques argoviennes ³⁾, c'est pour 500 familles ou 2375 personnes, une somme de 875 000 francs qui s'en va; de plus, ce sont également des personnes actives, ou potentiellement actives, perdues pour l'économie nationale. L'Argovie qui subventionne l'émigration n'a-t-elle pas vu sa population diminuer de plus de 1,3 % en dix ans? De ce fait, le Conseil fédéral rejette les

1) *Idem*, p. 230.

2) *Idem*, pp. 231–232.

3) En fait, 218 francs de fortune personnelle et 151 francs sous forme de secours des communes et du canton; chiffres calculés sur la moyenne des années 1850 à 1861.

propositions de Joos et du Costa-Rica; ce rejet est ratifié par les Chambres ¹⁾. En 1865, la Société suisse d'utilité publique renonce également.

A la fin du siècle, alors que le pays se transforme, sous l'impulsion de la United Fruit Co et de la construction du chemin de fer Limón-San José-Puntarenas, la campagne costaricaine en faveur de l'immigration et de la colonisation intérieure reprend. Des ressortissants suisses participent à cette propagande par la publication de brochures. Ainsi, Paul Biolley, professeur au lycée de San José, dans *Costa-Rica et son avenir*, entend dégager sa patrie d'adoption de l'image négative que les Européens se font des républiques d'Amérique centrale:

“Le pays n’a presque pas connu les révolutions; il est aujourd’hui sagement gouverné; ses finances sont prospères et son état de civilisation le met à l’abri de tout changement rétrograde. On se représente aussi tous les pays de l’Amérique centrale comme excessivement malsains. C’est une complète erreur: Costa-Rica n’est pas Panamá, ni la côte des Mosquitos. Le climat est au contraire . . . tout à fait salubre, plutôt tempéré que chaud ²⁾.”

Au nombre d’une trentaine en 1892, les Suisses atteindraient la cinquantaine en 1912, d’après le Bureau fédéral d’émigration ³⁾, la centaine d’après le consul de Suisse à San José, Henri Frick:

“Die Grosszahl derselben sind in den Café-Plantagen tätig und meistens aus den westschweizerischen Kantonen. Das Professorat ist würdig vertreten und sehr angesehen. Ingenieure, Uhrenmacher und einige wenige Kaufleute, von denen das Consulat die meisten beschäftigt, vervollständigen das Berufs-Tableau unserer Compatrioten.

Die Schweiz hat einen guten Namen bei den Costa-Ricanern und wird sie stets als Muster-Staat citiert. Unsere Landsleute sind sehr angesehen und beliebt.

Eine beträchtliche Anzahl Costaricaner, darunter Aerzte, Advokaten, Ingenieure, etc. haben in der Schweiz studiert und gegenwärtig befindet sich eine Menge junger Costaricaner in der Schweiz ⁴⁾.”

Nommé consul en 1912, Henri Frick est à la tête d’une importante maison d’importation de produits étrangers, dont le marché s’étend sur l’Amérique

1) FF, 1864, II, *rapport de la commission du Conseil des Etats sur la gestion du Conseil fédéral pendant l’année 1863*, 16 juin 1864, p. 86.

2) Biolley, P.: *Costa-Rica et son avenir*. Paris 1889, p. 120. Voir également Sigerist-Schelling, C.: *Costa-Rica das Land wo Milch und Honig fliesst*. Eine Beschreibung meiner jüngsten Reise. Schaffhausen 1899.

3) AF, E 2001/1292, 17 août 1912.

4) *Idem*, rapport consulaire du 5 juin 1913.

centrale et sur la plus grande partie de l'Amérique du Sud. La Première guerre mondiale va cependant affecter le rayonnement de la maison Frick:

“La guerre européenne a eu des conséquences funestes pour ma raison sociale “Henri Frick & Co”, laquelle s’occupe exclusivement de commissions et de représentations de maisons européennes, américaines et japonaises. Le chiffre normal d’affaires traitées avant la guerre s’élevait de Frs 4 à 5 Millions par an, dont le 20 % correspondait à l’industrie suisse, mais le gros des transactions commerciales se répartissait entre des maisons françaises fort importantes, spécialisant en produits pharmaceutiques, parfumerie, droguerie, vins, liqueurs et comestibles.

Les frais généraux étaient en temps normal d’environ cent mille francs par an et nous occupions un personnel nombreux, dont la plupart étaient de nationalité suisse.

Sans aucun doute, la raison sociale Henri Frick & Co était, et est encore aujourd’hui, la plus importante de son genre dans toute l’Amérique Centrale... En 1915, les ventes de ma maison tombaient au-dessous d’un million de francs, car il était presque impossible de recevoir des marchandises de nos correspondants européens ¹⁾.”

III. El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua

Pas plus que le Costa-Rica, les quatre autres républiques de l’Amérique Centrale n’ont attiré de Suisses au cours du XIXe siècle et à aucun moment, elles n’ont incarné la République de l’Utopie. Elles ont toutefois attiré les affairistes, surtout dès 1880, et sont devenues des objets de convoitise pour les candidats aux postes consulaires. C’est surtout à ce dernier titre qu’elles ont pu laisser quelques traces dans la mémoire de l’Etat fédéral.

Vers 1910, la statistique des Suisses de l’étranger dénombre quelque 130 personnes dans l’ensemble des territoires continentaux compris entre les frontières du Mexique et du Costa-Rica ²⁾. Parmi eux, plus de 90 résident au Guatemala, une vingtaine au Nicaragua et une dizaine seulement au Honduras, ainsi qu’au Salvador ³⁾.

Le Salvador, qui possède très tôt une des plus fortes densités de population du continent américain, n’a guère besoin d’attirer les immigrants. Vers 1860,

1) *Idem*, lettre adressée au Département politique, 22 novembre 1916.

2) AF, E 3321/96.

3) Cependant, d’après une lettre de la maison Halmayer du 23 décembre 1912, “Die schweizerkolonie setzt sich aus circa 30 jungen Schweizern zusammen deren grösster Teil in dem Hause M. Meardi & Co (Italienern) in Stellung sind.” AF, E 2001/1299.

néanmoins, cet Etat cherche à fonder des établissements coloniaux, en promettant un don de 25 hectares à chaque immigrant adulte et de 60 hectares à chaque famille de quatre personnes. D'après la propagande gouvernementale,

“Ce qui manque à ce beau pays ce sont des agriculteurs intelligents et actifs. Les Espagnols, arriérés eux-mêmes, n'ont rien appris aux habitants du Salvador en matière d'agriculture; ils ne savent pas que le raisin, qui est sauvage chez eux, est le fruit avec lequel on fait le vin¹⁾.”

Les difficultés du pays, souvent en guerre avec ses voisins, ne permettront guère de développer les projets gouvernementaux.

En 1883–1884, la Suisse et le Salvador signent un traité d'amitié, d'établissement et de commerce, ainsi qu'une convention sur l'extradition réciproque des malfaiteurs²⁾. En 1887, le Conseil fédéral met à l'étude la création de consulats dans les diverses républiques d'Amérique Centrale, mais celui du Salvador ne sera établi qu'en 1913³⁾. Après d'assez fortes rivalités, c'est finalement, l'angovien Wilhelm Hemmeler qui est choisi. Sa carrière est assez représentative de celle des titulaires de postes, en Amérique Centrale en particulier, où ne séjournent guère que des hommes de l'appareil commercial et financier du capital européen, ainsi que leurs employés⁴⁾. Après avoir travaillé pendant deux ans chez les frères Lazare à Paris:

“Diese Firma sandte Herrn Hemmeler 1890 nach San Salvador als Buchhalter des Banco Nacional del Salvador, dessen Aktien zur Hauptsache im Besitz des genannten Pariser Hauses sein sollen. Herr Hemmeler ist später zum Geschäftsführer der Bank, deren einbezahltes Kapital eine Million Dollars beträgt, aufgerückt, welche Stelle er heute noch bekleidet. Herr Hemmeler soll sich in guten finanziellen Verhältnissen befinden⁵⁾.”

En l'occurrence, la surprise réside dans la faillite du nouveau consul survenue peu après sa nomination. Néanmoins, ce type de représentation consulaire suscite parfois la critique et un certain Solenthaler publie une brochure pour

1) AF, E 2/2135, *Note sur le Salvador*.

2) FF, 1884, I, pp. 375–398.

3) Cf. AF, E 2001/1299.

4) D'après Henri Frick, le Salvador est un pays très important pour la Suisse, “da viele Schweizer dort sind und einige Millionen Schweizer-Kapital im Lande arbeiten.” AF, E 2001/1292.

5) AF, E 2001/1299, rapport du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie sur la création du poste consulaire de San Salvador, 6 mars 1913.

dénoncer le curieux processus qui aboutit à la création de postes du genre de celui de San Salvador:

“In diesem Kapitel möchte ich bloss erwähnen, dass das Schweizer-Konsulat zu San Salvador nicht Bedürfnissen entsprungen ist, die auf gesunder Basis ruhen, sondern zentralamerikanischer Bankdiplomatie, die von hiesiger recht verschieden ist, und die Konsultitel besonder gerne *Bankangestellten* reicher vermögender Staaten anempfehlend erteilt, nicht zu Nutz und Frommen der Länder und ihrer Angehörigen, sondern einzig und allein zum persönlichen Vorteil ganz bestimmter Personen, wo der *abhängige* Konsul *unabhängigen* dortigen Banquiers das Geschäft erleichtern hilft¹⁾.”

Au Guatemala, également, avant l'établissement du consulat, en 1891, le poste est l'objet de toute une série de pétitions, contre-pétitions, lettres de recommandation, de médisance ou de calomnie, eh 1871, 1888 et 1889, en particulier²⁾. Toutefois, les ressortissants suisses étant un peu plus nombreux, d'autres considérations, comme les rivalités entre groupes linguistiques jouent également leur rôle.

En 1902, un tremblement de terre suivi de l'éruption du volcan Santa Maria provoque des centaines de morts, dont un Suisse, et de gros dégâts matériels dans les plantations de café.

“Parmi celles-ci, je dois citer malheureusement plusieurs plantations de café appartenant à nos compatriotes: *Helvetia* surtout appartenant à M Zürcher, Zurich; une autre à M Stricker, Argentina; Santa Augustina à L. Diebold & Zehnder; L. Esperanza à C. Farna; Miramar à Alf. Keller (& Cie), notre consul; El Rosario à Mathys. Ces quatre dernières sont couvertes de 2 pieds de cendre seulement (!)³⁾”

Au Honduras, en 1900, le Conseil fédéral ne donne pas suite à la proposition de la Pan American Rubber Company d'introduire des colons sur les terres concédées par le gouvernement⁴⁾.

1) Solenthaler, J.: *Das neue Schweizerkonsulat zu San Salvador A.C.* Welt- und Experimental-Wirtschaftspolitik für Lehrstühle exotischer Völkerkunde und exotischer Geschichte, für handelsbeflissene Amerikalustige, für Schweizer-Grossbanken und Versicherungsgesellschaften interessant, geschrieben an Hand von Dokumenten und Briefen. Lausanne 1913, p. 26.

2) AF, E 2/1307.

3) AF, E 2001/1756.

4) AF, E 7175/9/19, lettre adressée au consulat de Suisse à New York, 24 avril 1900.

Le recensement du Nicaragua de 1892 dénombre 6 Suisses pour 371 étrangers seulement¹⁾. Des ingénieurs et ouvriers suisses engagés au début du XXe siècle, par le gouvernement Zelaya, pour la construction du chemin de fer atlantique connaissent des difficultés lors de la révolution de 1909²⁾.

IV. Les Grandes Antilles

Jusqu'à la création du consulat de La Havane, en 1865, les Suisses sont peu nombreux à Cuba et, selon le consulat de France qui s'occupe des intérêts helvétiques:

“... il n'en est pas dans une position sociale au-dessus de la classe des marchands en détail³⁾.”

La position de l'île en fait plutôt un lieu de passage⁴⁾. En 1869, les Suisses seraient au nombre de 38, non compris les femmes et les enfants; en fait, 11 seulement sont mariés. Parmi ces ressortissants suisses, 29 résident à La Havane. Il y a 13 citoyens du Tessin, 10 de Genève, 5 de Neuchâtel, 2 de Zurich, Berne, Argovie et Grisons et 1 de St-Gall et de Lucerne⁵⁾. Quant aux professions, on dénombre 11 horlogers, 8 commerçants, 5 maçons, un mécanicien, un peintre, un ingénieur, un ébéniste, un polisseur, un forgeron, un chaudronnier, un charpentier, un photographe et un architecte. Pas assez nombreux pour organiser leur propre société de bienfaisance, les Suisses font partie de la société allemande⁶⁾.

En 1898, lors de la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, les intérêts suisses sont confiés au consulat d'Allemagne:

“Bien qu'il n'y ait que 63 Suisses d'immatriculés à ce consulat et que ceux qui habitent des villes de province, notamment Matanzas, Cienfuegos et Santiago de Cuba, ne soient guère plus de 40, le consul allemand eut souvent lieu d'adresser au gouvernement du pays des réclamations en fa-

1) Chandèze: *op.cit.*, p. 260.

2) AF, E 2001/1759.

3) AF, E 2/1313, rapport de l'ambassade de France en Suisse, 16 juillet 1860.

4) *Idem*, rapport du consulat général de Suisse à Madrid, 6 juillet 1865.

5) AF, E 2400/La Havane, 1, rapport du consulat de Suisse pour l'année 1869.

6) Cf. AF, E 2/1312.

veur de nos compatriotes, qui pour la plupart ont des propriétés. Dans beaucoup de cas, ses démarches eurent un résultat favorable ¹⁾.”

En République dominicaine, les quelques Suisses installés à la fin du siècle possèdent des droits dans des entreprises rentables et des biens importants. A la suite de crises politiques et de rivalités économiques, ils se retrouveront généralement aux prises avec de sérieuses difficultés qui susciteront nombre de démêlés juridiques et diplomatiques.

Ainsi, en 1874, S. Ferretti, consul de Suisse à Bastia, réclame une indemnité à la République dominicaine, en compensation de ses droits à l'exploitation des gisements de guano dans l'île d'Alta Vela, dont la concession aurait été attribuée à deux propriétaires différents. Ferretti estime ses pertes à 800 000 dollars ²⁾!

En 1887, la Suisse refuse de conclure un traité d'émigration avec la République dominicaine ³⁾. Pourtant, l'année précédente, trois ressortissants neuchâtelois, C.A. Montandon, H. et J.B. Jacot-Descombes, ont fondé, dans la baie de Samaná, à l'est du pays,

“... une petite colonie dont le but est la création et l'exploitation de grandes plantations de cacao, pour eux et pour d'autres Suisses ⁴⁾.”

L'histoire de ces entrepreneurs coloniaux est fort intéressante. Elle témoigne d'un certain dynamisme, facilité par le libéralisme absolu qui prévaut alors dans les relations entre l'Europe et les pays d'Amérique latine:

“Dès l'année 1884, nous avons projeté et mis à l'étude l'établissement d'une cacaoyère dans ce pays. Les affaires industrielles allant mal en Suisse et l'un de nous désirant se vouer à une entreprise agricole de longue haleine, mais d'un rendement sûr et durable, dans laquelle de précédents séjours dans les pays tropicaux lui avaient fait entrevoir un bel avenir, tandis que l'autre était désireux de trouver à l'étranger une carrière à la fois utile et très intéressante, nous tombâmes d'accord, M. Jacot-Descombes et moi pour l'entreprise projetée et il se mit en route pour Samaná, où il appela bientôt son frère, un agronome d'excellente école, que la mort nous a malheureusement ravi en 1889. En avril 1887, j'ai laissé ma famille au

1) RG, 1898, p. 331.

2) Cf. AF, E 2/264.

3) RG, 1887, p. 121 et AF, E 7175/3/12.

4) AF, E 2/265, lettre du 8 juillet 1888.

Locle et j'ai rejoint mes associés pour partager leurs labeurs; dès lors, nous avons donné un grand développement à nos affaires dans ce pays, où l'on assurait que nous jouirions toujours de tous les avantages qui dérivent d'une constitution moderne et des lois françaises. En effet, les apparences étaient favorables et nous avons été assez heureux pendant les quatre premières années, alors que les affaires commerciales du pays allaient bien. Sous l'impression de cette sécurité, nous avons successivement fondé deux plantations, "La Evolución" et "La Helvecia" puis une station d'embarquement avec usine de séchage et de préparation de cacao, habitations privées, etc., et nous avons acquis de nos deniers de grandes étendues d'excellents terrains, un matériel d'exploitation, des bêtes de charge et un troupeau; établi une ligne téléphonique de près de 10 kilomètres et enfin entrepris la plantation de cacaoyères pour M. Carl Russ-Suchard et pour M. Jacot-Burmman, père de mon associé à Bienne ¹⁾."

Dès 1888, les colons font part à leur compatriote, le conseiller fédéral Numa Droz, de leur intention de développer leurs établissements et, redoutant l'évolution politique du pays, ils demandent que la Suisse place leurs intérêts sous la protection de la France:

"Avec cette république, comme avec sa voisine Haïti, le seul argument qui ait du succès est le canon; il suffit qu'une frégate ou un aviso se montre dans un port, pour qu'aussitôt, toute réclamation d'un ressortissant d'une puissance maritime soit examinée, épurée, reconnue et payée ou pour que l'étranger soit rétabli dans ses droits ²⁾."

En 1889, Montandon et Jacot-Descombes s'engagent auprès de Russ-Suchard et Cie à Neuchâtel³⁾ à créer une cacaoyère de 50 000 arbres à deux francs l'arbre dans des terrains que la maison Montandon-Descombes et Cie cède gratuitement. En 1890, cette plantation "La Margarita" passe à 100 000 arbres.

En dépit de difficultés économiques dues notamment à l'introduction de la piastre dominicaine⁴⁾, les établissements suisses de la baie de Samaná se déve-

1) AF, E 2/266, rapport de C.A. Montandon à la légation de Suisse en France, 14 février 1895.

2) AF, E 2/265, lettre du 8 juillet 1888.

3) Par la suite, voulant faire intervenir la Confédération suisse dans les démêlés juridiques opposant la compagnie Montandon-Descombes à la maison Russ-Suchard, devant le refus de la Confédération d'intervenir dans une affaire opposant des ressortissants suisses, H. Jacot-Descombes précise que les difficultés ne l'ont pas opposé à la maison suisse Russ-Suchard et Cie, mais au "sieur Karl Russ-Schören, alias Suchard, de Wald, Prusse rhénane". AF, E 2001/147, lettre du 20 novembre 1908.

4) AF, E 2001/1789, note de la légation de Suisse aux Etats-Unis (1907).

loppent et, en 1894, les diverses propriétés auraient une valeur de 2 à 3 millions de francs suisses et devraient atteindre 5 millions pour la fin du siècle. Les seules plantations appartenant à Montandon, Descombes et Cie seraient de l'ordre de 5000 hectares¹⁾.

Les colons suisses reconnaissent que le gouvernement dominicain a favorisé leur entreprise et "leur a donné de grandes facilités pour les achats de terrain²⁾". Pourtant, en 1894, sous la présidence d'Ulysse Heuraeux, les Suisses s'inquiètent de leur avenir. En effet, les relations diplomatiques entre la République dominicaine et la France sont rompues et le gérant des plantations du Suisse F. de Rutté, un ressortissant français est assassiné au terme d'une affaire mettant probablement en cause les autorités dominicaines. Les colons suisses adressent force lettres et rapports aux autorités suisses demandant une protection³⁾. A cette occasion, le ministre de Suisse à Paris, Charles Lardy, dans une suggestion au Département politique, s'exprime dans un langage décrivant bien le contexte des relations entre les puissances européennes, dont la Suisse, et les pays d'Amérique latine, avant que les Etats-Unis ne se mettent de la partie:

"Il pourrait peut-être y avoir lieu d'examiner si pour l'avenir, et en raison des intérêts suisses considérables engagés à Samaná, il ne conviendrait pas soit d'insinuer à la France ou à un autre pays de nommer comme agent consulaire un de nos compatriotes résidant à Samaná, soit de conférer nous-mêmes le titre de consul ou de vice-consul à l'un d'eux. Il y a entre les Etats civilisés une solidarité suffisante vis-à-vis des Etats semi-barbares pour que le seul fait de remplir des fonctions consulaires assure, d'une part, à celui qui remplit ces fonctions une sorte de protection mystique et, d'autre part, il garantisse la répression sérieuse au nom du droit des gens, d'un attentat contre sa personne⁴⁾."

Les relations entre le gouvernement dominicain et les colons européens se sont gravement détériorées. Le président de la République prend des mesures de plus en plus dictatoriales et, aux yeux des propriétaires européens, il

1) AF, E 2/266, lettre du 8 décembre 1894, signée H. Jacot-Descombes et de Rutté, adressée au Conseiller fédéral Lachenal. D'après ce texte, les domaines de Montandon-Descombes "constituent une des plus grandes, sinon la plus grande plantation de cacao des Antilles".

2) AF, E 2/266, rapport de la légation de Suisse en France, 29 novembre 1894. De telles déclarations sont fréquentes dans la correspondance de la maison Montandon-Descombes.

3) Voir AF, E 2/266.

4) *Idem*, rapport de la légation de Suisse en France, 15 février 1895.

tendrait à trop s'immiscer dans les affaires commerciales. Pour protéger leurs intérêts, les colons suisses ne lésinent pas sur les moyens:

“Il nous faudrait ici des garanties spéciales pour les étrangers; des tribunaux mixtes, des consuls de carrière et, en permanence six vapeurs de guerre de plusieurs grandes puissances concertées et mises d'accord sur le point jusqu'auquel on peut ou l'on doit laisser ce peuple ignorant et aviné jouer au soldat et parodier notre civilisation¹⁾.”

De l'autre côté, des tendances nationalistes se font jour:

“Certains étrangers qui n'étaient et ne seraient rien chez eux, sont venus ici pour exploiter les richesses naturelles de notre sol, sucer le sang des Dominicains et acquérir la fortune et le titre de *Don*; il faut, s'ils veulent rester chez nous qu'ils se conforment à l'état de chose établi et qu'ils acceptent la loi²⁾!”

Après la chute du président Heuraeux, les relations entre les maisons suisses, Montandon-Descombes d'une part et Russ-Suchard, d'autre part, se dégradent totalement. Déjà endettés à la suite de conversions monétaires, au début des années 1890, les premiers avaient dû consentir toute une série d'hypothèques; ils étaient pratiquement tombés sous la tutelle des seconds³⁾. Après le cyclone de 1899, les affaires des Montandon-Descombes s'aggravent encore; en 1901, ils sont expulsés de leurs domaines et les démêlés juridiques qui durent jusqu'en 1906 ne leur donnent pas satisfaction. Considérant ce résultat comme un déni de justice dû à l'incurie de la justice dominicaine, la compagnie Montandon-Descombes réclame 4,5 millions de dommages et intérêts à la République dominicaine et sollicite, à cet effet, l'intervention du gouvernement helvétique qui ne la leur accorde pas⁴⁾.

Dans la partie ouest de l'île d'Hispaniola, Haïti, on signale, en 1872, un certain nombre de commerçants des cantons d'Argovie, Glaris, St-Gall, Appenzell et Zurich⁵⁾. Toutefois, cette colonie suisse n'est pas assez importante pour justifier la création d'un consulat à Port au Prince. Les intérêts suisses sont placés sous protection allemande, française ou américaine⁶⁾.

1) *Idem*, rapport de C. Montandon, 14 février 1895.

2) *Ibid.* Ces propos attribués au président Heuraeux sont donc rapportés par C.A. Montandon.

3) AF, E 2001/1789, note de la légation de Suisse aux Etats-Unis (1907) “Résumé des faits tels qu'ils ont été présentés par Mr H. Jacot-Descombes”.

4) Cf. AF, E 2001/1789.

5) AF, E 2/1432.

6) Cf. AF, E 2/261, 2/262 et 2001/1757 ainsi que RG, 1903, p. 185.



Comme d'autres manifestations de l'histoire, l'émigration est un phénomène globalisant des plus explicatifs. L'homme qui abandonne son milieu et quitte son pays pour un autre est, en effet, à la jonction entre deux totalités, entre deux mondes aux conditions matérielles et morales différentes. Cette dialectique de la rupture et de l'utopie modifie non seulement l'individu en route mais également les sociétés concernées par son mouvement. A l'arrivée, la réintégration du migrant ne se fait pas exclusivement selon les normes du pays d'accueil mais suivant un jeu "de réinterprétations réciproques entre les deux cultures qui constitue le processus d'acculturation lié à l'émigration ¹⁾"

Contribuant à révéler l'identité des populations helvétiques et, par voie de conséquence, celle du pays et des régions, l'histoire de l'émigration suisse doit se situer au premier plan de la recherche démographique, économique et culturelle. Ce domaine d'étude s'inscrit naturellement au niveau des incitations au déplacement, dans la diversité des conditions de départ, mais également dans l'analyse des choix migratoires ainsi que des facteurs d'intégration à l'arrivée. C'est la raison pour laquelle, nous avons tenté de présenter une première histoire générale de l'émigration suisse en Amérique au XIX^e siècle, de façon à décrire les moments et les buts de ces déplacements très différents les uns des autres, mais de façon également à situer l'ampleur et la continuité d'un phénomène important du passé de notre pays.

Au-delà de l'histoire de chaque émigration collective et de chaque colonie à prédominance helvétique — histoire qui reste naturellement à la base de tout progrès dans la connaissance du problème — d'autres questions sont posées à la recherche. Les temps forts et les temps faibles de ces déplacements migratoires ont-ils trouvé leur rythme dans l'évolution de la société suisse ou dans la force d'attraction du Nouveau Monde en formation? Dans quelle mesure ce potentiel humain a-t-il contribué, dans l'ensemble des migrations européennes, à l'expansion de l'homme blanc et au développement divers des pays d'Amérique? Dans les profondeurs de l'histoire des mentalités, comment les cultures d'origine helvétique se sont-elles rencontrées avec des sociétés à tonalité anglo-saxonne ou latine, rencontres, à coup sûr, grosses de tensions et de replis? La création des sociétés de bienfaisance, de tir, de chant, etc. indique bien la volonté des immigrants de ne pas se laisser absorber par le milieu

1) Schnapper, D.: *Centralisme et fédéralisme culturels: les émigrés italiens en France et aux Etats-Unis*, in *Annales E.S.C.*, 1974, no 5, pp. 1141 et ss.

d'accueil mais, au contraire, de développer leur identité nationale. A cet égard, les tendances nationalistes des Suisses d'outre-mer ont-elles trouvé des appuis dans la métropole? En fait, au sein des collectivités helvétiques elles-mêmes, la fraternité n'a pas toujours régné. Les clivages d'origine culturelle, religieuse, linguistique ou sociale ont souvent gêné ceux qui rêvaient à l'édification d'une nouvelle Suisse¹⁾. De plus, la réussite économique de certains s'est faite souvent au détriment d'une majorité. L'échec des autres est-il dû exclusivement à leur incapacité personnelle, comme le laisse entendre une idéologie fort répandue chez certains historiens de la colonisation? Et que sont devenues les victimes de la longue série d'entreprises coloniales malchanceuses? Ne faudrait-il pas chercher ces délaissés de l'histoire dans les villes et dans le prolétariat américain? Face à ces flots humains, entre l'intérêt économique représenté par l'offre de main-d'oeuvre et les difficultés sociales engendrées par les différences culturelles, quelles ont été les politiques des pays récepteurs? Enfin, il convient de distinguer entre l'émigrant nécessaire, souvent parti à l'occasion de projets collectifs ou d'offres mirobolantes, et l'émigrant conquérant qui, ne trouvant plus sa patrie à la mesure de ses aspirations, cherche son profit dans des nations en construction. Autant de questions posées par les sciences humaines sur le chemin d'une mise à jour de l'histoire suisse.

Les chercheurs d'or de Californie, les agriculteurs du Middle West, les affairistes de la côte Est des Etats-Unis, les propriétaires fonciers d'Argentine²⁾ et les grands marchands d'Amérique Centrale révèlent tous à leur façon les besoins de conquête d'une Helvétie qui n'a pas échappé aux mirages du siècle du Progrès. L'histoire de ces entrepreneurs est à faire mais, en aucun cas, elle ne doit faire oublier celle de la masse des infortunés ballottés sur l'Océan en quête de la terre promise.

1) Voir notre article, *Une nouvelle Suisse à La Plata? (1857-1914)*, in *Revue suisse d'histoire* 1979, no 2.

2) Pour une présentation sommaire des sources helvétiques se référant à l'émigration en Amérique latine, cf. le chapitre sur la Suisse publié dans: *La emigración europea a la América Latina: Fuentes y estado de investigación*, in *Bibliotheca Ibero-Americana*, vol. 26. Berlin 1979. De façon générale, voir également l'appendice publié dans le no 1 d'*Etudes et sources* (op. cit., pp. 72-92).

Zusammenfassung

Die Mehrheit der Schweizer, die im 19. Jahrhundert nach Uebersee emigrierten, begab sich nach den Vereinigten Staaten. Bei der Wahl des Auswanderungsziels spielte offensichtlich die Sprach- und Kulturverwandtschaft eine nicht unbedeutende Rolle; so ist die Zahl der Westschweizer, die sich in Südamerika niederliessen, vergleichsweise wesentlich grösser als die in ihrer deutschsprachigen Landsleute.

Obwohl sich die Verhältnisse ständig verbesserten, blieben die Reisebedingungen noch während des ganzen letzten Jahrhunderts sehr beschwerlich. Ueberfüllung der Auswanderungshäfen, Gefahr von Epidemien, ungenügende Ernährung, unsaubere Unterkünfte während der Ueberfahrt, mangelnde Sicherheit, umständliche und kleinliche Formalitäten bei der Ankunft, all diesen Plagen sah sich der Auswanderer ausgesetzt, der zudem meistens auf sich allein gestellt und mittellos blieb, ungeachtet einzelner Schutzmassnahmen in den Auswanderungshäfen und der Hilfe von Wohltätigkeitsvereinen.

Von 1821 bis 1920 fuhren mehr als 260 000 Schweizer in die Vereinigten Staaten. Die stärksten Auswandererströme sind in den Jahren nach 1850, nach dem Sezessionskrieg und zwischen 1880 und 1890 zu verzeichnen. Um die Jahrhundertmitte liessen sich die schweizerischen Siedler mit Vorliebe im Bereich der Staaten Ohio, Illinois und Wisconsin nieder; in der Folge drangen sie, den Mississippi überquerend, nach dem Mittleren Westen vor. Indessen verlor nach 1870 der mittlere Nordosten und ab 1880 auch der mittlere Westen an Anziehungskraft zugunsten der Ost- und der Westküste. Nach dem Abklingen des Goldrauchs der Jahre um 1850 lockte Kalifornien, wie auch die übrigen Landstriche am Pazifik, viele Schweizer durch sein landwirtschaftlich günstiges Klima an. Nach 1890 bot die zunehmende Verstädterung der Ostküste neuen Platz für Auswanderer, die Arbeit in der Industrie oder in Dienstleistungsgewerben suchten. Eine verhältnismässig grosse Anzahl von Schweizern liess sich im 18. und noch im frühen 19. Jahrhundert im Süden Nordamerikas nieder; New Orleans, das Tor zu den Weiten des Mississippi, war für sie nach New York der wichtigste Landeplatz, bis nach dem Sezessionskrieg der Süden für die Schweizer stark an Interesse verlor; immerhin erfolgten später noch Koloniegründungen in Kentucky. Tennessee und Westvirginien.

Die schweizerische Auswanderung nach Kanada gewann zwischen 1870 und 1880 sowie zwischen 1900 und 1914 eine gewisse Bedeutung für die Erschliessung des Westens.

Bereits 1856, als die ersten landwirtschaftlichen Kolonien in den Provinzen Buenos Aires, Santa Fé und Entre Ríos entstanden, erwies sich Argentinien zweifellos als verlockendstes Ziel für die schweizerische Auswanderung nach Lateinamerika. Bis 1920 landeten in Buenos Aires 35 000 Schweizer. Vor 1890 gelang zahlreichen Bauern der Erwerb von Grund und Boden; dann allerdings hemmte die einsetzende Wirtschaftskrise, welche die sozialen Spannungen verschärfte, den Einwandererstrom. In der Folge nahm das schweizerische Interesse an diesem Land nie mehr das Ausmass an, welches es in der Epoche von 1880 bis 1890 hatte.

In Uruguay bildet die Kolonie Nueva Helvecia unter soziologischen Gesichtspunkten ein Musterbeispiel. Ungefähr zwei Drittel der Siedler, die sich durch die zügellose Werbung der Firma Sigrist und Fender zum Verlassen der Heimat verleiten liessen, scheiterten zwischen 1864 und 1868 in ihren Bemühungen. Später entwickelten sich in der Kolonie verhältnismässig ausgedehnte Güter. 1889 setzte sich der Schweizer Konsul in Montevideo für eine moderne landwirtschaftliche Erschliessung ein.

In Chile liessen sich nach einigen ehrgeizigen Versuchen, wie demjenigen des Freiburgers Albert Conus in der Provinz Magellan, zwischen 1883 und 1886 Schweizer vorzugsweise in der Gegend von Traiguén (Provinzen Malleco und Cautín) nieder. Doch gestalteten sich hier um die Jahrhundertwende die Verhältnisse noch schwieriger als in Argentinien. Die Einwanderung ging deshalb zurück, und die Entwicklung zum Grossgrundbesitz verstärkte sich.

Eine Untersuchung der Einwanderungsregister der Konsularbezirke Rio de Janeiro und Bahia enthüllt eine starke Verschiebung in der Herkunft der ankommenden Schweizer während des 19. Jahrhunderts. An die Stelle der vorerst überwiegenden Romands traten immer mehr Zürcher, Berner, Aargauer und Basler. Wenn man von der gelegentlichen Einwanderung einzelner Händler und Handwerker absieht, erscheint, vor allem in der ersten Jahrhunderthälfte, die Geschichte der Wanderbewegung von der Schweiz nach Brasilien seit Nova Friburgo, wenigstens kurzfristig, als eine andauernde Folge von Zusammenbrüchen. Gegen die Jahrhundertmitte entschlossen sich dann manche Grossgrundbesitzer, die Negersklaven nach und nach durch europäische und asiatische Arbeitskräfte zu ersetzen. Verschiedene Kolonie-

gründungen, die auf einem den Eigentümer begünstigenden System der Halbpacht beruhten, endeten jedoch unglücklich, und zum ersten Mal sah sich die Eidgenossenschaft veranlasst, zugunsten ihrer in Not geratenen Mitbürger einzugreifen. Die Zunahme solcher Fälle von Ausbeutung sollte in der Folge die Einwanderungspolitik des brasilianischen Staates stark hemmen. Um die Jahrhundertwende tauchte als Folge des aufkommenden Kaffeeanbaus und der Verstädterung im Staate São Paulo ein neuer Auswanderertyp auf.

Die übrigen süd- und mittelamerikanischen Länder nahmen nie eine grössere Zahl europäischer Einwanderer auf. Schweizer, die sich dort niederliessen, waren in der Regel Handwerker oder Händler, von denen sich manche ein kleines Wirtschaftsimperium aufbauten.

Das Studium der Niederlassung von Schweizern auf dem amerikanischen Kontinent im 19. Jahrhundert erlaubt es, den Rhythmus einer wichtigen Bewegung der nationalen Geschichte aufzuzeigen. Wegen der Vielfalt der mit ihr verbundenen Aspekte erweist sich die Auswanderung als lohnendes Forschungsgebiet, ob man sie nun in ihrer wirtschaftlichen oder kulturellen Bedeutung oder in ihren Wechselwirkungen mit dem Bevölkerungswachstum untersucht.

Compendio

Il secolo scorso la maggior parte degli emigranti svizzeri a destinazione dei Paesi d'oltremare si reca negli Stati Uniti e sceglie la meta secondo analogie di civiltà: nell'America meridionale, per es., la presenza dei Romandi è superiore a quella degli Alemannici.

Benchè in costante miglioramento, le condizioni del viaggio permangono difficili durante l'intero secolo. L'affollamento dei porti di partenza, i rischi d'epidemia, l'alimentazione insufficiente, l'allogamento insalubre durante la traversata, l'insicurezza, le formalità e il disorientamento all'arrivo sono altrettante dure prove per l'emigrante, generalmente solo e privo di mezzi nonostante alcuni provvedimenti protettivi introdotti nei porti di sbarco, e gli aiuti forniti da società di beneficenza.

Dal 1821 al 1920 oltre 260 000 Svizzeri si recano negli Stati Uniti. I tempi forti di codesto afflusso coincidono con l'inizio degli anni 1850, dopo la Guerra di Secessione, e col decennio 1880–1890. A metà secolo coloni svizzeri s'insediano nelle terre del Centro Nord (Ohio, Illinois, Winsconsin), poi si addentrano nel Middle West, al di là del Mississippi. A decorrere dal 1870, per il Centro Nord e dal 1890 per il Middle West, queste regioni perdono attrattiva, a vantaggio delle coste est ed ovest. In California, dopo la corsa all'oro, degli anni 1850, numerosi Svizzeri s'interessano alle risorse agricole. Altrettanto avviene negli altri Stati dell'Ovest. Dopo il 1890 l'intensificarsi della concentrazione urbana sulla costa Est offre nuovi sbocchi agli emigranti dei settori secondario e terziario in aumento. Nel Sud l'emigrazione svizzera era assunta a una certa importanza nel XVIII sec. ed agli inizi del XIX. Sino alla Guerra di Secessione il porto di Nuova Orleans, accesso al Mississippi, permane, dopo Nuova York, il più importante punto di sbarco degli Stati Uniti. Dopo la guerra, l'interesse degli Svizzeri per queste regioni scema; parecchie colonie vengon tuttavia fondate nel Kentucky, nel Tennessee e nella Virginia occidentale.

L'emigrazione Svizzera verso il Canada conosce una certa importanza tra il 1870 e il 1880, ancora tra il 1900 e il 1914, per l'avvaloramento dell'Ovest.

Dal 1856, anno di fondazione delle prime colonie agricole nelle provincie di Buenos Aires, di Santa Fè e d'Entre Ríos, l'Argentina diventa indubbiamente il centro dell'emigrazione svizzera nell'America meridionale. Sino al 1920 sbarcano a Buenos Aires 35 000 cittadini elvetici e prima del 1890, molti agricoltori riescono ad acquistar terre. Ma la crisi degli anni 1890 frena l'immigrazione ed accentua le disparità sociali. Di poi, l'interesse degli Svizzeri per l'Argentina non riassurgerà all'ampiezza propria del decennio 1880–1890.

In Uruguay la colonia Nueva Helvecia costituisce un caso sociologico esemplare. Vittime della propaganda smodata della ditta Sigrist e Fender nel periodo 1864–1868 quasi due terzi dei coloni falliscono nei loro tentativi d'insediamento. In seguito, sviluppandosi la colonia, si formano proprietà di una certa importanza. Nel 1889 il console svizzero a Montevideo esorta i coloni ad esercitare l'agricoltura secondo tecniche moderne.

Dopo alcuni progetti ambiziosi-ad es. quello del Friburghese Albert Conus per il distretto di Magellano, tra il 1883 e il 1886 – le colonie svizzere s'insediano soprattutto nella regione di Traiguén, nelle provincie di Malleco e di Cautín. Tuttavia il Cile conosce ancor più dell'Argentina una fine di secolo difficile. L'immigrazione diminuisce mentre la concentrazione delle proprietà aumenta.

Lo studio dei registri d'iscrizione dei circondari consolari di Rio de Janeiro e di Bahia rivela una forte modificazione della provenienza degli oriundi svizzeri insediati in Brasile nel corso del XIX sec.: i Romandi fan posto a gente dei Cantoni di Zurigo, Berna, Argovia e Basilea. Ad eccezione dall'immigrazione individuale di un certo numero di mercanti e d'artigiani, soprattutto nella prima metà del secolo, a cominciare da Nova Friburgo, la storia delle relazioni migratorie tra Svizzera e Brasile è una successione di fallimenti, se non altro a breve scadenza. Verso la metà del secolo, alcuni grandi proprietari terrieri intendono sostituire gradatamente gli schiavi neri con mano d'opera europea ed asiatica. Vari insediamenti coloniali fondati su un sistema di mezzadria molto vantaggioso per il proprietario si risolvono in un dissesto e, per la prima volta, la Confederazione deve intervenire in aiuto dei suoi cittadini. Il moltiplicarsi di siffatti casi ostacolerà non poco la politica brasiliana d'immigrazione. Alla fine del secolo lo sviluppo della cultura del caffè nello Stato di São Paulo e la concentrazione urbana favoriscono l'arrivo di un altro tipo d'emigrante.

Gli altri Paesi dell'America del Sud e di quella centrale non hanno conosciuto una rilevante immigrazione europea di popolamento, e gli Svizzeri ivi stabiliti sono generalmente artigiani e commercianti, alcuni dei quali fondano piccoli imperi.

Lo studio dell'insediamento degli Svizzeri in America nel XIX sec. permette di definire i ritmi di un fenomeno importante della storia nazionale. Per la molteplicità d'aspetti offerti allo studioso, l'emigrazione è un campo profittevole di ricerche inerenti alla demografia, all'economia e alla civiltà.

Summary

Among the Swiss who emigrated overseas during the 19th century, most went to the United States. The choice of the countries of arrival varied according to cultural affinities. Thus there were more Swiss from the French part who emigrated to South America than Swiss from the German part.

While the conditions of the voyage gradually improved, they did however remain difficult all along the century. The ports of departure were over-

crowded; there were risks of epidemics, food was insufficient; the accommodation during the voyage unhealthy and there was no security for the travelers, who had to cope with formalities and confusion on arrival. After facing all these ordeals, the emigrant usually found himself alone and penniless, despite the small extent of protection which he was offered at the ports of disembarkment and the help given by charitable societies.

Between 1821 and 1920, over 260 000 Swiss citizens went to the United States. There were peaks in the early 1850s, after the War of Secession and during the decade from 1880 to 1890. In the middle of the century, the Swiss settled in the states of the North Central division (Ohio, Illinois, Wisconsin), after which they moved further into the Mid West beyond the Mississippi. However, after 1870 the North Central division and after 1890 the Mid West lost a part of their attraction in favour of the East and the West coasts. In California, following the gold rush of the 1850s, many Swiss were attracted by the agricultural resources. The same applies for the other states in the West. ~~After 1890, the~~ increasing urban concentration on the East Coast offered the emigrants new outlets in the industrial sector and services. In the South, Swiss emigrants were relatively numerous during the 18th and at the beginning of the 19th centuries. Until the War of Secession, the harbour of New Orleans, the gate of the Mississippi, remained the most important point of disembarkment in the United States after New York. After the War, the Swiss no longer showed much interest in these regions; however, several settlements were founded in Kentucky, in Tennessee and in West Virginia.

A fairly large numbers of Swiss emigrants went to Canada between 1870 and 1880, and again between 1900 and 1914, in order to develop the West.

From 1856 onwards, that is after the foundation of the first agricultural settlements in the provinces of Buenos Aires, Santa Fé and Entre Ríos, Argentina was undeniably the country which attracted the largest numbers of Swiss emigrants in South America. By 1920, 35 000 Swiss citizens had disembarked in Buenos Aires. Until 1890, many farmers were able to buy land. However, the crisis of the 1890 was a hindrance to immigration and made social differences more apparent. Later on, the Swiss never again showed as much as interest in Argentina as they had done during the decade from 1880 to 1890.

In Uruguay, the settlement of Nueva Helvecia formed a typical sociological case. Nearly two thirds of the settlers had fallen victims to the exaggerated propaganda of the firm of Sigrist and Fender, and failed in their attempts

between 1864 and 1868. Subsequently, as the settlement developed, relatively large estates were formed. In 1889, the Swiss consul at Montevideo was pleading for a modern agricultural colonisation. Following a few ambitious projects, such as that of Albert Conus of Fribourg for the district of Magellan, the Swiss settled mainly in the area of Traiguén, in the provinces of Malleco and Cautin, between 1883 and 1886. However, in Chili, the end of the century was difficult, even more than in Argentina. Immigration decreased while the trend of concentration of landed estates developed.

The immatriculation registers of the consular districts of Rio de Janeiro and Bahia show that the origins of Swiss citizens settling in Brazil varied considerably during the 19th century, the Swiss from the French part being replaced by citizens from Zurich, Bern, Aargau and Basle. With the exception of a number of merchants and artisans who emigrated individually, especially during the first half of the century, the history of migration between Switzerland and Brazil, after Nova Friburgo, was a succession of failures, at least in the short term. Towards the middle of the century, a few large landowners were determined to replace gradually the black slaves by European and Asian labour. Several colonial establishments, which were based on a system of crop-sharing advantageous to the landlord, ended in disaster and for the first time, the Swiss Government had to intervene to help its citizens. The frequency of these cases of exploitation was a considerable hindrance to Brazil's immigration policy. By the end of the century, the development of coffee plantations in the State of São Paulo as well as urban concentration favoured the arrival of another type of emigrant.

In the other countries of South and Central America, European settlement immigration was not very considerable. The Swiss who did settle there were generally artisans and merchants, some of whom built small empires for themselves.

The study of the history of Swiss settlements in America during the 19th century shows the variations of an important phenomenon of Swiss history. Owing to its complex nature, emigration is a rewarding field of study be it from the demographic, economic or cultural points of view.

Resumen

La mayoría de los emigrantes suizos hacia los países de ultra-mar, en el siglo XIX, va a los Estados Unidos. En las destinaciones de la emigración se manifiestan preferencias según las afinidades culturales. Así, la proporción de los Suizos que van a América del Sur es más fuerte en la Suiza francesa que en la Suiza alemana.

A pesar de que mejoran constantemente, las condiciones de viaje siguen difíciles a lo largo del siglo. Congestión de los puertos de embarque, riesgos de epidemia, alimentación insuficiente, alojamiento insalubre durante la travesía, inseguridad, trámites y desconcierto a la llegada, tantas pruebas para el emigrante quien generalmente se queda solo y sin medios, a pesar de algunas medidas de protección tomadas en los puertos de desembarque y de la ayuda proporcionada por las sociedades de beneficencia.

Desde 1821 hasta 1920, más de 260 000 Suizos se van a los Estados Unidos. Los momentos de mayor intensidad de este movimiento se sitúan al principio de los años 1850, después de la guerra de Secesión y en el decenio 1880—1890. A mediados del siglo, los colonos suizos se instalan en las tierras del centro-norte (Ohio, Illinois, Wisconsin), luego penetran más profundamente en el Middle West, más allá del Mississippi. Sin embargo, desde 1870 en cuanto al Centro Norte y desde 1890 en cuanto al Middle West, estas regiones pierden una parte de su fuerza de atracción a favor de la costa Este y del Oeste. En California, después de la fiebre del oro de los años 1850, muchos Suizos son atraídos por los recursos agrícolas. Lo mismo ocurre en los demás Estados del Oeste. Después de 1890, el aumento de la concentración urbana en la costa Este da una salida a los emigrantes de los sectores secundario y terciario, que van creciendo. En el sur, la emigración suiza había sido bastante importante en el siglo XVIII y a principios del siglo XIX. Hasta la guerra de Secesión, el puerto de Nueva Orleans, puerta del Mississippi, sigue siendo el punto de desembarque más importante de los Estados Unidos, después de Nueva York. Después de la guerra, los Suizos ya no se interesan mucho por estas regiones; sin embargo se establecen unas colonias en el Kentucky, en el Tennessee y en Virginia occidental.

La emigración suiza para el Canadá tiene cierta importancia entre 1870 y 1880, luego entre 1900 y 1914 para el mejoramiento del Oeste.

Desde 1856, fecha en la cual fueron fundadas las primeras colonias agrícolas en las provincias de Buenos Aires, Santa Fé y Entre Ríos, Argentina es sin duda el país motor de la emigración suiza para América del Sud. Hasta 1920, 35 000 ciudadanos suizos llegan a Buenos Aires. Antes de 1890, muchos agricultores logran conseguir una propiedad. Sin embargo, la crisis de los años 1890 frena la inmigración y acentúa las diferencias sociales. En la época siguiente, el interés de los Suizos para Argentina no tendrá ya la amplitud que tuvo en el decenio 1880—1890.

En el Uruguay, la colonia Nueva Helvecia constituye un caso sociológico ejemplar. Víctimas de la propaganda desenfrenada de la firma Sigrist y Frenner, casi dos tercios de los colonos fracasan en sus intentos entre 1864 y 1868. Más tarde durante el desarrollo de la colonia, propiedades relativamente importantes se forman. En 1889, el consul de Suiza en Montevideo defiende una colonización agrícola moderna.

Después de algunos proyectos ambiciosos, tal como el del Friburgués Albert Conus para el distrito de Magallanes, es sobretudo en la región de Traiguén, provincias de Malleco y de Cautín, donde se instalan los colonos suizos, entre 1883 y 1886. Pero, aún más que Argentina, Chile conoce un fin de siglo difícil. La inmigración disminuye y el fenómeno de concentración de las propiedades se intensifica.

El estudio de los registros de inmatriculación de los distritos consulares de Río de Janeiro y Bahía muestra una modificación fuerte del origen de los nacionales suizos establecidos en el Brasil durante el siglo XIX, siendo reemplazados los Suizos franceses por Zuricos, Berneses, Argovienses y Basilienses. Con excepción de la emigración individual de cierto número de comerciantes y artesanos, sobre todo durante la primera mitad del siglo, la historia de las relaciones migratorias entre Suiza y el Brasil, desde Nova Friburgo, es una serie de fracasos, a breve plazo por lo menos. Hacia mediados del siglo, ciertos grandes terratenientes están resueltos a reemplazar progresivamente los esclavos negros por una mano de obra europea y asiática. Algunos establecimientos coloniales, con base en un sistema de aparcería muy favorable al propietario, se convierten en desastres y, por primera vez, la Confederación tiene que intervenir para ayudar a sus nacionales. La multiplicación de estos casos de explotación perjudicará bastante la política brasileña de inmigración. A fines del siglo, el desarrollo de la cultura del café en el Estado de São Paulo y la concentración urbana favorecen la llegada de otro tipo de emigrantes.

Los demás países de América del Sur y América central no han tenido una inmigración europea de asentamiento importante y los Suizos que se instalan allí son generalmente artesanos y comerciantes, unos de los cuales edifican pequeños imperios.

El estudio del establecimiento de los Suizos en América en el siglo XIX permite situar un fenómeno importante de la historia suiza. Por su carácter globalisante, la emigración es un campo rico de la investigación, ya sobre los planes demográfico, económico o cultural.

Index des noms de lieu

- Acre (Territoire, Brésil) 189
 Afrique 159
 Agua Fresca (Chili) 96, 136, 138
 Akron (Ohio) 42
 Alabama 39, 54, 55, 60, 64
 Alagôas (Province puis Etat, Brésil) 154
 Alameda (Comté, Californie) 70
 Alaska 78
 Alberta (Province, Canada) 85, 88
 Alexandrie (Alexandria, District of Columbia puis Virginie) 47, 53, 62
 Algérie 119
 Allemagne 29, 77, 93, 188, 210
 Alpes 22
 Alpina (Rio de Janeiro) 51, 96, 173, 176, 191
 Alpina (Virginie Occidentale) 39, 57
 Alsace-Lorraine 131
 Alta Vela (Ile, République dominicaine) 211
 Alvarado (Mexique) 196
 Amazone (Rio Amazonas) 185, 188, 189
 Amsterdam 12, 15
 Angleterre 15, 29, 70, 77, 160, 186, 201
 Antequera (Paraguay) 180
 Antilles 213
 Anvers 10, 12, 14, 15, 79
 Appenzell 11, 60, 64, 99, 117, 122, 125, 129, 152, 155, 199, 214
 Appenzell Rhodes-Intérieures 20
 Araucanie 135, 138, 143, 147
 Argentine 8, 10, 22, 83, 86, 91–115, 119, 126, 127, 130, 132, 134, 135, 137, 138, 139, 143, 146, 169, 170, 174, 176, 179, 182, 191, 209, 216
 Argovie 11, 20, 23, 40, 51, 64, 68, 77, 88, 95, 99, 122, 125, 136, 142, 143, 151, 152, 155, 166, 177, 205, 210, 214
 Arizona 39, 67, 76, 81
 Arkansas 39, 54, 55, 65, 66
 Asheville (Caroline du Nord) 60
 Asunción (Assomption) 96, 180, 181, 182, 184, 185
 Atchison (Kansas) 52
 Atlanta (Géorgie) 62
 Aubonne (Vaud) 17
 Austin (Texas) 66
 Australie 68, 119
 Autriche 16
 Autriche-Hongrie 29, 93, 184
 Azul (Buenos Aires) 101
- Bahia
 – Arrondissement consulaire suisse 154, 157
 – Etat 174
 – Province 154, 157, 168, 170
 – (Salvador), Ville 96, 154, 155, 159, 160, 161, 168, 169, 170, 171
 Bahia Blanca (Buenos Aires) 103, 108, 109
 Bâle
 – Canton 11, 13, 20, 31, 34, 64, 68, 99, 122, 125, 126, 136, 144, 152, 155, 199
 – Ville 23, 79, 97, 103, 104, 115, 118, 123, 124, 138
 Bâle-Campagne 98
 Bâle-Ville 23
 Balkans 21
 Baltimore (Maryland) 53
 Baradero (Buenos Aires) 96, 97, 99, 101
 Basse Californie (Péninsule, Mexique) 76
 Bastia (France) 211
 Belgique 29, 93
 Bellinzzone 104, 115
 Beni (Rio, Bolivie) 189
 Bern (Idaho) 83
 Berne
 – Canton 11, 23, 31, 34, 40, 51, 63, 64, 66, 68, 78, 79, 88, 93, 95, 99, 105, 117, 122, 125, 136, 140, 143, 144, 151, 152, 154, 155, 166, 199, 210
 – Ville 38, 79, 86, 104, 114, 117, 159
 Berne (Indiana) 39, 42
 Bernstadt (Kentucky) 39, 58
 Bienne 212
 Bogotá 96, 192
 Bolivie 96, 97, 135, 188, 189, 190
 Bordeaux 15, 197
 Boston (Massachusetts) 40
 Boulogne (France) 15
 Bragado (Buenos Aires) 105
 Brême
 – Etat 20
 – Ville 12, 15
 Brésil 8, 10, 83, 91, 96, 98, 111, 119, 121, 128, 134, 139, 141, 149–178, 179, 189, 191
 Buenos Aires
 – Etat 95, 97, 117
 – Province 101, 105, 106, 108, 110, 114, 117

- Ville 18, 22, 24, 91, 93, 96, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 118, 126, 127, 128, 132, 133, 134, 138, 148, 176, 178, 181, 182, 183, 184, 185
- Buffalo (Comté, Wisconsin) 44
- Buffalo (New York) 37, 39
- Bulgarie 29
- Bulle (Fribourg) 113
- Californie 33, 39, 56, 67–75, 76, 77, 78, 81, 136, 198, 216
 - Banque de Californie 74
- Campbell (Comté, Kentucky) 58
- Campos Salles (São Paulo) 176, 177, 178
- Canada 8, 10, 76, 84–90, 119
- Canchamayo (Río, Pérou) 185
- Cannelton (Indiana) 41
- Cantagalo (District, Rio de Janeiro) 157
- Canton (Ohio) 39
- Caracas 96, 192, 194, 195
- Carcarañá (Santa Fé) 96
- Carmen de Patagones (Buenos Aires) 99
- Caroline du Nord 39, 54, 61
- Caroline du Sud 39, 54, 55, 61
- Carolines 32, 53, 60
- Castle Garden (Ville de New York) 19, 20, 21, 25
- Castor (Alberta) 88
- Catamarca (Province, Argentine) 109
- Cautín (Province Chili) 145, 146
- Cayucos (Californie) 39
- Chaco 100, 102, 104, 109, 113, 181
- Charleston (Virginie Occidentale) 54, 55
- Chattanooga (Tennessee) 60
- Cherbourg (France) 15
- Chicago (Illinois) 39, 42, 44, 46, 49, 50
- Chili 10, 51, 96, 110, 114, 135–148, 174, 179, 186, 187
 - Banque du Chili 146
- Chiloé (Ile, Chili) 147
- Chine 56
- Chubut (Territoire, Argentine) 110, 113
- Chienfuegos (Cuba) 210
- Cincinnati (Ohio) 39, 40, 42, 58, 62
- Cleveland (Ohio) 39, 42
- Colombie 96, 179, 190–192
- Colombie britannique (Province, Canada) 76, 85, 89
- Colonia (Uruguay) 133
- Colonia Nacional (ou Yegros, Paraguay) 183
- Colorado 39, 67, 76, 78, 81, 83
- Columbia (District of) 54, 56, 61
- Columbus (Nebraska) 53
- Columbus (Ohio) 42
- Comandantubá (Bahia) 170
- Comstock (Nevada) 76
- Concepción (Province, Chili) 145
- Concepción del Uruguay (Entre Ríos) 114
- Concordia (Entre Ríos) 104, 114
- Connecticut 33, 37, 39, 40
- Copacabana (Santa Fé) 97
- Córdoba (Argentine)
 - Province 106, 114
 - Ville 96, 100, 103
- Corrientes (Argentine)
 - Province 95, 97
 - Ville 96, 114
- Costa-Rica 96, 178, 203–207
- Cotton Hill (Virginie occidentale) 57
- Cuba 56, 210
- Covington (Kentucky) 58
- Cullman (Alabama) 39, 64
- Cumberland (Plateau, Tennessee) 59
- Dallas (Texas) 66
- Dakota 55, 76
- Dakota du Nord 32, 39, 47
- Dakota du Sud 32, 39, 47, 50
- Danemark 29, 93
- Delaware 39, 54, 56, 61
- Delle (France) 104
- Denver (Colorado) 39, 83
- Des Moines (Iowa) 52
- Desterro (ou Florianopolis, Santa Catarina) 171
- Detroit (Michigan) 39, 42, 43, 44
- Dominicaine (République) 211, 213, 214
- Doña Francisca (Santa Catarina) 96, 161, 169
- Ecosse 29
- Eddy (Nouveau Mexique) 82
- Elia (Entre Ríos) 113
- Elisa (Paraguay) 180
- Ellis Island (Ville de New York) 21, 22
- Emmental (BE) 119
- Entre Ríos (Province, Argentine) 95, 97, 101, 102, 105, 106, 108, 113, 114, 117
- Equateur 96, 179, 192
- Ercilla (Chili) 96, 140, 143
- Erié
 - canal (New York) 56
 - lac 42
- Espagne 29, 93, 135, 190, 201, 210
- Esperanza (Plantation, Guatemala) 209

Esperanza (Santa Fé) 95, 96, 99
Espírito Santo (Province puis Etat, Brésil)
150, 154, 168
Etats-Unis 8, 10, 13, 18, 21, 27–83, 86,
89, 91, 93, 100, 107, 109, 119, 120, 167,
169, 173, 179, 185, 186, 187, 190, 192,
196, 197, 198, 201, 210, 212, 213, 214,
215, 216
Evolución La (Plantation, république do-
minicaine) 212

Floride 39, 54, 61, 65, 66
France 13, 14, 29, 88, 93, 97, 173, 181,
184, 189, 200, 201, 203, 210, 212, 213,
215
Franklin (Missouri ?) 48
Fribourg
– Canton 10, 11, 60, 64, 99, 105, 143,
144, 151, 155, 166
– Ville 137
Funil (São Paulo) 96, 176, 177

Gais (Appenzell Rhodes-Extérieures) 129
Galvarino (Chili) 140
Galveston (Texas) 66
Gênes (Genova, Italie) 10, 12, 15
Geneva (Idaho) 83
Genève
– Canton 10, 11, 20, 64, 68, 117, 136,
144, 151, 155, 157, 197, 199, 210
– Journal de Genève 184
– Tribune de Genève 174
– Ville 12, 52, 105, 109, 115, 129, 159
Géorgie 39, 53, 54, 55, 60, 61, 62
Glaris
– Canton 11, 64, 77, 99, 152, 155, 166,
199, 214
– Ville 165
Goías (Province puis Etat, Brésil) 150
González (Paraguay) 181, 183
Grande-Bretagne 93
Grandes Antilles 210-214
Grèce 29
Grisons 11, 64, 77, 88, 99, 125, 136, 152,
155, 166, 199, 205, 210
Grundy (Comté, Tennessee) 59, 60
Grütli (Nebraska) 39
Grütli (Santa Fé) 96
Grütli (Tennessee) 39, 59, 60
Guadalajara (Mexique) 202
Guatemala 207, 209
Guayaquil (Equateur) 96, 192

Guerrero (Etat, Mexique) 200
Guillaume Tell (Paraguay) 96, 180
Guyane (Plateau, Venezuela) 194
Guyanes 96
Haïti 212, 214
Hambourg
– Etat 20
– Villé 10, 12, 15, 136, 161, 163
Haut-Rhin (Département, France) 13
La Havane 210
Le Havre 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 20,
23, 24, 56, 57, 197
La Helvecia (Plantation, République domi-
nicaine) 212
Helvecia (Santa Fé) 101
Helvetia (Plantation, Guatemala) 209
Helvetia (São Paulo) 157, 172
Helvetia (Virginie occidentale) 39, 57
Highland (Illinois) 39, 40, 44, 45, 46, 50,
52, 53
Hispaniola 214
Hoboken (New Jersey) 25
Hohenau (Paraguay) 180
Hollande 29, 93
Honduras 96, 207, 209
Houston (Texas) 66
Humboldt (Comté, Californie) 74, 75
Humboldt (Santa Fé) 96
Ica (Pérou) 187
Idaho 39, 67, 76, 77, 83
Illinois
– Etat 32, 33, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 49,
50, 74
– River 46
Independencia (Paraguay) 180
Indiana 32, 33, 39, 40, 41, 42, 43, 57
Iowa
– Etat 32, 33, 39, 40, 47, 48, 49, 52
– River 52
Irlande 29
Italie 16, 22, 29, 93, 173
– Banque d'Italie 75
James (River, Virginie) 56
Jefferson (Comté, Kentucky) 58
Jersey City (New Jersey) 39
Jujuy (Province, Argentine) 108
Kandelia (Virginie occidentale) 57
Kansas
– Etat 32, 33, 39, 47, 48, 49, 50, 52, 53
– River 52
Kansas City (Missouri) 51

- Kentucky 39, 40, 42, 53, 54, 55, 57, 58, 60
 Knoxville (Tennessee) 58, 59, 60

 Laurel (Comté, Kentucky) 58
 Lausanne 86, 115, 159
 Leavenworth (Kansas) 52
 Leimbach (Argovie) 142
 Leopoldina (Bahia) 96, 155, 158
 Lima 96, 186, 187, 188
 Limón (Costa-Rica) 206
 Liverpool 12, 15, 17
 Le Locle (Neuchâtel) 212
 Lombardie 22
 Londres 12
 Los Angeles (Californie)
 – Comté 70
 – Ville 39, 69, 73, 75
 Louisiane 39, 53, 54, 55, 64
 Louisville (Kentucky) 39, 58
 Lucerne 11, 20, 60, 63, 64, 99, 122, 125, 152, 155, 210
 Lugano 115

 Madison (Comté, Illinois) 45
 Madison (Indiana) 40, 43, 57
 Madrid 210
 Magdalena (Département, Colombie) 191
 Magellan (Magallanes, Chili)
 – Détroit 137
 – Territoire 137, 138
 Maine 37, 39
 Malleco (Province, Chili) 145, 146
 Manitoba (Province, Canada) 85, 87, 88, 89
 Maracaibo (Venezuela) 96, 192, 193
 La Margarita (Plantation, République dominicaine) 212
 Marin (Comté, Californie) 74
 Marseille 10, 12, 15
 Maryland 39, 54, 55, 56, 61
 Massachusetts 37, 39, 40
 Matanzas (Cuba) 210
 La Matilde (Domaine, Buenos Aires) 105
 Mato Grosso (Province puis Etat, Brésil) 150
 Memphis (Tennessee) 60, 64
 Mendoza (Argentine)
 – Province 114
 – Ville 96, 104, 109
 México 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203
 Mexique 67, 76, 196–203, 207
 Michigan 32, 33, 39, 40, 41, 42, 43

 Milwaukee (Wisconsin)
 – Comté 44
 – Ville 39
 Minas Gerais (Province puis Etat, Brésil) 150
 Minneapolis (Minnesota) 39, 52
 Minnesota
 – Etat 32, 33, 39, 47, 48, 49, 52, 75
 – River 52
 Miramar (Plantation, Guatemala) 209
 Misiones (Territoire, Argentine) 102
 Mississippi
 – Etat 39, 53, 54, 55, 64
 – River 33, 40, 44, 46, 47, 50, 51, 52, 53, 64, 65
 Missouri
 – Etat 32, 33, 39, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 82
 – River 50, 51, 52, 53
 Moniz (Bahia) 96, 170
 Montana 39, 55, 67, 76, 77, 83
 Monterey (Comté, Californie) 74, 75
 Monterrey (Mexique) 202
 Montevideo 91, 96, 103, 116, 117, 118, 124, 126, 127, 128, 129, 130, 132, 133, 134, 138, 183
 Monticello (Floride) 39, 65
 Montréal 84, 87, 89
 Mount Airy (ou New Switzerland, Géorgie) 62
 Mosquitos (Côte, Nicaragua) 206
 Mucuri (Bahia)
 – Colonie 96, 158
 – Río 176
 Mulhouse 123

 Nantes 12
 Napa (Comté, Californie) 74
 Nashville (Tennessee) 59, 60
 Nebraska 32, 33, 39, 47, 48, 49, 52, 53, 75
 Nemaha (River, Nebraska) 52
 Neuchâtel
 – Canton 11, 20, 34, 64, 68, 99, 117, 125, 126, 136, 144, 151, 154, 155, 197, 199, 210
 – Ville 104, 115, 212
 Neu Engelberg (Oregon) 77
 Neu Zürich (São Paulo) 177
 Neuquén (Territoire, Argentine) 110
 Nevada 39, 67, 76, 77
 New Basel (Kansas) 52
 New Bern (Caroline du Nord) 39, 60
 New Berne (Kansas) 52

- New Conception (Missouri) 39
 New Glarus (Wisconsin) 39, 43, 44
 New Hampshire 37, 39
 New Helvetia (Californie) 39, 68
 New Jersey 32, 33, 36, 37, 38, 39, 40
 New Martinsville (Virginie occidentale) 57
 Newport (Kentucky) 58
 New St. Gallen (Virginie occidentale) 57
 New Switzerland (ou Grütli, Tennessee) 59
 New Switzerland (ou Highland, Illinois) 40, 44
 New Switzerland (ou Mont Airy, Géorgie) 39, 62
 New York
 – Etat 18, 19, 23, 32, 33, 36, 37, 39, 56
 – Ville 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 23, 24, 25, 27, 32, 33, 34, 36, 39, 43, 49, 50, 53, 61, 209
 New York-Erié (Chemin de fer) 20
 Nicaragua 96, 207, 210
 Nidwald 23
 Nipissing (Ontario)
 – District 86, 87
 – Lac 86
 Norfolk (Virginie) 56
 Norvège 29
 Nouveau Mexique (New Mexico) 39, 51, 67, 76, 81, 82, 191
 Nouvelle-Angleterre 37, 40
 Nouvelle-Berne (Neu Bern, Uruguay) 128
 Nouvelle-Ecosse (Nova Scotia, Province, Canada) 84, 85
 La Nouvelle-Orléans (New Orleans, Louisiane) 18, 23, 24, 39, 44, 50, 53, 56, 62, 63, 64, 65, 66
 Nova Friburgo (Rio de Janeiro) 12, 16, 96, 157, 158, 160, 168, 175
 Nueva Burdeos (ou Villa Hayes, Paraguay) 179
 Nueva Germania (Paraguay) 180
 Nueva Helvecia (Uruguay) 96, 110, 117–128, 129, 133
 Nueva Italia (Paraguay) 180

 Oakland (Californie) 39, 70
 Oberland 119
 Obwald 23, 173
 Ohio
 – Etat 32, 33, 39, 40, 41, 42
 – River 33, 41, 42, 57, 58
 Oklahoma 39, 54, 55, 66
 Olten 13
 Omaha (Nebraska) 53

 Ontario (Province, Canada) 84, 85, 86
 Oregon 39, 67, 76, 77
 Ottawa 86, 89
 Ozark (Missouri) 51

 Paisley (Colonie, New Jersey) 38
 Panamá
 – Canal 78, 89, 179
 – Etat 96, 190, 191, 206
 – Isthme 190
 – Ville 96, 190
 Pará (ou Belém, Brésil) 168
 Paraguay
 – Etat 96, 114, 128, 143, 179–185
 – Río 179, 180, 188
 Paraná (Entre Ríos) 101, 114
 Paraná (Province, Brésil) 171
 Paraná (Río) 100, 179, 180
 Paranaguá (Paraná) 171
 Paris 12, 138, 189, 190, 193, 194, 208, 213
 Patagonie 102, 104, 108, 113
 Paterson (New Jersey) 39
 Paysandú (Uruguay) 128, 129, 133
 Pays de Galles 29
 Pays-d'Enhaut 105
 La Paz 96, 189
 Pecos (River, Nouveau Mexique) 39, 51, 82, 83, 191
 Pennsylvanie 32, 36, 37, 38, 39, 60
 Peoria (Illinois) 46
 Pernambuco (ou Recife, Pernambuco) 96, 158, 159, 171
 Pérou 96, 135, 143, 147, 179, 185–188, 190
 Petaluma (Californie) 74, 75
 Petare (Venezuela) 194
 Philadelphie (Pennsylvanie) 37, 38, 39
 Piauí (Etat, Brésil) 174
 Piémont 22, 131
 Pittsburgh (Pennsylvanie) 38, 39
 La Plata 103, 116, 117, 119, 126, 127, 128, 129, 133, 179, 216
 – Courrier de La Plata 91
 Platte (River, Nebraska) 53
 Polk (Comté, Iowa) 52
 Polycarpia (Bahia) 170
 Port au Prince (Haïti) 214
 La Popular (Colonie, Chaco) 113
 Porrentruy 126
 Portland (Oregon) 39, 77
 Portugal 29, 93
 Potomac (River) 56
 Pozuzo (Pérou) 187

- Prusse rhénane 212
 Puebla (Mexique) 200, 202
 Puerto Montt (Chili) 137
 Punta Arenas (Chili) 137
 Puntarenas (Costa-Rica) 206
- Québec
 – Province 84
 – Ville 85
 Quechereguas (Chili) 96, 140, 143
 Quino (Chili) 140, 145
- Ramallo (Buenos Aires) 105
 Recife (Pernambuco) 96
 Rhode Island 37, 39
 Richardson (Comté, Nebraska) 53
 Rio de Janeiro
 – Arrondissement consulaire suisse 150, 151, 152, 153, 155, 157, 160
 – Etat 173, 175, 176
 – Province 150, 168
 – Ville 14, 18, 96, 150, 151, 152, 154, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 165, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178
 Rio Grande (ou Río Bravo, Etats-Unis-Mexique) 196
 Rio Grande do Sul (ou São Pedro, Province puis Etat, Brésil) 150, 157, 161, 167, 169
 Río Negro (Argentine)
 – Fleuve 99
 – Territoire 104
 Rio Novo (Espírito Santo) 96, 168, 176
 Rochester (New York) 37, 39
 Rocheuses (Montagnes) 33, 67, 76, 78, 81
 Rolla (Missouri) 48
 Rome 12
 El Rosario (Plantation, Guatemala) 209
 Rosario (Santa Fé) 96, 100
 Rosario (Uruguay) 117
 Rosario Lomas (Colonie, Paraguay) 180
 Roswell (Nouveau Mexique) 82
 Rotterdam 15
 Rouge (Rivière, Québec) 84
 Roumanie 29
 Russie 29, 93
- Sacramento (Californie)
 – Comté 70
 – Ville 68, 75
 St-Gall
 – Canton 11, 51, 60, 64, 77, 99, 117, 122, 125, 136, 151, 155, 199, 210, 214
 – Ville 115
 St-Joseph (Missouri) 51
 St-Laurent (Fleuve, Canada) 86
 St-Louis (Missouri)
 – Comté 50, 51
 – Ville 39, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 59, 62, 63, 82
 St-Paul (Minnesota) 52
 Salta (Province, Argentine) 108
 Salt Lake (Comté, Utah) 81
 Salt Lake City (Utah) 39, 80
 Salvador (Bahia) 96
 El Salvador 207, 208
 Samaná (République dominicaine)
 – Baie 211, 212
 – Ville 211, 213
 San Antonio (Texas) 66
 San Bernardino (Paraguay) 180
 San Carlos (Santa Fé) 95, 96, 99, 100, 110
 San Francisco
 – Comté 70
 – Ville 39, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77
 San Jerónimo (Santa Fé) 95, 99
 San Jerónimo Sud (Santa Fé) 96
 San Joaquin (Vallée, Californie) 69
 San José (Costa-Rica) 96, 206
 San José (Entre Ríos) 96, 97, 99
 San Luis Obispo (Comté, Californie) 75
 San Mateo (Comté, Californie) 74
 San Salvador 208, 209
 Santa Augustina (Plantation, Guatemala) 209
 Santa Barbara (Comté, Californie) 75
 Santa Catarina (Province puis Etat, Brésil) 150, 161, 169
 Santa Catarina et Paraná (Arrondissement consulaire suisse) 157
 Santa Clara (Comté, Californie) 74
 Santa Cruz (Comté, Californie) 74
 Santa Fé (Argentine)
 – Province 95, 97, 101, 102, 105, 106, 107, 108, 109, 114, 117, 121, 126, 127
 – Société suisse de colonisation de Santa Fé 97
 – Ville 98, 100
 Santa Leopoldina (Espírito Santo) 168
 Santa Maria (Volcan, Guatemala) 209
 Santiago (Chili)
 – Province 145
 – Ville 96, 136, 145

- Santiago de Cuba 210
 Santiago del Estero (Province, Argentine) 109
 Santos (São Paulo) 18, 96, 173
 São Paulo (Brésil)
 — Etat 51, 172, 174, 175, 176, 177
 — Province 150, 161, 162, 171, 172
 — Ville 96, 177
 São Pedro (ou Rio Grande do Sul, Brésil) 150
 Saskatchewan (Province, Canada) 85, 89
 Savoie 131
 Schaffhouse
 — Canton 11, 20, 23, 64, 125, 126, 152, 154, 166, 169
 — Ville 203
 Schwyz 11, 23, 60, 64, 73, 99, 134, 136, 152, 155
 Seattle (Washington) 39, 77, 78
 Sergipe (Province puis Etat, Brésil) 154
 Sierra (Valley, Californie) 70
 Sierra Nevada (Californie) 69, 70, 71, 73
 Simmental (Berne) 134
 Soleure
 — Canton 11, 64, 99, 125, 152, 155
 — Ville 115
 Someo (ou Casmalia, Californie) 39
 Sonoma (Comté, Californie) 74
 Southampton (Angleterre) 14, 15
 Spokane (Comté, Washington) 77
 Stettler (Alberta) 88
 Suchy (Vaud) 141
 Suède 29, 93
 Swiss (Missouri) 39
 "Swissconsin" (Wisconsin) 43
 Switzerland (Comté, Indiana) 40
 Switzerland (Ohio) 39, 40
 Syracuse (New York) 37

 Tacoma (Washington) 39, 77, 78
 Tamaulipas (Département puis Etat, Mexique) 198
 Tampico (Mexique) 196
 Tapitá (Paraguay) 182
 Tayay (Río, Paraguay) 182
 Tell City (Indiana) 39, 40, 41, 42
 Temuco (Chili) 96, 140
 Tennessee 39, 40, 54, 58, 59, 60
 Teresópolis (Rio de Janeiro) 172, 173
 Territoires du Nord-Ouest (Canada) 88
 Tessin 10, 11, 23, 31, 34, 64, 68, 93, 99, 117, 122, 125, 126, 133, 136, 144, 152, 155, 199, 205, 210
 Texas 39, 54, 55, 62, 65, 66, 198, 201

 Texas-Pacific (Chemin de fer) 82
 Theodoro (Bahia) 170
 Thurgovie 11, 40, 64, 99, 122, 125, 126, 152, 154, 166, 199
 Tibicuarymy (Río, Paraguay) 182
 Toledo (Ohio) 39, 42
 Tornquist (Buenos Aires) 103
 Toronto (Ontario) 89
 Tovar (Venezuela) 192
 Traiguén (Chili) 96, 138, 140, 142, 143, 144, 145, 147
 Trieste 12, 15
 Trinácia (Colonie, Paraguay) 180
 Tucumán (Argentine)
 — Province 108
 — Ville 96, 109
 Turquie 93 •

 Ubatuba (São Paulo) 168
 Unterwald 10, 11, 64, 122, 125, 152, 157, 166
 Uri 11, 64, 73, 152
 Uruguay
 — Etat 8, 10, 96, 110, 114, 116–134, 179
 — Río 97
 Utah 39, 67, 76, 78, 79, 80, 81
 Utica (New York) 37

 Valais 10, 11, 47, 88, 93, 99, 122, 125, 129, 143, 152, 155
 Valdivia (Chili)
 — Province 145
 — Ville 137
 Valparaíso (Chili)
 — Province 145
 — Ville 96, 135, 136, 137, 138, 139, 142, 145, 147, 148
 Vancouver (Colombie britannique)
 — Ile 77
 — Ville 85, 89
 Vaud 10, 11, 34, 58, 60, 64, 68, 82, 99, 117, 122, 125, 136, 140, 141, 143, 144, 151, 154, 155, 197, 199
 Veinticinco de Noviembre (Colonie, Paraguay) 180
 Venezuela 96, 192–195
 Veracruz (Mexique) 196, 200
 Vermont 37, 39
 Vevay (Indiana) 39, 40, 42
 Victoria (Chili) 96, 140, 145
 Villa Elisa (Colonie, Entre Ríos) 113
 Villa Hayes (Paraguay) 179
 Villa Urquiza (Entre Ríos) 96, 97

Virginie 39, 53, 54, 56, 57, 59, 61
Virginie occidentale 39, 54, 55, 57
Visconde de Mauá (Rio de Janeiro) 175

Waco (Texas) 66
Wald (Allemagne) 212
Wartburg (Tennessee) 58, 60
Washburn (Texas) 82
Washington (Etat) 39, 67, 76, 77
Washington (Ville) 21, 22, 25, 26, 38, 42,
43, 48, 55, 56, 57, 59, 61, 62, 65, 66, 78,
81, 82, 88, 187, 194
West Huttonsville (Virginie occidentale)
57
White Pine (Nevada) 76

Winnipeg (Manitoba) 89
Wisconsin 32, 33, 39, 40, 41, 43, 44, 48, 75
Wyoming 39, 67, 81

Yegros (ou Colonia Nacional, Paraguay)
180, 183

Zoug 10, 11, 99, 136, 152, 155

Zurich

– Canton 10, 11, 31, 34, 40, 51, 60, 63,
64, 68, 77, 88, 93, 99, 117, 125, 136,
140, 143, 144, 151, 152, 154, 166,
177, 199, 204, 210, 214

– Ville 159, 161, 165, 176, 178, 209

Zurich (Kansas) 52

Zurich (Ontario) 84

Liste des tableaux

1. Emigration suisse par continent, en %, 1869–1919	9
2. But de l'émigration suisse 1880–1919, moyenne cantonale en % ..	11
3. Embarquement des émigrants suisses, 1887–1938, en %	15
4. Emigration suisse aux Etats-Unis, 1820–1920	28
5. Immigration suisse aux Etats-Unis, par décennie	29
6. Provenance cantonale de l'émigration suisse aux Etats-Unis, 1887–1918	30
7. Personnes nées en Suisse établies aux Etats-Unis	31
8. Population née en Suisse établie dans les Etats du Centre Atlanti- que et de la Nouvelle-Angleterre	37
9. Les Suisses aux Etats-Unis	39
10. Population née en Suisse établie dans les Etats du Centre Nord-Est	41
11. % des ressortissants suisses établis dans les régions de l'Illinois ...	46
12. Population née en Suisse établie dans les Etats du Centre Nord- Ouest	47
13. Population née en Suisse établie dans les Etats du Sud	54
14. Population née en Suisse établie dans les Etats de l'Ouest	67
15. Suisses de naissance établis dans les régions de Californie, en % ...	69
16. Production d'or et d'argent dans l'Ouest américain	76
17. Fermes irriguées dans les Etats des Rocheuses, en 1892	81
18. Personnes d'origine suisse au Canada	84
19. Emigration suisse en Argentine, 1857–1920	92
20. Immigration suisse en Argentine, par décennie	93
21. Provenance cantonale de l'émigration suisse en Argentine, 1887–1918	94 ×
22. Les Suisses en Amérique du Sud	96
23. Recensement des Suisses domiciliés dans les colonies d'Argentine, en 1864	99
24. Suisses en Argentine en 1914	114
25. Immigration suisse en Uruguay	116
26. Origine des habitants de Nueva Helvecia	122
27. Propriété du sol à Nueva Helvecia, en 1868	124
28. Evolution de l'utilisation et de la répartition du sol à Nueva Hel- vecia	125
29. Répartition de la propriété de Nueva Helvecia par origine canto- nale, en 1889	125
30. R ressortissants suisses au Chili	145
31. Emigration suisse au Brésil, 1846–1920	149
32. Immigration suisse par décennie, moyenne annuelle	150
33. Origine des ressortissants suisses de l'arrondissement consulaire de Rio de Janeiro, 1829–1917, en %	151

34. Ressortissants suisses de l'arrondissement consulaire de Rio de Janeiro, 1829–1917	153
35. Origine des ressortissants suisses de l'arrondissement consulaire de Bahia, 1819–1926, en %	154
36. Provenance cantonale de l'émigration suisse au Brésil, 1887–1918	156
37. Evolution des dettes de 137 colons établis suivant le système de "parcerie"	163
38. Sommes totales avancées par les communes et les cantons pour les contrats de bail et les voyages	166
39. Mouvement des Suisses au Mexique	199

Das Schweizerische Bundesarchiv veröffentlicht:

I. Zeitschrift Studien und Quellen

Bisher erschienen:

Nr. 1, 1975:

Oscar Gauye: *Vorwort*

Guido Hunziker: *Die Korrespondenz der Kantone mit dem Landammann der Schweiz, 1803–1813*

Gérald Arlettaz: *L'émigration suisse outre-mer de 1815 à 1920*

Nr. 2, 1976:

Antoine Fleury: *Publication d'une collection de Documents diplomatiques suisses*

Daniel Bourgeois: *Les archives de la Diète sous le régime de l'Acte de Médiation (1803–1813)*

Erich Schärer: *Die systematische Kompetenzenkartei des Bundesarchivs*

Nr. 3, 1977:

Oscar Gauye: *En guise d'avant-propos: Tendances de la recherche aux Archives fédérales*

Gérald Arlettaz: *Les finances de l'Etat fédéral de 1848 à 1939. Structures financières, administratives et documentaires*

Nr. 4, 1978:

Oscar Gauye: *Le Général Guisan et la diplomatie suisse, 1940–1941*

Daniel Bourgeois: *L'image allemande de Pilet-Golaz, 1940–1944*

Hugo Caduff/Kurt Rufer: *Der Einsatz der maschinellen Datenverarbeitung im Bundesarchiv*

II. Reihe Inventare

Bisher erschienen:

Walter Meyrat: *Die Abschriftensammlung des Bundesarchivs. 1977*

Christoph Graf: *Zensurakten aus der Zeit des Zweiten Weltkrieges. 1979*

Les Archives fédérales conservent:

- a. les archives centrales de la République helvétique de 1798 à 1803;
- b. les archives de l'époque de la Médiation de 1803 à 1813;
- c. les archives de la période de la Diète de 1814 à 1848;
- d. les archives de l'Etat fédéral depuis 1848;
- e. les originaux des actes diplomatiques et les ratifications des traités internationaux qui doivent être déposés au siège de la Confédération;
- f. des fonds pouvant servir à l'histoire de la Suisse depuis 1798, qu'il s'agisse de fonds déposés, donnés, légués ou acquis d'une autre manière;
- g. diverses collections de copies, de photocopies, de microfilms, de registres et d'inventaires concernant l'histoire de la Suisse et provenant d'autres archives et bibliothèques.

Les documents des archives sont accessibles au public après l'expiration d'un délai de trente-cinq ans, s'il n'en résulte pas de préjudice pour les intérêts publics ou privés.

Pour la consultation des documents officiels de moins de trente-cinq ans, des dérogations peuvent être accordées à des fins scientifiques.

La salle de lecture est ouverte du lundi au vendredi de 8 à 18 h. Fermeture annuelle: deux semaines en juillet.

* * *

L'Archivio federale conserva:

- a. l'archivio centrale della Repubblica elvetica dal 1798 al 1803;
- b. l'archivio dell'epoca dell'Atto di Mediazione dal 1803 al 1813;
- c. l'archivio del periodo della Dieta dal 1814 al 1848;
- d. l'archivio dello Stato federale dal 1848;
- e. gli originali degli atti diplomatici e le ratificazioni di accordi internazionali che devono essere depositati alla sede della Confederazione;
- f. gli atti depositati, donati, legati o altrimenti acquisiti concernenti la storia della Svizzera dal 1798;
- g. varie collezioni di copie, fotocopie, micropellicole, registi e inventari concernenti la storia svizzera e provenienti da altri archivi e biblioteche.

Gli atti dell'Archivio sono messi a disposizione del pubblico dopo un termine di 35 anni, in quanto la loro comunicazione non pregiudichi interessi pubblici o privati.

Può essere derogato al termine di 35 anni quando sussista uno scopo scientifico.

La sala di studio è aperta dal lunedì al venerdì dalle ore 8 alle 18. Chiusura annuale: due settimane in luglio.